

Les vieux arguments de M. Gorbatchev

M. GORBATCHEV a besoin d'argent, il n'y a rien de nouveau. Mais aujourd'hui, le président soviétique ne néglige aucune occasion de présenter sa requête à l'Ouest. Récipiendaire mercredi 5 juin du prix Nobel de la paix à Oslo, il met en balance le succès de la perestroïka et la stabilité mondiale. Invité selon toute vraisemblance à Londres lors du sommet des sept grands pays industrialisés, le mois prochain, il y exposera une nouvelle fois ses demandes. Les chefs d'Etat, embarrassés, ont finalement accepté de le recevoir. Ils seront sans doute amenés à lui faire quelques concessions. Mais ni lui ni eux ne seront en mesure de tirer véritablement profit de cette rencontre.

Le ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Alexandre Bessmertnykh, affirme qu'il ne s'agit pas de réclamer de l'argent, mais de faire participer les pays occidentaux à l'expérience grandiose de la transition de l'économie soviétique vers un autre système. La menace grandissante d'une cessation des paiements de l'URSS rend cependant inévitables les requêtes financières. Une crise des paiements de Moscou pèserait lourdement sur les comptes des banques européennes, achèverait de décourager les investisseurs et imposerait une contrainte supplémentaire sur l'ancienne Europe socialiste. Les pays occidentaux en sont conscients.

EN un an, depuis le dernier sommet des Sept, à Houston, le débat sur l'aide à l'URSS n'a en fait pratiquement pas avancé. La crise économique et financière de l'URSS s'est considérablement aggravée, sa désintégration politique s'est poursuivie. Quant aux pays industrialisés, leur conjoncture s'est nettement détériorée.

Les Sept se contentent d'examiner les plans de réformes successifs, dont les plus récents ont été élaborés avec l'aide de spécialistes de l'université américaine de Harvard. Tous savent que ces projets restent sans valeur tant que l'URSS n'aura pas trouvé de consensus politique. A quoi bon proposer un dispositif de privatisations, lorsque la majorité du Parti communiste reste opposée à la propriété privée ?

Il était facile pour les Sept d'inviter M. Gorbatchev à participer à leur rencontre au sommet. Cela présente-t-il pourtant un intérêt, lorsque l'on sait qu'aucun d'entre eux n'est disposé ou n'a les moyens de fournir une large soutien financier ?

M. Gorbatchev a affirmé que si le groupe des Sept et la Communauté européenne refusent de collaborer avec son pays, l'URSS devra rechercher d'autres moyens de parvenir à ses fins. Ces moyens, est-on tenté de lui répondre, il n'y a que chez lui qu'il pourra les trouver. La coopération économique viendra alors naturellement. Mais le temps manqué pour que de tels mécanismes puissent s'enclencher. M. Gorbatchev risque donc de répéter à Londres son discours d'Oslo et de développer des arguments déjà utilisés sans résultats.

Lire page 27
l'article d'ÉRIC LE BOUCHER

MO147 - 0807 0 - 6.00 F

La nomination de M. Ghazali et l'instauration de l'état de siège pour quatre mois

Le nouveau premier ministre algérien aura une marge de manœuvre limitée

Le couvre-feu a été instauré, jeudi 6 juin, à Alger et dans trois départements limitrophes, de 0 heure à 3 h 30. Chargées d'administrer l'état de siège - prévu pour quatre mois - et investies de larges pouvoirs de police, les autorités militaires ont interdit les rassemblements et manifestations sur la voie publique. Ces dispositions risquent de limiter sensiblement la marge de

manœuvre de M. Sid Ahmed Ghazali, ancien ministre des affaires étrangères dans le gouvernement démissionnaire, qui a été choisi, mercredi soir, par le président Chadli Bendjedid pour former un nouveau cabinet. Le Front islamique du salut (FIS) a maintenu son mot d'ordre de grève générale mais a recommandé à ses militants d'éviter tout heurt avec les forces de l'ordre.

La vigilance de l'armée

par Jacques de Barrin

Sur les directives de l'un des siens, le président Chadli Bendjedid, l'armée ne se l'est pas fait dire deux fois pour ramener le calme. En juin 1991 comme en octobre 1988, il y avait péril en la demeure. Les forces traditionnelles de maintien de l'ordre ne suffisent plus à la tâche.

Depuis que l'Algérie a commencé, il y a deux ans, à se livrer à l'exercice démocratique, l'armée nationale populaire (ANP) - 125 000 hommes, au total, - qui, depuis l'indépendance, n'avait jamais vraiment

cessé de faire la pluie et le beau temps, s'est tenue à sa place, en état de veille. Un de ses porte-parole n'aurait-il pas, en mars 1989, qu'elle ne saurait, désormais, « s'impliquer dans le jeu complexe des tendances » car « elle se doit, en tant que force au service du seul pouvoir légal, de conserver intacte l'unité de ses rangs » ?

Plus de confusion des genres : ses chefs venaient alors de demander au président Chadli de décharger de leurs fonctions les représentants de la gérance militaire au comité central du FLN.

Lire la suite page 4

Lire également
■ Le nouveau premier ministre va devoir partager certains pouvoirs avec les militaires
par GEORGES MARION

■ M. Sid Ahmed Ghazali : l'ouverture au nom du pragmatisme
par JACQUES DE BARRIN

■ Les réactions des étudiants algériens de Paris
par PHILIPPE BERNARD

■ Le gouvernement tunisien face à l'activisme des intégristes
par MICHEL DEURÉ

pages 3 et 4

Les choix du gouvernement Cresson

La rigueur salariale pourrait être maintenue

M^{me} Edith Cresson devait poursuivre, jeudi 6 juin, ses entretiens avec les partenaires sociaux. Mercredi, elle avait indiqué au Sénat que des « mesures qui ne feront pas plaisir à tout le monde » seront prises pour réduire le déficit de la Sécurité sociale (23 milliards de francs en 1991). Avant la fin du mois, M^{me} Cresson doit prendre des décisions sur la revalorisation, au 1^{er} juillet, du SMIC et sur les salaires des fonctionnaires. Le gouvernement ne semble pas disposé à renoncer à la rigueur salariale.

Les fonctionnaires et les smicards

par Michel Noblecourt

Le nouveau premier ministre, M^{me} Edith Cresson, va être rapidement obligée de prendre des décisions sur la politique salariale qu'elle entend conduire. Deux dossiers tests sont déjà sur son bureau : la revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet et l'évolution du traitement des fonctionnaires.

Confrontée à un climat social ombrageux dans les transports publics et à la grogne des professions de santé, le premier ministre devrait arrêter sa position à l'issue de la consultation des partenaires sociaux qu'elle a engagée.

M. Jean-Pierre Soisson recevant de son côté les fédérations de fonctionnaires. Cependant, tout indique que la progression des salaires restera à l'écart du nouvel élan souhaité par le président de la République. Les marges de manœuvre sont tellement étroites que la tentation de poursuivre la rigueur salariale est forte, priorité étant donnée plus que jamais à la lutte contre le chômage.

Au début de l'année, et même après la fin de la guerre du Golfe, la crainte restait forte, dans les milieux gouvernementaux et patronaux, d'un nouveau « dérapage » des salaires en 1991.

Lire la suite page 28

Francesco Cossiga le grand perturbateur

Une partie de la classe politique italienne, communistes en tête, dénonce l'interventionnisme croissant du président de la République

M. Francesco Cossiga, chef de l'Etat italien, préside cette semaine les cérémonies pour le 45^e anniversaire de la première République transalpine. Cette célébration a lieu dans un climat altéré par le grave conflit qui l'oppose à une partie de la classe politique.

ROME

de notre correspondant

« Mais si je viole la Constitution, comme ils disent, pourquoi ne déclenchent-ils pas contre moi la procédure de l'impeachment ? ». Lundi 20 mai, sur les antennes de la radio publique, GRI. La guerre des nerfs et des mots, qui met aux prises, depuis des mois, le chef de l'Etat, une partie de son gouvernement et une majorité de la classe politique, vient de franchir un nouveau degré sur l'échelle de Richter. Le séisme

institutionnel qui va inévitablement secouer l'Italie se rapproche vertigineusement. Epicentre, le palais du Quirinal, siège de la présidence de la République, occupé depuis cinq ans par un homme naguère tranquille M. Francesco Cossiga, métamorphosé depuis dix-huit mois en un véritable ouragan.

Les communistes, « anciens » du PDS et « nouveaux » marxistes « reconstitués », ont pris la tête de la campagne pour sa destitution. Ils sont soutenus par l'extrême gauche, une partie des Verts, de la gauche indépendante, et, beaucoup plus grave, ils ont l'appui discret d'une fraction de l'aile gauche démocrate-chrétienne, le propre parti du chef de l'Etat. « Mon ex-parti », précise, désabusé, le président, est actuellement dirigé par des malheureux. Motif de ce conflit inédit entre M. Cossiga, huitième président de la première République

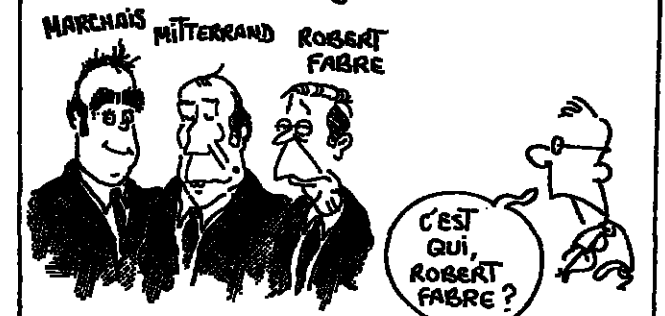
italienne, et l'essentiel de la nomenclature politique qui l'a fait roi : celle-ci ne supporte plus l'interventionnisme croissant d'un homme, voué par ses fonctions et par tradition à l'inauguration des chrysanthèmes, qui se mêle soudainement de vouloir apparaître comme le véritable maître du jeu.

Il veut réformer les mœurs de l'administration publique, il sermonne les uns et les autres, multiplie les philippiques contre le système, les rappels à l'ordre aux ministres et les vertes diatribes contre cette « partitocratie » dont il est issu et qui règne en maître depuis un demi-siècle sur la Péninsule. Justice, maintien de l'ordre, mafia, finances publiques, assurances sociales et, surtout, débat constitutionnel, aucun sujet n'échappe plus à ses remontrances, à ses « coups de gueule ».

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 6

Le rapprochement PC-PS

1972 : union de la gauche



1991 : rencontre Marchais-Maurroy



Lire page 9 les articles d'OLIVIER BIFFAUD et de JEAN-YVES LHOMEAU

LIVRES • IDÉES

■ Proust va gagner. ■ Le feuilleton de Michel Bréda : Dormir avec Marcel. ■ Histoires littéraires, par François Bott : Le voyageur du Paris-Brest. ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : Bunuel l'ammerdeur. ■ Enquête : Le lamento des traducteurs.
Lire pages 19 à 26

Le démantèlement de l'apartheid

Deux lois raciales abolies par le Parlement sud-africain page 5

Cagoule et Ligue arabe

La fin de notre dossier sur l'affrontement entre M. Dalé et M. Frydman page 14

« Sur le rifs et le complot complet se trouvent page 38

BOYD

William Boyd

BRAZZAVILLE PLAGE

roman

Seuil

120 F

Editions du Seuil

AFFAIRES

François Michelin est-il un bon patron ?

Depuis trente-deux ans à la tête de la Compagnie générale des Etablissements Michelin, « Monsieur François », comme l'appellent ses collaborateurs, a fait de l'entreprise clermontoise le numéro un mondial du pneumatique. Aujourd'hui, il annonce des pertes importantes et des licenciements massifs. A-t-il vu trop grand ? « Je suis parfaitement conscient que j'ai pris des risques fantaisistes », reconnaît ce patron secret dans l'entretien qu'il a accordé au Monde.

Lire l'entretien et l'enquête de FRANÇOIS RENARD.

Lire aussi : « Le portrait de M. Tristan Vieilleux » : « Les clubs de football anglais à la City » : « Les femmes managers ».

pages 29 à 31

ÉTRANGER

ALGÉRIE : M. Sid Ahmed Ghazali nommé à la tête du gouvernement

Les sanglantes émeutes d'Alger et la décision du président Chadli Bendjedid d'instaurer l'état de siège et de reporter les élections législatives prévues le 27 juin ont suscité, en Algérie, les réactions de plusieurs partis d'opposition. Ainsi, M. Hocine Ait Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), s'est-il demandé si ces mesures « ne cachaient pas la volonté d'un putsch ». A son avis, « on ne peut pas régler les problèmes économiques et politiques par le retour de l'armée. Ce serait la plus grande catastrophe ». Ce chef « historique » de la lutte de libération nationale a souhaité que soit rédigée une autre Constitution. « Nous voulons, a-t-il dit, que l'Algérie, qui est presque en état d'anticonstitutionnalité avec elle-même, puisse trouver une stabilité constitutionnelle et institutionnelle ».

Pour M. Saïd Sadi, président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), l'ins-

tauration de l'état de siège est « une situation ultime mais quasiment inévitable. Nous étions dans un état de désobéissance civile. L'état légal était complètement débordé et il n'y avait quasiment plus d'autre ressource que celle-là ». A son avis, « dès lors que c'est l'institution légale qui a fait appel à l'armée pour protéger [le] public, cela peut encore se concevoir ».

Dans un communiqué rendu public mercredi, le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), l'ex-Parti communiste, a invité les Algériens à se remettre au travail, « dans la paix civile et la garantie des libertés individuelles et collectives ». Il a exigé, en outre, « l'interdiction de tous les partis totalitaires anticonstitutionnels qui ont mené le pays au bord de l'abîme et n'ont pas hésité à manipuler les sentiments de [la] jeunesse ».

Aux Etats-Unis, le porte-parole du département d'Etat a invité, mercredi, toutes les parties à

« faire preuve de retenue dans les prochains jours ». Il a regretté que « le processus démocratique prometteur commencé il y a deux ans ait été interrompu et que des pertes en vies humaines se soient produites » et a exprimé l'espoir que « les conditions pour tenir des élections seront rapidement restaurées ».

En France, M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a rapporté, mercredi, les commentaires faits par M. Roland Dumas lors du conseil des ministres. « La France souhaite, a-t-il indiqué, que le calme revienne à Alger pour que le processus démocratique puisse reprendre son cours normal et que les consultations électorales prévues puissent avoir lieu ». Pour sa part, M. Jacques Chirac s'est déclaré « inquiet », estimant que « tous les intégristes, de quelque nature qu'ils soient, sont dangereux ». Il s'est dit persuadé que « la grande majorité des Algériens, régulièrement

installés en France, ne sont pas désireux d'imposer les problèmes liés à l'intégrisme dans notre pays ».

Le porte-parole du RECOURS-France, fédération d'associations de rapatriés d'Algérie, M. Jacques Roseau, a demandé, mercredi, au gouvernement français de « prendre d'urgence », en relation avec le gouvernement algérien, « toutes les dispositions utiles pour que la sécurité des Français résidant toujours en Algérie soit parfaitement assurée ».

Quant à France-Plus, mouvement pour la défense des droits civiques animé par des jeunes d'origine maghrébine, il dénonce, dans un communiqué, la « terreur » imposée par les islamistes. Afin d'« éviter la guerre civile à tout prix », il estime que « l'armée doit absolument rester dans les casernes » et souhaite que les élections aient lieu comme prévu.

Le nouveau premier ministre va devoir partager certains pouvoirs avec les militaires

ALGER

de notre correspondant

Le choix de M. Sid Ahmed Ghazali n'est pas à proprement parler une surprise puisque son nom figurait en bonne place dans le groupe des premiers ministres potentiels les plus fréquemment cités pour remplacer M. Mouloud Hamrouche. Mais l'on n'attendait pas que cette nomination intervienne aussi rapidement, alors que la présidence de la République venait de faire connaître le décret organisant l'état de siège « pour une durée de quatre mois ». Les observateurs en avaient déduit que le chef de l'Etat n'espérait pas une normalisation de la situation politique avant de longs mois.

La nomination rapide d'un homme qui n'a pas la réputation d'un « libéral » tend à indiquer que M. Chadli Bendjedid, sans préjuger de la suite des événements, entend au moins favoriser un retour rapide à une vie démocratique normale. M. Ghazali, cependant, est prisonnier de la situation. En prenant ses nouvelles responsabilités, il a accepté, indépendamment de ses idées personnelles, et au risque de passer pour le gérant de l'état de siège, d'appliquer les règles d'un jeu largement défini par l'armée. Même si, à son exemple, peu de responsables politiques algériens en ont contesté la nécessité, M. Ghazali a choisi de faire avec les treize articles d'un décret contraignant, qui risque de porter ombrage à sa réputation d'ouverture.

L'état de siège qui « vise à sauvegarder la stabilité des institutions de l'Etat démocratique et républicain » transfère, en effet, à l'autorité militaire « les pouvoirs dévolus à l'autorité civile en matière d'ordre public et de police ». Ainsi investie, l'autorité militaire peut prononcer des mesures d'internement administratif ou d'assignation à résidence « contre toute personne majeure dont l'activité s'avère dangereuse pour l'ordre public », après avis d'un comité de sauvegarde de

l'ordre public composé, dans chaque wilaya, du wali (préfet), du commissaire de sûreté, du commandant de groupement de la gendarmerie et, le cas échéant, du chef du secteur militaire. Deux personnalités « connues pour leur attachement à l'intérêt public » siègent aussi au sein du comité.

Dotée des pouvoirs de police, l'autorité militaire peut, notamment, « opérer ou faire opérer des perquisitions, de jour comme de nuit » ; elle peut interdire des publications et des réunions, restreindre ou interdire la circulation des personnes, interdire les grèves, prononcer des réquisitions de personnels, suspendre l'activité des partis et des organisations. Dispositions essentiellement dédiées au Front islamique du salut (FIS) dont les maires n'avaient pas été les derniers à se lancer dans la grève, perturbant ainsi l'activité des services administratifs ; l'autorité militaire s'est aussi arrogée le droit de dissoudre les assemblées locales et communales « lorsque l'action légale des pouvoirs publics est mise en échec ou entravée par des attitudes d'obstruction avérée, ou d'opposition déclarée ». Dès jeudi, un couvre-feu sera instauré de 23 heures à 3 heures et demie du matin.

En finir avec le FIS ?

Ainsi corsetée, la politique du prochain gouvernement ne devrait pas connaître, sur le fond, de profonds changements. Dans le domaine économique, les réformes opérées par l'Algérie au cours des deux années précédentes sont trop radicales pour qu'il soit possible, à condition que M. Ghazali en ait même le désir, d'envisager autre chose que des retouches. Il n'y a de même aucune raison de modifier les axes d'une politique étrangère que M. Ghazali, ministre des affaires étrangères dans le précédent gouvernement, a contribué à définir. C'est en politique intérieure que le nouveau premier ministre devra surtout déployer ses talents.

Il va notamment lui falloir définir sa position à l'égard du FIS dont la direction collective a appelé, mercredi soir, à la poursuite de la grève générale. Dans une large mesure, cet appel n'a pas d'autre poids que les quelques lignes qui le composent. Depuis le 25 mai, date du début de la grève lancée par le FIS, le mouvement était surtout symbolique et ce n'est pas aujourd'hui, alors que l'état de siège permet l'emprisonnement des grévistes, qu'il risque de s'étendre.

Aucun bilan officiel

Le FIS ne l'ignore pas, mais apparemment, il tient à manifester la constance de son opposition. Une attitude qui n'est pas sans risques : plusieurs voix, au sein du pouvoir et du monde politique, ont suggéré d'en finir une bonne fois avec une organisation qui a montré qu'elle n'entendait pas jouer le jeu. Les outils pour le faire sont nombreux : l'état de siège permet de dissoudre tout mouvement « dont les dirigeants ou les membres se livrent à des actions contraires aux lois », tandis que le code pénal ne manque pas d'articles pour poursuivre les appels à la rébellion dont les dirigeants du FIS, depuis deux semaines, n'ont pas été avares.

Au-delà du problème spécifique posé par le FIS, le nouveau premier ministre aura cependant fort à faire pour « pacifier » un pays plus commotionné qu'on ne le dit par les récents événements. Même avec l'aide des personnalités d'origines politiques diverses, dont il recherche le concours, la tâche est délicate. Au soulagement de beaucoup qui craignaient une répétition des tristes événements d'octobre 1988, l'ordre est rétabli dans la rue — des heurts ont toutefois encore eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi en plusieurs endroits d'Alger — mais le trouble est profond dans les esprits. « En moins de trois ans nous avons connu trois premiers ministres, deux révolutions et pres-

que un régime militaire, constatant avec amertume une personnalité algéroise. Il faudrait que cela cesse ».

A en juger par les dégâts constatés dans Alger et sa périphérie, il faudra du temps. Dans plusieurs quartiers dont l'accès était jusqu'à interdit par des barrières militaires, les destructions sont plus importantes que ne le laissent entendre les rares informations diffusées. Rues défoncées, barreaux de poubelles et de décombres, poteaux abattus, bâtiments publics dévastés, témoignent de la profondeur des ressentiments. Alors que les islamistes du FIS avaient consigné de ne pas s'attaquer aux édifices publics, directive dans l'ensemble respectée, des jeunes, hors de tout contrôle, ont partiellement réédité le scénario d'octobre 88 en s'attaquant aux symboles d'une autorité vécue par de larges couches de la jeunesse algérienne comme illégitime.

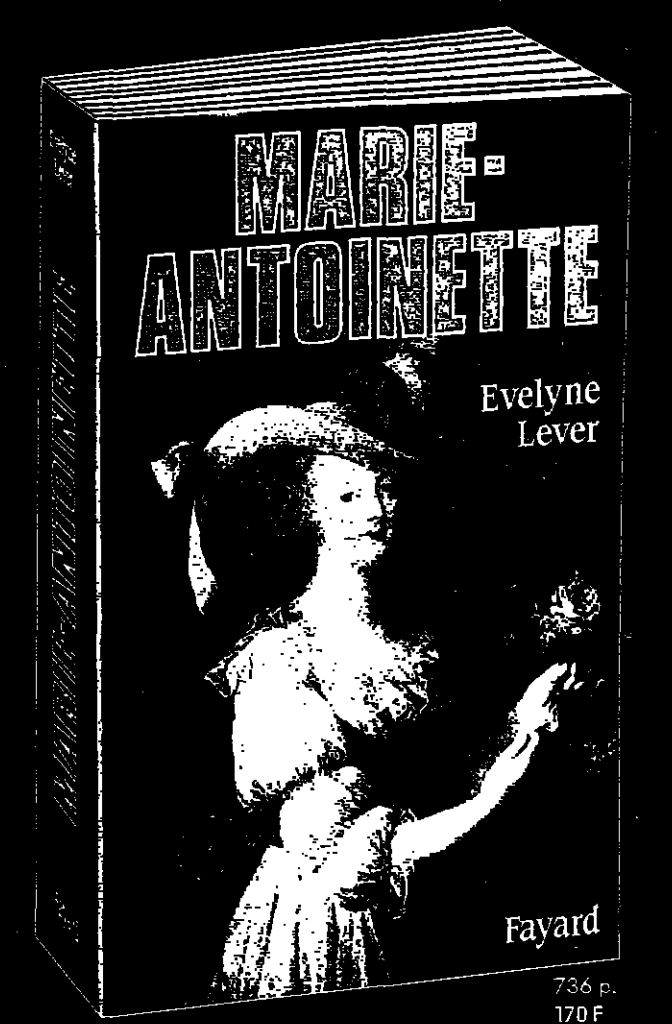
A Alger, dans la nuit de mardi à mercredi, le palais de justice a été bombardé de cocktails Molotov ; l'immeuble qui abrite les services du Trésor a été attaqué, comme le commissariat du 3^e arrondissement, non loin de la place des Martyrs, envahi par une troupe armée d'instruments hétéroclites. Selon un policier présent sur les lieux, la riposte a failli tourner à l'irréparable. Mercredi soir, à Belcourt, chaque pâté d'HLM avait encore sa barricade, dérisoire obstacle face aux chars qui contrôlent les carrefours et qui ont pris pleine possession de la place du 1^{er} Mai et des quartiers environnants. Discrètement, des groupes de jeunes gens discutaient entre eux, jetant des regards sans aménité aux rares voitures qui passaient aux environs. Au centre d'Alger, dans le quartier Meissonnier, de jeunes garçons avaient fermé leur rue par des barreaux réputés les protéger contre les rafales venues de voitures inconnues et spontanément identifiées à celles du pouvoir. « Il faut comprendre, expliquait l'un d'eux qui n'avait rien d'un militant islamiste, il y a eu

des morts » FIS ou pas, les victimes étaient les leurs, et les assassins ceux « d'en face ».

Hormis quelques bribes d'information, aucun bilan officiel des victimes n'a encore été donné par les autorités. La direction de la gendarmerie a cependant reconnu la mort d'un officier, touché par un parapluie tombé des toits. Un autre gendarme a été blessé par balle. L'agence de presse officielle APS a, quant à elle, fait état de deux morts et de quatorze blessés, mercredi à Souk-Ahras, non loin de la frontière tunisienne.

GEORGES MARION

Le destin manqué de Marie-Antoinette



Bien documenté, généralement impartial. Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

Dans la biographie qu'elle consacre à Marie-Antoinette, Evelyn Lever analyse son rôle social et politique au sein d'une société en pleine mutation. Pas question de réhabiliter Marie-Antoinette..., mais de démontrer comment l'épouse de Louis XVI a trompé les espérances de sa famille autrichienne (sa mère et son frère, l'empereur Joseph II) sans jamais remplir entièrement son rôle de reine de France.

Anne Muratori-Philip, Le Figaro

FAYARD

Les étudiants algériens de Paris

« Ça devait arriver »

L'état de siège décrété à Alger n'empêche pas les étudiants algériens de Paris de débattre en affichant librement leurs opinions politiques. Mercredi 5 juin, dans le foyer de la Maison des étudiants algériens à Paris, se croisaient librement des analyses fort contradictoires des événements.

« C'est avec un marteau qu'on casse la glace, lançait, dans une ellipse presque maïeutique, un étudiant proche du Front islamique du salut (FIS), cherchant à justifier ses méthodes.

« Les élections ? Et alors ! »

Le peuple algérien ne veut plus se contenter de survivre avec le FIS ; il aspire à jouer un rôle sur la scène internationale. Récemment d'un panique du pouvoir en place : « Avec leur grève, les ordres n'ont pas été ramassés à Alger depuis des semaines. Je

croyais que l'islam, c'était la propriété la plus précieuse et cinglante : « la pourriture, c'est depuis trente ans en Algérie ! »

L'intervention de l'armée et le report des élections ne semblent guère avoir surpris la petite communauté étudiante. La « ça devait arriver » apparaît même comme l'un de ses rares dénominateurs communs, avec l'attachement au peuple algérien. Au-delà, les avis divergent totalement. Pour les uns, le pouvoir s'est vu contraint de riposter à la provocation du FIS. « Les barbus savaient qu'ils allaient perdre les élections ; ils ont préféré jeter le pays dans le chaos. » Certains vont jusqu'à justifier la loi électorale anti-FIS préparée par le FLN : « Donner sans protection des sièges aux islamistes, c'était aller à la débâcle. Les élections du 27 juin devaient semer la démocratie. Aujourd'hui, le pays a fait vingt pas en arrière. Mais, sans l'état de siège, on glissait

vers l'affrontement, comme en 88. » Pour les autres, la provocation vient tout simplement du gouvernement algérien, qui aurait saisi le prétexte de la grève générale pour annuler des élections qu'il ne souhaitait pas et déclarer le FIS hors la loi. « Les élections ? Et alors ! Elles n'auraient rien changé. De toute façon, elles étaient truquées. A la malhonnêteté, on répond par la malhonnêteté », remarque un étudiant en médecine. Maintenant, le pouvoir va avoir plus de temps pour le préparer ! »

L'opposition marquée entre étudiants islamistes et étudiants laïques se retrouve jusque dans la vie de cette résidence universitaire du quatorzième arrondissement, propriété de l'Etat algérien. La petite bibliothèque a été transformée récemment en salle de prière, au grand dam des résidents de gauche qui y voient un mauvais présage. La hanse d'un retour à la répression de

l'automne 1988 est constante. Pour Nabib, ex-étudiant rencontré au restaurant universitaire maghrébin du boulevard Saint-Michel, les événements actuels renvoient à une sombre époque de sa vie, celle de son service militaire au moment des émeutes de 1988, et de sa participation aux « opérations ». « Je pensais que les islamistes recruteraient devant l'armée, on se rappelle de la répression de 88. Peut-être ont-ils choisi de faire des martyrs car, pour le moment, ils n'ont que la violence pour prendre le pouvoir. »

Reste, dans plusieurs conversations, l'idée que le chemin vers la démocratie est par définition cahoteux, que « l'incandescence actuelle est peut-être une étape nécessaire ». Sauf pour ceux qui considèrent la démocratie comme « une illusion véhiculée par les Occidentaux... »

PHILIPPE BERNARD

AFRIQUE

ALGÉRIE : nouveau premier ministre et instauration de l'état de siège pour quatre mois

La vigilance de l'armée

Suite de la première page

Il est vrai que la nouvelle Constitution, massivement approuvée par référendum quelques jours plus tôt, ne reconnaissait plus à l'armée le rôle de «bouclier de la révolution», chargée de participer au «développement du pays et à l'édification du socialisme».

La consécration du multipartisme contraignait l'armée à faire vœu d'apartisme, au moins pour sauvegarder les apparences. Il n'empêche que le président Chadli avait commencé, bien avant les émeutes d'octobre 1988, à engager cette mutation. Ainsi avait-il créé un état-major, redécoupé les régions militaires et favorisé la promotion de jeunes officiers sans légitimité historique.

Autre innovation : le ministère de la défense, dont le chef de l'Etat se réservait le portefeuille depuis le renversement du président Ahmed Ben Bella, en juin 1965, retrouvait son autonomie, en juillet dernier. S'en voyait confier la responsabilité le général Khaled Nezzar, qui, avec dix mille hommes sous ses ordres, avait supervisé l'état de siège pendant les émeutes d'octobre 1988, dans l'Algérie. Dans la foulée, le commissariat politique de l'armée

avait été transformé en «direction de la communication, de l'information et de l'orientation». Ces réformes, avait-on alors expliqué en haut lieu, visaient à «amener l'armée à un niveau moderne».

Ce difficile passage d'une armée d'anciens maquisards à une armée de métier a, bien évidemment, suscité des remous au sein de la nomenklatura militaire, illustrés notamment, en septembre dernier, par la démission spectaculaire du général Mohammed Botchine, chef des services de renseignements, et le départ à la retraite du général Mohammed Attalla, inspecteur général de l'armée.

Dans un récent entretien accordé au Monde, M. Mouloud Hamrouche, l'ancien premier ministre, aujourd'hui évincé, reconnaissait l'existence de «deux générations» de militaires, celle qui est issue de la guerre de libération nationale, «qui a été politisée», et celle qui est née après l'indépendance du pays. «Qui a choisi l'armée comme un métier», il n'en concluait pas moins que les uns et les autres vivaient «très bien» ces changements.

«Dépassements»

Il n'empêche qu'à l'heure où l'Algérie s'engage, de manière hésitante et incertaine, sur les chemins semés d'embûches de la démocratie, cette «mise au pas» de l'armée a ses limites. Celle-ci ne représente-t-elle pas, en effet, la seule force capable, pour le moment, de contenir toutes les dérives contestataires, islamiques ou non ? Ses chefs le savent, qui, aujourd'hui, n'hésitent pas, à l'occasion, à élever la voix pour signaler leur présence à ceux qui seraient tentés de les oublier.

Ainsi, en septembre dernier, dans un long entretien accordé à l'agence de presse AFS, qui fit alors grand bruit, le général Nezzar, tout en confirmant la «vocation politique» de l'armée, ne cachait pas son intention de faire intervenir la troupe «pour rétablir l'ordre» si «dépassements» il y avait. Il envisageait même, «le maximum de scrupules», toutefois, l'idée de contribuer au bon déroulement des élections à venir. Il exprimait, enfin, la conviction que «le FLN sortira grand des épreuves auxquelles il a été confronté».

Comme en Tunisie, mais, semble-t-il, avec moins de succès, les islamistes s'emploient à noyauter l'armée, des hommes de troupe aux officiers. Mais, pour l'heure, entre les intégristes et la plupart des grades, le courant ne passe pas vraiment. Incident significatif : il y a quelques mois, le directeur de l'hôpital militaire d'Ain-Nadja, à Alger, avait refusé l'accès de son établissement à tous les patients qui portaient la barbe. Pour des raisons d'hygiène qui n'ont trompé personne.

Dans un violent réquisitoire, début avril, El Djelich, la revue de l'armée, s'en était pris aux «extrémistes religieux», accusés de participer à une «vaste conspiration visant la dislocation du monde musulman». Il leur était aussi reproché leur «engagement tout symbolique aux côtés de l'Irak» pendant la guerre du Golfe et leur pratique du double langage. Si les islamistes continuent à jouer les provocateurs, finiraient-ils par épuiser la patience des militaires ?

«Dans les démocraties naissantes, on a toujours des inquiétudes à propos de l'armée», déclarait au Monde M. Hamrouche. En fait, tout dépend de l'intelligence des hommes politiques, des partis, des majorités qui leur opposent demain. Ancien coordinateur des affaires militaires, le président Chadli, qui a troqué, en septembre 1978, l'uniforme contre le costume de ville, sait mieux que quiconque, si danger il y a de voir l'Algérie en revenir au temps des colonels.

JACQUES DE BARRIN

M. Sid Ahmed Ghazali : l'ouverture au nom du pragmatisme

Ce n'est pas un inconnu que le président Chadli est allé chercher pour reprendre les choses en main, à la tête du gouvernement. En vingt-sept ans de carrière, il a su faire parler de lui en Algérie aussi bien qu'à l'étranger. D'autant plus - et peut-être d'autant mieux - que cet ingénieur, diplômé de l'Ecole des ponts et chaussées de Paris, rompu au jeu politique comme aux autres diplomatiques, n'est pas, loin s'en faut, un homme sans caractère.

Sid Ahmed Ghazali, l'homme au noué papillon, est né à Meghnia, dans l'ouest du pays, comme l'ancien président Ahmed Ben Bella qu'il servit, de 1964 à 1965, en tant que sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics. Son démarrage dans la vie politique, il le doit à M. Belfad Abdessalam, le grand patron de l'économie à l'époque et le chantre de l'industrialisation lourde de l'Algérie, dont il fut, plus tard, singulièrement déchanté.

M. Abdessalam avait appelé cet ingénieur à la direction des mines et des carburants avant de le pousser, en 1966, à la présidence de la Sonatrach, la toute puissante société d'Etat chargée des hydrocarbures, qui fait rentrer la grosse majorité des devises de l'Algérie. Il restera une dizaine d'années. Rien de surprenant donc à ce qu'en 1977 M. Ghazali soit

nommé ministre de l'énergie et des industries pétrochimiques.

En mars 1979, le président Chadli lui confia le portefeuille-clé pour lui confier, quelques mois



seulement, celui de l'hydraulique. Cet agitateur d'idées qui avait été l'artisan de la nationalisation des pétroles sera alors limogé pour avoir failli à la solidarité gouvernementale. Ne s'en était-il pas pris, haut et fort, à la politique énergétique suivie par son successeur, réclamant un débat public au bureau politique du FLN ?

Tout occupé à «déboussoler» l'Etat, le président Chadli saisit l'occasion qui s'offrait à lui d'écarter des affaires ce trublion

comme il avait déjà procédé avec son maître à penser, M. Abdessalam. Placé en réserve de la République, M. Ghazali connaît alors une longue traversée du désert. Il rejoint le corps diplomatique et se retrouve, de 1984 à 1988, ambassadeur à Bruxelles, accrédité auprès de la Communauté économique européenne, où il noue de solides amitiés.

Une «vision ringarde»

C'est M. Kasdi Merbah, le premier ministre que s'est choisi le président Chadli au lendemain des émeutes d'octobre 1988, qui le tire de son «exil» bruxellois, pour lui confier le ministère des finances. Il y restera un an. Il défend ses dossiers, avec fougue et talent, auprès des instances financières internationales, obtient d'elles les crédits nécessaires dans le cadre d'une politique d'ouverture économique dont, par pragmatisme peut-être plus que par conviction, il se fait le défenseur. Il réussit même le tour de force d'éviter à son pays un réchec loupé de sa dette extérieure, méthode qu'il juge déshonorante. Lorsque M. Merbah abandonne, en septembre 1989, à M. Mouloud Hamrouche son fauteuil de premier ministre, M. Ghazali se voit confier le portefeuille des affaires étrangères, Ardent défenseur de la cause

palessienne, on l'entend, lors de la guerre du Golfe, regretter que «l'effacement de l'URSS» de la scène internationale, qui profite aux Etats-Unis, «n'ait pas été compensé par une montée en puissance de l'Europe».

M. Ghazali n'est pas homme à dissimuler ses reproches à l'égard de l'ancienne métropole avec laquelle son pays, il ne l'oublie pas, partage des intérêts communs. «Dans le choix qu'a fait la France à l'occasion de cette crise», son sentiment est que «les Maghrébins ont compté pour moins que rien». Lors de la récente visite de M. Roland Dumas à Alger, il lui avait expliqué qu'il était maintenant temps d'abandonner une «vision ringarde» des relations bilatérales «qui excluait toute divergence d'opinion».

Rivalités politiques ou personnelles ? Ce n'était un secret pour personne que M. Ghazali ne portait pas M. Hamrouche dans son cœur. Il ne figurait pas au nombre des candidats que le FLN, sous la houlette réformatrice de l'ancien premier ministre, entendait présenter aux élections législatives du 27 juin. Le «dépassement» du processus démocratique offre, aujourd'hui, à cet «animal politique» une nouvelle occasion, de rebondir.

J. de B.

TUNISIE : après la découverte d'un «complot»

Le gouvernement est plus que jamais décidé à combattre l'activisme des intégristes

TUNIS

de notre correspondant

«Notre choix n'était pas aussi mauvais que certains ont voulu le croire. Cette fois-ci, la démonstration est faite que ces gens-là n'ont d'autre solution que le recours au terrorisme pour parvenir à leurs fins, c'est-à-dire à la prise du pouvoir.» Cette remarque, plutôt satisfaisante, entendue, à maintes reprises, mercredi 5 juin, dans les milieux politiques, après les incidents sanglants dont Alger avait été, la veille, le théâtre, ne masque pas complètement une nette inquiétude.

Les dirigeants tunisiens ont, eux aussi, à faire face à l'activisme croissant des islamistes. Mais, persuadés que ces derniers, contrairement à leurs homologues algériens, n'ont jamais envisagé sérieusement de se plier aux règles du jeu démocratique, ils ont toujours refusé de leur accorder droit de cité, quitte à les rejeter dans la clandestinité, ce qui n'est pas sans péril.

Si les événements actuels paraissent, du moins dans l'immédiat, leur donner raison, ils se gardent bien d'en tirer gloire et se disent conscients des dangereuses répercussions que l'évolution de la situation dans le pays voisin peut entraîner chez eux.

Ces craintes sont, toutefois, quelque peu tempérées par le succès relatif obtenu par le Front islamique du salut (FIS) avec le report des élections législatives. Les dirigeants tunisiens font, en effet, confiance aux militaires algériens pour rétablir une autorité dont ils déplorent souvent, en privé, la faiblesse, à propos, par exemple, de l'actuel bienveillant et des multiples facilités réservées à plusieurs responsables du «complot islamiste», dénoncé

voici deux semaines par le ministre de l'intérieur.

Pour l'instant, la découverte de ce complot a resserré les rangs de «la société civile». Tous les partis politiques sans exception, les diverses organisations et associations et même la Ligue tunisienne des droits de l'homme, ont fait front commun avec le pouvoir pour dénoncer le mouvement islamiste Ennahdha qui paraît être, aujourd'hui, sinon démantelé, du moins complètement isolé.

Comités de sauvegarde

Alors que l'on craignait que les étudiants islamistes, habitués à faire de l'agitation, mettent à profit les examens de ces derniers jours pour créer des désordres, les épreuves du baccalauréat ont eu lieu dans le calme. Il est vrai que la police assurait la sécurité à l'extérieur des établissements et qu'à l'intérieur veillaient des «comités de sauvegarde» constitués par les autorités de tutelle, l'opposition et les associations de parents d'élèves.

La situation paraît donc s'être normalisée après les remous de ces derniers jours. Mais tout n'est pas si simple. Les «comités de sauvegarde» ne sont pas des actes isolés, les autorités demeurent d'une extrême vigilance. La surveillance a été discrètement renforcée autour des bâtiments publics, les policiers en uniforme ou en civil sont plus nombreux à circuler dans les villes et, la nuit venue, les contrôles routiers sont fréquents. Parallèlement, l'enquête des services de la sûreté sur les ramifications du «complot» se poursuit. De nouvelles «révélations» se font jour. On croit-on savoir - seraient venues grossir le nombre des personnes arrêtées, qui s'élevait, le 22 mai, selon le ministre de l'intérieur, à trois cents, dont cent militaires (1).

Les dirigeants tunisiens s'efforcent aussi de suivre, autant que possible, les activités des chefs islamistes réfugiés à l'étranger. Dans les milieux politiques, on a «retenu avec beaucoup d'intérêt et d'attention» les voyages fréquents à Téhéran du président d'Ennahdha, M. Rachid Ghannouchi qui, mardi encore, assistait aux cérémonies du deuxième anniversaire de la mort de l'ayatollah Khomeini. Coupé de ses anciens protecteurs du Golfe depuis la guerre, n'attendant plus rien de Saddam Hussein, son éphémère allié, étant moins bien reçu en Algérie, M. Ghannouchi cherche-t-il, en Iran, un nouvel appui, s'interrogeant ces milieux qui, mezza voce, commencent à regretter le rétablissement, en septembre, des relations diplomatiques avec l'Iran,

qui avaient été rompues voici quatre ans, précisément pour cause de «complot».

Plus inquiétant, aux yeux des Tunisiens, est l'activisme déployé en Europe par quelques personnes qui s'emploient, auprès des agences de voyages, à accréditer l'idée que la Tunisie connaît «une situation explosive» pour tenter de compromettre un peu plus la saison touristique. Les autorités locales ont d'autre part découvert une cassette, qui aurait été enregistrée à Paris et introduite pour reproduction en Tunisie, dans laquelle M. Salah Karar, réfugié politique en France, se livre à une «diatribe d'une extrême violence, véritable appel au meurtre».

Une cassette «explosive»

Depuis quelques semaines, des lettres de menaces de mort, postées à l'étranger ou en Tunisie, parviennent régulièrement aux personnalités au pouvoir, à des responsables de l'opposition et à des journalistes. M. Abdelfattah Mourou, l'un des fondateurs d'Ennahdha, qui, avec quelques amis, a

quitté le mouvement, en mars, pour protester contre sa dérive violente, n'est pas le moins menacé.

M. Mourou n'en continue pas moins de préparer le programme du parti qu'il entend créer «dans le cadre de la loi» et qu'il espère voir, un jour, reconnu. Il admet que la conjoncture ne facilite pas son entreprise. «En ce moment, tout islamiste, même seulement sympathisant, est suspect, et je suis moi-même surveillé par la police, nous a-t-il déclaré. Des fois, cela ne facilite pas mes contacts». Sa tentative pour s'intégrer à la vie politique est-elle pour autant vouée à l'échec ?

Quoi qu'il en soit, les arrestations et les procès à venir ne régleront certainement pas le problème posé par les islamistes. Il devra, un jour, trouver sa solution dans un cadre politique. Il est des voix, au sein même du pouvoir, pour l'admettre.

MICHEL DEURÉ

(1) Des familles ont contacté des journalistes étrangers pour se plaindre d'être tenues dans l'ignorance du sort de leurs proches, arrêtés depuis plusieurs semaines, et de n'avoir pu leur faire parvenir ni nourriture ni vêtements.

LE PRIX, LE DÉLAI !
Plus vite, moins cher
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite.

PEUGEOT

NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 75008 PARIS ☎42.85.54.34 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

MANIÈRE DE VOIR N° 12

ALLEMAGNE JAPON LES DEUX TITANS

100 pages
42 F

MODELES OU MENACES ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الأنجلو

EUROPE

POLOGNE : la visite de Jean-Paul II

Le pape a lancé des signaux à l'Union soviétique

Le quatrième voyage de Jean-Paul II en Pologne l'a conduit, jeudi 6 juin, à Olsztyn. La veille, il avait rencontré les communautés lituanaises à Lomza (le Monde du 6 juin) et à Bialystok, où il a été également reçu par l'Eglise orthodoxe de Pologne.

OLSZTYN

de notre envoyé spécial

Le pape a frappé les trois coups, avant son voyage en Union soviétique, dans ces trois villes de l'est de la Pologne voisines de la frontière avec l'Ukraine (Przemysl), la Lituanie (Lomza), la Biélorussie (Bialystok). Le choix de ces trois étapes correspondait bien à une stratégie précise : souligner la solidarité avec les communautés chrétiennes d'Ukraine, de Lituanie, de Biélorussie, sans exacerber les tensions dans ces pays et risquer ainsi d'irriter M. Gorbatchev.

Réconciliation avec les orthodoxes

A Lomza, où il a reçu la communauté lituanienne, le pape s'est montré d'une grande modération. Il n'a pas voulu flirter avec les revendications nationalistes. Ainsi, a-t-il reçu en privé, après un office religieux à la cathédrale de Lomza, M. Kazimiera Pruskiene, ancien premier ministre de Lituanie, ainsi que M. Ceslovas Stankevicius, vice-président en exercice. Auparavant, dans son allocution publique à la cathédrale, il était resté très vague sur la situation de la Lituanie et son entourage ne

manque pas de souligner la prudence de l'épiscopat lituanien, comparé à l'épiscopat ukrainien, beaucoup plus nationaliste. Le choix de ces trois étapes correspondait bien à une stratégie précise : souligner la solidarité avec les communautés chrétiennes d'Ukraine, de Lituanie, de Biélorussie, sans exacerber les tensions dans ces pays et risquer ainsi d'irriter M. Gorbatchev.

Vives réactions en France à propos du parallèle entre l'Holocauste et l'avortement

Les propos du pape, lors de son voyage en Pologne, mettant sur le même plan l'Holocauste et l'avortement, ont provoqué quelques vives réactions en France. La nouvelle secrétaire d'Etat aux droits des femmes, M. Véronique Neizert, estime que Jean-Paul II « insulte les femmes et la communauté juive ». Les femmes sont insultées dans leur dignité, leur courage et leur détresse. Elles n'ont de façon à recevoir de personne en ce qui concerne les responsabilités de la vie ou le sens des responsabilités familiales. La communauté juive est insultée une fois de plus par la profonde méconnaissance de ce que fut l'Holocauste et par une papauté qui dénonce aujourd'hui, sans risque, ce qu'elle occultait soigneusement il y a quarante-cinq ans.

Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) juge les déclarations du pape « inacceptables » et qualifie le rapprochement qu'il a fait de « pernicieux, incompréhensi-

ble et insoutenable ». Il y a encore beaucoup à faire pour que le Vatican prenne conscience de la dimension de ce que représente pour le peuple juif cette terrible tragédie (de l'Holocauste). Je ne m'attendais pas à ce que le pape s'oriente de pareille manière vers les thèmes qui étaient celles de Mgr Lefebvre.

M. Henri Bulawko, président des anciens déportés juifs de France, se dit « profondément blessé ». Nous espérons que (le pape) s'inspirera du président polonais qui a demandé pardon au peuple juif pour les crimes commis sur le territoire où tous deux ont vu le jour.

L'Union européenne des étudiants juifs demande à Jean-Paul II de « faire publiquement des excuses pour le scandale des parallèles qu'il a établis entre l'avortement et l'Holocauste ». L'association estime que le pape « encourage la résurgence de l'antisémitisme en Pologne ».

guerre. Depuis longtemps, les autorités de Moscou réclamaient que Rome fasse coïncider ses frontières ecclésiastiques avec les frontières étatiques. C'est chose faite aujourd'hui.

Si on voulait une preuve supplémentaire de la détermination du pape, elle serait dans la qualité de la célébration eucharistique qui a eu lieu, mercredi soir, à la cathédrale orthodoxe Saint-Nicolas de Bialystok. L'Eglise orthodoxe de Pologne compte environ six cent cinquante mille fidèles, surtout d'origine biélorusse et ukrainienne. La minorité orthodoxe a longtemps souffert de la suprématie du catholicisme en Pologne, où les orthodoxes passaient volontiers pour être plus russes que les polonais, plus proches de Moscou que de Varsovie. Jean-Paul II a tenu à Bialystok un discours de réconciliation très remarqué. « Nous devons reconnaître humblement que les relations passées entre nos Eglises n'ont pas été marquées par un esprit de fraternité », a-t-il fait observer.

Dans l'après-midi, le pape avait traité brièvement de la crise économique traversée par la Pologne. Il a renouvelé son attachement à l'économie de marché et à la propriété privée des moyens de production qui n'est pas du « vol », a précisé Jean-Paul II. « C'est une tâche particulièrement lourde, a-t-il conclu, de devoir supporter l'héritage d'un régime qui a été un échec au plan économique et une menace au plan éthique et de construire, à l'intérieur d'un nouveau régime, un ordre social plus juste ».

HENRI TINCO

ALBANIE

M. Ylli Bufi nouveau premier ministre

Le président albanais Ramiz Alia a nommé, mercredi 5 juin, un nouveau premier ministre, M. Ylli Bufi, à la tête d'un gouvernement d'union nationale chargé de préparer de nouvelles élections, prévues pour mai ou juin 1992.

M. Bufi, quarante-deux ans, ingénieur chimiste et membre du Parti du travail albanais (communiste) qui détiendait plus des deux tiers des sièges au Parlement, occupait le poste de ministre de l'industrie alimentaire dans le gouvernement précédent. Il doit former son cabinet dans les cinq jours, en collaboration avec les représentants des partis et des syndicats indépendants.

Dans les milieux de l'opposition, M. Bufi passe pour appartenir au courant « modéré » du Parti communiste. Un membre du Parti démocrate, le principal parti d'opposition, a déclaré que celui-ci est « satisfait de cette nomination et ne s'y opposera pas ».

« Un second choix »

Le gouvernement dirigé par M. Fatos Nano avait démissionné mardi, au terme d'un accord conclu entre les partis pour mettre fin à la grève générale qui paralysait le pays depuis vingt jours. L'opposition et les grévistes réclamaient le remplacement de ce gouvernement, mais en place il y a une vingtaine de jours, par un cabinet de « techniciens détachés des partis politiques » et ne comprenant aucun membre du gouvernement Nano.

La grève s'était poursuivie mercredi et les syndicats indépendants ont décidé d'attendre la formation du nouveau gouvernement pour lui présenter leurs revendications.

Avant de nommer M. Bufi, le président Alia avait offert le poste de premier ministre à plusieurs autres personnalités qui ont toutes décliné l'offre, estimant cette fonction « trop pleine de risques » au moment où le pays traverse la plus grave crise de son histoire. Selon des diplomates à Tirana, le choix de M. Bufi constitue une surprise, « un second choix » selon l'un d'eux. — (AFP, Reuters)

■ BULGARIE : le Parlement annule le référendum. — Le Parlement a annulé, mercredi 5 juin, la décision prise la semaine dernière d'organiser un référendum le 6 juillet sur la forme future du régime, c'est-à-dire république ou monarchie. — (AFP)

■ URSS : exécutés afghans après le bombardement d'un village soviétique. — Le bombardement du village soviétique de Namadgull-Poon, à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, par un avion militaire afghan, qui a fait, mardi 4 juin, 4 morts et 9 blessés, a été qualifié mercredi d'« erreur tragique » par les autorités afghanes. Le chef de l'Etat afghan, M. Najibullah, a présenté ses excuses à M. Gorbatchev et proposé d'indemniser les familles des victimes. — (AFP, Reuters)

Francesco Cossiga le grand perturbateur

Suite de la première page

Finies les allocutions rituelles que personne n'écoute, place au parler vrai, au parler franc et... massif. En 1985 à la quasi-unanimité du Parlement — du jamais vu depuis 1948 — par une classe politique en mal de compromis, et qui cherchait alors un grand « normalisateur » après les sanglantes « années de plomb » du terrorisme, M. Cossiga, qui pendant les quatre premières années de son mandat, avait fait du silence et de la discrétion ses vertus cardinales, est soudainement descendu de son Aventin pour se révéler le grand imprévisible d'une République finissante, enlisée dans les querelles de chapelle et les graves échecs de gestion publique et financière, les défaites face à la prolifération du banditisme organisé, à la corruption croissante des dites locales.

Au centre de l'arène

Le voilà maintenant qui tance le gouvernement, convoque les magistrats, rabroue les partis. « C'est un volon... trop permanent », s'inquiètent les gazettes. Il veille, signale, exhorte, conseille, téléphone à tout le monde, à tout bout de champ et à l'aube de préférence. Au passage, il ressuscite une vieille pratique républicaine, quasiment tombée en désuétude, les « communications écrites du président » aux deux Chambres du Parlement et promet un nouveau message, avant la fin du mois, sur le délicat sujet des réformes institutionnelles. Destabilisé par un homme qu'il croyait être son allié, voire son prisonnier, et qui tout à coup, gonflé d'une exubérance insoupçonnée, transforme joyeusement le sceptre et le trône honorifiques qu'on lui avait confiés, en un primat prestigieux, en une espèce de tribune installée, non plus au sommet des gradins du public, mais en plein centre de l'arène, le « Landerneau politique » romain est comme tétanisé.

M. Cossiga a fini par instituer une véritable dyarchie au sommet du pouvoir, une tour imprenable. « Pas question de me retirer avant la fin de mon mandat », dit-il, dans les sables du jeu traditionnel des partis et ébranle l'ensemble du système. Aujourd'hui, dans les coulisses du « palatino » et dans les salles de rédaction, on ne parle plus que de lui, du « rébus de la République », du président et de ses « imprévisibles lubes », de ses « caprices » et des « élucubrations du Vieux », de

sa « cyclothimie avancée », de ses supposées « tendances manico-dépressives ». Les plus acharnés à le perdre évoquent fielleusement sa santé mentale, et conseillent de « chercher la femme », qui existe, dit-on, et qui expliquerait une trop soudaine transfiguration. Sourires, et coups de poignard...

« La vox constitutionnelle »

Mis à part le Parti socialiste, qui réclame depuis des années une présidentialisation du système, qui le soutient en bloc, et dont on susurre sans avancer le moindre indice, qu'il serait devenu l'otage, personne ne se fie plus à ce président en liberté. Personne, sauf le peuple, qui ne l'a jamais autant acclamé — 71 % d'opinions favorables au dernier sondage — et qui adore positivement les discours de ce grand sard, naguère discret, flegmatique, aujourd'hui passionné et volubile. « Les gens sont avec vous », lui dit-on. Non, rétorque-t-il, bougon, c'est moi qui suis de leur côté. Il était la « vox constitutionnelle », l'interprète de la Constitution, le voilà qui incarne la « vox populi ». Et avec quel talent ! Désormais, quand M. Cossiga déboule sur une tribune officielle avec une allocution écrite en main, c'est la suspense. La foule, chroniqueurs en tête, attend le moment délicieux où l'orateur va poser son papier et s'adresser à elle, « ex abrupto ».

« Vous ne pouvez pas imaginer, confie-t-il un jour avec humour, la satisfaction que j'éprouve à pouvoir enfin retirer quelques cailloux de mes chaussures. » Il semble s'amuser et on le dit grincheux, agité, pisse-vinaigre et coléreux. C'est vrai qu'il se laisse emporter parfois, par une verve martelée, accent sardiste oblige, et agressive. Comme le jour où il traite un journaliste anglais de « fils de... » parce celui-ci avait eu l'audace de qualifier de « symbolique » — ce qui, par parenthèse, n'était pas faux — la participation militaire italienne à la guerre du Golfe.

Pour une II^e République

Mais c'est vrai aussi que dans sa frénésie formules assassines, ses rafales d'interviews, ses chapeliets d'incantations et d'invectives contre le système en place et ceux qui font sur lui de l'acharnement thérapie, l'homme de la rue trouve tout ce qui plaît à tous les peuples du monde : de l'humour et de l'érudition, de la hargne et du machiavélisme, de l'ironie à la tonne et des vérités par tombe-

reaux. L'austère professeur de droit constitutionnel serait-il devenu poète ?

« M. Cossiga est un des rares hommes politiques de ce pays encore capable de s'indigner », se réjouit un de ses proches, le constitutionnaliste Guglielmo Negri. « Il ne dépend de personne », ajoute M. Ugo Intini, porte-parole de la PSI. Il dit ce qu'il pense et il interprète fidèlement l'opinion de l'immense majorité des Italiens quand il affirme que le roi est nu et qu'il faut une grande réforme. Reste que le 20 mai, à la radio, quand le président ose lâcher publiquement le mot tabou, « impeachment », il flirte avec ce qui paraît être devenu son objectif : faire implorer le système de l'intérieur, le dynamiser pour favoriser sa mutation.

Il la veut sa II^e République italienne, il la veut très forte. A la française, peut-être. Plus moderne et mieux adaptée à l'Italie du prochain millénaire, sûrement. Pour obtenir ce qu'il juge indispensable,

la tête, et qui les laissait éclater parce qu'il était déterminé à aller, jusqu'à bout de son rêve ? « J'ai décidé de faire savoir ce que je pense », déclare-t-il à la fin de l'an dernier à un témoin de la DC, M. Guido Bodrato : « Je ne serai plus le président qui se contente de garantir la correction du jeu entre les partis. J'assumerai des initiatives dans les moments opportuns pour que le pays connaisse mon jugement sur ce qui se passe. Et cela, je le ferai pendant les deux années qui me restent à accomplir, jusqu'au dernier jour ».

La brebis et le bon

Message reçu. Quelques mois plus tard, à la une de son populaire journal, M. Eugenio Scalfari, directeur de la Repubblica, organe numéro un des adversaires du président, dressait son acte d'accusation. Après avoir accusé M. Cossiga de se livrer, ni plus ni moins,



FRANCESCO

à un coup d'Etat à blanc » contre les institutions, le talentueux chef de file de ce que la vulgate journalistique italienne nomme le « parti transversal » — une espèce d'alliance objective et vague, dirigée d'abord contre le Parti socialiste de M. Bettino Craxi, et qui regroupait toutes les chapelles communistes ou ex, ainsi qu'une partie de la gauche indépendante, et de celle de la démocratie chrétienne — M. Scalfari affirmait que le président s'emploie, depuis des mois, « à saper les fondements mêmes de la République ».

L'homme tranquille et modeste qui se définissait lui-même comme le simple « notaire », pointilleux mais discret, d'un système dominé par les partis, aurait soudainement « conquis » certains pouvoirs qui reviennent au gouvernement. Plus, il s'en serait « attribué d'autres qui appartiennent au Parlement », il s'envolerait depuis des mois « à l'épreuve des tensions dans le tissu constitutionnel et politique du pays ». Il serait « en proie à des sautes d'humeur de graves consé-

quences », bref, il porterait sciement « atteinte à la Constitution », dont il est théoriquement le gardien. La brebis se serait métamorphosée en bouc pour mieux étouffer le système en place et en faire naître un nouveau.

Sous l'aigle plume d'un journaliste qui se veut le « Sirius » du président italien — mais M. Cossiga en serait d'accord ? — s'est parcouru ni sa personnalité n'est en accord avec celles d'un de Gaulle — et qui, surtout, avec le formidable succès de son œuvre professionnelle, semble avoir retrouvé les anciennes ambitions politiques de sa jeunesse. L'émphase dépasse parfois la mesure. Une chose est sûre, le texte fondateur de la première République italienne autorisant toutes sortes d'interprétations, il serait difficile d'instruire un procès en violation à l'encontre d'un homme dont chacun s'accorde, par ailleurs, à reconnaître la grande intégrité personnelle et l'hyper-sensibilité institutionnelle.

Le benjamin des ministres

Il était une fois un politicien habile, venu d'un patelin perdu en Sardaigne. Grand-père franc-maçon, papa autonomiste et « mamma » radicale, Francesco Cossiga, bien que « fasciné par le communisme » n'en devint pas moins, dès l'âge de la puberté, un jeune homme à la « doctrine chrétienne ». Etudes brillantes et doctorat en droit constitutionnel, le grand dadais aux bécasses cernées, haut de taille comme d'esprit, multiplia ensuite les prix d'excellence jusqu'à devenir successivement le benjamin des ministres et, à l'âge de vingt-huit ans, le plus jeune patron des galeries du Sénat à cinquante-quatre ans, et le premier président élu à un âge non canonique, cinquante-huit ans. « Ce n'est pas moi qui ai changé », déclarait-il à l'autonac dernier, c'est la situation qui nous entoure ». De fait, la courte histoire de la métamorphose du président italien, c'est d'abord la rencontre d'un homme fasciné par l'Histoire, la grande, avec un événement d'ampleur planétaire.

La chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'empire communiste en 1989, ont profondément marqué M. Cossiga. Son premier « coup de cymbale » date du début février 1990, sur le territoire français, après une rencontre à l'Elysée avec M. Mitterrand. « Le président », explique l'un de ses proches, « a jugé que la chute du totalitarisme avait notre système tel qu'il est, avec ses insuffisances et ses abus, de toute justification ».

La mutation social-démocrate des communistes transalpins est alors en marche. Le pouvoir d'indiction exercé sur eux par la démocratie chrétienne depuis quarante-cinq ans va bientôt s'effondrer. Le président dit alors tout haut qu'il s'en réjouit, qu'il faut tout faire pour favoriser cette transformation, et qu'il est temps

de réaménager une Constitution rédigée au lendemain du « ventennio » fasciste, pour « une société largement sous-industrialisée et agricole ».

Dans le nord industriel et riche de la péninsule, c'est la montée des « ligues », autonomistes, fédéralistes et antisocialistes. Leur principal cheval de bataille : l'Etat est colonisé par les partis, il coûte cher à tout le monde, ne fonctionne pas et s'appuie sur les mafias du Mezzogiorno. Poujade n'est pas loin. Le succès des « ligues », inconnues il y a trois ans, dépasse 20 % de l'électorat aux élections de Milan ou Turin, les métropoles économiques.

Les derniers archaïsmes

Le président de la République les attaque, bille en tête, et martèle son credo réformiste. L'Italie a largement fait la preuve de son attachement aux valeurs démocratiques, l'heure est venue d'accorder un peu plus de confiance aux hommes, et un peu moins aux carcans institutionnels rigides, qui brident leur créativité. C'est le sens du message. Il est temps de débarrasser le pays de ses derniers archaïsmes.

En 1993, rappelle sans cesse M. Cossiga, l'Italie sera confrontée au formidable défi de l'unification européenne. Les nouvelles obligations qui en découlent pour la nation, l'ampleur abyssale du déficit de ses finances publiques conjuguée à un immobilisme institutionnel, forment un dangereux cocktail. « Aussi explosif que la crise algérienne pour la IV^e République française », renchérit-on dans son entourage. Après des mois de harcèlement présidentiel, premiers résultats : tous les partis, à commencer par la DC, ont aujourd'hui un plan de réforme institutionnelle en poche. Le débat national est engagé et le compte à rebours de la II^e République enclenché. La prochaine législature sera constituante ou vouée à l'éphémère. Le président ne cache pas sa satisfaction.

En juillet 1992, quand son septennat s'achèvera, il n'aura que soixante-quatre ans. Il a fait savoir que non seulement il ne se représenterait pas, qu'il ne « ferait plus jamais ce dur métier de président », mais qu'une fois rétiré, il ne veut « plus rien avoir à faire avec la politique ». Lassé de ses paroles, l'homme qui se définissait lui-même comme le « pur produit de l'oligarchie » au pouvoir ? Un peu, peut-être. A moins qu'il ne s'agisse encore une fois du fruit d'un départ annoncé de quelqu'un qui affirmait en 1978, après l'assassinat de son ami et mentor politique, Aldo Moro, qu'on pouvait désormais le considérer comme « politiquement mort ».

PATRICE CHAUBE

ETUDE EN UNIVERSITE USA

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.

10000 RIVERSIDE BLVD. SUITE 100

LOS ANGELES, CA 90048

TEL: (213) 477-1000

FAX: (213) 477-1001

1-800-828-6882

1-800-828-6883

1-800-828-6884

1-800-828-6885

1-800-828-6886

1-800-828-6887

1-800-828-6888

1-800-828-6889

1-800-828-6890

1-800-828-6891

1-800-828-6892

1-800-828-6893

1-800-828-6894

1-800-828-6895

1-800-828-6896

1-800-828-6897

1-800-828-6898

1-800-828-6899

1-800-828-6900

مكتبة النهر

PROCHE-ORIENT

Les bombardements israéliens au Liban du Sud

Washington « presse » le gouvernement de M. Shamir de faire preuve de « retenue »

Les Etats-Unis ont, mercredi 5 juin, instamment appelé Israël à la « retenue », après trois jours de bombardements au Liban sud.

« Nous sommes sensibles aux inquiétudes d'Israël concernant sa sécurité mais nous le pressons de faire preuve de retenue de manière à permettre au gouvernement du Liban d'appliquer ses plans de désarmement de toutes les milices », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. « C'est un problème de sécurité qui affecte la même manière israélienne et libanaise », a-t-il dit, ajoutant aussitôt : « Si quelque chose doit être fait pour parvenir à une solution, nous pensons que le processus entamé par le gouvernement libanais est un bon processus et qu'il devrait être soutenu et non brisé ».

Après, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, avait déclaré au Parlement que

son pays est déterminé à poursuivre ses attaques au Liban « contre tous ceux qui préparent des actions terroristes » anti-Israéliennes. M. Arens a également affirmé la détermination de son pays à « maintenir le statu quo dans la zone de sécurité », c'est-à-dire occupée par Israël au Liban du Sud, ainsi que dans « le couloir de Jezzine », au nord de cette zone. « Les opérations israéliennes contre des terroristes au Liban du Sud, au cours des derniers jours, illustrent une politique qui n'a pas changé et ne changera pas », a-t-il déclaré à la tribune de la Knesset, lors d'un débat consacré au traité libano-syrien.

Un traité « honteux »

Ce traité « de fraternité, de coopération et de coordination », signé le 22 mai par les présidents libanais Elias Hraoui et syrien Hafez Al Assad, stipule une étroite coordination entre les deux pays

dans les domaines de la politique étrangère, de la sécurité et de l'économie. M. Arens a réaffirmé son opposition au traité libano-syrien qu'il a qualifié de « honteux », estimant qu'il transforme le Liban en « un satellite de la Syrie ». Le ministre de la défense a exprimé l'espoir qu'en dépit des récents succès syriens, le jour viendrait où le Liban recouvrira son indépendance et sa souveraineté nationale. Cette étape, a-t-il dit, constitue une condition préalable à un accord avec Israël « garantissant la paix et la sécurité des deux côtés de la frontière ». En attendant, « l'objectif primordial d'Israël est de veiller à la sécurité de sa frontière nord », a souligné M. Arens.

Les raids aériens israéliens, qui se sont multipliés au cours des derniers jours au Liban du Sud, ont fait au total 18 tués et 71 blessés, dont de nombreux civils, et détruit cinq bases palestiniennes à l'est de Safda, chef-lieu de la région. — (AFP)

ISRAËL

Un rapport met en cause le fonctionnement de l'ambassade à Paris

JÉRUSALEM

de notre correspondant

M. Ben Porat, le contrôleur de l'Etat d'Israël, a la réputation d'être intraitable et son rapport annuel, publié mercredi 5 juin, vient d'en apporter une nouvelle preuve. Ce volumineux document de près de mille pages souligne les incertitudes, les faiblesses, voire les corruptions relevées au cours de l'année dans l'administration israélienne.

Un long chapitre est consacré à l'ambassade d'Israël à Paris. M. Ben Porat met d'abord en cause la quasi-absence de coopération entre l'ambassadeur, M. Ovedia Sofer, et son ministère de tutelle à Jérusalem ; trop peu de rapports sur les relations entre Israël et la France sont parvenus à Jérusalem durant la période contrôlée ; sans compter le manque de coordination entre M. Sofer et ses collaborateurs, qui atteignent parfois les limites de l'ab-

surdie : un maire d'une grande ville de France a été reçu à quelques jours d'intervalle par l'ambassadeur et par le second secrétaire, sans que le second ait eu connaissance du rendez-vous accordé par le premier ; ou bien encore ce « Jour de Jérusalem » célébré deux fois à Marseille, par le consulat et par des représentants de l'ambassadeur. Autre reproche de M. Ben Porat : alors que le mandat d'un ambassadeur à l'étranger est, en règle générale, de quatre ans, M. Sofer est en poste à Paris depuis plus de sept ans.

Quelques heures après la publication du rapport, le ministère des affaires étrangères a diffusé un communiqué rejetant toute affirmation selon laquelle le mauvais fonctionnement de l'ambassade d'Israël en France aurait eu des conséquences néfastes sur les relations entre les deux pays. Un lien que M. Ben Porat dément avoir suggéré. — (Interim.)

Jérusalem acceptera une représentation de la CEE à une conférence de paix

La décision du ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, d'accepter une présence européenne à une éventuelle conférence de paix au Proche-Orient, à laquelle le gouvernement de Jérusalem était jusqu'à présent réticent, apparaît comme une concession permettant à Israël de demeurer intransigent sur son refus d'une participation de l'ONU à un tel forum. M. Lévy s'est déclaré convaincu que son gouvernement accepterait la décision prise lors d'une réunion, à Paris, avec la « troïka » européenne (les présidents en exercice, passé et futur de la CEE). Auparavant, l'actuel président de la Communauté, M. Jacques Poos, chef de la diplomatie luxembourgeoise, a annoncé, mercredi 5 juin, qu'Israël avait admis une « participation » de la CEE à une conférence de paix, « aux côtés des Etats-Unis et de l'Union soviétique » (nos dernières éditions du 6 juin).

IRAK : selon un dirigeant de la rébellion

Une guerre civile pourrait éclater faute d'accord entre les Kurdes et Bagdad

Les négociations entre le gouvernement de M. Saddam Hussein et la déléguée de rebelles kurdes sur l'avenir du Kurdistan s'éternisent à Bagdad. Tandis que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) continue d'exiger que la ville de Kirkouk fasse partie de la future province autonome du Kurdistan, le gouverneur de la ville, qui n'est autre que le propre cousin de M. Saddam Hussein, s'est déclaré mercredi 5 juin opposé à cette revendication. Selon lui, les Kurdes ne représentent que 20 % de la population de la ville. Pendant ce temps, la tension monte à Kirkouk, attisée par l'armée irakienne, qui a rasé plusieurs centaines de maisons dans la partie kurde de l'agglomération, apparemment en représailles à l'insurrection de mars dernier.

Une guerre civile pourrait éclater s'il n'y a pas d'accord entre le Front du Kurdistan et Bagdad, a déclaré M. Nechirwan Barzani, membre du bureau politique du PDK. Il a affirmé que le seul obstacle pour la conclusion d'un accord avec Bagdad était la « délimitation des frontières d'une (région) autonome », dont les Kurdes voudraient tracer les limites entre « les frontières syrienne, turque et iranienne, en comprenant Kirkouk au sud — mais sans inclure Mossoul ».

Par ailleurs, les Etats-Unis ont accusé mercredi l'Irak de détourner « systématiquement » l'aide alimentaire des Nations unies aux réfugiés kurdes. Selon le porte-parole de la Maison Blanche, Bagdad a « détourné des quantités substantielles de nourriture fournies par le Programme alimentaire mondial vers le système de rationnement organisé par le ministère du commerce ». Une partie de cette aide est stockée à Tikrit, ville natale de M. Saddam Hussein. « Il s'agit d'un nouvel exemple cynique du mépris de Saddam pour les groupes vulnérables de femmes et d'enfants », ajoute Washington. — (Reuters, AFP)

JACQUES ISNARD
« Guerre éclair dans le Golfe », Editions Jean-Claude Lattès et ADPM, 216 pages, 240 F. « Opération Daguet », Presses de la Cité, 274 pages, 130 F.

DIPLOMATIE

Après le voyage à Djeddah en avril dernier de M. Velayati

La visite du chef de la diplomatie saoudienne en Iran consacre la normalisation entre Ryad et Téhéran

Répondant à la visite, « historique » a-t-il dit à son arrivée, du ministre iranien des affaires étrangères M. Ali Akbar Velayati, à Djeddah en avril dernier, le prince Saoud El Faycal, ministre des affaires étrangères saoudien, effectuée depuis mercredi 5 juin à Téhéran la première visite d'un chef de la diplomatie saoudienne en Iran depuis la reprise des relations entre les deux pays en mars, après trois ans de rupture.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

Cette visite — à deux semaines du début officiel du pèlerinage à La Mecque auquel participent, après trois ans de boycottage, environ 115 000 pèlerins iraniens — devrait être aussi l'occasion pour le prince Saoud El Faycal, qui devait être reçu jeudi par le président Rafsanjani, d'évoquer le rôle de l'Iran dans d'éventuels arrangements de sécurité dans le Golfe et les futures relations de Téhéran avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG) — Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis, Oman.

Alors qu'environ 60 000 pèlerins iraniens sont déjà à La Mecque, le problème du « rassemblement politique » que veulent toujours organiser les autorités iraniennes pendant le pèlerinage n'est pas tranché. Opposées par principe à toute manifestation de caractère politique pendant le hadj, les autorités saoudiennes auraient toutefois consenti à ce que les pèlerins iraniens puissent, à une occasion et dans un lieu déterminé à l'avance, exprimer — selon les termes du responsable iranien du pèlerinage, l'hodjatoleslam Mohammad Reychari — « leur

réprobation envers les « théistes » et « leur aversion pour les Etats-Unis et leurs volets du régime baasiste irakien ». Un premier lieu proposé par Ryad aurait été refusé par Téhéran.

En fait, après avoir obtenu que le nombre de leurs pèlerins — limité depuis 1988 à 45 000 au lieu de 150 000 en 1987, dernière année de présence des iraniens — soit de 115 000, le gouvernement de Téhéran a, semble-t-il, pris toutes les mesures et donné de fortes garanties pour qu'aucun incident ne tienne le retour des pèlerins iraniens à La Mecque. Comme l'affirme un expert, « il n'y a pas cette année que de vrais pèlerins, tous les casseurs ont été exclus ».

Pour ce faire, les autorités iraniennes ont d'abord aboli tous les quotas attribués pendant la révolution aux organismes d'Etat — pasdarans, comités révolutionnaires, Parlement, etc. — et ont, dit-on, choisi soigneusement les heureux élus d'une liste d'attente qui compte traditionnellement environ 700 000 personnes. Après le refus du président du Parlement, M. Kharroubi, un des « durs » du régime, et le désistement, officiellement pour raisons personnelles — la mauvaise santé de sa mère — du fils de l'imam, Ahmad Khomeini, la direction du pèlerinage a été confiée à un proche de l'ayatollah Khamenei, le guide de la révolution islamique. Il s'agit de l'ancien ministre du renseignement, ancien procureur général, l'hodjatoleslam Mohammad Reychari.

Un rapprochement contesté

Le bon déroulement du hadj sera de toute façon un test pour les autorités saoudiennes de la bonne volonté irannienne, et tout le monde parle ici sur un pèlerinage sans histoire, de la part des Ira-

niens, même si Téhéran ne peut pas, pour des raisons de politique interne, renouer complètement à une quelconque forme de manifestation, même très dirigée.

La reprise des relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite ne fait pas en effet l'unanimité en Iran, où les radicaux dénoncent cette « collusion avec un régime laïque des Etats-Unis ». « Pour les gens qui se réclament de la ligne de l'imam cela n'est pas permis », nous affirmait, ainsi, mercredi l'hodjatoleslam Mohtashemi avant d'ajouter : « Cela a été un grand choc pour moi quand j'ai appris que M. Velayati se rendait en Arabie saoudite. Je suis contre toute alliance avec l'Arabie saoudite, cela n'est pas autorisé par l'imam de faire la paix avec cette famille » (la famille des Saoud, violemment dénoncée et condamnée par l'imam Khomeini).

Répondant aux attaques des durs, le *Tehran Times*, proche du gouvernement, justifiait lundi ce rapprochement par des considérations politiques et économiques, et s'étonnait que les radicaux « critiquent ce rapprochement alors qu'ils louent le développement des relations avec la Turquie sans souligner les liens américano-turcs et le fait qu'Ankara abrite une ambassade israélienne ».

Outre le pèlerinage, le prince Saoud devrait étudier avec son homologue l'avenir des relations régionales et la place de l'Iran dans l'après-guerre du Golfe. Réunis lundi à Khorbar, dans l'est de l'Arabie saoudite, les ministres des affaires étrangères du CCG avaient affirmé qu'il « fallait trouver un terrain d'entente avec l'Iran pour amorcer une nouvelle base de coopération constructive susceptible de garantir la paix et la sécurité dans la région ».

FRANÇOISE CHIPAUX

Le chef de l'Etat en Suisse vendredi

La presse s'interroge sur les raisons de la visite de M. Mitterrand

BERNE

de notre correspondant

Le président Mitterrand, qui est attendu vendredi 7 juin à Lugano, en Suisse italienne, pour la visite de quelques heures au Tessin, semble apprécier la Suisse. Rares sont les pays où il se rend souvent dans la Confédération. En 1983, il avait été le premier chef d'Etat français à venir en Suisse, en 1910, à faire une visite officielle à Berne. Au cours de ces dernières années, il est retourné à plusieurs reprises en Suisse, à titre privé.

Un certain flou persiste quant à savoir qui a pris l'initiative de cette seconde visite officielle. En annonçant la nouvelle, le porte-parole du gouvernement helvétique avait déclaré que M. Mitterrand en avait exprimé le souhait fin janvier, en recevant le président en exercice de la Confédération,

M. Flavio Cotti. L'ambassade de France à Berne avait aussitôt précisé que l'invitation avait été adressée par M. Cotti au président de la République.

Il n'en a pas fallu davantage pour que certains journaux se livrent à des spéculations. D'autant que cette visite intervient quelques semaines après la venue à Berne de M. Rocard, encore premier ministre, et de M. Pierre Joxe, ministre de la défense.

Se référant à une campagne de presse des fabricants du Mirage 2000, qui invitait les Suisses à choisir l'avion français en échange du soutien de Paris dans les négociations avec la CEE, le quotidien *24 Heures* de Lausanne s'est demandé « jusqu'où les Français nous feront les yeux doux pour nous vendre leur Mirage 2000 ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

La réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN

M. Dumas devrait s'opposer aux projets américains de réforme de l'alliance

M. Roland Dumas a déclaré mercredi 5 juin qu'il se rendrait à Copenhague, où devait se tenir jeudi et vendredi la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, « dans un esprit d'ouverture ». Une discussion s'annonçait cependant serrée en raison des divergences qui opposent la France aux Etats-Unis sur la réforme de

l'alliance atlantique et son rôle futur.

MM. Mitterrand et Dumas ont, ces derniers jours, exprimé publiquement leur désaccord avec les projets de réforme de l'OTAN, notamment ceux qui portent sur la restructuration du dispositif militaire et qui ont fait l'objet la semaine dernière d'un communiqué des ministres de la défense lors d'une réunion à laquelle la France ne participait pas.

Le projet de communiqué que souhaite faire endosser à Copenhague le secrétaire d'Etat américain fixe des limites au développement d'un « partenariat » européen au sein de l'organisation et stipule que l'OTAN « est la principale instance de consultation et la seule instance de décision ».

La France s'oppose en particulier à ce que les compétences de l'OTAN soient étendues hors de sa zone actuelle. Elle est hostile aussi à l'idée américaine de faire jouer à l'alliance, en direction des pays d'Europe de l'Est, un rôle qui aille au-delà du simple dialogue, fonction qui revient selon elle à la CSCE et à la CEE.

Evoquant la candidature de la Turquie à la CEE

Le président Ozal met en garde les Européens contre la constitution d'un « club fermé et chrétien »

Evoquant la montée des intégrismes religieux dans les pays islamiques et le danger d'un affrontement Nord-Sud à connotation religieuse, le président turc, M. Turgut Ozal, a mis les Européens en garde, mercredi 5 juin à Paris, contre la tentation de constituer un « club fermé et chrétien », en refusant l'adhésion de la Turquie à la CEE et à l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

Devant l'Assemblée parlementaire de l'UEO, le chef de l'Etat turc a également déclaré que son pays, membre de l'OTAN, ne pouvait pas seulement accepter des « responsabilités pour la défense du continent sans une participation à la construction de la nouvelle Europe ».

Le président turc a par ailleurs rencontré à l'Elysée le président Mitterrand, avec lequel il a fait le point sur la situation des réfugiés kurdes et sur les relations de la Turquie avec la CEE.

□ Prochaine réunion à Paris des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Cambodge. — La France et l'Indonésie, coprésidentes de la Conférence de Paris sur le Cambodge, vont réunir « prochainement » dans la capitale française les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies pour examiner les moyens de sortir de l'impasse dans le processus de paix au Cambodge, a annoncé mercredi 5 juin le porte-parole du Quai d'Orsay. Cette réunion aura lieu au niveau des experts, en présence du représentant spécial de M. Perez de Cuellar.

□ Le président béninois Soglo quitte la France. — Le président Nicéphore Soglo devait quitter la France, jeudi 6 juin, après un séjour médical de presque deux mois, a annoncé l'ambassadeur Bénin à Paris. Avant son départ, M. Soglo comptait s'entretenir avec le président François Mitterrand et le ministre de la coopération et du développement, M. Edwige Avice. — (Reuters)

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

La diplomatie saoudienne en pleine évolution entre Ryad et Téhéran

La diplomatie saoudienne a connu ces dernières semaines une évolution remarquable. Elle est passée d'une posture de simple observateur à celle d'acteur majeur sur la scène internationale. Cette évolution s'explique par la volonté du roi Fahd de réaffirmer le rôle de la Arabie saoudite en tant que puissance régionale et mondiale. Cette évolution s'explique également par la volonté du roi Fahd de réaffirmer le rôle de la Arabie saoudite en tant que puissance régionale et mondiale.

Le développement

Le développement de la diplomatie saoudienne est un processus complexe. Il implique une coordination étroite entre les différents ministères et agences gouvernementales. Ce développement est également influencé par les relations internationales et les événements mondiaux.

Le rôle de la Arabie saoudite

Le rôle de la Arabie saoudite a évolué au cours des dernières années. Elle est devenue une puissance majeure dans le monde arabe et une partenaire importante pour les pays occidentaux.

Le rôle de la Arabie saoudite

Le rôle de la Arabie saoudite a évolué au cours des dernières années. Elle est devenue une puissance majeure dans le monde arabe et une partenaire importante pour les pays occidentaux.

Le rôle de la Arabie saoudite

Le rôle de la Arabie saoudite a évolué au cours des dernières années. Elle est devenue une puissance majeure dans le monde arabe et une partenaire importante pour les pays occidentaux.

Le rôle de la Arabie saoudite

Le rôle de la Arabie saoudite a évolué au cours des dernières années. Elle est devenue une puissance majeure dans le monde arabe et une partenaire importante pour les pays occidentaux.

POLITIQUE

La réunion du comité central du PCF

M. Marchais annonce une rencontre prochaine avec M. Mauroy

Au terme de la réunion du comité central du Parti communiste, mercredi 5 juin à Paris, M. Georges Marchais a annoncé un prochain tête-à-tête avec M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS. Aucune discussion ne s'est engagée au sein du « parlement communiste » sur cette rencontre du secrétaire général. Le rapport présenté par M. Francette Lazard a été adopté à l'unanimité des présents, moins une abstention, celle de M. Thérèse Hirsberg.

M. Georges Marchais a réservé le meilleur pour la fin. Avant que la réunion du comité central ne s'achève, mercredi 5 juin à l'heure du déjeuner, le secrétaire général a annoncé à ses « camarades » qu'il allait rencontrer M. Pierre Mauroy. Le premier secrétaire du PS était demandé de cette entrevue qu'il aurait souhaitée plus discrète, confirmant dans son entourage. Fidèle à ses automatismes, M. Marchais lui a fait savoir qu'il était « toujours disponible pour discuter avec tout le monde ». « C'est d'ailleurs dans cet esprit », a poursuivi le dirigeant communiste devant le comité central, qu'il y a quelques semaines j'ai rencontré, à sa demande, Antoine Waechter. Je vais donc voir Pierre Mauroy, et il ne faudra pas interpréter cette rencontre autrement que comme une rencontre d'information sur les positions du PS pour ce qui le concerne, et sur les positions de notre parti pour ce qui me

concerne, telles que le congrès et le comité central les ont définies.

Au PS, on se montre étonné par l'importance donnée à ce tête-à-tête qui se déroulera, selon le PCF, « dans les prochains jours ». M. Mauroy, lui-même, a paru surpris, lors de la réunion du bureau exécutif, mercredi après-midi, quand il a appris que les communistes avaient rendu la nouvelle publique. A l'évidence, M. Marchais veut donner du lustre à cette rencontre informelle au sommet, qui sera la première depuis les élections municipales de mars 1989.

Flottements sur la censure

Tout en faisant preuve d'une extrême prudence, les socialistes veulent connaître les intentions de l'équipe dirigeante de la place du Colonel-Fabien, dont tout donne à penser qu'elle vient de donner un nouveau coup de barre à la direction du gouvernement. Constatant, en effet, que M. Marchais confie qu'il a eu l'impression d'entendre « des gens parler d'un pays et d'un parti qui n'existent pas ». Un autre membre du comité central assure que « c'est le règne de la confusion ».

Ce flottement au sein de la direction du parti s'est cristallisé autour de la question de la censure de ce gouvernement, que le PCF, avec la nomination de M. Edith Cresson, veut « juger aux actes », dans un soudain souci d'ouverture cassant le sectarisme de ces dernières années. « Les pièges du double langage sont en train de se retourner sur

ceux qui s'y embourbent », avait judicieusement indiqué, mardi, M. Lazard. Ainsi, recevant des journalistes, elle avait expliqué, sans ambiguïté, sa méfiance à l'égard d'une participation des députés communistes à un vote de censure forcé par le mouvement, et changement du rapport des forces, elle ne conduirait qu'à faciliter les opérations de la droite, avide de retourner au pouvoir, et de brusquer les échéances électorales dans un contexte qui lui est actuellement favorable », est-il, du reste, écrit dans son rapport à propos de la censure (le Monde du 6 juin).

La presse s'étant fait l'écho de cette donnée nouvelle, M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée, a tenu à préciser, le lendemain, qu'il n'excluait pas un tel vote, tout en ajoutant que « ce serait créer une illusion de penser que les problèmes vont se régler par le vote d'une motion de censure ». « Illusion » à laquelle le PCF avait cédé en votant, pour la première fois, la motion de censure anti-CSG contre le gouvernement de M. Michel Rocard.

Le désarroi des dirigeants

Devant la tournure des événements, M. Marchais lui-même est intervenu devant le comité central, pour affirmer que la direction ne modifiait « en aucune manière la ligne » du vingt-septième congrès, contrairement à ce que croyait comprendre M. Thérèse Hirsberg, « patronne » des fonctionnaires cégétistes, et pour

assurer que les députés communistes ne s'interdisaient pas la censure, contrairement à ce que les journalistes avaient cru entendre de la bouche de M. Lazard.

Cette péripétie donne la mesure du désarroi du groupe dirigeant confronté à des revers électoraux, à des difficultés financières avec sa presse et avec son principal bureau d'étude, le GIFCO, à des maires maintenant autonomes, à des cadres démobilisés et à une contestation devenue incontrôlable par son ampleur. A la veille de leur colloque, vendredi soir, à la Cité des sciences et des techniques à Paris, les « refondateurs » se sont même payé le luxe de voter, pour ceux qui étaient présents, le rapport Lazard, ce qui leur évite de tomber sous le coup d'une accusation d'opposition systématique.

Si, à l'intérieur du parti, l'explosion « Marchais court après Fitterman » commence à faire florès, chez les socialistes, on observe que le secrétaire général cherche à concrétiser le mot d'ordre : « Nous avons changé ». M. Claude Bartolone, membre du bureau exécutif, chargé des relations extérieures, estime ainsi que « M. Marchais veut nous donner des signes tangibles » de ce changement d'attitude. D'autant que le dirigeant communiste « a parfaitement interiorisé l'importance du calendrier électoral », qui, entre les régionales, les cantonales et même les municipales, laisse une étroite marge de manœuvre au PCF.

OLIVIER BIFFAUD

Alors que l'opposition exprime ses craintes

Le premier secrétaire du Parti socialiste exclut l'hypothèse d'un retour à la proportionnelle intégrale pour les législatives

Devant le bureau exécutif du PS, mercredi 5 mai, M. Pierre Mauroy a été formel : en dépit des bruits qui courent, la proportionnelle intégrale ne sera pas le mode de scrutin en vigueur pour les élections législatives de 1993. Selon le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, qui rendait compte de cette réunion, le premier secrétaire du PS a affirmé « qu'aucun projet de cette nature n'est en préparation » et « que la proportionnelle intégrale ne fait pas partie de l'horizon des socialistes ».

Il a expliqué que toutes les interrogations sur cette éventuelle réforme du mode de scrutin n'étaient le fruit que d'une auto-intoxication de la droite (...) qui cherche à se faire peur toute seule, ce qui témoigne d'une absence de sang-froid.

Mercredi, en effet, après M. Valéry Giscard d'Estaing et bien d'autres responsables de l'opposition, M. Jacques Chirac, au déplacement à Tours, s'est, une fois de plus, inquiété de cette éventualité. « Le scrutin actuel, a-t-il déclaré, crée un lien personnel et humain entre l'électeur et l'élu et il est conforme à une certaine idée de la démocratie, alors que le scrutin à la proportionnelle donne le pouvoir aux hommes politiques. L'espère que les socialistes ne changeront pas encore une fois le mode de scrutin, mais cela n'est pas exclu. Cela nous pend au nez et nous ne pourrions rien faire (...) Mais cela s'appellerait tricher avec la démocratie ».

Dans un entretien à l'Express, M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur

(Rép. ind.) des Hauts-de-Seine, se montre encore plus catégorique. « En échange du soutien communiste, explique l'ancien ministre, François Mitterrand va refuser tout changement de mode de scrutin pour les régionales et rétablira une dose au moins de proportionnelle pour les législatives. Ce sont, à mon avis, les deux conditions nécessaires pour que M. Marchais puisse assurer Edith Cresson d'un soutien... provisoire ».

Appuyant les propos de M. Mauroy, M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des élections, et depuis le 28 mai dernier chargé au cabinet du premier ministre des études électorales, a également manifesté son souci, au cours de ce même bureau exécutif du PS, de « couper le cou à ce canard ».

De telles rumeurs étant, selon lui, « sans objet et sans actualité ». M. Le Gall a mis en garde ses amis contre le risque « d'une intoxication de la droite ». Chargé dans le cadre de la préparation du nouveau projet de loi sur le statut du PS pour la démocratie politique et institutionnelle, M. Le Gall a indiqué qu'il plaiderait, dans ce document, en faveur du scrutin majoritaire pour les élections législatives « sans qu'on puisse écarter l'hypothèse d'un redécoupage des circonscriptions sur la base des évolutions démographiques constatées lors du dernier recensement, comme la loi nous y invite ».

Le débat au sein du PS

M. Poperen veut enrayer « la mécanique des affrontements pré-présidentiels »

Les membres du courant de M. Jean Poperen, ministre socialiste des relations avec le Parlement, ont diffusé, mercredi 5 juin, une déclaration sur la « situation politique nouvelle et l'état du parti socialiste ».

Dans ce texte, les membres du courant de M. Poperen soulignent notamment la nécessité de faire reculer le chômage, en particulier celui des jeunes, par l'élaboration d'un « pacte social » qu'ils préconisent. Ils ajoutent : « Si l'on n'y parvient pas dans les meilleurs délais, qu'est-ce qui nous menace, sinon un cycle de violence qui risquerait de rompre notre équilibre démocratique ».

Le courant poperéniste déplore que, dans un tel contexte, « la déclaration d'aggravation » à l'intérieur du PS, car « deux coalitions se font face tout entières animées par la seule logique de la candidature présidentielle ».

Les amis de M. Poperen, qui refusent, pour le moment, de choisir entre ces deux « coalitions » présidentielles, se demandent si le PS ne va pas « se disjoindre, se perdre dans ce face-à-face destructeur ». « On ne sort pas de Rennes, on s'y enfonce », continuent les amis de M. Poperen, qui interrogent : « à quel servilisme d'avancer le congrès si les règles du jeu n'étaient pas changées ? » C'est

pourquoi ils refuseront de voter le principe de l'avancement du congrès, comme le souhaite M. Pierre Mauroy, le premier secrétaire du PS, si leurs propositions de modification des statuts du PS pour « sortir de la mécanique des affrontements pré-présidentiels » et provoquer un « sursaut (...) urgent » ne sont pas acceptées.

M. Chérèque, « chef de file » du PS en Lorraine. - M. Jacques Chérèque, ancien ministre (rocardien) de l'aménagement du territoire, a été officiellement désigné, lundi 3 juin à Nancy, « chef de file » du Parti socialiste pour les prochaines élections régionales en Lorraine et en Meurthe-et-Moselle. Dans ce dernier département, où il occupe déjà un mandat de conseiller général, M. Chérèque conduira la liste. L'ancien ministre aura surtout un rôle d'animation et de coordination de l'action du PS. « Ce qui compte avant tout », a souligné M. Grandbastien, secrétaire régional du PS, « c'est de garder la région Lorraine à la majorité présidentielle ». La région Lorraine est actuellement présidée par M. Jean-Marie Rausch (France unie), ministre délégué chargé des postes et télécommunications, qui avait été élu en 1986, à la tête d'une liste d'opposition.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du mercredi 5 juin 1991

UN DÉCRET
- N° 91-516 du 23 mai 1991 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général de retraites.

Sont publiés au Journal officiel du 6 juin 1991 :

UN DÉCRET
- N° 91-517 du 3 juin 1991 modifiant le décret n° 74-763 du 3 septembre 1974 portant aménagement du statut scolaire local en vigueur dans les établissements du premier degré des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

UN ARRÊTÉ
- Du 14 mai 1991 fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours des sommes versées par les gouvernements étrangers pour la fabrication de matériels militaires.

DES DÉCISIONS
- Du 17 mai 1991 de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques portant agrément d'associations de financement d'un parti ou d'une organisation politique.

Limiter la casse

par Jean-Yves Lhomet

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, va rencontrer, « dans les jours qui viennent », M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS. La belle affaire ! Si, soigneusement orchestrée par M. Marchais, elle fait quelque bruit dans le microcosme, c'est parce que socialistes et communistes n'ont pas eu de dialogue au sommet depuis la préparation des élections municipales de 1989, que M. Mauroy et quelques-uns de ses amis soulignent qu'il existe à l'Assemblée nationale une majorité de gauche « potentielle », que M. Cresson est une nostalgique de la période 1981-1983 (celle des grandes réformes, dites de gauche), du gouvernement Mauroy auquel les communistes ont participé jusqu'en juillet 1984, et que les dirigeants du PCF, qui se pincalent le nez d'un air dégoûté en regardant le regard de M. Michel Rocard, multiplient, à l'intention de M. Edith Cresson, risettes et courbettes.

En 1989, MM. Mauroy et Marchais préparaient les élections municipales. Cette année, les deux mêmes se sont donné pour mission de limiter la casse aux élections cantonales et régionales de 1992, étant entendu que les communistes n'ont plus grand-chose à casser. Aucun des deux n'a songé un instant à demander à M. Robert Fauriol, ancien président du mouvement des radicaux de gauche, de reprendre du service pour les photos de famille, celles de la glorieuse union de la gauche de 1972 et de la rupture du programme commun de 1977. Ces temps-là ne sont pas près de revenir, et le dialogue Mauroy-Marchais des jours « fracassants », pour reprendre ce mot nouveau dans le vocabulaire du président de la République.

Bien que les impératifs électoraux expliquent l'attitude nouvelle de la direction du PCF à l'égard du gouvernement socialiste, il y a tout de même quelque chose d'étonnant dans leur changement de cap. Comment les communistes peuvent-ils l'expliquer, alors que M. Cresson n'a changé, pour l'instant, que les mots du discours socialiste, pratique la même politique, parce qu'il n'y a pas à être pas d'autre possible, et annonce chaque jour aux Français des lendemains douloureux. Puisque, pour combler le déficit de la Sécurité sociale, elle n'entend pas allourdir les charges des entreprises, il faudra bien qu'elle pousse les salariés. Si l'on y ajoute l'augmentation envisagée de la contribution sociale généralisée, la contribution sociale généralisée, la modulation de l'augmentation du SMIC promise par M. Rocard, et

la remise en chantier du système des retraites, il y a, dans ce programme, de quoi encourager l'impression que le gouvernement, non pas dans les actes, évidemment, puisque le PCF s'exposerait à des représailles électorales dont il n'a vraiment pas besoin.

Le dialogue fracassant

Les communistes se sont mis dans la situation d'être débordés sur leur gauche par plus réformistes qu'eux. Ainsi, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, remarque-t-il que M. Cresson « subit une forte pression économique », et commence à se demander pourquoi la France a changé de gouvernement et à s'interroger sur l'identité réelle du premier ministre. Le vrai chef du gouvernement ne serait-il pas M. Pierre Bérégovoy, maître d'un énorme ministère au sein duquel l'industrie ne commande pas aux finances, comme le voulait M. Cresson, mais l'inverse, comme avant ? Dès lors, si M. Mitterrand veut vraiment un « dialogue fracassant », afin de « passionner les masses » et de « mobiliser la France », il faudra peut-être organiser ce face-à-face réitéré entre lui et M. Bérégovoy. Faut-il dire, le dialogue ne sera « fracassant » que dans la rue où l'on défile pour les salaires et les retraites, et dans les banlieues où,

fauts d'emploi et par désespoir, on brûle et on casse.

Faudra-t-il alors se contenter d'un discours « volontariste », tenu par M. Cresson et relayé par le chef de l'Etat et qui, s'il se réduit à promettre du sang et des larmes, risque de ne pas passer la rampe très longtemps. M. Mitterrand, et M. Cresson s'efforcent, chacun dans son registre, de chauffer la fibre nationale des Français. Elle s'est réveillée pendant la guerre du Golfe et le premier ministre tente d'empêcher qu'elle ne retombe dans un profond sommeil en chantant les vertus de la compétition économique avec l'Allemagne et en désignant les méchants Japonais à la vindicte populaire.

Pour tenir un tel discours, il faut en tout cas donner le sentiment qu'il est celui de toute une équipe, de tout le gouvernement. M. Mitterrand fait tout ce qu'il peut pour y parvenir. Il s'est réjoui au conseil des ministres du 5 juin de « l'unité, l'homogénéité de l'équipe gouvernementale », ainsi que de sa « combativité ». Sans doute a-t-il décidé que le débat sur l'apprentissage entre le premier ministre et le ministre de l'éducation nationale et la discussion, entre M. Cresson et M. Bérégovoy, sur l'absence de marges de manœuvre suffisantes pour donner un contenu à « l'élan social » qu'il exige, n'existent pas.

A propos d'une première page sur l'OM

Carton rouge pour « l'Humanité »

Carton rouge ! Les lecteurs de l'Humanité sont furieux. L'organe central du Parti communiste publie, mardi 4 juin, une série de lettres de lecteurs militants qui dénoncent l'édition de leur journal fabriquée à l'occasion de la finale de la Coupe d'Europe de football, le 29 mai, entre l'Olympique de Marseille et l'Enfer rouge de Belgrade. Ce jour-là, l'Humanité avait remplacé le rouge de la « une » par un bleu modeste OM. Le quotidien communiste avait choisi un titre iconoclaste : « C'est le titre finale ».

Révolution dans le parti. Six lecteurs de Paris envoient une lettre collective pour exprimer leur « indignation ». « Encore une fois, nous sommes la risée des médias », écrivent ces gardiens de l'orthodoxie. « Trop,

c'est trop », tonne un autre, ajoutant : « Le sport aurait-il remplacé la religion comme « opium du peuple » ? Est-il le signe de l'Humanité de verser dans cette démagogie... » Un troisième lecteur s'indigne de ne pas avoir vu une grande photographie du Père la Victoire, Tapie, homme de gauche comme chacun sait. Un militant n'est pas encore remis de ce coup bas, car il a « encore mal la gifle reçue d'un collègue de travail goguenard se moquant de la « nouvelle lutte finale des cocos » !

Quelques lecteurs prennent cependant la défense de l'Humanité, dont ils saluent la réaction à « un authentique événement populaire », comme l'écrit l'un d'entre eux.

2000 SERVICES UTILES

Annuaire des Services Télématiques

80F chez les marchands de journaux 170 pages

VIENT DE PARAITRE

A JOUR

11 rue du Marché Saint Honoré 75001 Paris
Tel. (1) 42 96 45 22
Fax. (1) 40 20 07 75

POLITIQUE

Le financement des campagnes électorales

Deux députés font leurs comptes

Il est déjà inconvenant, en France, de demander à quelqu'un le montant de son salaire. Alors, interroger sur le prix de sa campagne électorale relève de la plus grande grossièreté. « Pourquoi moi, pourquoi maintenant ? », se sont exclamés avec la même spontanéité inquiète et agacée, les deux députés auxquels l'indécence question a été posée. Tout simplement parce que l'un, M. Jean-François Deniau (UDF, Cher), est président de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, et que l'autre, M. Jean Le Garrec (PS, Nord), est le rapporteur de cette commission.

Ce n'est pas une raison non plus, se sont-ils récriés. « Ce qui m'intéresse, ce sont les systèmes de financement, et non les comptes de tel ou tel », a affirmé M. Deniau. « Cette personnalisation peut être gênante », a ajouté M. Le Garrec. La question, jugée grave, a même été soumise au bureau de la commission d'enquête, mardi 4 juin, lequel, « à l'unanimité », a estimé qu'il n'était pas utile de répondre à ce genre de curiosité. Mais, beaux joueurs, les deux députés ont tout de même décidé de présenter leurs chiffres : le budget de campagne de M. Deniau, arrêté par M. Henri Roy, expert-comptable du cabinet COGEP, sis à Saint-Doulchard, près de Bourges, s'élève à

141 057,66 francs. Celui de M. Le Garrec, à 143 710 48 francs.

Pour le député du Cher, les deux principaux postes de dépenses sont constitués par les affiches (59 000 F) et les mailings (65 000 F). « Ma circonscription couvre les deux tiers de Bourges et quatre-vingts communes. Comme fichier, je ne dispose que de l'annuaire téléphonique. Lors de chaque campagne, je m'assure auprès de l'administration de la Poste que mes lettres-circulaires seront bien distribuées. Sinon, je les fais mettre sous enveloppes timbrées. C'est parfois le seul moyen d'éviter qu'elles se retrouvent dans une déchèterie », précise M. Deniau.

Généreux donateurs

Côté recettes, le compte de campagne de l'ancien ministre est encore plus simple : 100 040 francs de dons, le reste étant financé par M. Deniau lui-même. « Je reçois beaucoup de petites sommes, le plus souvent par chèques, pour qu'il reste une trace. En 1988, le plus gros était de 15 000 francs. Hors campagne et hors budget, M. Deniau, comme beaucoup de députés, édite un journal de circonscription, réalisé par une maison spécialisée et entièrement financé par la publicité. « Je ne vois pas un sou, dit-il. Il faudra d'ailleurs que je leur

demande, un jour, ce qu'ils gagnent là-dessus... »

Moins généreux, les partisans de M. Le Garrec ne contribuent que pour 30 000 francs aux dépenses du candidat. Mais le Parti socialiste est là, garantissant une avance de 36 657,50 francs. Dans la fédération PS du Nord, particulièrement bien organisée, chaque député verse 2 000 francs par mois pour constituer une réserve de fonds de campagne. Pendant la campagne de M. Le Garrec, les postes les plus gourmands ont également été les frais d'imprimerie (122 040,09 francs), répartis sur quatre sociétés, et une note de restaurant impressionnante - 11 780 francs - mais, précise M. Le Garrec, en règlement d'un déjeuner offert à une centaine de militants !

Certifiés conformes

Ces chiffres, certifiés conformes par un commissaire aux comptes, ne sont toutefois qu'une indication insuffisante, qui ne tient pas compte des dépenses rendues possibles par un mandat parallèle de maire, de conseiller général ou régional (voiture de fonction, secrétaire, photocopies, notes de frais) et encore moins d'éventuelles aides plus discrètes. Mais le plus surprenant est que, en 1991, on

puisse encore ressentir une telle gêne à rendre publics ses chiffres de campagne.

Rappelons que les deux lois de 1988 et de 1990 sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales ont fixé à 140 millions de francs le plafond des dépenses pour les candidats restant en lice au second tour de l'élection présidentielle et à 500 000 francs celui des candidats aux élections législatives (abaissé à 400 000 francs pour les circonscriptions de moins de quatre-vingt mille habitants).

Qui donc pourrait d'offusquer de découvrir que son député a dépensé une telle somme pour son élection, alors que la moindre campagne de promotion pour un produit de consommation se compte en millions de francs ? Qu'une page de quotidien national coûte environ 200 000 francs, ou 158 000 francs dans la Voix du Nord, ou qu'une simple campagne d'affichage dans le métro parisien pendant huit jours ne revient pas à moins de 700 000 francs ? La démocratie a un coût. C'est une lapalissade qu'il serait bon de voir assumée par ses principaux intéressés.

PASCALLE ROBERT-DIARD et JEAN-LOUIS SAUX

nationale s'interrogent sur du gouvernement

abstention par « un soutien aux lueurs des peuples d'outre-mer ». Le titre II du DMOS concerne, en effet, les dispositions sociales applicables dans les départements d'outre-mer. Il prévoit notamment un relèvement progressif des allocations familiales, jusqu'à un alignement complet, à compter du 1^{er} janvier 1995, des prestations versées dans les DOM sur le régime actuellement en vigueur en métropole.

Au grand étonnement des députés de l'Hexagone, ce sont pourtant plusieurs représentants des DOM qui se sont élevés contre cette volonté d'égalité sociale proposée par le gouvernement. Comme elle l'avait fait la veille, dans la discussion générale, M^{me} Lucette Michaux-Chevry (RPR, Guadeloupe) a ainsi vivement critiqué la démarche « assimilationniste » du texte. « Il y a un conflit entre la volonté générale du gouvernement et notre volonté de conserver les spécificités de la France, de la Réunion ou des Comores », a-t-elle dit. Jean-Paul Virapoulle (UDC, la Réunion).

L'inactivité paie mieux que le travail

Mais le trouble a commencé à gagner les députés socialistes, lorsque, dans la soirée, l'un des leurs, M. Guy Lordinot (app. PS, Martinique), a commencé à affirmer : « Les avancées sociales ont fait que les revenus de l'inactivité sont supérieurs à ceux du travail. Tous les élus, quelles que soient leurs opinions, s'interrogent sur la poursuite de cette politique. » Applaudi sur tous les bancs, le député de la Martinique a ajouté : « Nos jeunes réclament du travail, des logements. Ils ne veulent pas seulement recevoir ce qu'on leur concède. C'est la fierté du gouvernement de redistribuer les richesses. Mais c'est

notre fierté de gagner ce que nous méritons. »

Etonné, presque ému par cette attitude courageuse, contraire aux « réflexes normaux d'un élu », M. Alfred Recours (PS, Eure) réclama aussitôt une suspension de séance, et l'on vit alors la petite troupe des députés socialistes sortir de l'hémicycle et suivre quelque peu piteusement dans un bureau M. Bianco et M. Louis Le Pen, ministre des départements et des territoires d'outre-mer.

A la reprise de la séance, ce dernier dut préciser que le DMOS ne concernait qu'une partie de la politique en faveur des DOM et qu'un débat sur le développement économique de l'outre-mer aurait lieu à l'automne. L'opposition en a profité pour mettre en lumière deux autres dispositions, moins favorables, qui accompagneront le relèvement des allocations familiales : la suppression de l'allocation au premier enfant et l'augmentation progressive de la participation des familles pour les cantines scolaires, qui sont actuellement très largement subventionnées par le fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.

Cette dernière mesure, estimée-on outre-mer, risque de pénaliser les enfants qui n'ont souvent qu'un repas chaud dans la journée, celui de la cantine. M. Virapoulle a insisté sur le fait que la suppression de l'allocation au premier enfant interviendrait dès cette année, alors que le relèvement complet des allocations familiales n'est prévu qu'en 1995. Pour M^{me} Michaux-Chevry, enfin, il ne s'agit que d'une politique en trompe l'œil : « Il est trop facile de faire croire aux gens qu'on leur donne de l'argent pour gagner les élections. »

JEAN-LOUIS SAUX

A l'initiative du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique

Des élus de la majorité et de l'opposition proposent une réforme du travail parlementaire

Le Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP), qui regroupe des personnalités politiques de droite et de gauche, a présenté, mercredi 5 juin à l'Assemblée nationale, un ensemble de propositions tendant à réformer le travail parlementaire et à renforcer le pouvoir du Parlement face à l'exécutif. Ces propositions ont recueilli le soutien de plusieurs députés, parmi lesquels MM. Jean-Pierre Balligand, François Hollande et Jean-Paul Planchou (PS), Jean Arthuis et Bernard Stasi (CDS), Roselyne Bachelot, Bruno Bourg-Broc et Jean-Yves Chamard (RPR).

Cent fois sur le métier... remettez vos réformes du travail parlementaire. La constance avec laquelle sont évoquées des propositions de revalorisation du rôle du Parlement ne semble avoir d'égal que la difficulté à les voir, un jour, entrer en application. On voudrait pourtant croire que celles présentées mercredi 5 juin, par le président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique, M. Nicolas Tenzer, ne tomberont pas, à leur tour, dans l'oubli. Parce que, si elles n'offrent pas de grande originalité, elles ont le mérite d'avoir été débattues et élaborées par des députés appartenant à des formations politiques différentes.

Comme les autres, les membres du CERAP se sont posés la question, existentielle, lancinante : « Quels sont les Français, à part les professeurs de droit constitutionnel, leurs étudiants et quelques lobbies, qui savent à quoi servent l'institution parlementaire ? ». La toute puissance des administrations, la concurrence des médias, auxquels les ministres réservent la primeur de leurs projets et la décentralisation, ont incité les députés à désertir le Palais-Bourbon.

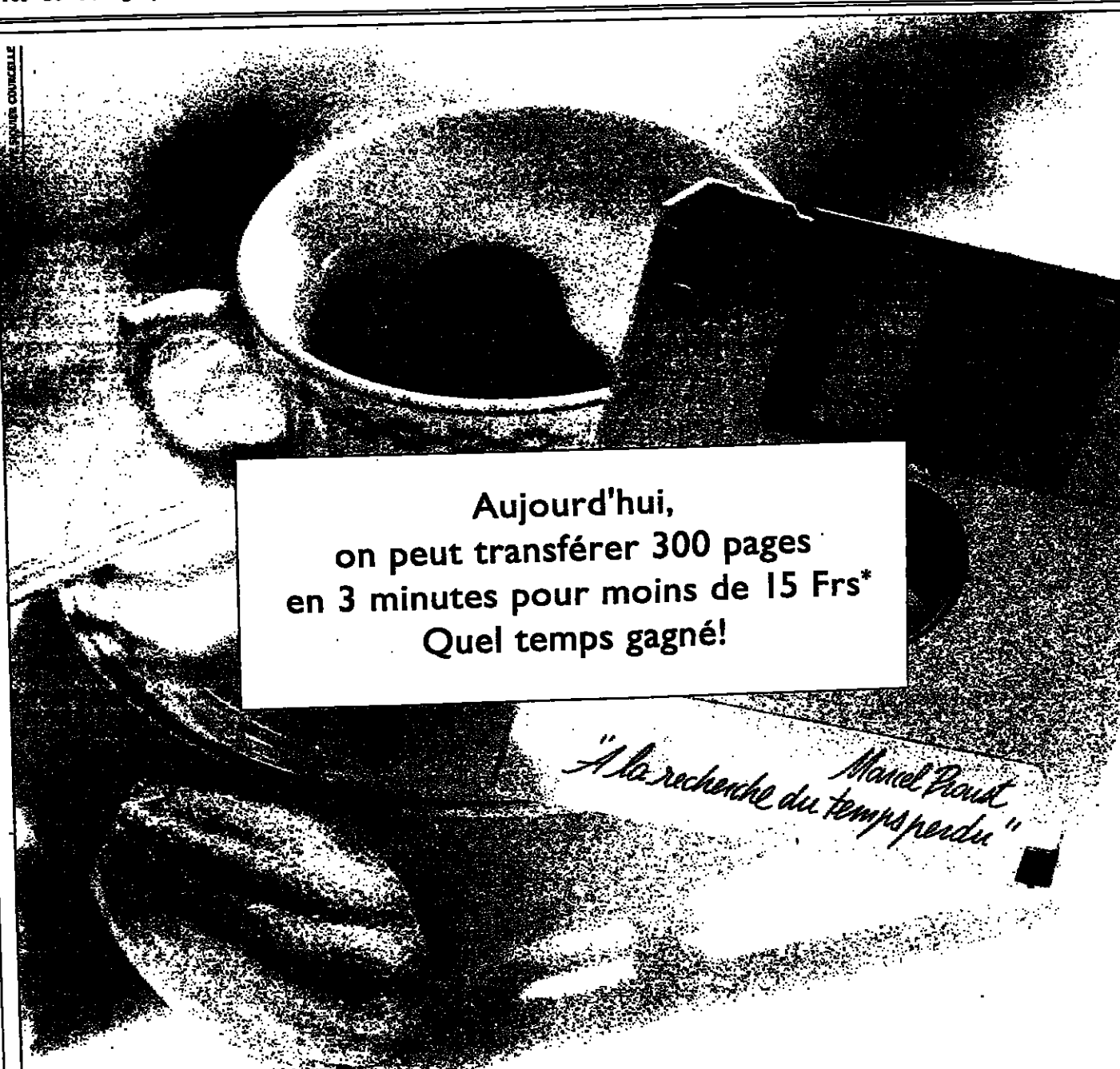
Réhabiliter le travail parlementaire, c'est donc d'abord, pour les membres du CERAP, inciter le député à revenir travailler dans l'hé-

micycle, en limitant strictement le cumul des mandats et en instituant une session continue (au lieu des deux sessions de trois mois), mais seulement trois jours par semaine. C'est ensuite réorganiser le travail législatif : accorder au Parlement la maîtrise d'au moins un tiers du temps de son ordre du jour, afin de pouvoir inscrire des propositions de loi ; limiter strictement l'article 49.3 de la Constitution (engagement de responsabilité du gouvernement) au vote des lois de finances, aux lois de ratifications de traités ou d'application de conventions internationales, et lorsque l'urgence « admette contrôlée par le juge constitutionnel », est demandée sur un texte ; restreindre le droit d'amendement du gouvernement, qui ne devrait pas pouvoir s'exercer lors de la dernière lecture d'un projet ou d'une proposition.

Les membres du CERAP souhaitent également développer le suivi du travail parlementaire, en permettant au rapporteur d'un texte de veiller à ce que le gouvernement prenne les décisions d'application nécessaires à l'entrée en vigueur de la loi dans un délai maximum d'un an. Plus novatrice, est la proposition d'autoriser le Parlement à se voir communiquer toute note ou tout référent (sauf classement confidentiel ou secret) émanant de la Cour des comptes, ainsi que les avis du Conseil d'Etat sur les projets de loi (qui ne sont aujourd'hui communiqués qu'au gouvernement, et ne s'imposent pas à lui). Dans ce but, les membres du CERAP envisagent la création d'une cellule parlementaire de liaison avec le Conseil d'Etat, le secrétaire général du gouvernement et la Chancellerie.

Mais si M. Tenzer, ni les deux députés qui participaient à cette réunion, MM. Jean-Paul Planchou (PS) et Bruno Bourg-Broc (RPR), n'ont apporté de réponse à une autre question, sur laquelle viennent buter toutes les idées de réforme : comment fait-on pour trouver, à l'Assemblée nationale, puis au Sénat, la majorité nécessaire à l'adoption d'une modification de la Constitution ?

P. R.-D.



Aujourd'hui,
on peut transférer 300 pages
en 3 minutes pour moins de 15 Frs*
Quel temps gagné!

"A la recherche du temps perdu"

NUMERIS aujourd'hui.

Directement de micro à micro. L'un des avantages de Numéris, c'est la possibilité de faire dialoguer vos micros avec ceux de vos clients, sans intermédiaire, instantanément, en toute sécurité. Numéris aujourd'hui, c'est un seul et même réseau pour transmettre la voix, les données, les images, rapidement et avec la qualité numérique. Partout en France, quelle que soit la taille de votre entreprise, Numéris est disponible. Parce qu'il est un standard international, il vous garantit la pérennité de votre investissement. Pour découvrir tous les avantages de Numéris, consultez votre agence FRANCE TELECOM ou appelez le **NEVERT 05 24 15 21**.

* Prix de la transmission d'un fichier de 1 méga-octet sur une distance supérieure à 100 km, en 3 minutes, soit 11,07 francs H.T.

NUMERIS. TOUT COMMUNIQUER PLUS SIMPLEMENT.

FRANCE
TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Annoncé par le gouvernement après la polémique sur la transfusion sanguine et le sida

Le dépistage systématique du virus HTLV coûtera 80 millions de francs par an

Après le communiqué co-signé par MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, annonçant que l'inspection générale des affaires sociales serait saisie du problème de la contamination des hémodonateurs par le virus du sida (le Monde du 6 juin), cette affaire a été évoquée, mercredi 5 juin, lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale. « Chaque fois qu'un test sera disponible et validé, et constituera une amélioration pour la sécurité des transfusions, il sera mis en œuvre sans que les considérations de coût nous en détournent », a déclaré M. Bianco, annonçant que le gouvernement allait rendre obligatoire le dépistage de l'infection par le virus HTLV chez tous les donneurs de sang. Pour sa part, M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé de 1983 à 1986, a déclaré le même jour à propos de cette affaire que les décisions gouvernementales avaient été prises « après avis unanimes des experts » et en fonction des connaissances de l'époque.

Le HTLV (Human T-cell leukemia/lymphoma virus) a été découvert par le Japon, aux États-Unis et au Japon en 1980 par les équipes de Robert Gallo (du National Cancer Institute) et de Isao Miyoshi et Yorio Hinuma (du Okayama Cancer Institute). Historiquement, il s'agit d'un virus découvert par le premier rétrovirus humain. Deux ans plus tard, en 1982, un autre rétrovirus, le HTLV II, était décrit pour la première fois. Ces deux virus sont si proches sur les plans génétique et antigénique que les tests visant à dépister dans le sang les anticorps anti-HTLV I détectent également les anticorps anti-HTLV II.

Le HTLV I est présent à l'état endémique dans les îles du sud-ouest du Japon, aux Caraïbes et en Afrique noire. Dans ces régions, la prévalence des anticorps anti-HTLV I dans la population générale est supérieure à 1,5 % (aux Antilles françaises, elle se situe entre 2 et 3 %). Le HTLV I est essentiellement lié à deux types de pathologie : les leucémies et les lymphomes à cellules T de l'adulte (ATL), qui sont caractérisés par une prédominance masculine, une période d'incubation très longue (20 à 30 ans) et un pronostic, lorsque la maladie est déclarée, en général rapidement fatal. Pour un porteur du virus, le risque de développer la maladie varie entre 1 et 4 %.

Autres pathologies liées à l'HTLV I, les neuropathies. Là encore, le risque pour un porteur du virus d'en être atteint varie de moins de 1/1 000 au Japon à moins de 1 % aux Antilles. D'autre part, une étude a montré que 0,2 % des tumeurs seraient en France porteurs du HTLV I. Mais pour le moment aucune pathologie associée à ce virus n'a jamais été identifiée avec certitude.

Ces virus se transmettent par le sang et les rapports sexuels (surtout de l'homme à la femme), ou encore de la mère à l'enfant à l'allaitement. A ce jour, aucun cas d'ATL post-transfusionnel n'a été rapporté.

Le dépistage systématique du HTLV I chez les donneurs de sang est pratiqué au Japon, depuis plusieurs années, de même qu'aux États-Unis, où la prévalence est de 0,016 %, depuis décembre 1988, et dans les départements français des Antilles-Guyane depuis le 1^{er} janvier 1989.

Concernant les autres départements français, jusqu'à présent, il était conseillé par la circulaire du 17 mai 1989 d'effectuer un dépistage chez les donneurs originaires des zones d'endémie ou bien d'orienter leur plasma vers le fractionnement (car le risque transfusionnel n'existe que pour les produits labiles).

« Deux cas tous les cinq ans »

Convenait-il d'aller plus loin et de décider, sur l'ensemble du territoire français, de la mise en œuvre d'un dépistage systématique chez les donneurs de sang ? Une étude épidémiologique portant sur 45 033 donneurs publiée en janvier 1991 dans la Revue française de transfusion et d'hématologie (1) donne une bonne idée de la prévalence des anticorps anti-HTLV I et II chez les donneurs de sang en France métropolitaine. Réalisée entre mars et avril 1989 par douze centres de transfusion sanguine répartis sur l'ensemble du territoire français, elle montre, qu'au total, cinq donneurs se sont révélés anti-HTLV I/II positifs, soit une prévalence globale de 0,011 %. Parmi ces cinq donneurs positifs, il y avait deux personnes d'origine antillaise qui en toute hypothèse auraient été dépistées.

A partir de ces données, les auteurs de l'étude, parmi lesquels quelques-uns des meilleurs virologues et spécialistes français de la transfusion sanguine, ont estimé à 270 le nombre de receveurs contaminés en France, chaque année, par le HTLV I/II. Restait ensuite à déterminer le risque que ces receveurs contaminés développent une pathologie associée à l'HTLV I/II.

Pour ce qui est des leucémies à cellules T, les auteurs de l'étude l'ont estimé « à deux cas d'ATL tous les cinq ans ». Quant au risque de neuropathologie, il ne peut pas être chiffré car l'incidence de cette maladie chez les porteurs de HTLV I/II n'est pas connue. En conclusion, les auteurs de l'étude réclamaient un renforcement de la sécurité transfusionnelle en pratiquant le dépistage « chez les donneurs ayant eu des relations sexuelles avec des sujets originaires des zones d'endémie ».

Le gouvernement a donc préféré aller plus loin, ce qui impliquera de consacrer chaque année environ 80 millions de francs pour prévenir moins de trois leucémies qui, en théorie, surviendraient 20 à 30 ans après la transfusion. La même logique devrait inciter très vite à mettre également en place un dépistage de l'antigène du virus du sida de manière à prévenir tout risque de transmission à partir de personnes infectées, mais apparemment séro-négatives. De la même manière, le dépistage d'un autre virus, le cyto-mégalo-virus, devrait être décrié.

L'opportunité politique a eu sa part dans cette décision. L'opinion publique, et tout particulièrement les donneurs de sang et les transfusés, sont sous le coup des affaires qui agitent actuellement le milieu de la transfusion sanguine et le gouvernement a certainement vu là un contre-poids efficace. On peut toutefois se demander, au-delà du simple calcul coût/efficacité, si les autorités sanitaires n'auraient pas dû attendre les conclusions du rapport qu'elles avaient demandé il y a environ un mois à l'Agence nationale d'évaluation médicale sur les meilleurs moyens de garantir la sécurité transfusionnelle.

J.-Y. N. et F. N.

(1) « Étude épidémiologique des anticorps anti-HTLV I/II chez les donneurs de sang en France métropolitaine » par J.-M. Lemaire, J. Coste, F. Barin, A.-M. Courou et le groupe de travail « Rétrovirus de la Société nationale de transfusion sanguine ».

Un entretien avec M. Bruno Durieux

« Les deux millions de donneurs n'ont pas à se sentir impliqués dans l'affaire »

nous déclare le ministre délégué à la santé

Dans un entretien accordé au Monde, le ministre délégué à la santé justifie les décisions du gouvernement. Il souligne la nécessité qu'il y a à disposer d'une « représentation complète des faits ».

« Il y a quelques jours, devant les associations de donneurs de sang, vous avez stigmatisé le rôle de la presse dans l'affaire de la contamination des hémodonateurs par le virus du sida. Or, vous venez de prendre, avec M. Jean-Louis Bianco, une série de mesures visant à faire la lumière sur cette question. Comment expliquer un tel changement d'attitude ? »

« Je n'ai jamais dit que tout était la faute de la presse. J'ai dit, en revanche, que certains articles de presse avaient été peu objectifs. Je le maintiens. La presse, dans une démocratie, a le droit de critiquer et de juger. Mais elle doit accepter de l'être aussi. Dans cette affaire, il y a en réalité deux sujets très importants et très dramatiques. D'une part, celui des hémodonateurs et de certains polytransfusés contaminés par le virus du sida, d'autre part, les conséquences graves qu'un traitement passionnel de cette affaire peut provoquer. La tonalité de certains articles risque de démotiver, de démotiver profondément les donneurs de sang français. Ces derniers peuvent avoir aujourd'hui le sentiment d'être aggrésés au travers de ce qu'ils perçoivent comme une campagne de presse. Nous avons décidé, avec Jean-Louis Bianco, de demander à l'inspection générale des affaires sociales, un rapport afin d'établir en toute rigueur la réalité et la chronologie des faits. »

« Vous estimez donc que le gouvernement ne dispose pas de ces éléments qui, depuis 1989, ont mérités et méritent d'être rappelés par différents organes de presse ? »

« Il convient de rassembler et de mettre en ordre tout ce dont on peut disposer sur ce sujet. Nous

souhaitons avec Jean-Louis Bianco rassembler tous les éléments, tous les documents, tous les échanges de courrier qui concernent cette période pour pouvoir faire un point précis et objectif sur cette question. »

« Au-delà de cette information estimez-vous que le gouvernement pourrait, demain, prendre d'autres décisions, d'autres mesures ? »

« Il s'agit pour nous de prendre toutes dispositions au vu d'une présentation complète des faits. En exemple : l'Association française des hémodonateurs et le Conseil national de l'hématophilie avaient été associés aux décisions de 1985 relatives à l'utilisation des concentrés sanguins anti-hémodophiles. Dans quelles conditions ces instances ont-elles été informées ? Il s'agit d'éléments importants à connaître. Le ministre de la santé doit être totalement informé de manière à pouvoir en tirer les conséquences si la chronologie des faits révèle des dysfonctionnements. »

« Mais l'Etat établit-il peut-être que certains de vos prédécesseurs ont failli... Vous enlancez ici un processus qui pourrait, en définitive, mettre en cause la puissance publique. »

« J'enclenche un processus qui permettra avant tout d'y voir clair. De plus, je n'utilise pas ici le mot « faute » mais celui « d'erreur » dans lequel il n'y a aucun jugement de valeur. On peut commettre une erreur de bonne foi ou parce qu'à un moment donné les connaissances sont lacunaires, ou parce que l'état des sciences et des techniques, d'ailleurs s'il y a une faute ce n'est pas à moi mais à la justice de le dire. Ce qui est clair, c'est que l'on sait aujourd'hui du sida et de l'inactivation du virus permet de considérer qu'il y a eu une erreur d'appréciation au moment des prises de décision dont les conséquences humaines sont bouleversantes. Mais c'est à la justice d'apprécier si cette erreur doit être qualifiée de faute. »

« Pourquoi annoncez-vous dès aujourd'hui que vous rendrez public le rapport que vous demandez à l'IGAS ? »

« Dans un souci de transparence. Parce qu'il n'y a aucun raison de cacher les faits. Il est important de restituer les choses dans le temps, de replacer les appréciations que l'on pouvait faire à l'époque dans leur contexte. »

« Le système transfusionnel français fondé notamment sur le bénévolat des donneurs de sang est-il, selon vous, totalement armé pour faire face au marché européen de 1993 ? Les principes éthiques français sont-ils en mesure de résister au grand marché européen ? »

« Je le crois. A condition qu'on le gère de manière très rigoureuse. »

« Pensez-vous que l'affaire de la contamination des hémodonateurs soit de nature à nuire au système français de transfusion sanguine ? »

« Ce que je crains c'est qu'au travers de cette affaire les donneurs de sang français, ils sont deux millions, se sentent attaqués. Or ils ne sont pas en cause. Ils viennent en aide, par leur générosité, à plus d'un million de malades par an. C'est pourquoi, nous avons décidé avec Jean-Louis Bianco la création d'un comité de suivi de la sécurité transfusionnelle (1). »

« Au-delà de son aspect douloureux et politique, et quelles que soient ses suites judiciaires, cette affaire pose fondamentalement le problème de l'indemnisation du risque thérapeutique. Où en est-on dans ce domaine ? »

« Il faut trouver une solution au problème des accidents thérapeutiques survenus sans faute de la part du praticien ou de l'établissement de soins. Plusieurs schémas sont possibles. En privilégiant le principe de solidarité, on pourrait envisager la création d'un fond d'indemnisation dont le financement serait essentiellement public. Mais on peut également prévoir un système d'assurances alimenté par des primes d'assurance d'un montant modique. Nous choisirons entre ces deux solutions dans les prochains mois. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI



ESPACE

Le 41^e vol de la navette spatiale

Une mission en blouse blanche pour Columbia

Retardée à deux reprises par des problèmes d'ordinateurs et le remplacement de sondes thermiques sur les moteurs (le Monde du 25 mai), la navette spatiale américaine Columbia s'est envolée, mercredi 5 juin, à 15 h 25 (heure française), de Cap Canaveral (Floride). Au cours de cette mission de neuf jours, 3 heures et 30 minutes, les sept membres d'équipage se consacreront aux effets de l'apesanteur sur l'organisme.

Pour la troisième fois en un peu plus de sept semaines, la NASA a envoyé une navette dans l'espace. Si la mission de la mi-avril était dédiée à l'astronomie avec le large du satellite géant d'observation gamma GRO et si celle du début du mois de mai avait une forte coloration militaire, celle qui doit maintenant accomplir l'équipage de Columbia est presque entièrement consacrée à la recherche médicale.

Au cours de ce vol d'un peu plus de neuf jours, les sept membres d'équipage (1) - quatre hommes et trois femmes - vont donc conduire une vingtaine d'expériences dans le laboratoire spatial européen Spacelab embarqué dans la soute de la navette (2). Toutes ont pour but de recueillir des informations sur les réactions du corps humain soumis à l'absence de pesanteur et sur ses capacités à se réadapter à la gravité terrestre.

Pour toutes ces raisons, une partie de l'équipage va donc jouer les cobayes et se priver, bon gré mal gré, au profit de l'exercice des examens de laboratoire en apesanteur. Prises de sang, recueil d'échantillons d'urine, injections de substances chimiques, contrôles cardiovasculaires et même, pour l'un des astronautes, dépose en plein vol d'un cathéter piqué dans une veine de son bras quelques heures avant le lancement.

Préparer l'occupation de Freedom

La conquête de l'espace est à ce prix. Car si les vols de longue durée accomplis ces dernières années à bord de Mir par les Soviétiques et ceux, plus anciens et plus courts, effectués en 1973 et 1974 avec Skylab par les Américains, ont prouvé que des missions d'un an étaient possibles, ils ont

également mis en évidence quelques effets qu'il paraît difficile d'ignorer.

Modifications importantes du système cardiovasculaire, désadaptation progressive du squelette, diminution des capacités des globules rouges à transporter l'oxygène, changements dans les taux de fabrication des protéines par l'organisme, troubles de l'équilibre dominant lieu au fameux mal de l'espace sont en effet le lot de chaque mission.

Mais ce qui n'est qu'une somme d'inconvénients minimes pour des vols de quelques jours peut devenir une contrainte gênante pour des missions plus longues comme, par exemple, l'occupation permanente de la future station spatiale américaine Freedom. C'est pourquoi les Américains veulent multiplier les occasions de recueillir des données sur le comportement de l'organisme en apesanteur, de manière à mieux pallier ses effets. En particulier avec Anthorack, véritable laboratoire à tout faire, conçu par les Européens et qui devrait voler avec la navette au début de 1993 (le Monde du 15 mai).

La NASA a également fait monter 29 rats et 2 478 bêtes méduses à bord de Columbia. Le comportement du squelette et des muscles des premiers seront attentivement étudiés tandis que les mouvements des secondes pour maintenir leur équilibre et leur orientation dans l'eau seront enregistrés pour faire des comparaisons avec les réactions de l'oreille interne, centre de l'équilibre chez l'homme. Coût de toute cette opération : 175 millions de dollars, soit un peu plus de 1 milliard de francs.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) L'équipage est composé de quatre hommes : Bryan, trente-neuf ans, Bryan O'Connor, quarante-quatre ans, Andrew Gaffney, quarante-quatre ans, Sydney Guetier, trente-neuf ans ; et de trois femmes : Margaret Rhea Sedo, quarante-trois ans, qui a déjà passé plus de 167 heures dans l'espace, Millie Hughes Fother, quarante-cinq ans, et Tammie Jenkins, trente-deux ans. C'est la première fois que trois femmes participent en même temps à une mission spatiale. Depuis le début de la conquête spatiale, dix-huit d'entre elles sont allées dans l'espace : quatre américaines, deux soviétiques (1^{re} vol féminin et 1^{re} sortie extra-véhiculaire) et une Britannique.

(2) D'autres expériences plus traditionnelles et en petit nombre (microgravité, études de radiations, mesures de paramètres de marée dans l'atmosphère) seront également menées.

CATASTROPHES

Tués dans l'éruption de l'Unzen

Maurice et Katia Krafft deux « fous » des volcans

Les corps des deux volcanologues français Maurice et Katia Krafft, et celui du volcanologue américain Harry Glicken, disparus le 3 juin au pied du volcan japonais Unzen, ont été identifiés parmi les victimes récupérées par les sauveteurs. Le bilan provisoire de la violente éruption du 3 juin est maintenant de trente-huit morts (cinq personnes grièvement brûlées n'ont pas survécu à leurs blessures). Il y a encore trois disparus.

« L'éruption de l'Unzen est sûrement la plus dangereuse que j'ai vue dans ma vie. » Tels ont été les derniers mots de Maurice Krafft, la semaine dernière, à la personne qui s'occupait de son nouveau livre chez Gallimard (1). Pourtant, Maurice Krafft et son épouse Katia avaient l'habitude des volcans. Depuis plus de vingt ans, le couple était allé en étudiant quelque cent cinquante dans le monde.

Le grand public connaît leurs superbes albums de photos et leurs films dont certains ont été diffusés sur diverses chaînes de télévision. Mais il ignore, en général, que Maurice et Katia Krafft étaient beaucoup plus que des photographes et des cinéastes. Lui, géologue, et elle, chimiste et physicienne, étaient de vrais scientifiques dont les images, les échantillons et les descriptions fines des phénomènes éruptifs étaient des éléments essentiels à la compréhension de ceux-ci. Leurs travaux permettaient à des collègues d'autres branches de la volcanologie de relier l'activité externe et l'activité interne des volcans, et ainsi d'interpréter divers paramètres géophysiques.

Viz le Centre de volcanologie Vulcain qu'ils avaient créé en 1968,

Maurice et Katia Krafft collaboraient avec des organismes tels que le US Geological Survey, l'Association internationale de volcanologie et de chimie de l'intérieur, l'Institut national des sciences de l'univers (du CNRS français), l'Institut de physique du globe de Paris, la Smithsonian Institution (américaine) et la plupart des observatoires volcanologiques du monde. Ils avaient en 1973, avec Jörg Keller (université de Mayence), une étude du volcan tanzanien, l'Oldoini Lengai, qui est le seul au monde à émettre des carbonates, des laves très bizarres qui sont très fluides bien que leur température ne dépasse pas 550 °C et qui sont faites de 30 % de gaz carbonique auquel se mélangent des oxydes de calcium, de sodium et de potassium.

Non seulement, Maurice et Katia Krafft étaient « fous » des volcans en activité, mais ils étaient aussi passionnés par l'histoire des volcans : ils possédaient une extraordinaire bibliothèque de livres anciens ou récents, ainsi qu'une collection de documents iconographiques.

YVONNE REBEYROL

(1) Les Feux de la Terre, Histoire des volcans. Collection « Découvertes » de Gallimard, 208 pages, très nombreuses illustrations en couleurs, 71 F.

[Né le 25 mars 1946 à Mulhouse (Haut-Rhin), Maurice Krafft, après des études de géologie aux universités de Strasbourg et de Saint-Étienne, était titulaire d'une maîtrise de géologie. Il était membre de la Société géologique de France depuis l'âge de quatorze ans. En 1973, il avait reçu le Prix de l'Exploration des sciences de la Terre de la Fondation de la vocation. Comme son épouse, elle avait eu un prix de la Société de géographie de Paris.]

[Né le 17 avril 1942 à Guebwiller (Haut-Rhin), Katia Krafft, née Conrad, avait étudié la chimie et la physique à l'université de Strasbourg. En 1969, elle avait eu un prix de la Fondation de la vocation. Comme son époux, elle avait eu un prix de la Société de géographie de Paris.]

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le projet de réforme du code pénal

La protection contre l'espionnage serait étendue aux domaines économique et scientifique

Le conseil des ministres du 5 juin a adopté le projet de réforme du livre IV du code pénal consacré aux crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique.

La réforme du code pénal engagée lors du passage de M. Robert Badinter place Vendôme est actuellement en voie d'adoption au Parlement: le livre I a fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire le 2 avril, le livre II, adopté en première lecture au Sénat, sera examiné par l'Assemblée nationale en juin, et le livre III devrait faire l'objet d'une première lecture au Sénat à l'automne. Restait le livre IV, dont la rédaction n'était pas achevée lors du départ de M. Badinter. Ce texte présenté mercredi au conseil des ministres répond à quatre soucis: la « simplification », la « clarification », la « modernisation », et « l'adaptation aux réalités contemporaines ».

● Espionnage et trahison. - Jusqu'alors réservée aux seuls intérêts de la défense nationale, la protection devrait être étendue à certains secteurs de l'économie, la recherche scientifique, et les innovations techniques ou technologiques. Ces dispositions ont pour but de lutter contre de nouvelles formes d'espionnage (économique ou scientifique) ou de sabotage (atteintes aux systèmes informatiques). Ce titre comprend également une nouvelle infraction: les entreprises dites « de

désinformation », qui consistent à « fournir, en vue de servir les intérêts d'une puissance étrangère, aux autorités civiles et militaires de la France des informations fausses de nature à les induire en erreur et à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ».

● Terrorisme. - L'attentat, qui ne faisait l'objet d'aucune définition légale, sera défini comme « une entreprise délibérée tendant, par l'intimidation ou la violence, à renverser les institutions démocratiques ou à soustraire une partie du territoire à l'autorité de l'Etat ». Pour ces infractions, le texte prévoit un traitement particulier: il consacre l'autonomie des infractions terroristes, distinctes à la fois des infractions politiques et des infractions de droit commun. Dans ce cas, les peines encourues sont aggravées. Le texte met donc fin aux dispositions actuelles, qui punissaient de la même peine l'auteur d'une prise d'otage n'ayant pas entraîné mort d'homme, que son acte s'inscrive dans le cadre d'une entreprise terroriste ou non. Le projet introduit également la notion de « terrorisme écologique », possible de quinze ans de réclusion criminelle s'il n'y a pas eu mort d'homme.

● Autorité de l'Etat. - Une infraction nouvelle est instituée par le projet au titre III: « l'organisation d'une formation paramilitaire présentant le caractère d'un groupe de combat ». Sont visés les groupuscules nazis ou racistes, dont les membres sont aujourd'hui aisément

à l'abri des poursuites: il faut attendre la dissolution administrative du groupe pour les poursuivre éventuellement de reconstitution de ligues dissoutes.

● Action de la justice. - Un chapitre nouveau est consacré aux atteintes à l'action de la justice. Le texte stipule que les personnes tenues au secret professionnel ne sont pas obligées de signaler crimes et délits aux autorités administratives ou judiciaires. Les médecins pourront donc désormais laisser à leur seule conscience le soin de décider s'ils doivent signaler des sévices à enfant dont ils ont connaissance. Le but est d'éviter que les auteurs de ces sévices cessent de faire soigner leurs enfants de peur d'être dénoncés.

Ce quatrième livre devrait venir en première lecture à l'Assemblée nationale au cours de la prochaine session, à l'automne. Le gouvernement souhaite que l'adoption définitive du nouveau code pénal ait lieu avant la fin de la législature, en 1993. Ce projet de réforme ne fait toutefois pas l'unanimité: le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France ont lancé il y a un mois une campagne pour le retrait du texte. Dénonçant le caractère « démagogique et archaïque » d'un texte axé « sur le tout-répressif, voire le tout-carcéral », les deux syndicats demandaient alors l'abandon pur et simple du projet.

ANNE CHEMIN

ENVIRONNEMENT

Au conseil des ministres

Le gouvernement veut reprendre en main la défense du littoral

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, et Brice Lalonde, ministre de l'environnement, ont présenté mercredi 5 juin une communication au conseil des ministres consacrée à la protection de la loi votée en 1986, car elle est trop souvent bafouée par les effets pervers de la décentralisation.

Paradoxe: cinq ans après le vote de la loi sur le littoral, censée remettre un peu d'ordre dans la réglementation protégeant les côtes de France, le gouvernement s'aperçoit que rien n'arrête plus les promoteurs, aménageurs et constructeurs de marinas. De Dunkerque à Biarritz et de Perpignan à Bonifacio fleurissent les projets: ici un lotissement ou une ZAC (zone d'aménagement concerté), là un complexe de loisirs, ailleurs un port de plaisance ou un golf. Dans le seul département du Var, les autorisations de construire ont quadruplé en trois ans. Si l'on n'y prend garde, il ne restera pratiquement plus un pouce de rivage qui ne soit loti, bétonné ou doté d'équipements divers, en dehors de quelques sites privilégiés protégés par la loi ou le Conservatoire du littoral.

Deux phénomènes sont en effet venus contraindre l'application de la loi de 1986. D'une part, la reprise

économique qui a dopé les promoteurs après une dizaine d'années de crise. D'autre part, la décentralisation, qui a donné tous pouvoirs aux maires en matière d'urbanisme et de plan d'occupation des sols. Les promoteurs ont tout de suite vu le parti qu'il pouvaient tirer de la décentralisation en faisant le siège des communes littorales pour leur proposer des projets mirabolants.

L'administration, de son côté, a fermé les yeux sur les obstacles juridiques qui auraient pu s'y opposer. Dépouillés de leur toute-puissance arbitraire, les préfets ont gardé un profil bas face à l'impétuosité des élus et des promoteurs. Beaucoup ont préféré ne pas faire appliquer la loi plutôt que d'engager la guérilla avec des élus du peuple. Et lorsque ces élus rencontrent des obstacles à leur « développement », ils ne manquent pas de crier à la loi sclérosante.

Appel à la vigilance des préfets

La loi sur le littoral prévoyait une expansion modérée de l'urbanisation, avec des coupures vertes qui évitent le bétonnage en continu des zones côtières. Mais elle n'a jamais empêché un maire de construire. Seuls les « sites remarquables », qui tombent sous le coup de l'article L. 146/6 du code de l'urbanisme, ne peuvent être construits. La loi de décentralisation a au contraire mis fin aux grands schémas d'aménagement comme la mission Languedoc ou la mission Aquitaine, qui s'efforçaient de penser le développement cohérent du littoral à l'échelle d'une région. Quant au Conservatoire du littoral, qui a acquis, au nom de l'Etat, quelque 35 000 hectares d'espaces verts côtiers en quinze ans, il n'a plus les moyens financiers d'agrandir ce patrimoine ni même de l'entretenir. S'il veut remplir sa mission, fixée à l'acquisition de 20 000 nouveaux hectares en dix ans, il lui faudra disposer de 45 millions de francs de plus par an - or son budget actuel plafonne à 75 millions de francs.

Que va donc faire le gouvernement pour remédier à ces carences? Dans un premier temps, il va réunir les préfets et les appeler à davantage de vigilance. Car la loi actuelle leur permet de faire modifier un POS (plan d'occupation des sols) ou un SDAU (schéma d'aménagement et d'urbanisme) s'il contrevient à la législation en vigueur. La construction des ports de plaisance, du fait qu'elle empiète forcément sur le domaine public maritime (qui appartient à l'Etat), relève bien de leur compétence. Même un projet de golf sans urbanisation devra présenter une étude d'impact, comme les autres grands équipements touristiques.

Ensuite, le gouvernement va charger le futur IFEN (Institut français de l'environnement) d'établir une banque de données sur l'évolution réelle du littoral, afin de disposer d'un instrument de décision objectif.

ROGER CANS

Dans son rapport annuel

La Cour de cassation suggère au Parlement de modifier certains textes

Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, la Cour de cassation vient de publier son rapport d'activité pour l'année 1990 (1), un ouvrage particulièrement dense de 480 pages où figurent pour la première fois de manière explicite des suggestions au pouvoir législatif afin que soient modifiés certains textes dont l'application a créé des difficultés.

En évoquant notre système judiciaire, la Cour européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales parle parfois du « droit écrit » constitué par la loi, et du « droit non écrit » résultant de la jurisprudence. Cette dernière forme de droit, sans atteindre le caractère fondamental que lui confèrent les systèmes anglo-saxons, représente en France la partie de règles progressivement dégagées par les juridictions et consacrées par la Cour de cassation, qui veille au respect de la loi. Ainsi, le hasard a voulu que quelques jours avant la publication de son rapport, la Cour ait déclaré illégitime le contrat liant un couple à une mère de substitution (le Monde daté 2-3 juin).

Il arrive cependant que les textes soient difficilement interprétables ou que leur application soulève des difficultés. Ils sont alors la source de nombreux pourvois - qui surchargent la Cour. Aussi le rapport présente treize modifications qui sont proposées aux parlementaires et qui touchent à des domaines extrêmement divers puisqu'ils concernent à la fois le code des assurances, le code rural, le livre des procédures fiscales, le code de la santé publique ou le code pénal.

Pourvois dilatoires

Mais les juges vont plus loin en notant dans leur rapport que ces suggestions « ne sont pas exclusives de réformes », avant de préciser: « il en est ainsi notamment (...) du problème des écarts téléphoniques (...) ou de ceux que posent tant la définition du médicament (...) que celle du service des pompes funèbres (...), ces deux textes paraissant mal adaptés à une économie concurrentielle (...) et ne répondant sans doute pas aux normes communautaires ».

La surcharge de la Cour se résume en quelques chiffres. En 1990, 25 279 affaires nouvelles ont été reçues, soit 70 % de plus

qu'en 1980, et 25 951 affaires ont été jugées. Mais le chiffre le plus inquiétant concerne le nombre d'affaires restant à juger, qui était de 33 858 au 31 décembre 1990 contre 32 530 au 31 décembre 1989, et le délai moyen d'une procédure est évalué à dix-sept mois. Aussi le rapport insiste sur la compétence réelle de la Cour, qui semble avoir été perdue de vue par certains justiciables, en affirmant que le pourvoi en cassation n'est pas un troisième degré de juridiction. Pour combattre les pourvois dilatoires, l'article 1 009 du nouveau code de procédure civile impose, depuis le 20 juillet 1989, que les décisions des juges du fond soient exécutées avant que le pourvoi soit examiné et, parmi les nombreuses études publiées dans le rapport, M. Pascal Chauvin commente les premiers effets positifs de cette disposition.

La troisième partie du rapport présente un large éventail des principaux arrêts rendus en 1990 en toutes matières, qu'elles soient sociales, économiques ou pénales. Formulées très clairement, ces analyses ne s'adressent pas qu'aux juristes, car les arrêts ont été traduits dans un langage généralement accessible. Mais pour ceux qui souhaiteraient lire le texte même des arrêts, M. André Fardieu, doyen honoraire de la Cour de cassation, donne une sorte de

mode d'emploi permettant de décrypter « les messages juridiques » de la Cour suprême.

Parmi les arrêts analysés figure celui rendu par l'assemblée plénière le 31 mai 1990 et concernant la procédure à utiliser lorsqu'un maire, un préfet ou un officier de police judiciaire « est susceptible d'être inculqué » (le Monde du 5 juin 1990). L'auteur développe si abondamment les conditions d'application des textes sur « les personnes protégées » qu'il ne devrait plus être possible à un parquet distrait d'ignorer qu'il doit saisir « sans délai » la Cour de cassation pour qu'elle désigne une juridiction. A ce propos, le rapport souligne: « Il est regrettable qu'en raison de la présentation tardive d'une requête en désignation, des affaires parfois importantes donnent lieu à une annulation presque complète. »

Mais les magistrats, tout en constatant les inconvénients de cette procédure, observent qu'il ne leur appartient pas de débouter le sens de la loi et qu'il convient « de laisser au législateur le soin de modifier, s'il le juge utile, les textes régissant cette matière ».

MAURICE PEYROT

(1) La Documentation française. 115 francs.

REPÈRES

APPRENTISSAGE

Création d'une cellule de réflexion

Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a annoncé mercredi 5 juin à l'Assemblée nationale, la mise en place rapide d'une « cellule légère de réflexion et d'action » sur le développement de la formation en alternance et de l'apprentissage. Elle dépendra du ministère du travail, a précisé M. Jospin, « qui reste l'interlocuteur naturel de ceux qui gèrent l'apprentissage, les régions et les partenaires sociaux ». Le ministre de l'éducation nationale s, en outre, rappelé son intention de développer les filières professionnalisées au sein de l'éducation nationale, avec la création de nouveaux baccalauréats professionnels et des nouveaux Instituts universitaires professionnels (IUP). Le développement de l'enseignement

professionnel en alternance, a estimé le ministre, n'est possible que si les entreprises « s'engagent à accueillir davantage de stagiaires ».

BANLIEUES

Une MJC incendiée à Meaux

De violents incidents ont éclaté, mardi 4 juin, vers 22 heures, dans le quartier de la Pierre-Collinet à Meaux (Seine-et-Marne). Une vingtaine de jeunes, selon les forces de l'ordre, ont brisé les vitrines d'un magasin de soldes, d'un bureau de poste et d'une agence bancaire inoccupée avant d'incendier une voiture, un bureau de l'Office des HLM ainsi que la Maison des jeunes et de la culture.

Trois heures plus tard, alors qu'une cinquantaine de policiers avaient rétabli l'ordre, les pompiers maîtrisaient les différents

sinistres, mais l'équipement culturel était entièrement détruit.

La veille, un jeune habitant du quartier, âgé de dix-huit ans, était mort noyé alors qu'il tentait de traverser la Marne à la nage en compagnie de cinq camarades pour échapper à une patrouille de police. Au cabinet du maire de Meaux on se refuse à établir un lien direct entre « ce dramatique accident » et les agissements de « casseurs parfaitement identifiés, au palmarès pénal relativement éloquent, en état de désespérance totale ». - (Corresp.)

DEMAN NOTRE SUPPLÉMENT



PHILIPPE DELMAS
LE MAÎTRE DES HORLOGES
MODERNITÉ DE L'ACTION PUBLIQUE

“Un très beau livre, extrêmement riche, parfaitement lisible et d'ailleurs tout le monde le lit”
Jean-Pierre Elkabbach, Europe 1

“Philippe Delmas redécouvre l'Etat à partir du réel avec beaucoup de profondeur dans l'analyse et de talent dans l'expression”
Raymond Barre, Le Monde

“Un livre de lumière. La réplique la plus cinglante et la plus moderne aux apôtres du business tous azimuts.”
Michel Albert, Le Nouvel Observateur

“Un livre foisonnant.”
Erik Orsenna, L'Express

“Des pages qui devraient être lues par notre classe politique et nos dirigeants d'entreprises.”
Jacques-Henry David, La Tribune de L'Expansion

PHILIPPE DELMAS
LE MAÎTRE DES HORLOGES
MODERNITÉ DE L'ACTION PUBLIQUE

EDITIONS ODILE JACOB

LES IDEES QUI FONT AVANCER LES IDEES

Blancs blancs

Blancs blancs... (Text is mostly illegible due to image quality)

Blancs blancs... (Text is mostly illegible due to image quality)

Katja Krafft des volcans

Katja Krafft des volcans... (Text is mostly illegible due to image quality)

CULTURE

CINÉMA

Les mélos de la « Vipère »

Sous le titre « Une star cherche son destin » Ciné-Classic offre huit films rares de Bette Davis

Une rétrospective Bette Davis débute, à Paris, au Racine Odéon (6^e) et au Trois Balzac (8^e), avec *Jezabel*.

En 1935, Bette Davis, âgée de vingt-sept ans, avait tourné presque autant de films qu'elle comptait d'années sans parvenir à s'imposer, malgré l'Oscar décroché pour son rôle dans *L'Intruse*, d'Alfred E. Green. La Warner Bros, qui l'avait sous contrat depuis trois ans, s'obstinait à lui donner des personnages qui ne lui plaisaient pas. Elle avait des yeux bleus à fleur de tête, un front trop bombé sous la chevelure blonde platine. Bref, elle n'était pas belle au sens hollywoodien. Et petite, avec cela. Elle se jura de devenir une grande.

Kid Galahad (le *Dernier Combat*, 1937) donne une idée précise de l'image qu'on lui imposait. Michael Curtiz a beau être aux commandes de la mise en scène, dans cette histoire de gangsters de la boxe, Bette Davis est surtout là pour faire valoir de ses partenaires masculins, Edward G. Robinson et Humphrey Bogart. À cette époque, comme elle ne manque pas de toupet, elle déclare qu'elle quitte la firme, si on ne lui propose pas de meilleurs rôles. Jack Warner lui fait un procès. Elle le perd.

Mais sa résistance lui a valu la considération du patron. Elle reste à la Warner. David O. Selznick prépare le film *Un amour en emporte le vent* et Bette Davis, soutenue par l'opinion publique, se « voit » en Scarlett O'Hara. Jack Warner veut bien la « prêter » à Selznick, à condition qu'Errol Flynn soit engagé pour être Rhett Butler. Pas question. La Bette perd le rôle de sa vie, mais comme les choses traînent en longueur, elle réussit à tourner, en 1938, un film « sudiste » sous la direction de William Wyler.

C'est *Jezabel* (l'*Inconnue*) où elle est, coquette, autoritaire, capricieuse et, finalement, « rachetée », une sorte de Scarlett de la Louisiane, amoureuse de Henry Fonda, qui en a



Bette Davis et Miriam Hopkins dans « L'impossible amour » de Vincent Sherman

épousé une autre. Surprenant film en noir et blanc où le style psychologique de Wyler se feutre de romantisme, de passion, de lyrisme. Bette Davis remporte un Oscar d'interprétation. À partir de ce moment, elle est non seulement l'une des grandes vedettes féminines de la Warner, mais une star suscitant pas mal de jalousies. Une « laide » arrivée jusqu'à, c'est un défi.

Actrice de composition, elle entre, en 1939, dans l'ère des mélodrames sentimentaux — qui forment l'essentiel de cette rétrospective. *Dark Victory* (Victoire sur la nuit), d'Edmund Goulding, en fait une

insupportable héritière de Long-Island, à laquelle on découvre une tumeur au cerveau. Opérée avec succès, elle va épouser le chirurgien qui l'a sauvée. Elle ne sait pas que c'est une rémission. Le chirurgien, c'est George Brent, et Bogart tient le second rôle, celui d'un entraîneur de chevaux, ami et conseiller de la jeune femme, qui vivra son bonheur jusqu'à l'instant fatal. Scène d'une sobriété bouleversante où Bette Davis tire les larmes aux spectateurs. Tout de suite après, elle interprète, dans *Juarez*, de William Dieterle, la malheureuse Charlotte de Belgique, épouse de Maximilien de Habsbourg (Brian Aherne) placée

par Napoléon III sur le trône impérial du Mexique, reversé et fusillé. Dans ce film progressiste où notre Second Empire n'est pas flatté, Paul Muni est le démocrate président mexicain, Benito Juarez.

Des œuvres à redécouvrir

Elle enchaîne sur un autre film avec Edmund Goulding, *The Old Maid* (la Vieille fille), chef-d'œuvre du mélo à costumes. Elle s'appelle encore Charlotte. Elle appartient à la bonne société de Philadelphie. Elle aime le fiancé repoussé de sa cousine Déla et se donne à lui au moment où il part pour la guerre de Sécession. Il y meurt. Charlotte, enceinte, accouche d'une petite fille qu'elle élève en secret. Mais Déla (Miriam Hopkins) perçoit le secret et, jalouse, s'empare de la fillette, qui grandit en détestant la trop sévère « tante Charlotte ». Amour brisé, sentiment maternel étouffé. Des années 1860 aux années 1890, Bette Davis se transforme en vieille fille au sein de douleurs, se grandit par le sacrifice.

La trentaine juste passée, Bette Davis est au sommet d'une carrière dramatique dans laquelle on accordera surtout de l'importance aux films avec William Wyler *La Lettre et la Vipère*. Alors que les mélos...

Now Voyager (Une femme cherche son destin, 1942), d'Irving Rapper, passe inaperçu en France après la guerre et devient, plus tard, un film culte. C'est, d'après un roman d'Olive Higgins Prouty, auteur de *Stella Dallas*, l'histoire de la fille mal aimée d'une riche veuve de Boston. Elle est grosse, mal habillée, enlaidie par la tristesse. Elle porte des lunettes. Un psychiatre lui redonne confiance en elle. Elle se transforme, moralement et physiquement. Et, au cours d'une croisière, elle rencontre un homme marié. Coup de foudre. Mais il ne pourra jamais divorcer. Il se passe encore bien des choses romanesques, jusqu'à la phase finale que tous les cinéphiles connaissent par cœur : « Ne demandons pas la lune alors que nous avons les étoiles. » Robert Mulligan, trente ans plus tard, place cette scène dans son film *Un été 42*.

Pour Bette Davis, il y avait Edmund Goulding, Irving Rapper et Vincent Sherman, excellents réalisateurs de genre chez Warner. De Sherman, voici *Old Acquaintance*, (*L'impossible amour*, 1943). Bette et Miriam Hopkins, amies d'enfance, se retrouvent après bien des années. Leurs vies ont été différentes. Miriam Hopkins interprète une chipie vaniteuse, distillant du fiel sous ses sourires et dont le mari (John Loder) s'prend de Bette Davis, qui ne veut pas être infidèle à l'amitié. Voilà bien des œuvres à redécouvrir. On regretterait que Mr. Skeffington (*Femme aimée est toujours folle*) de Vincent Sherman (1944) ne figure pas ici, si l'on n'y trouvait la dernière comédie de Frank Capra, *Pocketful of Miracles* (*Mille milliards pour un jour*), tournée en 1961, conte de fées moderne, où Bette Davis, devenue pour de bon monstre sacré, passe de l'état de clochard vendant des pommes dans la rue à celui d'éblouissante vieille dame riche.

JACQUES SICLIER

Distribution Ciné-Classic. Tél. : 43-34-75-74.

Bouillie pianistique

Une reconstitution plus hystérique qu'historique du couple Chopin-Sand et de son brillant entourage

LA NOTE BLEUE
d'Andrzej Zulawski

Les affres de la création d'un artiste polonais installé en France, un tourbillon de personnalités culturelles et de jolies femmes : on voit bien ce qui a pu attirer Zulawski. Mais s'il possède plus de santé que son compatriote musicien, le réalisateur de *L'Amour braque* montre un autre point commun avec Chopin : « La campagne rend Frédéric hystérique », annonce Marie-France Pisier, dont le générique nous a appris qu'elle interprète George Sand. Il n'y a pas que lui.

Ce n'est pas un dimanche à la campagne de la bonne société cultivée, c'est Nohant-pandémonium, c'est une visite au pavillon des aliénés que propose Andrzej Zulawski. Chopin toussote et Sand haït, les comparses supposés figurer Delacroix, Pauline Viardot, Dumas fils et quelques autres notables conjuguent sur tous les modes le verbe « se vautrer ». Dans la nourriture, le gazon, les jupons, dans l'abjection ou l'infantilisme. Aux ronds offerts de Solange Sand/Sophie Marceau, Chopin préfère la régurgitation de quelques décilitres d'hémoglobine sur le clavier de son Pleyel. Ensuite, il parle un peu de religion, entre deux suées. Pour mettre de l'animation, un rat mord quelqu'un.

La *Note bleue* ressemble à un tableau peint par un Arcimboldo ivre, qui emplirait tout et n'im-

porte quoi, en espérant qu'un visage finira par naître de ce capharnaüm de dentelles troussées, de victuailles répandues, de divinités multicolores batifolant dans les arbres (le Berry-terre des esprits surmaturés). Zulawski n'est, bien sûr, ni un ignorant ni un inconscient, et son film est parsemé de notations historiques exactes, parfois peu connues. De même se ménage-t-il un gage d'authenticité en faisant interpréter Chopin par un véritable pianiste vraiment polonais, Janusz Olejniczak, qui joue « en direct » (lire l'encadré). Mais on ne l'entend qu'à peine dans le tumulte sonore et visuel, tout comme les indices d'époque sont broyés par la caméra-moulinette du metteur en scène, plus fasciné par son propre génie que par ses personnages (1).

La « note bleue » désigne, selon les dialogues, l'ultime son d'un morceau : elle mettra cent trente-deux longues minutes à se faire entendre. La véritable « note bleue », surnom donné aux moments de grâce qui illuminaient les improvisations de Chopin, on ne l'entendra jamais.

JEAN-MICHEL FRÉDON

(1) Même s'il était aussi inutile que déplacé d'insister sur le fait que la *Note bleue*, comme on en devait le faire M^{me} Samuels-Duval-Sand et l'Association pour la Fondation-académie George-Sand, le tribunal a imposé une mention au générique de fin précisant que le film n'était pas un document historique.

Moi, Chopin

Si Liszt, qui n'était pas manchot, a déjà été incarné à l'écran par Sviatoslav Richter, si l'on murmure que Cziffra a tourné dans un film hongrois inaccessible, si des pianistes comme Claudio Arrau et George Bolet lui ont prêté ses mains, c'est la première fois, à notre connaissance, qu'un pianiste prête ses traits et ses mains à Frédéric Chopin.

Janusz Olejniczak a osé. Il est pianiste, polonais, lauréat du Concours Chopin de Varsovie. Ressemble-t-il à Chopin ? Peu importe. Joue-t-il comme Chopin ? Olejniczak est un bon interprète de Chopin, ainsi qu'on l'apprécie fugitivement dans la *Note bleue* et pleinement dans la bande originale du film (1). Sur un Pleyel d'époque, aux sonorités chantantes, aux besses légères, aux aigus qui tintent comme de la porcelaine chinoise, il sait recréer une atmosphère intime, d'une violence assez incroyable parfois (*Étude révolutionnaire*), d'un lyrisme, d'une vocalité rêveuse étonnantes (*larghetto* du *Second Concerto*, avec l'Ensemble Musicales de Christophe Coin).

Mais ce jeune pianiste n'évoque pas davantage que ses confrères l'émotion du jeu de Chopin sur ses auditeurs. Le compositeur endormait la conscience d'auditeurs triés sur le volet, avec lesquels il communiquait d'âme à âme : le contraire de Liszt, dont les interprétations étaient pensées

en terme d'exhibition de masse et dont les exploits techniques excitants (parfois la plus visible de son art) ont été égalés par une légion de prestidigitateurs.

L'esprit de Chopin ne souffle fugitivement que sur quelques enregistrements de Vladimir Horowitz (1955), d'Igor Stravinsky (Pearl), de Nelson Fraire (Tafelberg), de Cortot (EMI), de Rubinstein (RCA), de Joseph Hoffman (Dante), de Perlemuter (Nimbus), de Raoul Koczalski (Pearl), de Vladimir Sofronitski (Melodya) et sur tous les enregistrements publics de Guiomar Novak (1895-1979), qui pourrait bien être la seule pianiste digne d'être comparée à ce que l'on devine du jeu de Chopin, à travers les témoignages de ses contemporains. Hélas ! ni RCA ni CBS n'ont songé à éditer les 78-tours de cette Brésilienne, formée à Paris (qui eut, pendant cinquante ans, l'Amérique à ses pieds et dont la carrière fut lancée par une lettre extasiée de Debussy), ou à publier les bandes de ses concerts publics (2).

ALAIN LOMPECH

(1) 1 CD Opus 111. Distribué par Média 7. Il est curieux de constater que les polonaises et les mazurkas qu'il a enregistrées sur Steinway pour le même éditeur témoignent d'un cœur à l'ouvrage.

(2) Après la guerre, elle a aussi beaucoup enregistré pour VOX, un éditeur dont elle a fait la fortune. Depuis, il l'a oubliée. Une réédition des valses et des mazurkas serait bienvenue.

On a colloque sur les festivals de cinéma. — Les festivals de cinéma jouent aujourd'hui le rôle jadis dévolu aux ciné-clubs : lieux de découverte de cinématographies et d'auteurs mal connus, de recherches historiques ou thématiques, de rencontres et de débats entre professionnels et cinéphiles. Ils font aussi partie de la politique de très nombreuses villes et de

nombreuses entreprises intéressées par le médium. Le colloque « Un festival : pour qui ? pourquoi ? comment ? » se propose d'étudier à la fois les modalités pratiques et les finalités artistiques et commerciales de ces manifestations qui ne cessent de se multiplier à travers la France et le monde.

Les 7 et 8 juin, au Palais de Tokyo. Tél. : 30-42-22-57.

HENRI DÈS
NOUVEAU SPECTACLE à
L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
du 18 décembre au 5 janvier
LOCATION 47 42 25 49
Nouvel album septembre 91
"Les Betises" distribution MUSIDISC
JERZES

L'ART AGRESSIF

Disparités scandaleuses
des taux de T.V.A. en Europe

FRANCE	18,6%
(Décision unilatérale du Ministère des Finances)	
ALLEMAGNE	7%
BELGIQUE	6%
PAYS BAS	6%
SUISSE (tcha)	6%

Où ira le marché ?
Où iront les
créateurs et
leurs œuvres ?COMITÉ
DES
GALERIES
D'ART

مكتبة الفن

Don Juan chez Al

Un contemplatif

DICTIONNAIRE
DU THEATRE

Bordeaux

CULTURE

MUSIQUES

Don Juan chez Al Capone

Mozart, mis en scène par Richard Foreman, c'est d'abord du cinéma

DON GIOVANNI à l'Opéra de Lille

Foreman a horreur du vide. Il ne fallait pas attendre du New Yorkais volubile et électrique, fondateur d'un théâtre qualifié d'« onthologique et hystérique », autant dire : paroxystique, qu'il calme le jeu pour *Don Giovanni*. La production que l'on peut voir actuellement à Lille est donc du Foreman éternel, du Foreman péremptoire, qui se soucie comme d'une guigne d'étouffer Mozart sous des vieilles ficelles, sous des obsessions personnelles. On peut penser que cet égotisme est l'apanage du metteur en scène ou même son devoir. On ne peut pas ne pas remarquer que Mozart a besoin d'air.

Se seront succédé, au gré du bicentenaire mozartien, le *Don Giovanni* vampirique de Ronconi à Bologne, l'éternel Espagnol de Jacques Rosner à Toulouse, le voyou dégingandé de Louis Erlo à Nice, le rocker flamboyant de Matthias Langhoff à Genève. Voici le fauve polyvalent invité chez Al Capone. Revêtu de la veste d'intérieur en soie carmin des mafiosos. Parrain rétro,

embarrassé en la personne de Leporello du « bon nèg » gesticulant et empressé d'*Hallelujah*.

Donna Anna est une veuve de cinéma muet, larmoyante sous un monumental chapeau. Elvire est passée par l'Hollywood des années 50, blanche colombe aux seins barrés d'une croix. Le brave Ottavio, en son uniforme, pourrait être l'ancêtre au Bengale. Quant à Zerline et Masetto, ils courent en tous sens, mais sur une autre couche de ce spectacle mille-feuille : celle de la comédie musicale façon *Cotton Club*, robe à perles charleston et veston croisé.

Couche à laquelle n'appartient pas tout à fait une escouade de figurants, diaboliques montés sur ressorts, voyeurs insupportables, visiblement préposés à mauler les « creux » de l'action. Quand apparaît un Commandeur ressemblant vaguement à Garibaldi ou à Victor-Emmanuel, le rôles, franchement, vous tombe des mains.

On comprend que les chanteurs aient du mal à assurer leur emploi vocal sous ces défilés de cinéma. Jean-Claude Casadesu — formidable de sang-froid — et son Orchestre national de Lille, violoncelles et bassons épatants, — ont plusieurs fois sauvé la situation et

imposé de bout en bout une certaine finesse de style.

Mais l'Ottavio presque idéal de Donald Kaasch (on retrouvera cet Américain dans *Wozzeck* au Châtelet) ne pouvait racheter l'extrême vulnérabilité technique du *Don Giovanni* de Boris Martynov dans les récitatifs et au second acte (il lui arriva même d'oublier de chanter), ni le Leporello caricatural de Mark Doss, ni l'attribution discutable des rôles de Donna Anna et d'Elvire à Mary Shearer et à Frances Ginsberg, deux voix finalement sans intérêt dramatique.

On a entendu Anne-Sophie Schmidt dans la Barberine des *Nozze* à la Bastille : sa Zerline a fait des progrès inspirés. Masetto (André Cognet) était Lessart dans la *Manon* d'Aubert à l'Opéra-Comique. La voix reste agréable. Mais, la dixième fois où ce joli jeune homme jait des coulisses comme d'un revolver à bouchon, on craque.

ANNE REY

Prochaines représentations : le jeudi 8 et le samedi 9, à 20 h 30. Tél. : (16) 20-30-81-00.

Le son du « Faust » de Bercy

Reconstituer un opéra français du dix-neuvième siècle avec une totale vraisemblance acoustique, cela pour un auditoire de 12 000 personnes et dans une salle conçue pour de grandes compétitions sportives : c'est la performance que nous relevons (le Monde du 28 mai) à propos du *Faust* de Gounod, dont les représentations se poursuivent jusqu'au 7 juin à Bercy.

Cette performance — celle des micros et de l'amplification — est à mettre au crédit d'un ingénieur du son de la radio, Philippe Pélissier. Ce musicien metteur en ondes supervise en particulier (comme le ferait un producteur de variétés) les prises de son de l'Orchestre national. C'est lui qui l'on voit acoustiquement à l'extrémité de la travée centrale de Bercy, guidant le mixage en direct de deux acolytes, face à la partition.

Avant leur intervention, le son était à Bercy celui d'une installation de plein air ou d'une chambre sourde géante : détimbré, petit, sans couleurs, sans réverbération. Ce fut le son d'Aida, premier opéra représenté au Palais des sports, expérience que l'on crut sans lendemain.

Plus tard, pour Turandot, des haut-parleurs avaient été installés dans le plafond pour tenter de recréer une atmosphère de concert. Mais l'amélioration,

modeste, restait top secret : pas de sono à Bercy...

Nabucco fut le premier spectacle à bénéficier des merveilles techniques dont l'auditeur de *Faust* apprécie les derniers perfectionnements. On fixa dans les cheveux des solistes des micros de 3 mm de diamètre, reliés par un fil invisible à un émetteur-boîtier porté à la ceinture. Ces micros ont une courbe de réponse irréprochable, un respect jaloux des timbres. Un technicien anglais vient tout exprès surveiller leur installation et la bonne implantation de leurs récepteurs.

Une récréation artificielle

La prise de chaque micro soliste (dans *Faust*, il y en a six) est en effet réalisée par un récepteur stéréo individualisé, équipé d'un comparateur intégré : un système de balance programmé (le système *diversity*) trie automatiquement la meilleure des deux prises stéréo, celle qui a le plus d'intensité.

Les choristes ne sont pas oubliés : dix micros de même sorte sont répartis parmi leurs rangs. Quatre capteurs supplémentaires, installés sur la rampe, achèvent de rattraper le son. L'orchestre, lui, est traité par

58 micros — un par pupitre — raccordés à une table de mixage autonome (confiée à Eric Alvergnat). Car si les timbres orchestraux restent stables et n'ont guère besoin, sauf accident, d'être mixés en direct, les voix des solistes et des choristes subissent en revanche des déplacements continus : un mixeur attitré (Claude Jaquinet) assure leur « suivi » réaliste dans l'espace quadraphonique de la sonorisation, leur garantit une émission stable quelle que soit leur position, court-circuite les interférences, veille à couper le contact à la fin des airs pour éviter les souffles et les bruits de plateau.

Entendre sans parasites ce qui se passe sur une scène d'opéra, exactement où ça se passe, où que l'on soit assis, et dans une salle de 12 000 places : cela peut paraître évident quand on est habitué aux acoustiques naturelles (bonnes ou mauvaises) des grandes salles actuelles (4 000 places maximum). Mais la performance laisse rêver quand on mesure qu'il s'agit d'une récréation entièrement artificielle.

A. R.

ARTS

Un contemplatif

Hors mode, et presque hors temps, Henri Hayden peignait, dans les années 60, des paysages puissants

HENRI HAYDEN à la galerie Marwan Hoss

Histoire ordinaire du début de ce siècle : un peintre venu de Pologne s'installe à Paris en 1907 et côtoie un moment les grands hommes de l'époque, fondateurs et explorateurs du cubisme. Pendant la guerre, il se lie avec Cézanne et Lipchitz et n'est pas loin d'être à la mode. Histoire singulière, ensuite : ce même peintre, Hayden, quand sa position semble établie, délibérément, par crainte de tomber dans la commodité d'un style, la gâche et change sa manière. Il se détache du modernisme post-cubiste et se convertit à l'étude d'après nature, pratique déjà presque anachronique aux yeux des avant-gardistes, ses contemporains. Léonce Rosenberg, son marchand, refuse de le défendre plus longtemps. Commence ce que les biographes dénomment discrètement une « période creuse », qui a duré quelques décennies.

Comme il se doit, Hayden n'a pu reconquérir de son vivant la faveur publique qu'il avait si imprudemment négligée. Dans les années 50 et 60 encore, en dépit de l'amitié déclarée de Beckét et de quelques expositions — plusieurs à Londres en particulier, — son œuvre ne suscite guère de passion. Il n'en poursuit pas moins son travail et, le plus souvent qu'il peut, s'en va sur le motif près de La Ferté-sous-Jouarre.

Ce sont pour l'essentiel des huiles et des gouaches de cette période qu'a réunies Marwan

Hoss, toutes fortement construites par bandes de couleurs et formes compactes. Bien plus qu'un cubisme, dont il s'est détaché progressivement, plus même qu'à Cézanne, qui fut son saint patron, ces compositions font songer à Gauguin, qui avait été le premier maître de Hayden à son arrivée en France.

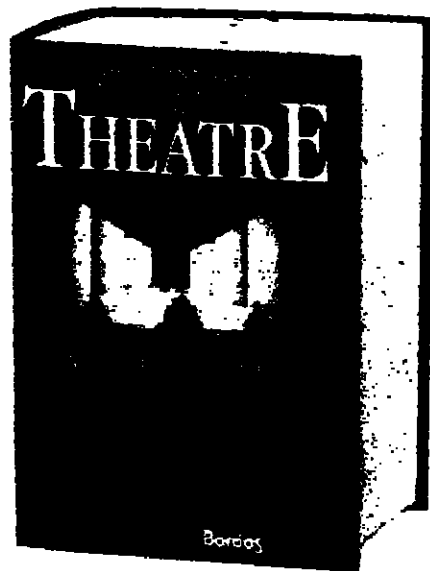
En 1908 et 1909, il villégiaturait à Pont-Aven, et au Pouldu en 1912. Il composait alors par rubans de nuances chromatiques un peu grises séparés par des contours courbes. Un demi-siècle plus tard, étrangement fidèle à ses débuts, il compose par aplats juxtaposés de formes synthétiques et ramassées. Les champs se réduisent à des polygones aux angles arrondis, une vache à un ovale, la rivière à une sinuosité régulière. Tout cela tient grâce à la couleur, pensée par touches épaisses et disposée en assombrances assurées, des bleus nocturnes avec des rouges indiens éteints, des verts glissant au noir avec des jaunes ocrés.

Comme la matière picturale est dense et luisante, les harmonies très adroitement calculées, Hayden atteint une belle majesté silencieuse. Il arrive que l'on songe à Bonnard, mais à un Bonnard plus sobre et ténébreux, tant est forte la puissance de séduction de ces paysages hors du temps.

PHILIPPE DAGEN

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, 75001 Paris. Tél. : 42-98-37-98. Jusqu'au 20 juillet.

LE PREMIER DICTIONNAIRE ENCYCLOPEDIQUE DU THEATRE



Le Théâtre sous tous ses aspects, et tous les artisans de la fabrique théâtrale.

1024 pages

480 F

Bordas

Numéro un sur l'Atlantique.

Un plus grand nombre de vols directs d'Europe vers les Etats-Unis qu'aucune autre compagnie aérienne au monde.

En effet, aucune autre compagnie aérienne ne décolle d'autant de villes européennes vers les Etats-Unis que PAN AM, et n'offre de meilleures correspondances vers le monde. Il faut s'appeler PAN AM pour voler vers 61 destinations réparties dans 51 pays.

En Europe, PAN AM continue sa croissance. Cet été et pour la première fois dans son histoire, PAN AM multiplie ses vols directs au départ de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est vers les Etats-Unis. Ce sont les nouveaux vols directs de Hambourg, Oslo, Amsterdam, Zagreb, Lisbonne et Barcelone à destination de New-York J.F. Kennedy.

19 vols directs chaque semaine de France vers les Amériques.

Dix-neuf occasions d'arriver vite aux Etats-Unis.

De New-York et Miami - nos deux plus grandes portes d'entrées américaines - PAN AM offre un formidable dispositif de

19 vols directs chaque semaine de France vers les Etats-Unis.

Départs	Arrivées
Paris 13h10 quotidien	J.F.K. New-York 15h05
11h00 Lu-Me-Ve-Sa-Di	13h20
Paris* 12h05 Ve-Sa-Di	Miami 15h40
Nice* 12h15 Lu-Ma-Je-Sa	J.F.K. New-York 15h10

* fréquence accrue à partir du 16 Juin.

correspondances vers plus de 40 grandes villes américaines et 35 destinations vers les Caraïbes et l'Amérique Latine.

First Class et Clipper Class* : un service de grande classe.

Avec la Clipper Class de PAN AM, une seule chose fait défaut : le siège du milieu.

Non, vous ne serez jamais « coincé » au milieu. Oui, vous bénéficierez toujours d'un siège côté hublot ou côté couloir. Et mieux encore, en First Class, vous découvrirez l'extrême confort, le pur luxe des fauteuils Sleeperette, des sièges absolument uniques en leur genre.

Sur réservation, PAN AM met à la disposition de ses passagers First ou Clipper Class munis d'un billet plein tarif un service d'exception : une limousine avec chauffeur, sans frais, pour les conduire à l'aéroport ou les en ramener, et ce dans un rayon de 35 km.

Ce service est valable pour les villes suivantes : Paris, Nice, New-York, Washington DC, Miami, Los Angeles et San Francisco.

A New-York, la limousine peut être remplacée par l'hélicoptère pour vous rendre au cœur de Manhattan ou en repartir.

Comme vous pouvez le constater, PAN AM offre des correspondances uniques et des services d'une qualité extrême : exactement ce qu'il est convenu d'attendre de la compagnie aérienne numéro un sur l'Atlantique.

Pour de plus amples informations, contactez PAN AM au 42 46 45 45 ou votre agent de voyage.

PAN AM
Mieux que Jamais

SPECTACLES

JEUDI 6 JUIN

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J., et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ANDRÉ BRETON

Grande galerie - 5^e étage. Jusqu'au 26 août.

FEUILLES. Atelier des enfants. Jusqu'au 2 novembre.

FRANK O. GEHRY. Projets en Europe. Galerie de dessins d'architecture. Jusqu'au 10 juin.

MOUVEMENT X 2. Galeries contemporaines. Jusqu'au 16 juin.

LE MYTHIE W. EUGÈNE SMITH. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 17 juin.

NOUVEAU ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN. Musée - 3^e et 4^e étages. Jusqu'au 1^{er} septembre.

OBSERVATOIRES. Centre d'information Cdi. Jusqu'au 23 juin.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). Ven., sam., dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Fermé le lundi.

AFFICHES : LE CIRQUE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet.

DESSINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin.

DESSINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHIES DES FRÈRES LUMIÈRE. Espace naissance du cinématographe. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J., et mar. de 10 h à 22 h.

ACQUISITIONS RÉCENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS DU MUSÉE DU LOUVRE. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin.

DESSINS ESPAGNOLS : MAITRES DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin.

REPRESENTATIONS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin.

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (possibilité de billets couplés avec celui du musée). Jusqu'au 1^{er} juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J., et mar. et jours fériés de 10 h à 19 h 30.

PINO PASCAU. ETTORE SPALLETI. Entrée : 20 F (possibilité de billet groupé : 35 F). Jusqu'au 30 juin.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.

DE COROT AU IMPRESSIONNISME. DONATIONS MOREAU-NÉLATON. (42-89-23-13). T.J., et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 22 juillet.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-89-23-13). T.J., et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août.

SEURAT (1859-1891). Galeries nationales (42-89-23-13). T.J., et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15, mer, 21 h 15). Entrée : 37 F, sam. 24 F. Jusqu'au 12 août.

MUSÉES

APPEL AUX JEUNES ARCHITECTES. 2^e SESSION. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'accueil - mezzanine sud, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J., et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 9 juin.AU TEMPS DES IMPRESSIONNISTES. LA PEINTURE ROMAINE (1868-1920). Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres à Neuilly (45-01-20-10). T.J., et mar. de 10 h à 20 h (du 1^{er} au 8 septembre 1991). Entrée : 30 F. Du 8 juin au 8 septembre.

LA BRIQUE À PARIS. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'accueil, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J., et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 août.

CHÈFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée d'Orsay, 2, rue Louis-Bouilly (42-76-33-97). T.J., et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 août.

LA COULEUR DU TEMPS. PHOTOGRAPHIES DE LÉONARD MISONNE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 7 juin au 16 septembre.

JEAN-LOUIS COURTINAT. PRIX NIEPCE 1991. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 7 juin au 16 septembre.

TRESORS DE BIBLIOPHILIE. Musée des Beaux-Arts, 1, rue de la Harpe (42-76-33-97). T.J., et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 juillet.

DOIS DE LA FAMILLE DAVID-WELL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-33). T.J., et dim. de 10 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 juin.

BERNARD DUBOUR. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J., et dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

LA FAIENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J., et mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin.

FOUJITA ET L'ÉCOLE DE PARIS. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-08-81-11). T.J., et lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 16 juin.

NORBERT GHISLAIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 7 juin au 16 septembre.

HÖRST. 80 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre.

LIENS DES FAMILLES. Musée national des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre.

JEAN-BAPTISTE BRIANT, CLOSKY, MICHEL FRAPIER, FRÉDÉRIC GALLIER. Hôpital éphémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J., et lun. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 23 juin.

KATHERINE COFFINET. Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue de Rochechouart (48-78-20-12). T.J., et dim. de 14 h à 20 h. Du 10 juin au 22 juin.

COMPOSTELLANE. Mairie de IV^e arrondissement, 2, place Boudryer. T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 8 juin.

LA DENTELLE À TRAVERS LE MONDE. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figural (42-76-14-03). T.J., et dim. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 22 juin.

LES DONS ET LEGS À PARIS. Hôtel de Ville, salon d'accueil, 28, rue de Rivoli. T.J., et dim. de 9 h 30 à 18 h. Jusqu'au 15 juin.

JEAN EDELMANN. Paris Art Center, 36, rue de Valenciennes (47-23-36-53). T.J., et dim. de 13 h à 21 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-73-70-80). T.J., et mar. et dim. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre.

PASSIONS MANDCHOUES : FLA-CONS À TABAC CHINOIS. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-66). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES À NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 7 juin au 16 septembre.

SANTIAGO POOL. Affiches vénézuéliennes. Musée de la Publicité, musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 septembre.

POUPÉES D'HIER, CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 novembre.

GREGORY RYAN. Hôpital éphémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J., et mar. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 22 juin.

SCULPTURES EN LIBERTÉ. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaumond, 127-128, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.J., et lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 22 juin.

PRIX NIEPCE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTINAT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 7 juin au 16 septembre.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1450-1990. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour des Minimes (45-56-30-11). T.J., et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les nouvelles publicités 1990. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 9 juin.

RENÉ-JACQUES RÉTROSPÉCTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (48-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 7 juin au 16 septembre.

TRESORS DE BIBLIOPHILIE. Musée des Beaux-Arts, 1, rue de la Harpe (42-76-33-97). T.J., et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 juillet.

DOIS DE LA FAMILLE DAVID-WELL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-33). T.J., et dim. de 10 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 juin.

UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE. LA COLLECTION FINA GOMEZ. Et le grand prix Imetal Hommage à Bernard Passy. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 10 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 juin.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-73-70-80). T.J., et mar. et dim. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} octobre.

CENTRES CULTURELS

PABLO AMOR, OSCAR GUTMAN. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-28). T.J., et dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 28 juin.

MICHAEL ANDREWS. Fondation nationale des arts, hôtel de Sens, 1, rue du Figural (42-76-14-03). T.J., et mar. de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 20 h. Du 11 juin au 20 juillet.

BOIS ET ARCHITECTURE. Centre culturel autrichien, hôtel de Marie II, rue de Valenciennes (42-71-26-18). T.J., et lun. de 12 h à 18 h. Du 6 juin au 14 juillet.

JEAN-BAPTISTE BRIANT, CLOSKY, MICHEL FRAPIER, FRÉDÉRIC GALLIER. Hôpital éphémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J., et lun. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 23 juin.

KATHERINE COFFINET. Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue de Rochechouart (48-78-20-12). T.J., et dim. de 14 h à 20 h. Du 10 juin au 22 juin.

COMPOSTELLANE. Mairie de IV^e arrondissement, 2, place Boudryer. T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 8 juin.

LA DENTELLE À TRAVERS LE MONDE. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figural (42-76-14-03). T.J., et dim. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 22 juin.

LES DONS ET LEGS À PARIS. Hôtel de Ville, salon d'accueil, 28, rue de Rivoli. T.J., et dim. de 9 h 30 à 18 h. Jusqu'au 15 juin.

JEAN EDELMANN. Paris Art Center, 36, rue de Valenciennes (47-23-36-53). T.J., et dim. de 13 h à 21 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-73-70-80). T.J., et mar. et dim. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre.

PASSIONS MANDCHOUES : FLA-CONS À TABAC CHINOIS. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-66). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES À NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 7 juin au 16 septembre.

SANTIAGO POOL. Affiches vénézuéliennes. Musée de la Publicité, musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 septembre.

POUPÉES D'HIER, CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 novembre.

GREGORY RYAN. Hôpital éphémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J., et mar. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 22 juin.

SCULPTURES EN LIBERTÉ. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaumond, 127-128, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.J., et lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 22 juin.

PRIX NIEPCE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTINAT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 7 juin au 16 septembre.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1450-1990. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour des Minimes (45-56-30-11). T.J., et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les nouvelles publicités 1990. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 9 juin.

RENÉ-JACQUES RÉTROSPÉCTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (48-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 7 juin au 16 septembre.

TRESORS DE BIBLIOPHILIE. Musée des Beaux-Arts, 1, rue de la Harpe (42-76-33-97). T.J., et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 juillet.

DOIS DE LA FAMILLE DAVID-WELL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-33). T.J., et dim. de 10 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 juin.

FABRICE BERGER-REMOND. Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-87-60-65). Jusqu'au 12 juillet.

GIANNI BERTINI. Galerie la Pochade, 1, rue de Valenciennes (42-61-19-07). Jusqu'au 29 juin.

PIERRE BONNARD. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 20 juillet.

HENRI BOUCHARD (1875-1960). Galerie Pierre M. Dumont, 38, rue de l'Université (42-61-23-38). Jusqu'au 30 juin.

PETER BRANDES. Galerie Ariel, 140, bd Haussmann (45-62-13-05). Jusqu'au 21 juin.

PIERRE BURGLIO. Galerie Jean Fourrier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 6 juillet.

NANCY BURSON. Galerie Michèle Choulet, 24, rue de Valenciennes (42-78-05-82). Jusqu'au 22 juin.

LOUIS CANE. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 15 juin.

JOHN CHAMBERLAIN. Galerie Karzen Groux, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 28 juin.

THIERRY CHEVERNEY. Galerie Prad-Delvalle, 10, rue Saint-Sabin (43-58-52-50). Jusqu'au 22 juin.

CHEVOLIÉ. Galerie J.-P. Villain, 29, rue de Valenciennes (42-65-37-19). Du 6 juin au 12 juillet.

CLANCY. Maison Mansart, 5, rue Payenne (48-87-41-03). Du 11 juin au 22 juin.

ROLAND COGNET. Galerie Jorge Alykewicz, 14, rue des Tullandiers (48-06-59-28). Jusqu'au 23 juin.

RUSSELL CONNOR. Galerie Niki Dina Marguier, 9, place des Vosges (42-78-21-03). Jusqu'au 15 juin.

THIBAUT D'AUCUNIS. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Pâtre (42-76-03-10). Jusqu'au 22 juin.

FABIO DE SANCTIS, DU VOYAGE. SCULPTURES RÉCÉPES. Galerie Thomas, 19, rue du Dragon (45-48-24-19). Jusqu'au 6 juillet.

JEAN DUBUFFET. Galerie Jeanne Buchar, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 12 juillet.

BERNARD DUBOUR. Galerie Jacques Barlier, Caroline Bell, 7-8, rue Pecqueur (40-27-84-14). Jusqu'au 22 juin.

RAOUL DUFFY. Galerie Fanny Guillot-Lafitte, 4, avenue de Messine (45-63-52-00). Jusqu'au 12 juillet.

CHRISTIAN DUBAUD. Galerie Darthez-Spinner, 6, rue Jacques-Cadot (43-54-78-41). Jusqu'au 30 juin.

JEAN EDELMANN. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 3 août.

DORTE EISSNER. Galerie Bouquet-Lafitte, 69, rue de Valenciennes (40-27-82-12). Jusqu'au 13 juillet.

FRANZ ERHARD WALTHER. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 30 juillet.

PETER SAUL. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Lud (42-77-37-92). Jusqu'au 13 juillet.

ANTONIO SAURA. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-18). Jusqu'au 29 juin.

WOLFGANG SCHLEGEL. Galerie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (42-78-43-21). Jusqu'au 30 juillet.

LA SCULPTURE ET SON DESSIN. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Cadot (43-26-12-05). Jusqu'au 6 juillet.

ALAIN SECHAS. Galerie Ghislaine Huzarot, 5 bis, rue des Hauteries (48-87-52-00). Jusqu'au 10 juillet.

MIGUEL SALVO. Galerie Pierre Birschny, 158, bd Haussmann (45-62-88-68). Jusqu'au 12 juillet.

PETER SAUL. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Lud (42-77-37-92). Jusqu'au 13 juillet.

ANTONIO SAURA. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-18). Jusqu'au 29 juin.

WOLFGANG SCHLEGEL. Galerie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (42-78-43-21). Jusqu'au 30 juillet.

LA SCULPTURE ET SON DESSIN. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Cadot (43-26-12-05). Jusqu'au 6 juillet.

ALAIN SECHAS. Galerie Ghislaine Huzarot, 5 bis, rue des Hauteries (48-87-52-00). Jusqu'au 10 juillet.

MIGUEL SALVO. Galerie Pierre Birschny, 158, bd Haussmann (45-62-88-68). Jusqu'au 12 juillet.

PETER SAUL. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Lud (42-77-37-92). Jusqu'au 13 juillet.

ANTONIO SAURA. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-18). Jusqu'au 29 juin.

WOLFGANG SCHLEGEL. Galerie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (42-78-43-21). Jusqu'au 30 juillet.

LA SCULPTURE ET SON DESSIN. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Cadot (43-26-12-05). Jusqu'au 6 juillet.

ALAIN SECHAS. Galerie Ghislaine Huzarot, 5 bis, rue des Hauteries (48-87-52-00). Jusqu'au 10 juillet.

MIGUEL SALVO. Galerie Pierre Birschny, 158, bd Haussmann (45-62-88-68). Jusqu'au 12 juillet.

PETER SAUL. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Lud (42-77-37-92). Jusqu'au 13 juillet.

ANTONIO SAURA. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-18). Jusqu'au 29 juin.

WOLFGANG SCHLEGEL. Galerie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (42-78-43-21). Jusqu'au 30 juillet.

LA SCULPTURE ET SON DESSIN. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Cadot (43-26-12-05). Jusqu'au 6 juillet.

ALAIN SECHAS. Galerie Ghislaine Huzarot, 5 bis, rue des Hauteries (48-87-52-00). Jusqu'au 10 juillet.

MIGUEL SALVO. Galerie Pierre Birschny, 158, bd Haussmann (45-62-88-68). Jusqu'au 12 juillet.

PETER SAUL. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Lud (42-77-37-92). Jusqu'au 13 juillet.

ANTONIO SAURA. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-18). Jusqu'au 29 juin.

WOLFGANG SCHLEGEL. Galerie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (42-78-43-21). Jusqu'au 30 juillet.

LA SCULPTURE ET SON DESSIN. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Cadot (43-26-12-05). Jusqu'au 6 juillet.

ALAIN SECHAS. Galerie Ghislaine Huzarot, 5 bis, rue des Hauteries (48-87-52-00). Jusqu'au 10 juillet.

LIVRES • IDÉES

Proust va gagner

1920 : l'écrivain vient d'obtenir le Goncourt. Le Côté de Guermantes sort chez Gallimard. Il lui reste deux ans à vivre et il le sait. Il est sûr de lui et de son triomphe

CORRESPONDANCE
de Marcel Proust.
Tome XIX (1920),
texte établi par Philip Kolb.
Plon, 857 p., 350 F.

Apparemment, Proust, en 1920, a déjà obtenu le Goncourt (qui ira, cette fois, à Ernest Péron) : il va être décoré de la Légion d'honneur ; il pense à l'Académie française (mais il faut faire vite car Sodome et Gomorre, non encore publié, est « d'une inconvenance inouïe ») ; il multiplie les messages et les invitations pour retourner ou séduire les critiques littéraires ; il confie, grâce à l'inlassable Jacques Rivière, sa position à la NRF ; il peut espérer que les résistances conservatrices ou socialistes à son œuvre vont finir par céder.

En réalité, il n'a plus que deux ans à vivre et il le sait ; il existe dans « une espèce de mort coupée de brefs réveils » ; il use et abuse, jusqu'à s'empoisonner, de la caféine et du veronal ; il se tue littéralement au travail, corrigeant et recarrant ses épreuves ; il est sûr de lui et de son triomphe de fond, le disant ouvertement dans ses articles sur Flaubert et sur Baudelaire ; il sent de partout qu'il est le seul grand vivant d'une république ultra-plate dont les présidents s'appellent, dans la même année, Paul Deschanel (qui tombe d'un train en marche) et Alexandre Millerand. Lionel Hauser, son vieil ami banquier avec lequel il est sur le point de se brouiller, lui écrit ce mot lumineux, condensé de vérité humaine : « C'est seulement depuis que mon personnel t'a cru ruiné qu'il a éprouvé pour toi une réelle admiration. Le comptable, Roger Lévy, a acheté Du côté de chez Swann 7 F 50. Si le comptable a payé un exemplaire chez le libraire, en effet, tous les espoirs sont permis. La guerre est-elle



« Tout le monde fuit la réalité dans des vérités usuelles obscures. On ne trouve la lumière réelle que dans l'écriture en profondeur. »

gagnée pour autant ? Pas sûr, jamais sûr.

« On dit que dans mes livres, je parle de tout au hasard, que c'est une salade. Or ce n'est pas vrai. Il n'y a pas un détail qui n'annonce un autre dans le même volume ou dans les volumes suivants. » Cela pour répondre à la critique incessante (par exemple

Vandrem) qui trouve son style « diffus, désordonné, quasiment informe ». L'autre attaque contre lui est qu'il n'écrit pas un vrai roman, mais seulement des mémoires d'avant-guerre, des souvenirs mondains. C'est avec une sorte de stupeur qu'on lit la lettre que lui envoi Jacques Rivière : « Si j'eusse conservé quelque doute

sur l'importance d'A. la recherche du temps perdu, il m'eût été enlevé par la petite émeute à laquelle nous venons d'assister. Seuls les chefs d'œuvre ont le privilège de se concilier du premier coup un cheur aussi consonant d'ennemis. »

Non, aucun doute ne semble effleurer Proust : il écrit, il réécrit, il réclame ce qui lui est dû, il regarde la mort sans effroi, il plane au-dessus des pauvres créatures contemporaines qu'il métemorphose, à leurs dépens, dans la durée. Proust, ou le tribunal métaphysique à travers l'écrit. A Moreau : « La littérature a pour but de découvrir la Réalité en énonçant des choses contraires aux vérités usuelles. » A Paul Souday : « Vous êtes trop gentil de dire que je suis très raisonnable. Au fond, je crois que c'est vrai. Je ne cherche qu'une chose, c'est à éclaircir. »

« Tout le monde fuit la réalité dans des vérités usuelles obscures. On ne trouve la lumière réelle que dans l'écriture en profondeur, là où les lois générales commandent les phénomènes particuliers aussi bien dans le passé que dans l'avenir. »

Quelle déclaration énorme ! Moi, Proust comme Dostoïevski, Flaubert, Baudelaire ou Racine, j'ai

trouvé les équations de base qui me permettent de déchiffrer et d'intégrer n'importe quel événement ou comportement évanoui ou futur ! N'est-ce pas fou ? Non. Le Temps est vraiment retrouvé et la mort vaincue ? Oui. A Jean Pierrefeu : « Ne comptez pas trop sur ma mort qui vous semblait, dans votre article des Débats, la seule terminaison possible de mon ouvrage. Le dernier mot en était écrit en 1914. Donc tout est dit. »

Le Livre existe en dehors du flux historique et biologique, il n'en finira pas d'être le sens de ce qui a lieu, a eu lieu et aura lieu de nouveau, sous une autre forme. Le mot qui revient sans cesse, maintenant, sous la plume de Proust, celui qu'il martèle à tous ses correspondants est : classique. Le novateur imprévu, contesté, méconnu mais inévitable, parce qu'il est novateur, est classique. « Une vérité ne s'impose pas du dehors à des esprits qu'elle doit préalablement rendre semblables à celui où elle est née. Monet avait beau soutenir que son Olympia était classique [...], le public ne voyait là qu'une dérision. » Comment, ce « petit Marcel » que nous avons connu et touché du doigt, avec ses manies, ses tics, ses complications, ses extravagances, c'était Racine ? Lui-même ? Ça alors !

Proust, une fois de plus, vient de dîner seul au Ritz. Il se demande si quelqu'un a remarqué les légers troubles de parole dont il est atteint. Il rentre dans sa chambre capitonnée, dans le lit aux draps tachés d'encre. La nuit va être terrible. Le souffle brûle, les yeux n'y voient plus qu'à peine, seuls les petits signes graphiques au bout de la main montrent la voie. Pour ceux qui veulent comprendre — mais qui ? — il pense faire jouer à son chevet un quatuor de Beethoven. Il relit les pièces condamnées des Fleurs du mal (« Comme c'est plus audacieux que tout ce qu'on trouve audacieux »). Il peut sans doute, à travers la douleur, se répéter en parlant de lui-même la phrase formidable et étrangement pontificale de Baudelaire : « J'ai mis longtemps à devenir infatigable. »

Philippe Sollers

Lire également le feuilleton de Michel Braudeau : « Dormir avec Marcel » page 20

* Signalez également la biographie de la comtesse Greffulhe, qui fut l'un des modèles de la duchesse de Guermantes, par l'héritière-petite-fille de la comtesse Anne de Coëss Bréhat (Perrin, 284 p., 130 F) et le Proust d'Elizabeth de Gramont (Christian de Bantel, 352 p., 150 F).

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le voyageur du Paris-Brest

Un recueil de chroniques de Léon Werth, qu'on redécouvre un peu tardivement. Ami de Mirbeau et de Saint-Exupéry, il avait deux occupations : aimer l'existence et écrire, il s'efforçait tous les jours d'être un « flâneur du dimanche ». Raoul Vaneigem consacre un volume à un autre méconnu, Louis Scutenaire, un des champions de l'art bref.

Page 20

ENQUÊTE

Le lamento des traducteurs

Ils travaillent dans l'ombre des auteurs, ne sont pas toujours reconnus et sont souvent mal rémunérés. Indispensables à la découverte des littératures d'ailleurs, ils réclament davantage de considération.

Page 24

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Bunuel l'emmerdeur

Les conversations entre Luis Bunuel et l'écrivain catalan Max Aub, deux complices qui appartenaient à la même génération, qui s'étaient tous les deux exilés au Mexique et qui partageaient un même humour dévastateur. Le cinéaste évoque notamment sa jeunesse en Espagne et son amitié avec Federico Garcia Lorca et Salvador Dalí. On retrouve l'insolence et la provocation d'un des derniers surréalistes : « Le principal, c'est d'emmerder les autres sans qu'ils sachent pourquoi. »

Page 26

Les fins dernières de la littérature

NAISSANCE DU ROMAN
de Massimo Fusillo.
Traduit de l'italien
par Marielle Abrioux.
Seuil, 376 p., 145 F.

LA LITTÉRATURE COMME MENSONGE
de Giorgio Manganelli.
Traduit de l'italien
par Philippe Di Meo.
Gallimard, « L'Arpenteur »,
350 p., 135 F.

Si la question de savoir quand est né le roman revient si souvent et avec tant d'insistance, ce n'est peut-être que pour une seule raison : parce que nous craignons qu'il ne soit né, qu'il ne soit apparu. Car ce qui apparaît finit toujours par disparaître, car ce qui est né finit toujours par mourir. Voyez le thème de Milan Kundera, peu différent de celui du « jeune Lukács » : le roman est né à la Renaissance, quand l'homme moderne s'est défini par la quête individuelle du sens de son existence.

Le roman mourra donc s'il ne trouve plus le sol qui l'a fait pousser ; si nous rentrons de nouveau dans l'ère de la Vérité unique (cf. l'affaire Rushdie) ou dans celle de l'assouvissement post-démocratique. L'homme unidimensionnel, le fanatique ou l'homme comblé par les formes planétaires du divertissement, cet homme « moderne » (et cette fois non plus au sens de la Renaissance) n'a plus besoin du roman.

A quoi on serait heureux de répondre que le roman n'est jamais né, et donc ne mourra jamais ; que le roman n'est pas un genre fixe, comme la tragédie classique, mais qu'il est coextensif de l'existence

d'un individu singulier jeté dans le monde à qui les certitudes héritées ne suffisent pas. L'essence du roman, si elle existe, on la trouvera dans la catégorie du récit, à quel les travaux de Paul Ricoeur ont donné un si éclatant et si complet développement. Tant que l'homme souffrira de l'impossibilité de saisir le présent comme tel, il aura recours aux variations imaginaires que les récits successifs montent et présentent de sa situation dans le temps. Solutions toujours inachevées, quoique chacune parfaite en son genre et dans ses limites.

Rien n'interdirait cependant de doubler cette démarche transhistorique par des études qui attesteraient que le recours aux fictions romanesques est plus ancien que nous ne le pensons. On aurait cru être aidé en cela par le livre de Massimo Fusillo au seul vu de son titre : *Naissance du roman*. Les 11 n'en est rien, et ce n'est pas la faute de l'auteur, mais celle de son éditeur français qui, sans doute pour mieux en assurer la vente, a substitué ce titre alléchant au titre italien, plus sage et plus justifié, de *Roman grec*.

Faussement intitulé donc *Naissance du roman*, l'ouvrage n'en parle à peu près pas, sauf à dire que les variations sur Eros et Thanatos, les happy ends et les reconstructions ont « de tout temps » fait partie du bonheur de lire des romans. Il s'agit d'un ouvrage de narratologie, savant, érudit, c'est-à-dire un de ces livres que dans un premier temps on qualifie d'utiles bien qu'un peu ennuyeux, avant d'oser s'avouer, dans un deuxième temps, que l'ennui en la matière est la chose du monde la moins supportable.

Il est quelqu'un, chez nous, qui saurait sans doute nous dire pourquoi le roman n'est pas né avec

Cervantès, et comment il est déjà là, tout entier, chez les Grecs et les Romains. En attendant que Pascal Oignard nous donne ce livre indispensable, relisons donc Lukács, Ricoeur et Kundera — mais non pas Fusillo, malgré les grandes qualités académiques de son livre.

En revanche, s'il est un lieu où se joue une paradoxale défense du roman, et plus généralement de la littérature, c'est bien le livre de Giorgio Manganelli, *La littérature comme mensonge*, ce qui veut dire deux choses : et qu'elle ne dit pas la vérité, et qu'elle est immortelle. Non seulement, on s'en doute, Manganelli ne le déplore pas, mais il s'en félicite. Ce qui devrait indigner nos modernes censeurs et puritains d'aujourd'hui : quel est cela que vous donnez, dans les écoles, à nos enfants ? (Qu'on se rassure : de moins en moins.) Et en même temps les réjouir : ils l'avaient bien dit ! Cela ne confirme-t-il pas une thèse aujourd'hui régnante ?

Qu'est-ce en effet, pour Tzvetan Todorov (*Nous et les autres, Morales de l'Histoire, Face à l'extrême*), qu'une œuvre littéraire ? De Sade à Céline, de Sénèque à Pierre Loti : une violation constante des droits de l'homme. Qu'est-ce pour Bernard-Henri Lévy (*Les Aventures de la liberté*) qu'un écrivain ? Un pétitionnaire qui s'est trompé. Dans les deux cas, qu'est-ce qu'un intellectuel ? Un coupable. Une œuvre ? Une mauvaise excuse. Lecteur, prends garde ! Chaque fois que tu lis, tu te rends complice d'un crime. Eh bien oui, dit Giorgio Manganelli, c'est vrai : l'écrivain est un déserteur ; un bouffon ; un anarchiste ; un pervers. La littérature est mensonge et immoralité : et c'est tant mieux.

Danièle Sallenave
Lire la suite page 23

Une grande biographie

André Chouraqui

Un visionnaire
nommé
HERZL

La résurrection d'Israël

ANDRÉ CHOURAQUI



Collection « Les Hommes et l'Histoire »

ROBERT LAFFONT

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

PROUST

de Ghislain de Diesbach.
Perrin, 774 p., 165 F.

MONSIEUR de Diesbach, en entreprenant une nouvelle biographie de Marcel Proust, ne s'est certes pas attaqué au plus facile obstacle de sa carrière de *littérateur* : les haies, barrières et rivières déjà présentes sur cet éminent parcours en auraient découragé plus d'un. Le travail monumental de George Painter, comme celui de Jean Delay sur la jeunesse d'André Gide, semblaient imposer aux candidats à leur succession, sinon le silence, du moins un temps de deuil admiratif et embarrassé après lequel leur humble besogne aurait pu émettre un bourdonnement modeste.

Monsieur de Diesbach, à qui nous devons d'autres portraits illustres, ceux de Necker, de M^{me} de Staël, de la princesse Bibesco, a considéré que le délai de courtoisie était écoulé et il a eu raison. D'abord parce qu'il a bien lu ses prédécesseurs : Painter, évidemment, auquel il a recours au besoin, Philip Kolb, le très dévoué et subtil éditeur de la « Correspondance » générale de Proust, et de nombreux autres proustologues avertis. Et surtout parce qu'il a choisi de s'intéresser moins à la genèse de la névrose proustienne qu'aux vivants intercesseurs sur lesquels celle-ci a pris son appui, fait son miel et dont, par sa naissance ou son habileté, de Diesbach s'est trouvé à même de recueillir la confiance ou tel détail encore inconnu de nous.

« Écrire la vie de Proust est sans doute le plus mauvais service que l'on puisse rendre à son œuvre. Il le pressentait lui qui, dès 1907, s'élevait contre la méthode Sainte-Beuve, reprochant avec véhémence à celui-ci de juger les livres en fonction du caractère de leurs auteurs, ou de leur position sociale, ce qui lui faisait préférer le comte Molé à Baudelaire. » Cela dit en tête d'un aussi fort volume, de Diesbach ne s'interdit pas d'examiner divers aspects de la vie privée et du caractère de Proust, bien entendu. Il le fait avec beaucoup de verve et de clarté, une intelligence gaie et lucide, sans idolâtrer son sujet, si complexe, si détourné, éblouissant, monstrueux, admirable que ses contemporains ne surent qu'en penser. A Coteau déclarant : « Marcel n'a aucun cœur. Les gens qu'il aime il les oublie en cinq minutes », Lucien Daudet, qui fut l'ami de Proust, sinon plus, répondit : « Non, non, mon petit Jean, Marcel est génial mais c'est un insecte atroce. Vous le comprendrez un jour. »

L'INSECTE atroce fut d'abord un petit garçon fragile qui ne pouvait s'endormir sans le baiser de maman et protestait quand elle le lui refusait, ce qui n'est pas une anecdote mièvre mais une des clés de sa vocation d'écrivain, comme le mal-être bien de Diesbach : « En triomphant de la volonté de ses parents, il a consacré en même temps la défaite de la sienne en renonçant ainsi à dominer ses passions. » Si Proust avait accepté de vivre comme tout le monde, le jour plutôt que la nuit, avec une femme plutôt qu'avec son chauffeur, etc., nous n'aurions pas la *Recherche*, cet océan insaisissable, illimité qui nous permet de voir avec Marcel, de vivre, comprendre, dormir avec Marcel, et qui reste la dernière chose intéressante qu'on ait écrite en français, à deux ou trois exceptions près, sur lesquelles nous reviendrons un jour peut-être.



Robert de Montesquiou, modèle du baron de Charlus.

Dormir avec Marcel

Heureusement Proust avait une névrose solide qu'il se garda de soigner, pas plus que son asthme, si utile, si nécessaire à son œuvre. On le voit donc élève à Condorcet, feignant de courtoisie une jolie crémère, amoureux de son condisciple Daniel Halévy, lui écrivant d'interminables lettres (de Diesbach : « Rien n'est plus insistant qu'une virginité qui cherche à se perdre. ») pour lui jurer que jamais, au grand jamais, l'ailé de la pédérastie n'est venue assombrir sa candide amitié, se portant volontaire pour son service militaire, étourdissant ses camarades de chambrée par une conversation qui sera bientôt sa meilleure arme pour entrer dans le monde, c'est-à-dire le faubourg Saint-Germain, une planète aujourd'hui absorbée par un trou noir.

VOYAGES AVEC MA PIPE

de Léon Werth.
Ed. Viviane Hamy,
220 p., 109 F.

LOUIS SCUTENAIRE

de Raoul Vaneigem.
Seghers, coll.
« Poètes d'aujourd'hui »,
186 p., 85 F.

ON redécouvre Léon Werth. Tant mieux. Mais la République des lettres mérite un zéro de conduite pour s'être souvenue de lui si tardivement. Il était né à Remiremont, dans les Vosges, le 17 février 1878. Il appartenait à une famille juive de la petite bourgeoisie française. Il fumait la pipe et il aimait les demoiselles d'Avignon qui croient qu'« être russe », c'est « boire beaucoup de thé » et se coucher au petit matin. C'était le genre d'homme qui, dans une ville étrangère, se souciait des « institutrices en exil », contraintes de dispenser leur enseignement aux derniers des « princes-héritiers ».

Léon Werth semblait être sur la planète afin d'éprouver cette « pitié » qui « naît seulement de notre force de comprendre et d'imaginer », mais il rendait tout magique avec son humour et sa façon très singulière d'observer et de s'émouvoir. Il faisait divers « petits métiers ». Il serait antimilitariste et anticolonialiste. Et il n'attendait pas une éternité pour dénoncer le stalinisme. Mais sa principale occupation, c'était d'aimer l'existence et d'écrire. Il s'efforçait d'être tous les jours « un faineur du dimanche ».

Il eut des amitiés littéraires. Il provoqua l'intérêt d'Octave Mirbeau, l'étonnement de Valéry Larbaud et l'affection de Saint-Exupéry. Ce dernier dédia le *Petit Prince* à Léon Werth et lui adressa, de New-York, en 1943, la *Lettre à un otage*. L'administrateur des institutrices en exil se cachait alors

dans le Jura. Il était lui-même exilé dans son propre pays.

L'an passé, Viviane Hamy a réédité l'un de ses romans, la *Maison blanche*, qui datait de 1913. Elle exhume à présent les chroniques réunies sous le titre *Voyages avec ma pipe*. On ne saurait trop la remercier de nous faire connaître cet écrivain tellement séduisant. Le plaisir que procurent les œuvres méconnues se mêle toujours de quelque rancune. On se reproche d'avoir failli les ignorer jusqu'au bout.

LÉON WERTH savait capter le mystère des personnes d'un seul regard et d'un seul trait : « De très petite taille, elle portait les robes que lui avaient laissées deux Américaines avant de traverser la mer. » Écrire, c'est surprendre des secrets ; et voyager, c'est ressentir, rêver et s'emplir l'âme ou l'esprit avec toutes les choses du dehors. Léon Werth commençait par voyager dès qu'il traversait sa rue.

Dans ce livre, il se promène en Bretagne et rue du Faubourg-Saint-Denis ; il visite Charenton, Suresnes, Robinson ; il s'aventure à Montélimar pour se renseigner sur ces petites villes qui ignorent à la fois « l'iniquité des grandes villes » et « la sagesse des campagnes » ; il se familiarise avec Anvers et se rend aux Pays-Bas afin de vérifier que les instituteurs hollandais sont amoureux de la France ; il cherche le fantôme de Nietzsche à Weimar et se souvient au rêve de la Russie, de l'Angleterre et du Guatemala... Léon Werth avait une direction particulière pour les

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le voyageur du Paris-Brest



Léon Werth.

endroits délaissés par la mode. Il corrigeait l'injustice frappant les provinces ou les banlieues qui ne provoquent pas le ravissement universel. Il est recommandé de s'éprendre de Venise ou de Florence et de savoir en parler avec une légère fatigue dans la voix. Mais admirer Charenton, c'est une autre affaire. Pourtant, on y voit passer des femmes en

peignoir rouge à l'arrière des péniches. Et l'on se demande quelle obscure fâcherie sépare ces passantes et le reste du monde.

Léon Werth aimait aussi les trains, comme Valéry Larbaud, Blaise Cendrars et Maurice Dekobra. On ne dira jamais assez les charmes de la littérature ferroviaire. Les médones des sleepings et les inconnues

du Nord-Express ont sauvé de la morosité les rêveries de plusieurs générations. Dans le Paris-Brest, Léon Werth rencontre ces femmes qui font des « entrées de théâtre » quand elles tirent la porte des compartiments. Elles avouent très vite n'être pas « de nature casanière » et se déplacent « pour le plaisir des hommes ». Mais leur obligation leur attire souvent une défaveur imméritée. Elles mesurent alors les progrès de l'ingratitude.

Bien qu'il les trouvât aussi tristes que « les cérémonies des religions auxquelles personne ne croit plus », Léon Werth appréciait les « plaisanteries » des commis-voyageurs. Il éprouvait de l'attirance pour cette espèce humaine. « Je pense, disait-il, à la destinée d'un commis-voyageur qui aurait du génie, c'est-à-dire un sentiment puissant et délicat de la vie et des hommes. Il ferait sa journée, et le soir il irait à l'aventure par les villes. » Sans le vouloir, Léon Werth faisait un portrait de lui-même. Pour donner encore une idée de cet auteur, on ajoutera qu'il reprochait aux montagnes de « ne pas ressembler à la mer ». Il les voyait comme « d'énormes athlètes réunis pour une fête commémorative et racontant leurs records d'altitude ».

PEUT-ÊTRE Léon Werth et Louis Scutenaire se sont-ils rencontrés en Belgique, ou peut-être pas. Avec son allure de vieux-grand-maître moins bouddhiste et sa bienveillance de misanthrope, Louis Scute-

naire aurait sûrement gagné l'estime de M. Werth. Il est mort à Liège le 15 août 1987, et Raoul Vaneigem lui consacra un essai dans la collection « Poètes d'aujourd'hui ». Très jeune, Louis Scutenaire rêvait d'être boxeur ou coureur cycliste, mais sa mauvaise santé le contraignit à modérer ses ambitions. Il fit seulement de la littérature. Et nous avons de la chance. Car il n'eût peut-être pas étincelé dans les cols du Tour de France autant que dans le genre littéraire qu'il a inventé pour lui-même, et qu'il appelait *Mes inscriptions* (1).

C'est un mélange d'aphorismes, de notes intimes et de pensées indociles ou rêveuses. « Bien sûr qu'il est parfois de grands signes dans le ciel », déclarait Louis Scutenaire en parlant des nuages. L'ancien surréaliste belge a rejoint les meilleurs champions de l'art bref. Ses ravissements se mêlaient d'ironie, et ses colères ou ses désespoirs se transformaient en chagrins d'humour. Il avait une manière très judicieuse de résoudre les problèmes de l'immigration. « Que chacun reste chez soi, disait-il. Les Maoris au Groenland, les Basques en Éthiopie, les Peaux-Rouges en Nouvelle-Guinée, les Picards à Samos, les Esquimaux à Bratislava, les Papous en Wallonie, les Coltes en Sibérie, les Kalmouks en Provence... »

Raoul Vaneigem évoque la « luminosité » de Scutenaire. Il donne l'envie de le lire ou de le relire, et de suivre ses leçons de géographie. Elles sont, en effet, limpides.

(1) Le cinquième volume des *Inscriptions* de Louis Scutenaire (1980-1987) a été publié, l'année dernière, à Bruxelles. Éditions Bressa, avenue Louise, 62 A. Le premier volume (1943-1949) a été réédité à Bruxelles également, dans la collection de poche des éditions Labor, préface d'André Thérion.

Signaler que Raoul Vaneigem préface *Joers d'œil* (1989-1991), premier volume de l'œuvre principale de l'écrivain libertaire Ernest Ceramby (1825-1862). Notice biographique de Max Nodding. Casiers filaires (diffusion SEDRES-CDU), 480 p.

L'inflexibilité

de Ghislain de Diesbach.



Ghislain de Diesbach.

« Ce monde, Ghislain de Diesbach le connaît bien et en donne une peinture des plus vives qu'on n'aura pas la témérité de vouloir résumer ici. Il excelle dans les portraits, certains obligés et attendus, comme celui de Robert de Montesquiou, l'Inénarrable « Chef des odeurs suaves », Hortensiou pour les ex-intimes, ou de Charles Haas, dandy parfait, saut juif admis au Jockey Club qui ne le méritait sûrement pas, d'autres moins connus et passionnants : celui de Léontine de Caillavet par exemple, maîtresse d'Anatole France, avide, ambitieuse, bourrant son salon comme un hall de gare et qui allait devenir la M^{me} Verdun de la *Recherche* ; celui de la princesse Mathilde, nièce de Napoléon I^{er}, chez qui la cuisine était pire que mauvaise, dangereuse, et décourageait les plus courtoisants d'y manger plusieurs jours d'affilée sous peine d'empoisonnement ; celui de M^{me} Straus, spirituelle et féroce (d'une ancienne jolie femme devenue grosse : « Ce n'est plus une statue, c'est un groupe ! ») ou de M^{me} Aubernon, entre autres. Il faudrait citer tout le chapitre 7 consacré aux salons, d'une érudition fervente et amusée.

Il est également intéressant de voir les efforts de Proust pour se faire accepter, adopter, puis porter par ce monde ; d'abord en demandant une préface à Anatole France pour les *Plaisirs et les Jours*, ce qui n'empêche pas une mévente cuisante (329 exemplaires en vingt-deux ans) ; plus tard, une fois lancé dans l'œuvre majeure, en harcelant Gaston Gallimard de lettres, exigeant plus de publicité, des tirages plus étoffés, etc. (la correspondance des deux hommes est plaisante, un duel amical entre deux châtiments de même calibre), un monde dont toute la *Recherche* dit la longue et amère désillusion : « La sagesse serait de remplacer toutes les relations mondaines et beaucoup de voyages par la lecture de l'Almanach de Gotha et de l'Indicateur des chemins de fer... »

D'une lecture agréable et fluide, le gros ouvrage de Ghislain de Diesbach abonde en aphorismes de bon ton : « Comme toutes les personnes entretenu, Proust juge insuffisant le pied sur lequel on le fait vivre », ou : « La mort d'un proche est toujours un moment difficile à passer, surtout lorsqu'on n'est pas soutenu par un vrai chagrin. » D'autres tournures sont moins heureuses : « Ces lettres, dont la longueur effraie, sont comme des massifs, fleuris de compliments, mais autour desquels voltigent les noirs papillons du soupçon tandis que grouillent à leur base les serpents de l'intrigue et de la jalousie », qui rappellent un certain sabre plus-beau-jour-de-ma-vie, ou : « Comme beaucoup d'Espagnols, M^{me} d'Audiffret rachetait par une ardente piété ses écarts de conduite », qui fait poindre, ou « ces visages auxquels le sang d'Israël ajoute quelque chose d'exotique et de ténébreux », « un demi-Levantin superbe et inquiet », qui sentent le détail. Enfin, à l'occasion d'une des prochaines rééditions de cette biographie, désormais indispensable, on verra, entre autres menues erreurs de composition, à rétablir page 410 le « s » qui figure normalement dans le nom du cher Marcel. Parce que sans ce « s », cela fait « Prou » et dans cette cathédrale qu'est la *Recherche*, c'est une coquille un peu retentissante.

Sagesse du

L'art de l'écriture

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

Seghers, coll.

« Poètes d'aujourd'hui »

186 p., 85 F.

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

Seghers, coll.

« Poètes d'aujourd'hui »

186 p., 85 F.

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

Seghers, coll.

« Poètes d'aujourd'hui »

186 p., 85 F.

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

Seghers, coll.

« Poètes d'aujourd'hui »

186 p., 85 F.

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

Seghers, coll.

« Poètes d'aujourd'hui »

186 p., 85 F.

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

Seghers, coll.

« Poètes d'aujourd'hui »

186 p., 85 F.

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

Seghers, coll.

« Poètes d'aujourd'hui »

186 p., 85 F.

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

Seghers, coll.

« Poètes d'aujourd'hui »

186 p., 85 F.

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

Seghers, coll.

« Poètes d'aujourd'hui »

186 p., 85 F.

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

Seghers, coll.

« Poètes d'aujourd'hui »

186 p., 85 F.

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

Seghers, coll.

« Poètes d'aujourd'hui »

186 p., 85 F.

de Louis Scutenaire.

de Raoul Vaneigem.

LIVRES • IDÉES
LITTÉRATURE FRANÇAISE

L'inflexible témoin

En décrivant un combat solitaire pendant la « drôle de guerre », Yves Amiot approfondit son interrogation sur la prédestination

LE CAVALIER RAMPIN
d'Yves Amiot
Flammarion, 238 p., 99 F.

Yves Amiot aime les personnages qui ont le sens du panache et qui, refusant tout compromis, faisant fi des trahisons et des ironies de l'Histoire, restent – tel le janséniste du *Solitaire* (1) – fidèles à leur exigence éthique. Avec une rigueur brûlante, une intransigeance inquiète – qui étaient déjà la marque de son talent dans les *Diamants de l'Argonne* ou la *Rivière salée* (2) –, Yves Amiot évoque le cavalier Rampin.

Fascinant les autres par son rayonnement moral, ce pouvoir magique de juste et de visionnaire qui le « met à l'écart du commun des mortels », habité par « le sentiment intime et fondé d'avoir reçu une mission et de devoir assumer un destin », Rampin place l'honneur au-dessus de toutes les valeurs.

Dans l'atmosphère de dérive ahurie qui règne en mai 1940 sur les bords de la Meuse, où il est affecté à un régiment d'infanterie, Rampin s'indigne de la « résignation morose » à laquelle succombent ses supérieurs aussi bien que ses subordonnés ; il accuse « la carence et la passivité de l'état-major » et s'insurge contre cette « sorte de complicité, de connivence générale » qui s'est installée pour « prolonger la paix le plus longtemps possible ».

La chronique de cette guerre fantôme qui suit, heure par heure, les efforts déployés par Rampin pour imposer sa stratégie



Yves Amiot : une intransigeance inquiète.

personnelle, pourrait devenir ardue à force d'observation scrupuleuse des faits : Yves Amiot nous la rend passionnante grâce au stoïcisme exalté de Rampin, à sa ferveur archaïque qui l'amène à faire corps avec la terre qu'il aime.

Dans la poursuite du combat solitaire qu'il mène avec une volonté sauvage – après que son régiment a été décimé, dans l'héroïsme clandestin qu'il manifeste pour échapper à l'encerclement des voltigeurs ennemis, Rampin obéit à cet instinct qui, « venu du fond de l'Histoire, arrache le combattant à lui-même, c'est-à-dire à l'amour de la vie ».

A travers une région naufragée, dans un automne 1940 doré par « la lumière douce des déclin », Rampin s'emploie – par sa simple apparition dans le silence des villages qui commencent à s'assourdir dans l'ombre de la défaite – à remobiliser les esprits, à les « arracher à la résignation et à la servitude ».

Mise en scène
d'une éthique

Dans un acte isolé de résistance avant la lettre, Rampin tue un capitaine de gendarmerie qui, par son inertie, incarne, à ses

yeux, la honte d'une collaboration rampante.

Même si Rampin entre peu à peu dans la légende, Yves Amiot n'a pas voulu faire de son personnage un héros intraitable et glacé, soucieux – en sacrifiant ses sentiments et ses amours – de construire une image mythique de lui-même.

Rampin est traversé par des doutes, des paniques soudaines, et il se laisse parfois envahir par la lassitude que l'on éprouve quand on sait qu'on a raison trop tôt : il était convaincu d'être vainqueur, mais trop vainqueur, peut-être, et, donc, d'une certaine façon, vaincu, car il gagnait en solitaire. Aussi, après s'être illustré, c'est avec une « tristesse hautaine » qu'il prend congé de la guerre.

Une sorte de désenchantement gagne la dernière partie du récit lorsque, dans les feux éteints de la vie civile, Rampin redevient un clandestin, lui, l'éternel dissident que la société finira par punir car elle ne supporte pas qu'il reste « l'inflexible témoin, celui dont la présence muette brise tous les silences, ceux de l'ignorance, ceux du mensonge ».

Avec ce beau roman, à la fois austère et fiévreux, Yves Amiot approfondit son interrogation sur la prédestination, affine cette mise en scène d'une éthique qui singularise son œuvre.

Jean-Noël Pancrazi

(1) José Corti, 1986.
(2) Flammarion, 1988 et 1989.

Sagesse du nihilisme

L'art de l'esquive selon Roland Jaccard
ou comment échapper à l'ennui ordinaire des jours

FLIRT EN HIVER
de Roland Jaccard.
Flon, collection « Carnets »,
120 p., 100 F.

A Demonax, un cynique du temps des Césars, quelqu'un demanda un jour quelle serait, selon lui, une bonne définition du bonheur. « Seul un homme libre est heureux », répondit-il. « Mais il y a beaucoup de gens libres », rétorqua le questionneur. « Je crois au contraire que seul est libre celui qui n'a rien à espérer ni rien à craindre. Et si tu considères l'ensemble des choses humaines, tu découvriras que pas une d'entre elles n'est digne d'espérer ni de craindre », conclut alors Demonax.

Je ne sais si Roland Jaccard a eu connaissance de ces mots du cynique ; en tout cas, il aurait pu les placer en exergue de son nou-

vel ouvrage, *Flirt en hiver*. Un texte destiné à tous les rescapés de la déprime qui, après avoir tété la mamelle nietzschéenne, biberonné dans les bras de Schopenhauer et dégusté les froids aphorismes de Cioran, voudraient maintenant vérifier qu'ils sont bien immunisés.

Comme à ceux encore qui aimeraient se convaincre que le nihilisme d'aujourd'hui n'est guère plus corrosif ni plus destructeur que celui d'hier. Ce dont Roland Jaccard donne, à sa manière, une preuve exemplaire, puisqu'il est toujours là pour en vanter les charmes et en broser quelques-unes des images éternelles, avec élégance.

Dès la quatrième de couverture du volume, Jaccard annonce la couleur. Ce que l'on va lire, affirme-t-il, n'est pas un livre. Tout juste des notes : « Notes sur

des rencontres, des lectures, des fragments de vie – rêvée ou défilée. » Mais quelles « notes » ! Un pétillement de culture, un feu d'artifice de formules lapidaires dont chacune, prise séparément, pourrait devenir un sujet de dissertation philosophique.

En fait, il nous offre un montage de séquences brèves, tirées de ses errances quotidiennes d'intellectuel désœuvré, où il distille, avec la désinvolte insolence de celui qui aurait tout compris des pièges de l'existence, la quintessence d'une réflexion que l'on croyait l'apanage de sages au moins nonagénaires. Preuve, d'ailleurs, que l'exercice nihiliste, plutôt qu'une entreprise de sagesse et de démolition du capital confiance spontanément attribué à la vie, est en réalité une gymnastique favorisant la précoce maturation des neurones – notez, je vous prie, que je ne parle pas de vieillissement, mais de maturation.

C'est pourquoi il conviendrait de ne plus perdre un instant et de prescrire la lecture de *Flirt en hiver* à tous les adolescents qui fréquentent nos établissements scolaires. Ils possèdent assez de fraîcheur d'âme pour échapper à la menace d'une déstabilisation intérieure et suffisamment d'intuition pour faire la part de l'ironie dans les propos tenus : deux vertus qui ouvrent l'esprit à toutes les subtilités d'un enseignement inavouable et inavoué, dont ils tireront le profit adéquat, c'est-à-dire le souci de sagesse que tout bon professeur rêve de leur voir acquiescer.

Qu'y apprendront-ils ? D'abord, l'art de l'esquive. Ou comment échapper à l'ennui de l'ordinaire des jours, au ronron-

nement des idées toutes faites, aux pesanteurs du convenu. Roland Jaccard excelle dans le retournement méthodique du lieu commun. Sa manière à lui de fuir hors des sentiers battus. Il manie l'humour et cise la formule assassine avec la légèreté du métaphysicien persifleur.

Ultime
comédie

Parle-t-il d'amour, aussitôt il rappelle les inévitables déconvenues qu'un tel sentiment apporte à ceux qui le cultivent. Aborde-t-il la séduction ? Ce n'est alors qu'un soupir désabusé pour avouer qu'il s'agit de l'ultime comédie qu'il se joue. Quant à la mort, il rumine jusqu'à plus soif la sombre formule de Ladislav Klíma : « L'homme qui se respecte quitte la vie quand il veut ; les braves gens attendent tous, comme au bistrot, qu'on les mette à la porte. »

Ils y apprendront aussi que, si l'on sait y faire, l'existence apporte à ses victimes quelques menus plaisirs. Ne serait-ce que la maladie. Ainsi, Roland Jaccard, grand hypocondriaque devant l'Éternel, s'y complaît des heures et des jours entiers, se vautre dans tous les maux imaginables et n'hésite pas, s'il le faut, à s'inventer quelques compléments de fièvres ou de douleurs afin de pallier les négligences d'une nature qui, parfois, oublie de le martyriser. Souffrir, finalement, est peut-être la plus belle occupation qui soit donnée à l'homme.

Je vous l'avais annoncé : *Flirt en hiver* est un manuel de sagesse. Dominique-Antoine Grisoni

UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE « MONTESQUIEU ANGLAIS ».

TEXTE INTÉGRAL, érudite, commenté, traduit par André Prévost
Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI

UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE À OFFRIER : 250 F. franco.

Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou par eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicacé sur demande.

les éditions du **cerf**

présentent leurs collections « JUDAÏSME »
à la Librairie Bibliophane

26, rue des Rosiers, 75004 PARIS
et vous invitent à rencontrer leurs auteurs de 18h à 20h

- le 6 Juin : Moshe Idel

- le 9 Juin : Maurice-Ruben Hayoun

- le 10 Juin : Jean-Christophe Attias

- le 11 Juin : Mireille Hadas-Lebel

- le 12 Juin : René-Samuel Sirat

- le 13 Juin : Gilbert Dahan, Josy Eisenberg

Editeur

Les EDITIONS DU CHENE sont spécialisées dans le domaine des « beaux livres illustrés ».

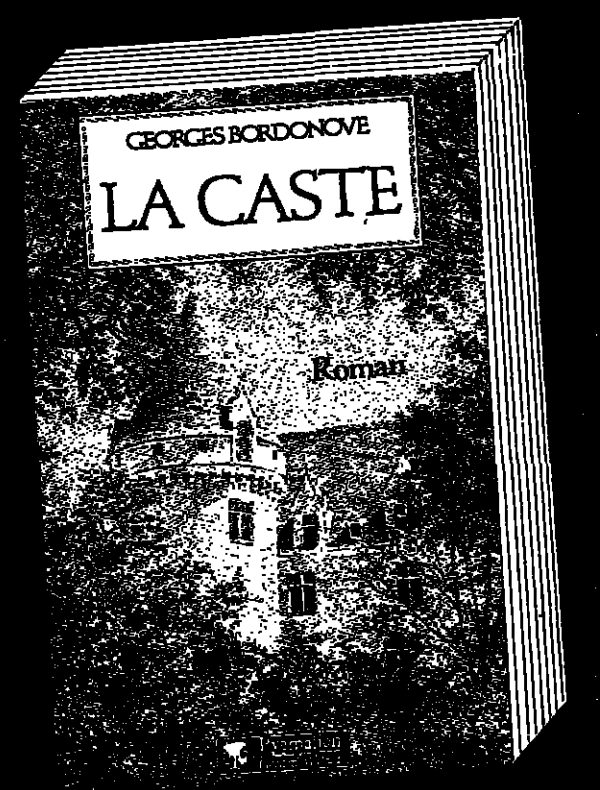
De formation supérieure, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans de la fonction dans le secteur des beaux livres et justifiez ainsi d'une solide expertise de la coédition.

Au sein de notre petite équipe, vous mènerez à bien l'ensemble des projets éditoriaux qui vous seront confiés, de l'étude du projet à sa réalisation, notamment dans le secteur de l'art de vivre et de l'histoire de l'art.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 91030/ML à la Gestion des Cadres du Groupe Livre HACHETTE 24 Boulevard Saint Michel - 75006 Paris.

HACHETTE
GROUPE LIVRE

Bordonove



Après et fougueuse, cruelle et sereine,
l'histoire d'une impérieuse passion
par l'auteur du « Bûcher »
et des « Rois qui ont fait la France ».

PYGMALION GERARD WATELET

L'autocrate et le prolétaire dans les camps

Les témoignages de deux rescapés du goulag

LES TÉNÉBREUX

de Oleg Volkov.
Traduit du russe
par Michel Niquet.
J.-C. Lattès, 592 p., 169 F.

LA VIE SANS LENDEMAINS

de Lev Razgon.
Traduit du russe
par Anne Collet-Faurand
et Luba Jurkevitch.
Horay, 217 p., 130 F.



Un condamné politique inconnu, photographié par un Polonais anonyme en 1955.

Quatre-vingt-onze ans. Cinq arrestations. Pour réunir, après vingt-huit années de camp, de prison, de déportation, cinq attestations de non-lieu. Et pourtant, le corps solide, la tête d'une lucidité qui a résisté à toutes les épreuves : on dirait que la malignité des hommes et l'usage du temps n'ont pas eu prise sur cette force de la nature appelée Oleg Volkov.

Il fut accusé des crimes les plus divers, les plus imaginaires, qui lui auraient valu la mort si, comme tant d'autres, il avait tiré le plus mauvais des numéros à la loterie du stalinisme. Il ne reconnaît qu'une « faute », et il en est fier. Anticommuniste, il l'était quand ses malheurs ont commencé. Il est naturellement resté. Comme beaucoup de ceux qui ont quitté l'enfer, « en comparaison duquel la fameuse cour des miracles est une pension divine », il raconte ce qu'il a vécu.

Est-il donc encore possible d'ajouter quoi que ce soit à Soljenitsyne ? D'enrichir, de renouveler cette littérature engendrée dans les camps ? Oui, parce que chacun traverse à son pas ce monde-là, le regarde à sa façon. Apparent, par sa première femme, un médecin, grand magnat des chemins de fer Mamonov, arrière-petit-fils du déembriste Trouboïski, Volkov est des pieds à la tête un homme d'ancien régime tendance libérale et, tout naturellement, ce sont les décrets de cette gauche sociale, et ils ne manquaient pas dans les camps, qu'il a fréquentés. Avec eux, il a retrouvé, dans les pires conditions qui soient, un peu de l'univers perdu et, au bout du compte, il a survécu à nombre de ses bourreaux. Il a alors entrepris de raconter « le destin des intellectuels surpris par la révolution dès son adolescence », de « dresser un tableau aussi véridique que possible des épreuves qui ont été le lot des couches cultivées de la société russe à partir de 1917 ».

Il y avait quand même des périodes de très relatif bonheur. Comme d'autres, Volkov montre que, dans ces camps-là, on peut

échapper à l'enfermement, à condition qu'on n'y soit pas au mitard. Le supplice ordinaire est d'une autre nature. C'est le traquenard perpétuel entre la faim et le travail forcé, l'humiliation, le spectacle révoltant d'un univers absurde.

Volkov était de ceux qui n'avaient rien à espérer des géliers. Il était catalogué « socialisme dangereux » et cela suffisait. Lors d'une de ses interpellations, le juge eut le cran de lui dire « aimablement » : « Je veux d'embellie vous avouer que nous n'avons rien à vous reprocher. Mais nous ne pouvons vous laisser en liberté. Vous remplissez et nous sommes obligés de vous isoler ».

Détenu, Volkov a ressenti les contrecoups de la collectivisation agricole. C'est alors que « la campagne russe subit un dommage irréparable avec l'extermination du noyau de notre paysannerie ». Son diagnostic sur le mal dont souffrait toute la société n'est guère plus optimiste. Il renonce, par exemple, à s'évader si c'est pour rester en Russie. A quoi bon puisque « les métastases du camp avaient envahi tout le nord de la Russie, et même tout le pays » ?

Quant à la peur inoculée, elle n'est pas près de disparaître. Peur inoculée par Staline ? Volkov vise plus haut. Pour lui, le premier, le grand coupable, c'est Lénine, celui qui a imposé la terreur : « J'ai lu les directives que Lénine adressait aux autorités locales. Il exigeait que l'on

fût impitoyable. Il enseignait le terrorisme de manière telle que l'on s'en souvient en tremblant au bout de cinquante ans ».

Que dire après Volkov ? Le témoignage que donne à son tour, et publié en France au même moment, Lev Razgon, autre rescapé des camps, ne va-t-il pas avoir le goût de réchauffé ? Eh bien non. Lui aussi fit un séjour prolongé (dix-sept ans) dans l'univers du goulag. En analysant ce qu'il éprouve, il confirme naturellement le diagnostic de l'auteur des *Ténéreux*. Volkov relevait les traces durables de la terreur dans les mentalités soviétiques. Razgon précise : « Il est hallucinant de voir que la peur servile de Staline vit encore dans les os et les veines de gens qui ne l'ont pas connue et à qui elle fut transmise presque génétiquement ».

Volkov dénonçait l'incroyable gabegie d'un système qui anéantissait les cadres. Razgon illustre ce réquisitoire de témoignages de détenus qu'il a fréquentés. Lisovski, général de talent, qui prévoyait la guerre avec l'Allemagne, et à partir de juin 1941, décrivait à l'avance les opérations comme s'il y assistait. Mais il ne servait à rien. Il coupait du bois dans le camp alors que son armée recevait une rafale. Zdrovski, fameux épéiste, était Staline s'aperçut qu'il était enfermé alors qu'une maladie ravageait le cheptel. Il le fit libérer. Le savant s'acquitta merveilleusement de sa tâche. L'épidémie jugulée en quel-

ques mois, il fut ramené en détention.

Le monde familial de Razgon n'est pas celui de Volkov. Écrivain renommé, il avait jusqu'à sa première arrestation travaillé dans et pour le régime sans se poser de problème. Dans le territoire du goulag, ce sont donc plutôt les rejetés du bolchevisme qu'il a fréquentés. Nos deux auteurs n'auraient guère pu avoir qu'une relation commune : Kalinine (chef de l'Etat soviétique), qui avait connu la famille Volkov avant la révolution. C'est à l'intervention de ce Kalinine, appelé par lui le Staroste pansus, que Volkov attribue la clémence très relative dont il bénéficia dans ses malheurs. Razgon était détenu non loin de l'épouse du chef de l'Etat, condamnée, elle, à de très lourdes peines alors que son mari devait continuer à faire de la figuration au Kremlin.

« Juif, internationaliste communiste »

Etrange époque, où la femme de Molotov était internée, où un frère de Kaganovitch était exécuté, un autre se suicidait. A l'exception de Kalinine, ces hauts dignitaires avaient l'air de trouver tout cela normal. Etrange époque, où un tout jeune garçon qui, en compagnie d'un camarade, avait chapardé une poule khoklozienne était condamné à dix ans pour pillage en bande de la propriété socialiste. Le vol d'une poule n'était pas prévu dans le code. Le juge avait alors appliqué l'épouvantable principe d'analogie : en l'occurrence, la poule avait été assimilée à un cheval. Etrange époque, système constructif, où un détenu en cavale engagé dans l'armée alors qu'il s'approchait du front s'était conduit d'une façon héroïque qui lui avait valu grade et décoration. Mais il avait été de nouveau arrêté dès le 9 mai 1945, astreint à finir sa peine, plus la durée de son passage à l'armée : « Il était-il pas un homme « libre » pendant qu'il se battait ?

Pour Razgon, le mal vient donc de Staline, ce en quoi il se différencie de Volkov. Au cours de longues conversations avec un codétenu réactionnaire, il s'étonne alors de constater que lui, « juif, internationaliste, communiste », éprouve une telle admiration pour son contraire. Il a peine quand il se définit, à couper complètement le cordon. Mais qu'a-t-il encore de commun avec un croyant ou un simple pratiquant du marxisme-léninisme ?

Bernard Féron

Une leçon de liberté

LA PENSÉE EMPÊCHÉE

de Merab Mamardachvili.
Entretiens avec Annie Epelboin.
Editions de l'Aube.
coll. « Regards croisés ».
75 p., 69 F.

« Je voulais avoir la liberté intérieure, et la philosophie était un instrument de cette liberté intérieure. » En ces quelques mots se définit peut-être le mieux la personnalité de Merab Mamardachvili, philosophe géorgien, né en 1930 et mort à la fin de l'an passé (le Monde du 28 novembre 1990). Un homme dont toute l'éducation s'est donc faite durant les pires années du stalinisme, mais qui aura juste assez vécu pour porter un regard critique — et prophétique — sur les bouleversements qu'ont traversés l'URSS et la Géorgie ces dernières années.

Aujourd'hui édités, ces entretiens avec Annie Epelboin furent initialement diffusés, en mars 1990, par France-Culture. Le passage à l'écrit leur donne une tout autre densité que celle du langage parlé, sans que perde rien en spontanéité une réflexion à la fois sur la philosophie et sur l'histoire — passée et présente, — non seulement sans l'ombre de la moindre complaisance pour quiconque mais volontiers iconoclaste (toute idée de « cause » est traitée avec une irrépressible méfiance) et d'une totale indépendance de jugement.

Grand amateur de culture française, l'auteur évoque ainsi Descartes comme l'un de ses points de référence essentiels... mais pour ajouter qu'aujourd'hui « Descartes est complètement recouvert par les cendres du cartésianisme ».

Très tôt, et de plus en plus éloigné du marxisme en tant que « système », Merab Mamardachvili a donc dû bâtir sa propre culture, faire ses propres choix — cela aussi c'est la liberté — pour aboutir à une vision de

l'humanité où se juxtaposent paradoxalement une immense confiance en l'homme et une sévérité extrême pour ce que celui-ci a su faire de son destin.

On imagine aisément vers quels jugements cette approche peut conduire pour parler des totalitarismes de tous acabit : « Vous n'imaginez pas comme la simplification de la pensée totalitaire est attirante et convaincante. Elle est comme un poison liquide agissant beaucoup plus efficacement qu'une censure ou une persécution de ses auteurs. » Mais viennent les lendemains du totalitarisme institutionnel et leurs désillusions.

« La transparence est acquise »

De l'expérience Gorbatchev, Merab Mamardachvili observe que « la transparence est acquise, en partie au moins ». « C'est peut-être le seul acquis de ladite perestroïka, prévoit-il, mais c'est un acquis important que je crois irréversible. (...) En URSS, le problème est de savoir quelle prise aura la parole libre sur la réalité ? La réalité peut, pendant très longtemps (...) rester telle quelle, sans être changée ».

Même en Géorgie, dont ce fils ne cesse de célébrer la « joie de vivre », la convivialité, l'originalité par rapport à la culture russe ? Là, c'est presque pis, et Merab Mamardachvili aura eu le temps de mesurer la gravité des « tentations » que peut engendrer le « problème national ou des nationalités ».

Ultime déception, ultime choix pour cet homme dont les racines personnelles, familiales, plongent au plus profond de cette terre caucasienne : « Je m'oppose à ceux qui aujourd'hui promettent un nouvel esclavage. Mon combat n'est pas pour la langue géorgienne, mais pour ce qui se dit dans cette langue. Je ne veux pas de la foi, je veux la liberté de conscience. » Il arrive que l'on meure d'une si rigoureuse exigence.

Alain Jacob

Autres parutions

● Nina Bachkatov et Andrew Wilson : *Les Nouveaux Soviétiques de A à Z*. — Un ouvrage présenté comme « un vaste abécédairiste qui plonge au cœur de la société soviétique dans tous ses aspects ». Les auteurs reconnaissent eux-mêmes toutefois qu'il s'agit de la mise en forme de « bribes d'informations factuelles » initialement recueillies en vue d'un autre projet, abandonné parce que dépassé par les événements. Cela se sent un peu, même si, au hasard des 784 articles rassemblés, se rencontrent quelques observations pertinentes et rectifiant heureusement quelques idées trop généralement reçues et acceptées. Un reproche malgré tout : comment avoir omis une chronologie qui aurait heureusement complété cet inventaire ? (Calmann-Lévy, 335 p., 130 F.)

● Tatiana de Metternich : *les Stroganoff, une histoire de la Rus-*

sie à travers une chronique familiale. — Tant l'auteur que Hélène Carrère d'Encausse, dans sa préface, voient dans les Stroganoff l'une des rares familles de la grande noblesse russe qui ne chercha pas uniquement à tirer profit de son rang, mais servit en contraire le régime et la nation grâce aux talents de ses membres et à une immense fortune accumulée à travers les siècles. Une contribution, sans doute, à la « reconquête d'un passé » aujourd'hui encouragée par la glasnost et le gorbatchevisme. (V et O édit., 294 p., 180 F.)

Ne pas oublier Panine

THÉORIE DES DENSITÉS

de Dimitri Panine.
Traduit du russe
par Issa Panine.
Préface de Michel Casanove.
Éditions Présence,
448 p., 130 F.

Les lecteurs de Soljenitsyne connaissent, sans toujours le savoir, Dimitri Panine, qui devint l'un des héros du *Premier Cercle* sous le nom de Sologdin (1). Prisonniers politiques l'un et l'autre, les deux auteurs se sont liés d'une amitié spirituelle intense.

La vie et l'œuvre du « vrai » Panine sont toutefois plus denses que les plus fortes fictions. Né en 1911 à Moscou d'un père officier et d'une mère noble, il est de ceux qui demeurèrent en URSS tout en se vivant russe et jamais soviétique. Ingénieur, il est arrêté en 1940, alors qu'il allait soutenir sa thèse. Motif extraordinaire, et banal sous Staline, de sa

condamnation : « conversations contre le régime soviétique ». Relâché après seize ans de détention, faute de... « charges établies », Panine s'exila en France en 1972, où il peut enfin écrire et publier jusqu'à sa mort en 1988.

Cette *Théorie des densités*, sous-titrée *Essai de philosophie de la fin du vingtième siècle*, qui est sans aucun doute son œuvre la plus ambitieuse, est un livre étonnant où la physique quantique est interprétée à la lumière d'une foi ardente dans la création divine et dans les mystères de la Trinité. Animé d'un projet philosophique de compréhension totale de l'homme et du monde comme on n'en rencontre plus guère, ce texte déconcertant peut aussi être lu comme l'indice d'un type de pensée qui risque fort de se développer dans la Russie d'après le marxisme.

R.-P. D.

(1) Dimitri Panine a publié des *Mémoires de Soljenitsyne* (Flammarion, 1973).

La faucille et le croissant

ISLAM-URSS

d'Amir Taheri.
Traduit de l'anglais
par Jacqueline Lahana.
Ed. Tsuru, 335 p., 120 F.

Savez-vous que la fameuse cathédrale moscovite Saint-Basile, construite place Rouge par Ivan le Terrible, commémore une victoire russe sur les musulmans ? Les huit bulbes colorés de l'édifice symbolisent les têtes enturbannées des huit chefs méhémétiens coupés par « les soldats du Christ et du tsar ».

Du massacre des musulmans de Kazan en 1552 au retour de l'armée soviétique d'Afghanistan en 1989, l'empire tsariste puis communiste a mené sans discontinuer, sous diverses formes, une guerre de conquête ou d'usure contre les populations islamiques bordant son flanc sud. En un demi-millénaire le seul grand recul russe face à l'Islam s'est opéré en Afghanistan.

Aujourd'hui les Républiques musulmanes de l'URSS sont presque toutes en effervescence et souffrent — dans une assez grande indifférence occidentale — de la répression policière ou militaire soviétique. Les envahisseurs venus du nord n'ont jamais été acceptés par les peuples méridionaux occupés, y compris dans une région comme le Daghestan, annexée par Pierre le Grand et qui fait partie de la République de Russie depuis Staline.

Amir Taheri, journaliste et essayiste iranien exilé en Europe, auteur d'un mémorable *Khomeiny* (Balland), brosse cette fois une fresque historique, religieuse et politique du face-à-face russo-musulman, dont un nouvel acte, sans doute capital, est en train de commencer sous nos yeux. S'appuyant sur des sources inédites et sur sa connaissance des langues locales, Amir Taheri présente dans le détail le point de vue des musulmans d'Asie à l'égard de ce nouvel épisode de l'histoire continentale.

J.-P. P.-H.

Tout savoir sur les juifs d'Éthiopie :

LES FALASHAS

Collection Fils d'Abraham

« Une série de mini-encyclopédies sur les religions, qui n'a pas son équivalent en France, que ce soit en matière d'érudition, de neutralité et de sérieux scientifique. »

le Monde, 5 avril 1991.

Également parus : les Coptes, les Syriens orthodoxes, les Éthiopiens, les Hassidim.

Editions BREPOLS

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias :

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Les manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR

17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

PHILOSOPHIE 13

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

PENSER
LA RELIGION
RECHERCHES
EN PHILOSOPHIE
DE LA RELIGION

PRÉSENTATION DE
JEAN GREISCH

ESSENCE
HISTOIRE
VÉRITÉ
DE LA RELIGION

432 pages 189 FF

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

Livres anciens

sur les

PROVINCES

DE FRANCE

2 catalogues par an

Librairie GUÉNÉGAUD

10, rue de l'Odéon

75006 Paris

Tél. : 43-26-07-91

100.000 LIVRES

EN STOCK

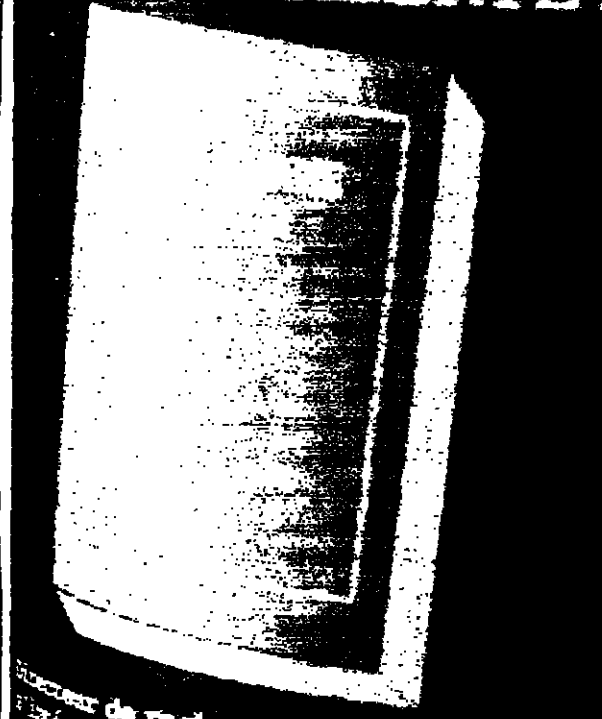
5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 88 88 26

9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

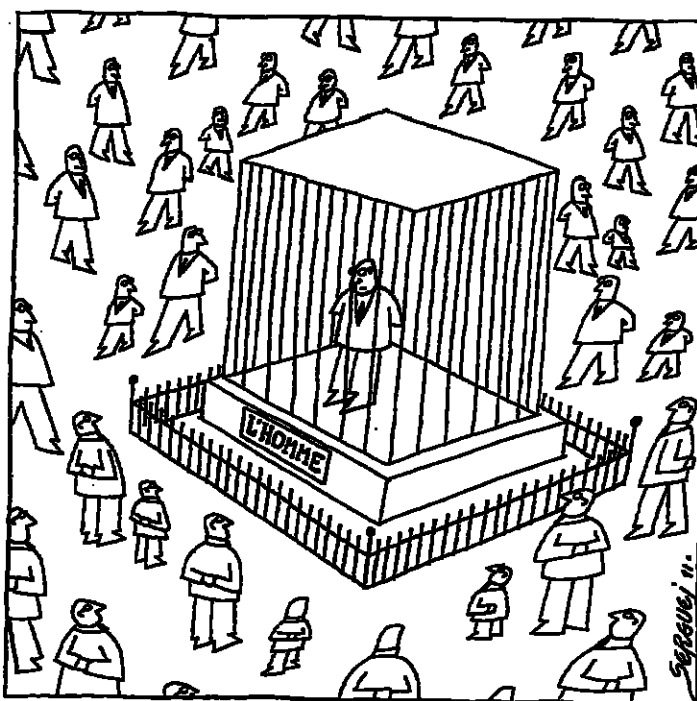
L'INFORMATION
ET LA GUERRE.
WOLTON
DONNE L'ALERTE.



Flammarion

مكتبة الأمل

par Denis Slakta



Le pape et le patron de café

grammairien (3), Robert Browning rapporte les derniers moments du héros anonyme : « *Luttant contre la Mort qui l'étranglait il s'acharna sur la grammaire / Dans ses râles mêmes, les parties du discours foin-saient.* » Mieux encore, il donna la théorie des particules et des enclitiques, alors qu'il était mort déjà « *depuis la ceinture jusques en bas* ». (*Dead from the waist down*). Et Bertrand Russell conclut, sous introduction : « *Comme le grammairien de Browning pour l'enclitique, je donnerais la théorie du mot LB, non pas seulement si j'étais en prison, mais même si j'étais mort de la ceinture jusques en bas.* » Dieu merci, rien n'oblige d'attendre ces tristes extrémités.

DE fait la théorie construite par Russell s'imposa durant un demi-siècle : elle repose sur la distinction entre nom propre (*Walter Scott*) et description définie (*L'auteur de Waverley*). En effet, dire « *Scott est l'auteur de Waverley* », ce n'est pas dire « *Scott est Scott* » : la première proposition « *énonce un fait de l'histoire littéraire* ; la seconde n'est qu'un truisme trivial ».

j'étais en prison, mais même si j'étais mort de la ceinture jusques en bas. » Dieu merci, rien n'oblige d'attendre ces tristes extrémités.

DE fait la théorie construite par Russell s'impose durant un demi-siècle : elle repose sur la distinction entre nom propre (*Walter Scott*) et description définie (*L'auteur de Waverley*). En effet, dire « *Scott est l'auteur de Waverley* », ce n'est pas dire « *Scott est Scott* » : la première proposition « énonce un fait de l'histoire littéraire ; la seconde n'est qu'un truisme trivial ».

Les fins dernières de la littérature

Suite de la page 19

Nous sommes tellement ennuyés aujourd'hui du bon sens, du bon vouloir et de moralisme qu'il ne semble pas y avoir d'autre ressource que la provocation ou le paradoxe. Là est la seule réponse : ironique, dissolvante. Et s'il y a une urgence dans la pensée, c'est de ne pas parler de la vie politique (et sociale) que nous menons, c'est bien de retrouver le ton, le style, la vertu du paradoxe. Le paradoxe suppose un esprit puer et une volonté simplifiée, faire le consensus, épais, une ironie frondeuse. Celle d'un esprit libre, qui n'attend aucune reconnaissance : le paradoxe doit demeurer une exception. Voyez Stendhal dans les *Amis* : « L'homme à paradoxes est un stylique, un excentrique ».

Du reste, saï-on assez en France que l'Italie en dédient un nombre bien plus important que la France prétendument voltairienne ? Pour ne citer qu'eux, Gecchia, Priez et Manganelli en sont le type achevé, et les autres ne m'ont rien dit de bon. Du reste, s'il est un modèle de Manganelli pour la pensée et la forme, c'est bien Nabokov, à une certaine légèreté près : un fond de rhétorique latine et de préciosités baroques écarte souvent Manganelli de la pureté des épigrammes nabokoviennes.

Telles sont en même temps les limites de la pensée paradoxale. L'homme à paradoxes n'a pas d'autre heurter ; il veut affirmer qu'il lui vient moins à l'esprit ce qu'il affirme qu'un vérité que d'attaquer une évidence.

Plutôt le paradoxe que le préjugé ! Sans doute : mais c'est parfois sous dépens du vrai. On pourrait donc dire, parodiant un mot célèbre, que paradoxe marque force d'esprit, mais jusqu'à un certain point seulement. Un paradoxe n'est pas une réfutation. Ce qui fait que l'accusation sotte selon laquelle la littérature n'est qu'un tissu de mauvaises pensées et

d'actions coupables, lui survit très bien. Sinon pour trancher, du moins pour déplacer un peu le débat, je suggérerais bien au lecteur de relire quelques-uns des essais de Broch, ce grand penseur de la littérature, et notamment son *Holocaustal et son temps*. Il y paraît que le geste de l'éthique est le geste d'un refus, d'une réflexion sur la littérature — et que ce n'est pas « éthique » pour ne pas dire « morale » ; je dis « éthique » pour rappeler que la question des valeurs ne peut jamais être exclue du projet littéraire.

Il y paraît que tous l'entrepreneur de la vie de Broch vise à montrer qu'un lien existentiel mais essentiel relie l'anthropique à l'éthique. Ce qui ne signifie pas que la littérature soit le lieu des bons sentiments, mais que dans toute littérature se joue la lutte pour la vie et la mort, la gloire et la mort. C'est dire que, si la littérature relève des trois catégories que sont le beau, le vrai et le bien, leur articulation ne peut se faire que sous la domination de l'éthique, qui est un horizon absolu et non relatif, qui est la loi du bien et du bon, des méchants et distributeur des punitions et des récompenses.

Ce qui fait qu'une œuvre d'art est « bonne » n'est évidemment pas qu'elle applique platement les préceptes d'une morale punible et honnête. Une œuvre qui ne cherche qu'à être « beau comme dans le kitsch. C'est donc son rapport au vrai qui va régler la nature de l'engagement éthique : une œuvre doit concevoir, jusque dans la création et l'agencement de formes, que son but est la quête d'une vérité qui « permettrait la volonté d'être éthique à leurs yeux ». Une œuvre éthique, qui n'est pas un prétexte moralisateur, participe d'une cosmogonie future ; elle se réalise quand la littérature, brulant les étapes parce qu'elle est une « impatience de la connaissance », parvient à assurer le triomphe des forces de vie sur les forces de mort.

Danièle Sallenave

Danièle Sallenave

Russell explicite ensuite la signification de « l'auteur de Waverley était écossais » à l'aide de trois propositions impliquées. La première établit l'existence d'un individu : « *Au moins une personne écrivit Waverley.* » La seconde : « *Au plus une personne écrivit Waverley,* » marque la singularité ou l'unicité. Quand la jeune voisine déclare : « *Le petit chat est mort* », il est clair qu'elle ne possédait qu'un seul et unique chat. Quant à la troisième proposition, elle affirme simplement : « *Qui que ce fût qui écrivit Waverley était écossais.* »

Autrement dit, pour Bertrand Russell, la proposition à expliquer signifie seulement : *l'auteur de Waverley, quel qu'il soit, était écossais*. La théorie est donc incomplète, puisqu'elle ignore l'autre interprétation : *l'auteur de Waverley, Walter Scott, était écossais*.

Cette belle découverte de l'Américain Keith Donnellan (4) date maintenant de vingt-cinq ans ; et les travaux de ce philosophe du langage sont largement ignorés en France : les articles ne sont pas traduits ; les grammaires ordinaires restent muettes.

A la distinction de Russell, Keith Donnellan distingue donc deux emplois de l'article défini : *l'emploi attributif* qui peut se combiner avec en tant que tel ou quel qu'il soit : « *L'ami* ne boise pas l'enzyme du front. Il cherche des parties plus molles, élastiques et confortables. L'ami presse d'oreille la bouche » (Russell) ; et *l'emploi référentiel* qui autorise d'apposer un nom propre : « *Le patron du Faï-ma's, M. Jean, a offert le porto.* » Outre qu'il elle assure la dénotation d'un individu singulier et quelconque : *L'assassin du pape, quel qu'il soit, est fou*, une description définie n'est pas un référent, mais un individu particulier, déterminé ou identifiable : *L'assassin du pape, Ali Akca, est fou.*

Considérons, disait un jour Oswald Ducrot (5), cet énoncé ambig : et attristant : *Jacques n'aime pas sa femme, il aime la fille du patron*. On nommera l'épouse *Justine* ; et la fille du patron, *Juliette*. Une première interprétation, référentielle, sélectionne les particulières, et nous comprendrons : *Jacques n'aime pas sa femme, Justine, il aime la fille du patron, Juliette*. Plus horrible encore, la seconde interprétation affirme que Jacques aime sa

femme seulement *en tant* qu'elle est la fille unique du patron ; peu importe qu'elle soit Justine, Juliette, Madonna ou Fatima : l'individu particulier est indifférent, dirait le philosophe Giorgio Agamben (6), ou encore : « La singularité *quelconque* n'a pas d'identité » et « *val* pour tous ».

TOUT bien pesé, les emplois de **LE** sont assez simples à résumer. Dans son emploi *générique*, l'article défini dirige le regard vers une classe, en l'opposant à d'autres, ou à une autre : « *En amour, selon les psychologues, si LA FEMME rit, L'HOMME pleure.* » *« Vous voyez le genre »*, ajoute Gourmont.

L'emploi attributif de l'article revient à extraire de la classe un individu singulier, quelconque : dont l'identité n'est pas en jeu au moment de l'énonciation : « L'É MEILLEUR ÈLÈVE DE LA CLASSE *(en tant que tel, quel qu'il soit)* gagna un pèlerinage à Solitude. »

Enfin, l'article défini permet de faire référence à un individu singulier (unique) et particulier (doté d'une identité) : « L'AMIE DE FARGUE, M^{me} de Saint-Céromage, a gagné un voyage en Grande Garabagne. »

- (1) Georges Kleiber : *Problèmes de référence. Descriptions définies et noms propres*, Klincksieck, Paris.
- (2) Bertrand Russell : *Introduction à la philosophie analytique*, traduction nouvelle de François Rivera, Payot, 384 p., 190 F.
- (3) Robert Browning : *Hommes et femmes* (1835), traduction de Louis Cazian, collection bilingue, Aubier.
- (4) Keith Donnellan : « Reference and Generality », in Keith Donnellan (ed.), *Essays in the philosophy of language*, Prentice-Hall.
- (5) Oswald Ducrot : *Dire et ne pas dire. Principes de sémiotique linguistique*, Hermann.
- (6) Giorgio Agamben : *La communauté qui vient. Théorie de la singularité plurielle*, Grasset, 1988, 66 p.

★ A SIGNALER : *Théorie du gouvernement et du liège. Les conférences de Pico*, de Noam Chomsky. Passionnant et discutabile comme toujours, le dernier état de la théorie chomskyste (traduit de Fargalès (Etats-Unis) par Pierre Pica, avec Viviane Déprez et A. Azoulay-Vicente, Le Seuil, 591 p., 280 F.). Un nouvel « Usuel du Robert » : *Dictionnaire des citations et jugements* (Personnages et lieux célèbres évoqués par les grands auteurs), d'Agnes Pieron. Instructif, drôle et impertinent. Utilise aussi pour connaître et éviter « les idées reçues ». 173 F.

NUL n'est censé ignorer les ébats de Madonna; pas plus que la récente visite du pape à Fatima. Mais dans le délicieux récit d'Henri Tonde, «Le pape à Fatima», (*le Monde* du 14 mai), les lecteurs de bonne foi auront été surpris au premier chef par les variations subtiles d'un syntagme (ou groupe) nominal : le pape.

Apparemment - si l'on ose dire pour une terre d'apparitions - rien de suspect : le pape dont on nous entendait faire référence Jean-Paul II, uniquement. Même la Sacré-Congrégation du Saint-Sacrement des enfants de Marie ne demandera aucune sanction. Ainsi le nous dit le pré Jean-Paul II et le syntagme le pape s'emploient-ils l'un pour l'autre, ou l'un à la suite de l'autre ; la moindre hésitation : « LE PAPA » n'est pas le pape. Le 12 mai, au soir, dimanche soir de Fatima... Déjà sous le signe de la croix pour les trois kilomètres et demi parcourus à genoux par un torero miraculé, on est alors plongé dans la béatitude d'un syntagme : « En attendant le crépuscule de l'arrivée de Jean-PAUL II, on a prié et sauté, oné... »

Tous les manuels scolaires l'affirment, l'article définit le permet de constituer un groupe qui désigne un individu déterminé, et déjà connu. Si bien que le groupe le président de la République devient pour nous l'équivalent d'un nom propre : François Mitterrand. Et s'il fallait éclairer des ignorants, il serait tout à fait recommandé d'en appeler à l'apposition : « Le président de la République, François Mitterrand, a fait son pèlerinage annuel. »

Ainsi quand on apprend que des *angelots bouffis voistent avec le Pape et la Mère Térésa* au fond de cendriers et d'assiettes de «*pacotille*», on sait tout de suite que le pape désigne Jean-Paul II. Et, comme il apparaît encore, un synagme défini (*le pape*) peut être coordonné, étant de même nature, à un nom propre (*Sœur Térésa*) : sans honte ni difficulté.

Mais, attention, voici que le trouble surgit alors que s'organisent les nuits blanches de Fatima : « *Dans la nuit du 12 au 13 mai à Fatima, elle des apparitions de 1917, on ne se tort pas. Surtout quand LE PAPE s'est là, même si c'est la TRAPÈSE* » A cet endroit, une note précise, inquiétante : « *Avant Jean-Paul II vint une première fois en 1982 à Fatima, Paul VI fut le premier pape pèlerin au Portugal en 1961.* » Autrement dit le même pape n'est pas venu trois fois à Fatima.

Dans la phrase : « On ne dort pas, surtout quand LE PAPE est là,

même si c'est pour la troisième fois», il est alors exclu d'apposer un nom propre au syntagme le pape qui, ici, ne vise pas un individu particulier (Paul VI ou Jean-Paul II); mais un individu quelconque : le pape, quel qu'il soit, ou qui que ce soit. Sous le prétexte qu'il est absent des manuels scolaires, on aurait tort de penser que cet emploi de l'article défini LE est rare en français, ou tiré par les cheveux.

NE pas reconnaître les deux emplois de l'article LE peut conduire à fausses interprétations, propres à chaquer des propos. Que l'on examine cet exemple dû à Georges Kremer (1), qui à joliment travaillé la question : « *Le président de la République change tous les sept ans.* » Seul un pervers polymorphe pourrait songer à utiliser ici : *François Mitterrand* comme apposition au groupe sujet – ce qui donnerait une affirmation curieuse : « *Le président de la République, François Mitterrand, change tous les sept ans.* » Dans la forme où il s'agit parait mentionner le président de la République en tant que François Mitterrand : on vise le président de la République quel qu'il soit ou en tant que tel (et « pas autrement ») : « *En tant que tel, le président de la République change tous les sept ans.* » Il arrive que le même soit réélu.

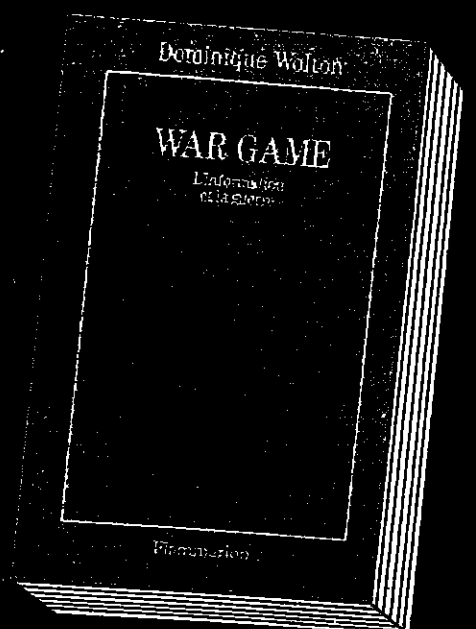
Les deux emplois de l'article peuvent même cohabiter dans la même phrase. Voici un exemple de Léon-Philip Fargue (*Haute solitude*), pour rester dans l'atmosphère de l'*Fatima* : « LE PATRON avait un œil à partager son saucisson avec LE PREMIER VENU. » Le syntagme « LE PATRON » fait référence à un individu déterminé : le patron d'un restaurant, d'un hôtel, d'un bureau, d'une maison, d'un club, d'une école, d'une commune ou au moins de la police : « LE PATRON, M. Ernest, avait l'air vague. » En revanche, le premier venu, qui pourrait entrer, ne vise personne en particulier : c'est le premier venu, quel qu'il soit ; ou, encore c'est, dirait Fargue, « l'homme commun du Larousse ».

Quelle est donc la nature de la différence entre les deux emplois de *LE*?

Dans un livre au titre réduisant (2), et qui vient d'être réédité, *Introduction à la philosophie mathématique*, Bertrand Russell commence ainsi la section consacrée aux *descriptions*, indéfinies (un pape) et définies (le pape) : « Il peut paraître excessif de consacrer deux chapitres à un mot (LE); mais pour le mathématicien philosophe ce mot a une importance capitale. » Et pour le grammairien ? Pour l'honnête homme ?

Dans un superbe « poème dramatique », les *Funérailles d'un*

L'INFORMATION
ET LA GUERRE.
WOLTON
DONNE L'ALERTE.



Directeur de recherche au CNRS, Wolton s'intéresse à l'information et ses idées sont souvent stimulantes. Raison de plus pour prêter attention à ses analyses et à ses recommandations.

Une sociologie en direct à propos de
l'information pendant la guerre du
Golfe. Alain Minc - L'Express

Flammarion

MISSION SECRÈTE À LONDRES...



Septembre 1940. Entre Vichy, Madrid et Londres, l'histoire d'un homme qui aurait pu changer le cours de la guerre...

139 F

528 p

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

Un chef-d'œuvre subtil
traverse discrètement notre
siècle.

Daria Galateria
(Il Manifesto, Rome)

Georges Roditi
**L'esprit
de
perfection**

10^e édition
4 traductions (Italie, Pays-Bas,
Grande-Bretagne, Allemagne), 70 F

Stock

**magazine
littéraire**

Tous les
mois, un dossier
consacré à un auteur
ou à un mouvement
d'idées ;
et l'actualité littéraire
en France et à l'étranger

JUIN 1991 - N° 290

PASSAGES DE RIMBAUD

Bio-chronologie. Un
entretien avec Alain Borer.
La modernité de l'œuvre.
L'affaire de la chasse
spirituelle. Le poète latin.
Les « fautes » de Rimbaud.
Le regard de la postérité :
Mallarmé, Claudel, les
surréalistes, Bonnefoy.
Rimbaud revu par Ernest
Pignon-Ernest.

Entretien :
PHILIPPE JACCOUET

Chez votre marchand
de journaux : 28 F

OFFRE SPECIALE

8 numéros : 108 F.
Cocherz sur la liste ci-après
les numéros que vous choisissez :

- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies :
- ☐ le grand chambardement
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ La rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les suicides de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ François Ponge
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS la pérestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Collette
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian

Nom :
Adresse :
Réglement joint par chèque bancaire
ou postal

**magazine
littéraire**

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

LIVRES • IDÉES ENQUÊTE

Le lamento des traducteurs

Travailleurs précaires d'une industrie fragile, ils réclament davantage de considération



imposées aux traducteurs plutôt qu'à leur incompétence. S'il ne veut pas mourir de faim, un traducteur doit enchaîner contrat sur contrat et travailler vite, très vite, tous en témoignent.

Le ministère de la culture a pris conscience de cette situation, qu'il a essayé de corriger aux débats des années 80. Traducteur lui-même (Lewis Carroll, Oscar Wilde...), Jean Gattegno, à l'époque directeur du livre et de la lecture, est l'initiateur d'une politique qui consiste, pour le Centre national des lettres (CNL), à ne subventionner que les bonnes traductions, à la condition - « tout est lié » - qu'elles soient convenablement rémunérées.

Sur les quelque trente-six mille titres paraissant chaque année, un peu plus de 6 % sont des traductions. Deux cent neuf ont été aidées en 1990 par le CNL, pour un montant global, en forte augmentation ces dernières années, de 4,4 millions de francs. L'estampille « Publié avec le concours du Centre national des lettres » garantit la valeur des ouvrages sélectionnés en même temps que la qualité de leur traduction. Par exemple, le CNL a récemment attribué « environ 80 000 francs » à l'Embaras des richesses de l'historien anglo-américain Simon Schama, un gros ouvrage (880 pages) promis à une diffusion inévitablement restreinte mais qu'il était essentiel de faire connaître en France (« Bibliothèque illustrée des histoires », Gallimard).

Bourses et subventions

En outre, le CNL accorde chaque année quatre bourses de 140 000 francs à des traducteurs, huit de 70 000 francs et huit de 50 000 francs. Ces bourses vont généralement à des professionnels confirmés, soit pour les récompenser de leur peine, soit pour leur permettre de se lancer dans un travail présumé non rentable. Traducteur, entre autres, de Kerouac et de John Fante, Brice Mathieusent a reçu récemment l'une de ces bourses : « Elle va me permettre d'entreprendre l'essai sur Paul Bowles que j'ai en tête depuis longtemps ».

Bénéficiaire, il y a quelques années, d'une autre de ces bourses, Alice Raillard a également reçu, en 1990, le Grand Prix de la traduction (50 000 francs), créé récemment par le ministère de la culture avec le même souci : venir en aide aux traducteurs et valoriser leur statut. Traductrice depuis vingt ans de Jorge Amado et d'autres auteurs brésiliens plus confidentiels, ces coups de pouce n'ont pas été de trop pour elle : « Quand vous remettez dix fois sur le métier la traduction d'un poème difficile... ».

Ces aides attentives à peine le lamento des traducteurs, qui aspirent à davantage de considération. « Beaucoup a été fait, mais beaucoup reste à faire », admet Evelyne Pissier, qui a succédé à Jean Gattegno à la direction du livre. Pour autant, les traducteurs ne doivent pas s'illusionner : travailleurs précaires d'une industrie fragile, l'amour de l'art risque d'être longtemps encore leur consolation, tant que l'économie de l'édition ne permettra pas de les rémunérer comme ils devraient l'être.

Bertrand Le Gendre

Ils exercent leur talent dans l'ombre des auteurs, poursuivis par l'opprobre d'un abominable assassin : traducteur, traductrice (traducteur, traductrice). Et pourtant, sans les traducteurs, point de ces découvertes qui abolissent les frontières de la littérature, tirant de l'anonymat un romancier africain ou un poète tchouvache. On leur doit beaucoup, mais on l'oublie souvent. Interprètes d'une partition écrite par d'autres, il ne viendrait jamais à personne l'idée de les censurer comme un Menuhin ou un Brendel.

Tel est le sort des traducteurs, que la loi de 1957 sur la propriété littéraire assimile à des auteurs. Depuis 1981, le ministère de la culture s'est efforcé d'améliorer leur condition, mais celle-ci demeure peu enviable. Il reste beaucoup à faire pour valoriser une profession que les éditeurs tiennent rarement en considération, malgré un code des usages qui est censé avoir mis de l'ordre, en 1984, dans leurs rapports.

L'après-guerre a vu un aimable passe-temps devenir un métier. Les traducteurs de ces années-là étaient peu regardants sur leur rémunération. Moyennant quoi, les éditeurs ne l'étaient pas non plus sur la qualité de leur travail. Héritage de cette époque, beaucoup d'amateurs prétendent, aujourd'hui encore, exercer cette activité, mais sans en avoir le talent. Et trop de maisons d'édition mettent sur le marché des traductions bâclées parce que rémunérées à bas prix.

Si les années récentes ont vu la profession s'autodiscipliner, ses contours restent flous. Jacqueline Lahana, présidente de l'Association des traducteurs littéraires de France (ATLF), évalue à « mille - mille cinq cents » les personnes relevant de cette définition. Parmi celles-ci, il y aurait autant de femmes que d'hommes et « environ sept cents traducteurs exerçant ce métier à plein temps ou presque à plein temps ».

« Trois mille pages par an »

Ceux-là pâtissent de la présence, sur un marché saturé, de très nombreux traducteurs qui en ont fait une activité d'appoint. « Le problème avec eux, observe Jacqueline Lahana, c'est que, généralement, ils se moquent des tarifs. » Ne vivant pas de traductions, ces « occasionnels », enseignants ou autres, pratiqueraient un dumping dont les « pleintemps » feraient les frais.

Principale association de traducteurs littéraires - elle revendique cinq cents adhérents environ - l'ATLF s'est efforcée, ces dernières années, d'obtenir des éditeurs une rémunération digne de ce nom. Les tarifs qu'elle tente d'imposer vont de 90 francs à 180 francs la page de mille cinq cents signes (lettres et intervalles) pour les langues « faciles » telles que l'anglais ou l'espagnol. La fourchette atteint 95 francs-190 francs pour l'allemand ou le norvégien et grimpe à 107 francs-214 francs pour les langues « difficiles », comme l'arabe ou le japonais.

Dans les faits, ces tarifs ne sont pas appliqués. Quelles que soient la langue et les subtilités d'un ouvrage, un traducteur est généralement rémunéré autour de 100 francs la page. Ce n'est pas ce que revendique l'ATLF, mais c'est mieux que ce qu'un traducteur pouvait espérer il n'y a pas si longtemps encore : environ

50 francs. C'est davantage surtout que ce dont une minorité est toujours obligée de se contenter. Comme le remarque Jean-Luc Pinard-Legry, directeur adjoint du service littéraire étranger chez Albin Michel, « tant que les auteurs n'accepteront pas d'abandonner une partie de leurs droits à ceux qui les font connaître, la situation restera en l'état ».

Aux prix actuels, on rencontre davantage de « smicards » dans le métier que de nababs. Un traducteur, s'il a la chance de ne pas manquer de travail, peut espérer gagner 10 000 francs par mois. C'est ce que rapporte, par exemple, « bon an, mal an », à Jean Favans la traduction des premiers volumes des œuvres complètes d'Henry James que lui ont confiées les Éditions de La Différence.

Par contraste, « l'un des traducteurs français les mieux payés » - c'est lui qui le dit - a vu un revenu d'environ 30 000 francs par mois. Aguerri, apprécié des éditeurs pour la sûreté de son travail et sa ponctualité, William Desmond s'impose une discipline rigoureuse qui fait de lui l'un des recordmen de la profession. Il traduit « jusqu'à trois mille pages par an », parmi lesquelles un bon nombre de Stephen King, l'un des gros calibres de la littérature populaire américaine, éditée en France par Albin Michel.

Par comparaison, le sort d'Anne Colin du Terrail paraît beaucoup moins enviable... et beaucoup plus typique. Elle est l'auteur de deux traductions d'Arto Paasilinna - « la troisième est en route » - un romancier finlandais, auteur, entre autres, du Livre de Vatanen, qu'elle a fait découvrir à Denoël. Ayant touché 45 000 francs au total pour les deux livres déjà parus, elle vit, pour le reste, de traductions techniques qui lui rapportent le double (« 200 à 250 francs la page ») : « Je préférerais me consacrer entièrement à la littérature plutôt que d'avoir à traduire des brevets pour catalyseurs, mais... ».

Certains, qui ne peuvent compter comme elle sur un « extra-

job », courent le contrat, acceptant tout, de peur du chômage, même s'ils savent ne pas pouvoir mener à bien la traduction qu'on leur confie, qui n'est pas dans leurs cordes. Pour l'éditeur, c'est une calamité. Arlette Stroumza, conseiller littéraire aux Presses de la Renaissance, raconte : « Il y en a même, qui, pour n'avoir pas à refuser, sous-traitent à moins compétents qu'eux. On voit alors arriver un travail ni fait ni à faire, signé d'un traducteur auquel on avait pourtant l'habitude de faire confiance ».

Sans doute les traducteurs mériteraient-ils d'être mieux rémunérés mais, pour une maison d'édition, un livre n'est pas seulement une œuvre de l'esprit. Il a aussi un compte d'exploitation. C'est ce qu'explique Bertrand Py, directeur éditorial d'Actes Sud : « Si nous donnons 5 francs de plus par page aux traducteurs, cela représenterait pour nous une dépense supplémentaire de 150 000 francs dans l'année, soit l'équivalent de cinq traductions, auxquelles nous devrions renoncer. Vous voyez le dilemme... ».

Pots de terre

La traduction d'un livre promis à une faible diffusion alourdit, parfois jusqu'au déséquilibre, son prix de revient. Pour cette raison, le monde de l'édition est généralement indulgent à l'endroit de certaines maisons qui, dans l'impossibilité de boucler leur budget, ne paient pas, ou avec retard, leurs créanciers. Le fait d'avoir pour la littérature abordait ces artisans méritants. Souvent victimes de ces manières de faire, les traducteurs sont beaucoup moins tendres avec les coupables.

Un travail non rémunéré ou rémunéré partiellement constitue, dans leur cas, une catastrophe. Sans doute hésitent-ils, comme tout un chacun, à engager un procès pour 20 000 francs ou 40 000 francs. Une telle somme équivaut cependant, pour un traducteur, à plusieurs mois de revenus.

Sur les cinq traductions parues dans la collection « Les étrangers » des Éditions de La Manufacture, aucune n'avait été entièrement payée à la mi-mai. Son président, Michel de Paeppe, le reconnaît sans ambages, invoquant la récente « liquidation judiciaire » de son principal actionnaire et la « restructuration en cours » de la maison. L'une des victimes, François Maspéro, ne décolère pas : « Je me suis conduit comme un idiot. J'avais besoin d'argent et je me suis lancé dans ce travail sans exiger les versements correspondants. Un tiers m'a finalement été payé, mais pas le reste ».

Pots de terre contre pots de fer, les traducteurs bénéficient, en principe, du garde-fou du code des usages de 1984. Conclu avec le Syndicat national de l'édition, cet accord n'a pas valeur d'obligation, même s'il a passablement contribué à améliorer le sort des traducteurs ces dernières années. Il prévoit en particulier que « le nom du traducteur doit figurer sur chacun des exemplaires diffusés ». Un devoir dont s'acquittent, par exemple, les Éditions Albin Michel mais qu'elles ne garantissent pas par contrat, à la différence d'Actes Sud.

Un tel « oubli » tracasse moins les traducteurs que la faculté que s'arrogent par contrat les éditeurs de refuser une traduction qui ne leur convient pas. Cette décision allant généralement de pair avec le refus de solder ce qu'ils doivent aux traducteurs, ceux-ci y voient souvent un prétexte. Nombre d'éditeurs se plaignent à contrario qu'on leur remette parfois « un travail ni fait ni à faire », telle Anne Freyer, directrice littéraire au Seuil, qui évoque le souvenir cuisant d'une traduction « entièrement à reprendre », à laquelle elle dut s'atteler, sur son temps de loisir, pendant deux mois et demi. « En dix-neuf ans de métier, affirme-t-elle, j'ai dû quand même réécrire pas mal de traductions ».

Étant entendu que les excellents professionnels sont rares, il faut attribuer, pour une part, ces mauvaises surprises aux cadences

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES
POLONAIS
et livres français

sur la Pologne et
l'Europe de l'Est
Livres russes
Catalogues sur demande

LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

A l'occasion de la sortie de

L'AIR
(aux Éditions de Minuit)

CHRISTIAN GAILLY
signera ses livres à la librairie
FOLIES D'ENCRE
le jeudi 13 juin, à partir de 18 h.

19, rue Gollani, 93100 MONTREUIL
Tél. : 42-87-90-70.

**LE PLAISIR
D'ÉCRIRE
LE DROIT
D'ÊTRE LU**

Si pour vous écrire
est une passion, écrivez-
nous. Nous éditerons et diffuserons
vos ESSAIS, MÉMOIRES, RECITS,
ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES,
LANCÉMENT PUBLICITAIRE par
PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION,
LIBRAIRIES. Envoyez des manuscrits à
LA PENSÉE UNIVERSELLE

118 boulevard RICHARD LENOIR
75200 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 37 74 74
Ouverture d'été : 1^{er} août de la 1^{re} à la 15^e
11805 57 sur la page 100 du livre

Gulliver
Revue trimestrielle
DES ÉCRIVAINS
REDCOUVRENT LE MONDE

du sommaire du n° 9
ÉCRIRE LE SPORT

Directeurs : Jean-Philippe
Thomé, Michel Guéhen, Louis Veuve
Jeanne Chénier, Richard Furet
Gérard Guéhen, Paul Thoreau
Alain Dubouché - Guy Ligier

ABONNEMENT
2 numéros par an : 260 F
Souscrire : Éditions Gulliver - 11805 57

Club du Livre Secret
Le Club du Livre Secret édite ou
diffuse des livres érotiques originaux
et rares. C'est le cas de TENDRES
ESCLAVES (photographies de Robert
Chouquet), ou d'Élémentaire et
raffinement, 64 pages sur papier
grand luxe, format 21 x 30. Prix
225 F, port recommandé inclus.

LE MAGASIN UNIVERSEL
B.P. 67 - 25110 NOYONS

NOM :
ADRESSE :

☐ Certifie être majeur
et désire recevoir :
TENDRES ESCLAVES
Votre catalogue de luxe (50 F)
et joint un chèque de :
DATE : SIGNATURE :

Prix de la nouvelle
de l'Académie
française

مكتبة الأنجلو

ACTUALITÉS

Le prix François-Mauriac à Florence Delay

Le sixième prix François-Mauriac doté de 50 000 F a été remis lundi 3 juin à Florence Delay par M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux et président du jury, en présence de plusieurs membres de la famille Mauriac.

La cérémonie avait lieu pour la première fois à Malagar, la propriété de François Mauriac, devenue le Centre d'études François-Mauriac. Le dernier roman de Florence Delay (elle-même née à Bayonne) *Et cernant* (Gallimard, Le Monde du 28 septembre 1990) a au centre de son intrigue la question basque.

Le Centre François-Mauriac, que l'on peut désormais visiter, existe depuis cinq ans, depuis le don qu'en a fait la famille Mauriac au Conseil régional. Les documents qu'on y a trouvés sont en cours de classement et seront bientôt mis à la disposition des chercheurs, qui pourront être accueillis dans le Centre.

Jo. S.

La « conspiration » d'Amnesty

Novembre 1980 : indigné d'apprendre que deux étudiants portugais avaient été jetés en prison pour avoir osé, en pleine dictature salazarienne, porter un toast à la liberté, un avocat britannique, Peter Benenson, a l'idée d'une campagne en faveur des « prisonniers oubliés ». Six mois plus tard commençait dans la presse britannique l'aventure d'Amnesty International, devenue depuis la multinationale des droits de l'homme que l'on sait.

Cela fait, en effet, trente ans – trente ans déjà, ou seulement ? – que la flamme tenue mais têtue de la bougie d'Amnesty jette une lueur d'espoir au fond des cachots du monde entier, arrachant les victimes à l'oubli, révéant les dénis de justice, exposant les salles de torture et le nom des bourreaux. Trente ans qu'Amnesty et ses milliers de militants entretiennent, au nom de la justice et des libertés, la conspiration de l'espoir contre les abus du pouvoir et de la raison d'Etat. Trente ans que cette croisade pour la liberté de conscience est devenue, peu

ou prou, notre conscience. (Voir dans le Monde du 29 mai : « Le combat de Peter Benenson »).

En racontant les trente ans de cette « conspiration de l'espoir », le journaliste Jean-Paul Besset, éclaire « la face cachée de l'histoire de cette fin de siècle, pour y découvrir que plus de la moitié des Etats du monde vivent encore au Moyen Age, dans son versant des ténébreux ». A travers l'histoire d'Amnesty, de ses combats, de ses militants, de ses admirateurs et de ses détracteurs, ce n'est pas seulement la radiographie, passionnante, d'une « puissance » pas comme les autres que l'auteur nous convie. C'est aussi à redécouvrir le passé, et à réfléchir à l'avenir, du point de vue des victimes.

R.-P. P.

► Amnesty International : la conspiration de l'espoir. Trente ans au service des droits de l'homme, de Jean-Paul Besset. Félin, 198 p., 98 F.

Lionel Ray prix Antonin-Artaud

Depuis quarante ans, la ville de Rodez (Aveyron) rend hommage aux poètes, grâce aux efforts de Jean Digo (1) qui, avec sa femme, Simone, anime l'Association des écrivains du Rouergue. Cette année, les « Journées-poésie » débutaient, contenant obligé, par l'inauguration, au musée Denys-Puech, de l'exposition « La malle de Rimbaud ». Le poète Jean Métellus, habitant en exil à Paris, évoqua les lites de son pays et la création littéraire. Il mit en évidence l'influence de la politique sur l'évolution de la langue, et la création de néologismes, tel le verbe « lugubrer », surgi de la répression et des bains de sang !

Lionel Ray a obtenu le prix Antonin-Artaud 1991 pour *Une sorte de ciel* (Gallimard). Le prix Marie-Vernon est allé au recueil *Les lieux de chant*, de Joëlle Séguin, qui sera édité par Jacques Bérmond. Le prix Claude-Sernet, récompensant une œuvre écrite en langue française, a été attribué au Suisse Jean-Raymond Tschumi. Et c'est la Limousine Marcela Delpeste qui a obtenu le prix Jean-Boudou, réservé à la littérature occitane.

Dominique Frétyard

(1) Jean Digo vient de publier aux Editions du Rouergue : *Que dire, que faire-il dire aux hommes ?*, 320 p., 140 F.

□ La France et l'Italie. – L'Institut culturel italien de Paris organise à l'hôtel Gallifet, 50 rue de Varenne, un colloque sur le thème : « 1980-1993, France, Italie et Europe ». De très nombreuses personnalités participeront à ce colloque, du 10 au 14 juin, parmi lesquelles M^{me} et M^{lle} Curien, Pandolfi, Abirached, Cotta, Cremisi, Feltrinelli, Laterza, Détienné, Eco, Duverger, Touraine, Vattimo, Sellenave.

Le programme de Cerisy-la-Salle

Voici le programme des prochains colloques de Cerisy-la-Salle.

Jusqu'au 11 juin : *Culture et Institutions culturelles* (sous la direction de R. Bordaz, P. Rebeyrol, S. Lewisch). Du 13 au 20 juin : *Esthétique baroque et imagination créatrice* (M. Krognegge, J.-Cl. Vuillemin). Du 22 au 29 juin : *La nouvelle entreprise : troisième Ecole d'été sur l'organisation* (M. Bettan, J.-C. Méselson). Du 2 au 9 juillet : *Traditions et post-modernisme : à partir de l'œuvre de Gilbert Durand* (M. Maffesoli). Du 11 au 18 juillet : *Structuration du social et modernité : autour des travaux d'Anthony Giddens* (M. Audet, H. Bouchikhi). Du 19 au 26 juillet : *Trois regards sur le Moyen Age : Histoire, théologie, cinéma* (J. Le Goff, G. Lobrichon). Du 1^{er} au 8 août : *La problématique du merveilleux* (R. Bandry, C. Letellier). Du 10 au 20 août : *Raymond Roussel : perspective classique ou invention moderne ?* (P. Bazantay, P. Besset). Du 21 au 28 août : *Principes, problèmes* (J. Ricardou). Du 24 au 31 août : *Julien Gracq* (M. Murat). Du 2 au 9 septembre : *Les mathématiques et l'art* (M. Loi). Du 4 au 6 octobre : *Comment parlent les Normands ?* (R. Lepellier).

► Renseignements : CCIC, 27, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris. Tél. : (1) 45-20-42-03.

□ Livres anciens. – La cinquième Foire internationale du livre ancien se tiendra à la Conciergerie du 14 au 16 juin. Cette manifestation bibliophilique de haut niveau accueillera cette année quatre-vingts libraires français et étrangers.

Mort de l'abbé Englebert

L'abbé Omer Englebert est mort le mercredi 29 mai au cimetière du Père à Jérusalem. Il était âgé de quatre-vingt-dix-huit ans. L'abbé Englebert était depuis plus d'un demi-siècle une figure de la vie littéraire. Né le 31 mars 1893 dans les Ardennes, ordonné prêtre à trente ans, après, selon ses dires, une jeunesse turbulente de mauvais élève, il avait conservé dans ses activités d'écrivain et d'éditeur une verve, un anticléricalisme, une manière joyeuse de proclamer sa foi.

L'âge venant, cette pétulance, jointe à une grande érudition, avait fait de lui une manière de vedette dans le domaine de la littérature religieuse.

Mais les succès du Père Englebert à « Apostrophes » ne doivent pas faire oublier son activité d'éditeur des collections « Pages catholiques » et « Les grands spirituels » chez Albin Michel. Parmi ses nombreux ouvrages parmi lesquels la *Vie de saint François d'Assise*, sa biographie d'Eve de Lavallière (*Du moins je suis aimé*), le *Curé Pecquet*, le Père Damien, apôtre des lépreux (tous édités par Albin Michel).

EN POCHES
Eloge d'Erasmus

Après les belles réussites que sont les *Vies des douze Césars*, de Suétone, dans la traduction de Klossowski, les *Traité de poétique et de rhétorique de la Renaissance*, de Sébillet, Anseau, Peletier, Fouquelin et Ronsard, ou la correspondance choisie de Voltaire, voici encore un superbe volume du Livre de poche « classique », qui met à la disposition d'un large public une œuvre capitale de l'histoire de la pensée occidentale.

D'Erasmus (1467-1536), on a pris le parti de ne connaître que l'*Eloge de la folie*, ce chef-d'œuvre d'ironie noire sur la sortise des hommes, la chute du spirituel dans le temporel, les grimaces de l'ambition et les ravages de l'égotisme. Pour le reste, on se contente généralement de l'image de ce petit bâtard hollandais, fils d'un prêtre et d'une veuve, se hissant par la puissance de son intelligence, et l'habileté de sa conduite jusqu'à une manière de royauté intellectuelle qui s'étendait sur toute l'Europe.

Reste à connaître l'essentiel des textes qui lui valurent cette réputation unique de figure rayonnante de ce qu'on a appelé l'humanisme chrétien de la Renaissance. Remarquablement présentés et annotés à bon escient par Jacques Chomarat, voici, outre l'*Eloge de la folie*, des écrits pédagogiques, les *Adages* qui dessinent le territoire d'une nouvelle sagesse et les annotations et paraphrases sur le Nouveau Testament dans la version qu'osa en présenter Erasmus, onze siècles après la traduction de saint Jérôme. La manifestation d'une audace de la pensée, la mise au premier plan de la charité comme fondement de la « philosophie de Jésus-Christ », l'élaboration d'une religion pragmatique qui considère comme impies toutes les formes de la piété charnelle, mais aussi une écriture toute d'élégance et de clarté, de légèreté et de bonheur.

► Œuvres choisies, d'Erasmus. Le Livre de poche « classique », 1 030 p.

• La *Monadologie* de Leibniz est l'un de ces textes fondamentaux de la pensée occidentale qu'on aime à citer sans oser les lire. L'édition qu'en présente Le Livre de poche date de la fin du dix-neuvième siècle. Elle est complétée par une excellente préface de Jacques Rivelaygue. (N° 4806, 318 p.)

• L'*Art de la guerre*, de Machiavel, est un des textes les plus curieux de l'auteur du Prince. Publié en 1521, ce texte paisible cherche à civiliser la guerre et, non pas à belliger la politique. (GF Flammarion, n° 615, 280 p.)

• Benjamin Stora présente

dans la collection « Repères » de La Découverte une rapide *Histoire de l'Algérie coloniale (1830-1954)*. Des balises indispensables pour comprendre comment l'aventure coloniale de la France en Algérie diffère de celle qui la guida dans d'autres pays ; et comment cette aventure différente transforma le drame, de la décolonisation en tragédie. (N° 102, 130 p.)

• Dans la collection « Folio essais », Notes et contre-notes, d'Eugène Ionesco, est composé de ses divers jugements sur l'artiste, le théâtre et les critiques. (N° 163, 371 p.)

SCIENCE-FICTION

Dragons et autres fléaux

FENDRAGON

de Barbara Hambly. Traduit de l'anglais par Michel Demuh. Presses de la Cité, 272 p., 130 F.

BELGARIAD

T 1 : Le Pion blanc des présages T 2 : La Reine des sortilèges T 3 : Le Gambit du magicien de David Eddings. Traduit de l'anglais par Dominique Haas. Presses Pocket, respectivement 348 p., 414 p., 357 p.

MIDNIGHT

de Dean Koontz. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par William Desmond. Albin Michel, 463 p., 140 F.

UN RIEN DE MUSCADE

de John Collier. Traduit de l'anglais par Marc Chadourne, Julliard, 115 F.

gon. Mais elle lui fait subir un savoureux traitement. Un jeune chevalier, la tête farcie de ballades héroïques, chevauche jusqu'aux terres du Nord pour y rencontrer le dernier tueur de dragon vivant : John Aversin, dit Fendragon. Barbara Hambly a choisi de nous conter l'histoire du point de vue de Jenny Waynest, une magicienne qui partage la vie du rêveur lord Aversin et qui ne dispose que de pouvoirs limités, trop distraite des arcanes de son art par le poids des amours terrestres. En adoptant ce point de vue, en faisant du dragon bien autre chose qu'une bête tyrannique et en modifiant de fort intelligente façon la fin du récit légendaire, Barbara Hambly a signé un joli et fascinant roman.

C'EST à Tolkien (2) que l'on pense à la lecture des trois premiers tomes de la *Belgariade* de David Eddings, puisqu'on y retrouve les deux thèmes principaux du *Seigneur des anneaux* : la lutte manichéenne entre magiciens « blancs » et magiciens « noirs » pour le contrôle du pouvoir cristallisé en un objet, le long périple à travers les territoires et les peuples. Mais à un Tolkien mâtiné d'Alexandre Dumas, car il y a dans le déroulement de cette épopée un côté « roman de cape et d'épée » fort allègrement troussé. La *Belgariade* est une décalogie : on ne sait si Eddings parviendra à renouveler les péripéties de la quête et à structurer l'apprentissage du jeune Belgarion pour maintenir l'intérêt du lecteur tout au long des

dix volumes de son cycle : le pari est difficile. Sur trois volumes, il est fort bien tenu.

D'U côté du roman d'horreur, l'événement est bien évidemment la parution du nouveau Dean Koontz : *Midnight* (encore la sortie chez Lattès de la version intégrale du roman de Stephen King *Le Fléau* – 1183 pages – pourrait lui disputer le titre). Dans une petite ville de Californie, une série de meurtres étranges a attiré l'attention de l'FBI, qui vient d'y envoyer secrètement un agent, Sam Booker. Ce dernier débarque dans la phase terminale du projet Faucon-Lune conduit par une sorte de nouveau docteur Moreau : Thomas Shaddack. Presque tous les habitants de la ville appartiennent à la suite d'une transformation induite par une technologie sophistiquée, à ce qu'il appelle une « nouvelle race ». Ce thriller apocalyptique conduit avec un sens prodigieux du suspense est une réussite que vient ternir un dernier chapitre un peu trop psycho-bazar.

John Collier fut un génie de la nouvelle sophistiquée relevant de l'étrange, du bizarre et de l'humour noir. Julliard vient de rééditer son recueil *Un rien de muscade*. Ne le ratez pas : c'est un enchantement !

Jacques Baudou

(1) Les Editions de l'Atlantique viennent avec le *Programme final* d'entamer la réédition de ses œuvres : « new wave ».

(2) Savez-vous qu'il existe une Tolkien Society française ? La FEE (se renseigner auprès d'Edouard Klorzio, 32, rue Victor-Hugo, 78800 Houilles).

Fiction & Cie

Pierre Mertens
Les phoques
de San Francisco

Prix de la nouvelle
de l'Académie
française

Collection
Fiction
& Cie
dirigée par
Denis Roche.
79 F

Editions du Seuil

Eric Fottorino
ROCHELLE
roman

Fayard 288 p.
89 F

Avec une jubilation, une aisance d'écriture et une imagination qui sont la marque d'un authentique écrivain, Eric Fottorino emmène les fils, crée, bâtit un univers de pierre et de chair qui emprunte à la réalité pour mieux la détourner. Une œuvre vraie sur le théâtre de ses illusions et qui annonce un romancier qui comptera ces prochaines années.

Daniel Gamier, Sud-Ouest

A vélo, encore junior, il gagnait des courses de seniors. On peut parier qu'avec Rochelle Fottorino fera de même : gagner chez les seniors, en grillant les étapes, car il le mérite. Avant retenir son nom tout de suite, on reparlera de lui.

Monique Gellier, L'Événement du Jeudi

J'ai adoré ce livre qui m'a fait fondre de plus en plus à mesure que je le lisais. (...) Voilà un écrivain. Il y a un style absolument admirable. C'est sensuel, c'est tendre, c'est drôle.

Bernard Thomas, Le Canard Enchaîné

Je trouve ce écrit de façon éblouissante. Il y a une gaieté...

Alain Rieu, Le Nouvel Observateur

Alors, tout le monde est d'accord sur Fottorino...

Christiane Bravo

FAYARD

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Bunuel

CONVERSATIONS AVEC LUIS BUNUEL
Entretiens avec Max Aub
Traduit de l'espagnol
par Lucien Mercier.
Préface de Jean-Claude Carrière.
Belfond, 372 p., 145 F.

ATENTION! Ceci n'est pas un livre sur le cinéma. Pas un livre de plus sur le cinéma de Luis Bunuel. C'est une rencontre avec un révolté, on peut même dire un révolutionnaire, un génial « faiseur de scandales », qui avait trouvé dans la réalisation de films le meilleur moyen d'exprimer sa passion de la liberté, sa rage contre le monde bourgeois qui était le sien. Et qu'il avait su rejeter.

« Ce n'est pas le travail qui me fait peur, c'est le temps. Nous ne sommes plus jeunes. Je veux chercher, et je veux trouver. Avant de tomber sur ce qu'on cherche, souvent on s'égare. Quand on écrit un roman, on mène ses personnages

où l'on veut, personne ne proteste. Toi, tu vas protester et tu auras peut-être raison... » D'entrée, Max Aub prévient : ses entretiens à la fin des années 60 avec le réalisateur de l'Age d'or sont une approche tout à fait passionnante de la vie d'un des grands créateurs, des plus insolents profaneurs de notre siècle. Malgré une édition posthume tronquée dans la version française, sans véritable index, avec un abrégé des noms propres trop partiel pour être vraiment satisfaisant et qui laisse dans l'inconnu nombre de personnages.

Cependant, la complicité qui lie les deux hommes, âgés tous deux de près de soixante-dix ans, fait surgir dans une suite de conversations en apparence à bâtons rompus des personnages de l'intelligentsia madrilène des années 20 et 30 trop méconnus et les racines de l'œuvre du cinéaste, resté toujours extrêmement discret sur sa vie personnelle. Des conversations dans lesquelles celui qui interroge n'hésite pas,



l'emmerdeur

en cultivant la connivence, à fouailler, à malmener celui qui est interrogé, à le pousser dans ses retranchements, à exiger des anecdotes, des détails qui parfois se contredisent, qui ne nous paraissent pas forcément essentiels, qui irritent mais qui s'accroissent comme pour recréer la richesse d'une personnalité romanesque.

Ce livre a été publié en Espagne en 1984 par les héritiers de Max Aub, plus de dix ans après la mort de son auteur. Un an après la mort de Bunuel. Et « avec le concours du ministère de la culture espagnol »! Max Aub (1903-1972), en effet, n'a pas eu le temps de terminer et d'élaborer la construction d'une immense documentation rassemblée pendant de nombreuses

Luis Bunuel et Salvador Dali au temps du Chien andalou et de l'Age d'or.

années. Son père, qui avait vécu trente ans à La Havane en vendant des armes, était rentré en Espagne en 1898 pour se marier avec une femme de vingt-cinq ans plus jeune, élevée dans l'amour de la Très Sainte Vierge Marie, d'une famille très catholique, avec un grand-oncle évêque de Pamplune, un autre qui lui enseignait le latin, un oncle chanoine et des quantités de bonnes sœurs. Tous ses films sont en germe dans les souvenirs de son jeune âge.

Etudiant à Madrid, à la résidence universitaire, il se lie avec Federico Garcia Lorca, mais surtout avec Salvador Dali, avec qui il réalise son premier film, *Un chien andalou*, avec l'argent de sa maman très catholique. Il affirme avoir tourné « par esprit de sacrifice » la scène de l'œil : « Un œil de veau mort. On s'y est mal pris. On lui a mis du rimmel sur les cils. Mais on aurait pu le faire avec un veau vivant ! » Une longue et profonde amitié brisée par Gala, « la femme que je déteste le plus au monde. Je n'ai jamais vu personne d'aussi néfaste. Elle l'a complètement perverti. (...) J'ai vraiment voulu la tuer, sur la plage, la noyer. Et Dali qui s'accrochait à mes jambes, au désespoir, me suppliait de ne pas le faire ».

Il y a toujours eu de l'insolence, une formidable charge de violence chez ce cinéaste nihiliste, anarchiste, passionné d'entomologie, qui se dit « vierge de Proust » mais toujours grand admirateur de Perez Galdos, le Dickens espagnol, et qui affirme qu'il continue à faire du cinéma pour faire quelque chose. « *Par inertie* ». Qui reste fidèle au surréalisme, tout en prenant ses distances avec le groupe. Qui scandalise André Breton parce qu'il ne veut pas se contenter d'un simple anticléricalisme, et propose de « brûler le Prado » et de brûler, sur la place du Tertre, le négatif de l'Age d'or : « Mais voyons ! Nos œuvres, vous n'y pensez pas ! Que restera-t-il ? Ils étaient comme ça. Aujourd'hui, on me proposerait de brûler tous mes films, je le ferais sans hésiter ».

Ce communiste, qui affirme n'avoir jamais été membre du parti, se veut stalinien ; cet athée farouche (« Grâce à Dieu, je suis athée », aimait-il répéter) ne craint pas les contradictions : il se réclame de Sade, mais considère l'acte sexuel comme diabolique (« Toute ma vie, le coït et le péché ont été une seule et même chose. Même après la foi ») il revendique le christianisme sans lequel disparaît le sentiment du péché (« L'érotisme mêlé au christianisme crée le sentiment du péché ») et proclame que « tout ce qui n'est pas chrétien nous est étranger : j'inclus là-dedans tout, à commencer par le Parthénon. L'art nègre me répugne, l'art japonais me répugne, l'art arabe à l'état pur : allez, c'est pire que l'art grec ! L'art hindou, n'en parlons pas. Pour moi, tout ça, ce n'est pas de l'art ».

L'art, pour Bunuel, cet homme débridément si secret, consistait à rêver sur la pellicule, à mettre en scène ses obsessions sadomaso – l'aiguille qui recoud les chairs ou les écorces sanglantes, la lame de rasoir, la ceinture de chasteté – en même temps que ses rêves les plus fréquents, soigneusement répertoriés à l'intention de Max Aub – le train qu'on rate en perdant ses valises, l'angoisse de devoir jouer un rôle au théâtre sans savoir lequel, les araignées, la rencontre avec l'ami mort, le taureau qui s'échappe et le poursuit, etc. Un des derniers vrais surréalistes qui, à soixante-dix ans, continue, fidèle à lui-même : « Le principal, c'est d'emmerder les autres, sans qu'ils sachent pourquoi. » Merci à Bunuel.

Collection de printemps 91

La Pléiade étonne à plus d'un titre!

Dickens
L'ami commun
Edwin Drood

Gustave Flaubert
Correspondance

Flaubert
Correspondance
tome III

La Fontaine
Œuvres complètes

La Fontaine
Œuvres complètes
tome I

La Pléiade
ou la volupté de lire
GALLIMARD

Ionesco
Théâtre complet

Eugène Ionesco
Théâtre complet

La Pérégrination vers l'Ouest
2 volumes sous coffret

Les Occidentaux sur l'aide

Le sort à la réus

Signature d'un accord franco de coopération scientifi

28 Philips et la TVHD
Etats-Unis : nouvelle plainte contre Airbus

29 à 31 Le Monde-Affaires
34. Mériem prépare son entrée en Bourse

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

L'argent des vacances

A quelques semaines des grandes transhumances vacancières, la Commission de Bruxelles s'inquiète pour ceux qui auront choisi de se promener en Europe. Certaines pratiques (dans le calcul des taux de change, des commissions et frais divers) touchent directement les particuliers qui désirent troquer une monnaie contre une autre. Informé de divers abus, M. Karel Van Miert, commissaire européen responsable de la politique des consommateurs, avait chargé le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) de procéder à une enquête sur le coût d'utilisation des différents moyens de paiement pour le voyageur et le touriste : espèces, chèques bancaires, eurochèques, cartes de crédit.

Le résultat est clair : il y a une perte conséquente de pouvoir d'achat pour le client forcé des organismes pratiquant les opérations de change.

Le rapport fait état de différences notables et peu explicables, suivant les opérateurs et les lieux d'opération. Ainsi on a constaté des écarts de 10 % entre différents bureaux de change bruxellois pour une conversion de pesetas en francs belges ; ou encore une variation du même ordre entre l'Allemagne et le Portugal pour le change d'escudos en marks. « La concurrence est faible et le système est peu transparent, note encore le rapport. Ainsi est-il pratiquement impossible pour un consommateur de savoir combien lui coûtera une transaction et s'il a intérêt à retirer des espèces dans un distributeur ou à régler ses achats avec une carte de crédit ou à changer des espèces dans une banque. »

M. Van Miert a donc demandé à un comité spécial, composé de représentants des consommateurs et d'organismes financiers concernés, de proposer des mesures pratiques. Il a en outre prié différents émetteurs de moyens de paiement internationaux (Visa, Eurocard, etc.) de lui « expliquer les différences entre les règles générales et les pratiques constatées ». Il affirme par ailleurs que, « dans la perspective de l'union économique et monétaire, l'usage de l'écu par le consommateur européen résoudrait une grande partie des problèmes ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Les conclusions de la réunion annuelle de l'OCDE

Les Occidentaux restent réservés sur l'aide économique à l'URSS

Les pays occidentaux ont exprimé, à l'issue de la conférence des ministres des finances des pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) leur accord pour accroître l'aide technique et l'assistance économique à l'URSS, mais ils restent réticents à lui apporter les considérables injections d'argent que réclame M. Gorbatchev.

Le document de conclusion publié à Paris mercredi 5 juin à l'issue de la conférence annuelle de l'OCDE réaffirme clairement : « une réforme en profondeur est le seul moyen de répondre aux problèmes structurels fondamentaux dont souffre l'économie soviétique ».

Les 24 ministres des finances ont déclaré préoccupés par les évolutions économiques en Union soviétique et leurs conséquences négatives pour le commerce mondial, en particulier les échanges entre les

pays d'Europe centrale et orientale ». Mais ils espèrent que « l'URSS et les républiques procèderont sans tarder à toutes les réformes macro et micro-économiques nécessaires pour passer à l'économie de marché ».

Le GATT : résultats avant la fin de l'année

Cette déclaration devrait décevoir le numéro un soviétique, qui a rappelé à Oslo le même jour, à l'occasion de la réception de son prix Nobel, que l'Occident devait empêcher « une explosion sociale et politique » de son pays (lire ci-dessous). Même si des discussions « avec toutes les institutions concernées » de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) au BIT (Bureau international du travail) doivent se poursuivre, ont souligné les ministres de l'OCDE - laissant entendre que la porte n'est pas fermée pour l'avenir - M. Gorbatchev ne repartira pas du Sommet des Sept à Londres en juillet avec un gros chèque.

En dehors de l'URSS, la déclai-

ration finale des ministres de l'OCDE concerne les négociations du GATT. « Il est de la plus haute importance (...) de trouver sans tarder un accord pour que les négociations commerciales d'Uruguay débouchent sur de résultats substantiels (...). Les ministres réaffirment leur détermination à combattre le protectionnisme sous toutes ses formes ». « Ces négociations doivent aboutir au plus tôt, de préférence avant la fin de l'année ».

Ces négociations opposent les Etats-Unis et l'Europe sur les aides à l'agriculture (le Monde du 6 juin). Mais pour avancer dès cet été, comme le demande M. Carla Hills, ambassadrice des Etats-Unis, un ordre du jour a été fixé. Les membres « sont convenus de mener des négociations de Japon à parvenir à des engagements spécifiques contraignants dans chacun des domaines suivants : le soutien interne, l'accès aux marchés et la concurrence à l'exportation, ainsi que d'arriver à un accord sur les questions sanitaires et phytosanitaires ».

ÉRIC LE BOUCHER

Le sort de la paix est lié à la réussite de la perestroïka

affirme M. Gorbatchev, venu à Oslo pour recevoir le prix Nobel

OSLO

de notre envoyée spéciale

« Si la perestroïka réussit, les chances de construire un nouvel ordre mondial seront réelles. Si elle échoue, la perspective d'entrer dans une nouvelle période de paix de l'histoire s'effondre, au moins dans un avenir prévisible. » Venu à Oslo mercredi 5 juin pour y prononcer son discours de Prix Nobel de la paix (nos dernières éditions du 6 juin), M. Gorbatchev a enjoint les pays du groupe des sept et de la CEE de comprendre qu'ils ont tout à gagner eux aussi en apportant leur « soutien massif » à la réussite de la perestroïka, une « entreprise monumentale », « entrée maintenant dans sa phase la plus dramatique ». M. Gorbatchev attend de ces pays une « solidarité concrète » et a demandé à ses collègues du G7, « qui vont se réunir en juillet prochain à Londres », d'avoir « la sagesse de ne pas perdre de vue les perspectives à long terme ».

Le président soviétique n'a pas manqué de rappeler les acquis de plus de cinq ans de perestroïka, tout en estimant que les problèmes rencontrés ne pouvaient pas être jugés seulement selon des critères occidentaux. « Appliquer un raisonnement conventionnel sur la perestroïka serait improductif »,

de même qu'il serait « futile et dangereux de poser des conditions en disant : « Nous vous comprenons et nous vous croirons dès que vous parviendrez à nous ressembler complètement ». Penser que la perestroïka sera « une copie de quelque chose », a-t-il ajouté, serait une illusion.

Pour s'adapter toutefois au monde de l'économie de marché dans lequel il veut faire entrer son pays, M. Gorbatchev a défini trois tâches : stabilisation du processus démocratique avec l'instauration d'une nouvelle structure constitutionnelle, intensification des réformes économiques avec une ouverture du pays à l'économie mondiale et, enfin, adhésion à la Banque mondiale et au FMI.

Rien de dramatique...

« La vie d'un homme politique n'a rien d'enviable. Elle est pesante et difficile. Le tapis rouge déroulé à Oslo ne figure pas dans son décor quotidien », a dit plus tard M. Gorbatchev lors d'une conférence de presse. Ses épaules se sont vivement redressées lorsqu'il a dénoncé « la nouvelle vague de nationalisme » dans les Républiques séparatistes. Si ces Républiques - Pays baltes et Géorgie - persistent à refuser la voie constitutionnelle, « on en arrivera, a-t-il

dit, à une situation qui aura des conséquences très douloureuses pour tout le monde ».

Quant au regain de tension à Vilnius, en Lituanie, lundi 3 juin, M. Gorbatchev estime qu'il n'avait « rien de dramatique ». « Les militaires patrouillaient, ils remplissaient leur mission. Ce qui en revanche était dramatique, c'était l'installation en Lettonie ou en Lituanie de postes-frontières, car, là, il y a eu des victimes des deux côtés ».

Dans la même veine, M. Gorbatchev a critiqué la presse occidentale, qui exagère, selon lui, l'importance des activités militaires soviétiques dans ces régions, mais oubliant de parler des Ukrainiens, des Polonais et des Biélorusses qui s'y trouvent et ne sont pas mieux traités que les Yougoslaves et les Turcs arrivés en Europe occidentale.

FRANÇOISE NIÉTO

Pour freiner les excès salariaux

Une proposition de loi vise à limiter la rémunération des PDG américains

Des parlementaires démocrates américains ont déposé mardi 4 juin au Congrès une proposition de loi visant à limiter les rémunérations des dirigeants d'entreprise.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Les patrons sont-ils trop payés ? », s'interrogeait récemment l'hédomadaire *Business Week* en consacrant son sujet central à la rémunération des PDG américains. Il faut croire que certains membres du Congrès ont lu avec beaucoup d'attention l'article du magazine économique. Et en ont tiré quelques enseignements confortés par leurs propres enquêtes.

Le 4 juin, à l'initiative du sénateur Carl Levin (Michigan) et de son collègue de la Chambre des représentants, également démocrate, M. John Dingell (Texas), une proposition de loi a été déposée sur le bureau de l'une et l'autre chambre du Congrès visant à limiter les rémunérations offertes aux PDG (chief Executive Officer ou CEO) ainsi qu'à d'autres dirigeants des entreprises américaines. Cette disposition nouvelle permettrait aux actionnaires d'une société de se prononcer sur la rémunération des dirigeants, ce qui était jusqu'à présent laissé à l'appréciation du seul conseil d'administration.

Cette proposition de loi prévoit aussi une disposition qui demande à la commission de contrôle boursier américaine (Securities and Exchange Commission) de trouver le moyen de porter à la connaissance des actionnaires, via les documents financiers obligatoires, non seulement le salaire des dirigeants de l'entreprise mais également la totalité de leurs dividendes et des profits tirés du portefeuille d'actions de la société qu'ils détiennent sous forme de « stock options », une formule visant à stimuler un état-major directement intéressé aux bénéfices de la société.

110 fois plus que les employés

Pour justifier cette proposition de loi, M. Levin a repris les statistiques évoquées lors de la récente audition d'un expert de la rémunération des dirigeants américains, M. Graef Crystal, lequel avait indiqué devant une commission du Sénat que le patron d'une grande entreprise américaine gagnait en moyenne 110 fois plus que la moyenne de ses employés. Un écart qui, au Japon n'est que de 17, et de 23 en Allemagne, devait-il préciser, ajoutant que les

revenus moyens d'un CEO américain, placé à la tête d'une entreprise générant 1 milliard de dollars ou plus d'actifs, atteignent 2,8 millions de dollars (18 millions de francs environ) en 1989.

Des montants qui, en période de croissance, ne semblaient choquer personne mais qui, récession aidant, sont actuellement jugés parfois excessifs. Ne serait-ce que par comparaison avec l'évolution des rémunérations des autres salariés de l'entreprise. Ainsi, de 1980 à 1990, les revenus des PDG américains ont augmenté de 212 %, tandis que ceux des ouvriers croissaient de 53 % et que les profits des entreprises les employant n'augmentaient que de 78 %. Au cours de la seule année 1990, les rémunérations des dirigeants des 200 principales entreprises industrielles et de services recensées par le mensuel économique *Fortune* ont augmenté de 94 %, indemnités diverses comprises. Dans le même temps, la valeur des actions de leurs sociétés avait chuté de près de 8 %.

Des opérations fructueuses

Au classement des plus forts salaires annuels en 1990, Stephen Wolf, le PDG d'UAL (aviation) occupe la plus haute marche du podium avec 18,3 millions de dollars, suivi par John Sculley, le patron d'Apple Computer (16,7 millions) et par Paul Fireman, le responsable des chaussures de sport Reebok (14,8 millions de dollars).

Les véritables revenus de certains CEO ont imploré à la suite d'opérations diverses concernant leur société. Ainsi, Steven Ross, le patron de Time Warner Inc a vu son salaire annuel (3 millions de dollars) régresser légèrement l'année dernière. Mais il a heureusement su trouver 74,9 millions de dollars de compensation grâce au profit retiré de la fusion de Time et de Warner Communications. Un record battu par Donald Pels, le patron de Lin Broadcasting, qui a empoché 186 millions de dollars après le rapprochement intervenu entre sa firme et McCaw Cellular Communications. Juste revanche, Craig McCaw, patron de cette dernière entreprise, spécialisée dans le téléphone cellulaire, figurait en 1989 en tête des PDG américains les mieux payés. Pas en raison de son salaire annuel, plutôt minable (près de 300 000 dollars) mais grâce aux revenus annexes tirés de ses plus-values en capital au sein de sa propre entreprise.

SERGE MARTI

A l'occasion de la visite à Paris du ministre des affaires étrangères nippon

Signature d'un accord franco-japonais de coopération scientifique

Les ministres français et japonais des affaires étrangères ont signé, mercredi 5 juin à Paris, un nouvel accord de coopération scientifique et technique, en présence de M. Hubert Curien, ministre de la recherche. Cet accord, dont la négociation a été longue et délicate, dit-on du côté français, remplace celui de 1974 ; il est le seul accord de ce type conclu par le Japon avec un pays étranger, Etats-Unis excepté.

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, qui a reçu ensuite son homologue M. Taro Nakayama, a exprimé « son désir profond et sincère de voir se développer dans tous les domaines » une coopération bilatérale, soulignant que l'accord « traduit une volonté de coopération amplifiée ». M. Nakayama a répondu que « cet accord est d'une grande importance pour le Japon également ». Selon un communiqué commun, ce texte prévoit le développement d'une coopération « mutuellement privilégiée », et inclut « des dispositions

détaillées, la protection de la propriété intellectuelle et industrielle » qui donneront une « sécurité juridique » aux échanges, ainsi que la « mise en place d'une structure à haut niveau » pour définir les « grandes orientations ».

Cette signature intervient alors que les relations franco-japonaises subissent le contrecoup des déclarations critiques à l'égard du Japon de M. Cresson.

« Calomnie irresponsable »

Dans un éditorial publié mercredi, le quotidien *Asahi* s'est déclaré « surpris et, à vrai dire, blessé », par ces propos, écrit notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons. « Rien n'est plus éloigné de nos intentions qu'une prétendue idée de domination » du monde, ajoute le journal, selon lequel « chacun peut nourrir les sentiments qu'il veut à l'égard des autres. Mais qu'un premier ministre formule, en public, des critiques

démues de fondement à l'encontre d'un autre Etat relève de la calomnie irresponsable ».

Pour sa part, le quotidien économique *Nihon Keizai* souligne le contraste au sein des Douze : « La France et l'Italie sont hostiles, l'Espagne et la Grande-Bretagne favorables aux investissements nippons, et l'Allemagne et les Pays-Bas acceptent la concurrence tout en restant sur leurs gardes. » Et le journal de dire que les industriels nippons sont de plus en plus réticents à s'implanter dans l'Hexagone.

Enfin, alors que la CEE vient d'imposer une amende de 2 millions d'écus à Toshiba pour pratiques anticoncurrentielles (voir page 28), et que le premier ministre espagnol - en visite à Tokyo - a demandé au Japon d'ouvrir son marché, une rencontre est prévue vendredi entre ministres des affaires étrangères de la triade des Douze et du Japon pour relancer le projet de déclaration commune fixant le cadre de leurs relations politiques et économiques.



On sait maintenant ce qui fait baisser radicalement le prix du m² high-tech en région parisienne.

Une heure suffit pour réduire radicalement les coûts de votre entreprise. Et ce, dans un jardin de 45 hectares en cœur de ville, où figurent déjà l'Ecole d'ingénieurs et le Centre de production, avec TGV et autoroute à 5 min. A Tours, l'environnement, le climat, le patrimoine culturel et éducatif, les infrastructures sportives, permettent une vie riche, saine et active.

Prenez le TGV, en 55 min vous serez avec Monsieur Biard pour visiter Tours Technopôle et découvrir les ressources technologiques de la Touraine. Ou envoyez-lui votre carte de visite. Vous recevrez un comparatif des coûts Touraine vs Région Parisienne. Voici son adresse : Tours Technopôle - 1, avenue du Général Niessel 37200 TOURS. Tél : 16.47.48.27.00. Fax : 16.47.27.80.09.

A Tours, la matière grise prend des couleurs.

ÉCONOMIE

REPÈRES

ASSURANCE-MALADIE

Hausse des dépenses de 0,9 % en avril

Avec 29,203 milliards de francs déboursés en avril par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), le volume des dépenses de santé a progressé de 0,9 % par rapport au mois de mars. Selon les statistiques diffusées, mercredi 5 juin, par la CNAMTS, les dépenses d'assurance-maladie ont augmenté de 1,7 % depuis le début de l'année et de 9,2 % en un an.

CONCURRENCE

Activité accrue du Conseil en 1990

Pour sa quatrième année d'existence, le Conseil de la concurrence a enregistré, en 1990, cent vingt-quatre saisines ou demandes d'avis (contre cent cinq l'année précédente). Un nombre croissant de saisines (quarante-neuf) émanait du ministre de l'économie, mais aucune n'est venue d'organisations professionnelles ou d'associations de consommateurs.

Cent trois affaires ont donné lieu à soixante-quatre décisions et dix-neuf avis (dont sept portaient sur des textes législatifs ou réglementaires et cinq sur des opérations de concentration d'entreprises).

Dans vingt-trois affaires, des sanctions pécuniaires - d'un montant total de 38,4 millions de francs - ont été infligées à l'encontre de cent vingt-cinq entreprises ou groupements d'entreprises ou de dix-huit organisations professionnelles. Dans cinq affaires, le Conseil a enjoint les intéressés de modifier leur comportement ou de s'abstenir de certaines pratiques. Enfin, il a infligé à trois occasions des sanctions à des entreprises qui n'avaient pas suivi ses injonctions précédentes.

INDUSTRIE

Accélérant son programme

Philips lancera la TVHD en 1994

Le groupe néerlandais Philips, deuxième fabricant mondial de téléviseurs derrière le français Thomson, a décidé de brûler les étapes pour lancer dès 1994, soit avec une année d'avance, le premier appareil haute définition (1.250 lignes) à écran large (rapport 16/9). M. Peter Groenboom, directeur de Philips Consumer Electronics, l'a officiellement annoncé le 5 juin à Bruxelles.

Cette avance prise sur le calendrier a été rendue possible, selon M. Groenboom, grâce aux progrès accomplis par la division « composants » du groupe pour

miniaturiser le décodeur HD-MAC nécessaire pour capter les nouvelles émissions. En fait, dans les couloirs de Bruxelles, on prête à Philips - inquiet des difficultés rencontrées pour imposer aux opérateurs de satellites (le Monde du 6 juin) la norme intermédiaire D2 MAC (précurseur de la TVHD) - la volonté de forcer l'allure pour écourter le temps de passage et recueillir les fruits de ses lourds investissements. Il reste à savoir si l'intendance (programmes et réseaux de distribution) suivra.

A. D.

Le rapport des courtiers Barry Rogiano Salles

Le prix des superpétroliers est trop élevé par rapport aux taux de fret

Dans son rapport annuel, qui vient d'être publié, la société de courtiers maritimes Barry Rogiano Salles met l'accent sur le vieillissement de la flotte mondiale. Près des deux tiers des navires de grande et très grande taille (qu'il s'agisse de navires-citernes ou de vraquiers transporteurs de minerais ou de grains) ont été construits entre 1972 et 1977.

« Cette flotte considérable, en nombre et en tonnage, vieillissante et devra donc être remplacée dans les cinq prochaines années... Seul un petit nombre de ces navires pourra faire l'objet d'une modernisation. »

Selon les courtiers français, les grands navires sont seuls capables de transporter économiquement le pétrole du Proche-Orient vers le Japon, l'Europe ou les États-Unis. Or les armateurs hésitent à commander des superpétroliers car le prix de ces bateaux tourne autour de 100 millions de dollars, ce qui est excessif par rapport aux recettes

qu'ils peuvent escompter de l'affrètement des tankers.

Sur une période de cinq ans d'affrètement, un armateur gagnera 35 000 dollars par jour. Or, pour amortir un pétrolier payé 100 millions de dollars, il faudrait que le taux d'affrètement atteigne 45 000 dollars.

TRANSPORTS

Une nouvelle aéroporte pour l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Baptisée « Terminal T3 », une nouvelle aéroporte - spécialisée dans les vols saisonniers, charters ou réguliers - a été ouverte au trafic, le 5 juin, sur l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Les premières compagnies à l'utiliser sont TEA, National, Air Transat, Air Liberté-Minerve, Tower Air et Air Littoral. Les installations de cette aéroporte permettent de traiter simultanément deux avions moyens porteurs ou quatre avions moyens porteurs. La gare du RER est située à 250 mètres.

En lançant une OPA sur Petromed

BP va se développer en Espagne

Le groupe britannique BP, troisième plus grande compagnie pétrolière mondiale, s'apprête à lancer avant la fin du mois de juin une OPA de 578 millions de livres sterling (5,8 milliards de francs) sur Petromed, numéro trois en Espagne du raffinage et de la distribution de produits pétroliers. BP, qui convoitait cette affaire depuis quelque temps, s'est déjà mis d'accord avec la Banco español de Crédito (Banesto), principal actionnaire de Petromed, pour racheter 24,9 % des actions de cette société pour 191 millions de livres (1,9 milliard de francs).

Cette opération constituera l'un des plus grands investissements jamais réalisés en Espagne par BP en Europe continentale. Elle permettra à la compagnie de contrôler 10 % du marché de détail des produits pétroliers en Espagne.

Devant le GATT

Washington dépose une nouvelle plainte contre Airbus

Le gouvernement américain a déposé, mercredi 5 juin, une nouvelle plainte contre le financement d'Airbus par des fonds d'origine publique qui fausse, selon lui, la concurrence puisque ses constructeurs sont, eux, obligés de faire appel au marché financier, plus onéreux.

La première plainte, en cours d'instruction, concernait la garantie de change que le gouvernement allemand avait accordée à Deutsche Aerospace contre les dépréciations trop fortes du dollar (le Monde du 16 février). Celle qui a été déposée hier à Genève vise

les avances remboursables consenties par les gouvernements allemand, britannique, espagnol et français à leurs aviateurs pour lancer et fabriquer de nouveaux modèles d'avions.

Par cette démarche, les Américains veulent contraindre les Européens à limiter leurs avances à 25 % des coûts de développement, au lieu de 75 % dans les programmes en cours (A-320, A-330, A-340). Les pays membres du consortium Airbus accepteraient de revenir à 40 %. Un groupe de travail devrait être constitué dans les soixante jours.

hors Allemagne leurs photocopies par un importateur allemand mécontent. La Commission a estimé que les restrictions à l'exportation imposées par Toshiba contenaient à la réalisation du grand marché unique de 1993 et constituait à ce titre « une importante infraction aux règles communautaires ».

SOCIAL

Les fonctionnaires et les smicards

Suite de la première page

L'année 1990 ne s'était-elle pas soldée par une hausse de 5,2 % du taux de salaire horaire ouvrier (contre +4,4 % en 1989 et +3,4 % en 1988), avec, selon l'INSEE, des gains du pouvoir d'achat moyen oscillant entre 1,5 % et 2,1 % dans le secteur privé ?

Pis : alors que la politique de rigueur, illustrée par l'abandon en 1982 de l'indexation des revenus sur les prix, avait abouti à ce que le partage de la valeur ajoutée s'effectuât davantage au profit des entreprises et au détriment des salariés, une évolution inverse était constatée

en 1990. Elle devait apparaître, fin juin, dans le constat du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) sur l'évolution des revenus entre 1987 et 1990.

L'accélération salariale de 1990 avait été mise sur le compte des négociations engagées au second semestre sur la revalorisation des bas salaires et l'adaptation des classifications. Plus simplement, elle était aussi due à la volonté de nombreuses entreprises de faire bénéficier leurs salariés du retour d'une croissance soutenue et de profits importants. Pour le seul quatrième trimestre de 1990, le salaire horaire ouvrier avait encore augmenté de 1,2 % par rapport au trimestre précédent.

La guerre du Golfe a modifié la donne. Elle a fait planer l'ombre de la récession, ou du moins d'un ralentissement de la croissance, ce qui a conduit les entreprises à se montrer plus prudentes. Le rythme de la croissance devient plus faible, l'effet est aussi automatique sur les gains de productivité. Avant d'ajuster plus ou moins fortement leurs effectifs, les entreprises tentent d'agir sur les coûts salariaux, certaines jouant simultanément de l'une et de l'autre méthode.

L'assombrissement de la conjoncture économique a donc déjà eu des répercussions sur l'évolution des salaires. Au premier trimestre 1991, selon des indications encore provisoires, le taux de salaire horaire ouvrier n'aurait progressé que d'à peine 1 %. Ce ralentissement s'explique par un délai de réaction des entreprises à la nouvelle donne économique jugée extrêmement et inhabituellement rapide. Quant à l'effet rétroactif des bas salaires, qui porte principalement sur les rémunérations minimales, il serait relativement faible (de l'ordre de 0,5 point sur trois ans). Si cette tendance se confirme, la progression du salaire horaire ouvrier devrait être inférieure à 4,5 %, revenant ainsi au niveau de 1989.

Le patronat de la métallurgie (UIMM) est moins optimiste : en escomptant une progression générale moyenne des salaires de 5 % en 1991 et en concluant que « l'économie française ne retrouvera un taux de marge compétitif qu'à la mi-1992, et à condition que les hausses salariales ralentissent en 1992 ». Beaucoup dépendra en fait de l'ampleur de la revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet. Sur ce point, M^{me} Cresson n'a pas encore pris de décision, les arbitrages devant être rendus avant la fin juin, lorsque se réunira (sans doute le 24), la commission nationale de la négociation collective. Mais le ministère de l'économie veille en démontrant déjà que seule une augmentation minimale du salaire minimum est économiquement possible.

Un coup de ponce limité au SMIC

La loi de 1970 impose une règle simple au gouvernement : au 1^{er} juillet de chaque année, « en aucun cas l'accroissement du pouvoir d'achat d'un salarié ne peut être inférieur à la moitié du pouvoir d'achat des salaires horaires moyens ». En 1988 et en 1989, M. Michel Rocard s'en était tenu à la loi. Le 1^{er} juillet 1990, il avait augmenté le SMIC de 2,5 %, lui accordant une hausse équivalente à celle du pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier pendant l'année écoulée. Il avait en même temps incité les partenaires sociaux à négocier dans les

branches des garanties de rémunérations supérieures au SMIC, le tout devant être terminé au 31 décembre 1992. Pendant cette période, l'Etat s'était engagé à faire évoluer le SMIC comme le taux de salaire horaire moyen.

Depuis, M. Rocard est parti, le ralentissement de la croissance s'annonce plus long et plus fort que prévu et, surtout, le chômage a recommencé à augmenter gravement. Un tel contexte plaide plutôt en faveur d'un coup de ponce limité, comme en 1988 et 1989, à la moitié du pouvoir d'achat du salaire horaire moyen, ce qui conduirait à un relèvement de 1,8 %. Un arbitrage plus politique, visant à conforter l'image plus « gauchiste » du gouvernement et à symboliser son « ambition sociale » - ou plus simplement à respecter les engagements de M. Rocard - aboutirait à un relèvement de 2,5 %. Mais le souci de M^{me} Cresson d'asseoir la crédibilité de son action sur la politique de l'emploi rend plus délicate une telle occasion.

L'autre échéance pour le premier ministre concerne la politique salariale dans la fonction publique. Aucun accord salarial n'a été conclu pour 1991. Aucune négociation n'est en vue et aucune augmentation générale unilatérale n'a été accordée, ce qui rappelle aux syndicats l'année 1986, lorsque le gouvernement Chirac avait gelé les traitements des fonctionnaires à la suite de la dévaluation du franc en avril. Le dialogue social est d'autant plus bloqué que les partenaires avaient mis en avant des prévisions d'une reprise des négociations : un apurement du contentieux né de l'accord 1988-1989 pour les syndicats, une discussion sur la méthode afin de définir des nouveaux critères d'évolution des rémunérations pour M. Rocard.

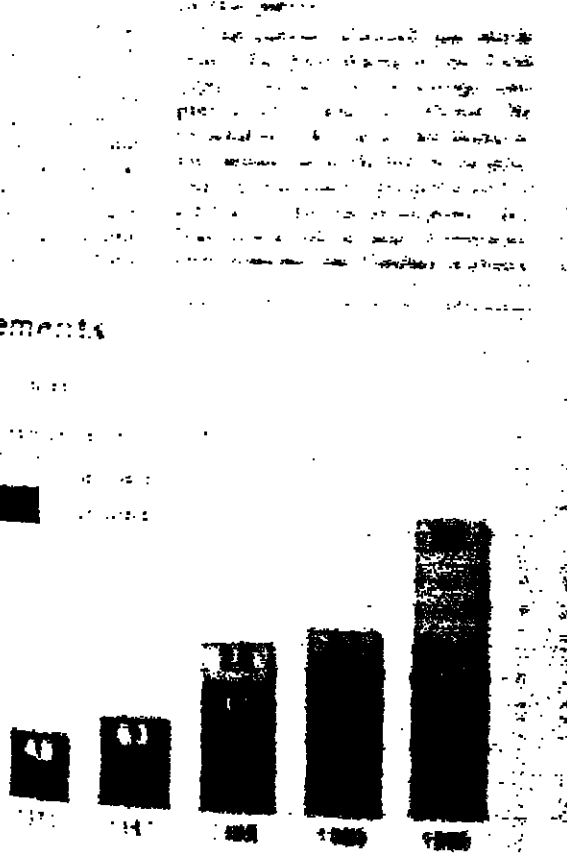
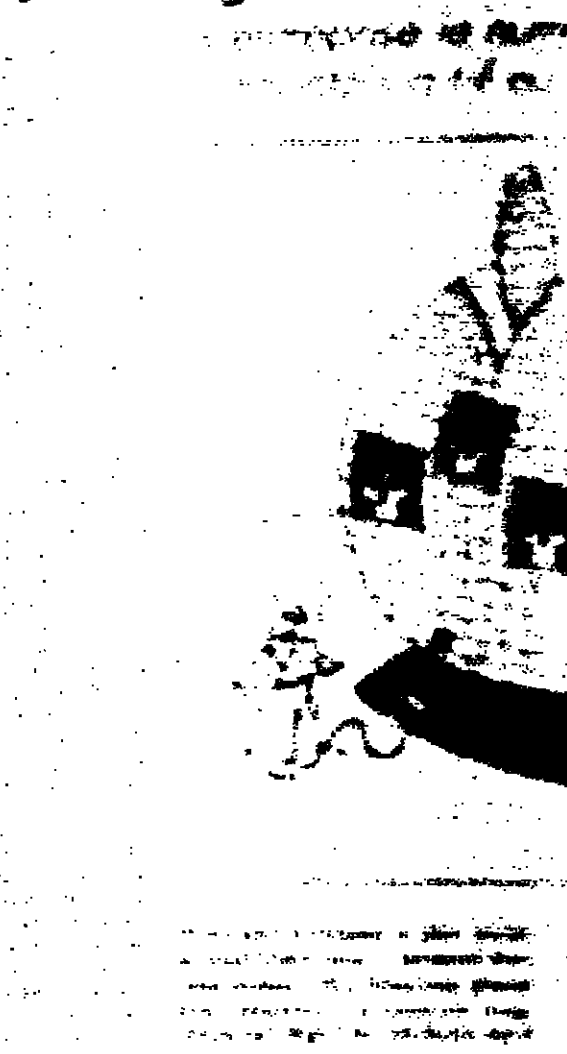
Dans sa déclaration de politique générale, M^{me} Cresson s'est abstenue de toute indication sur ce sujet et, depuis, M. Soisson n'a pas davantage précisé les intentions du gouvernement. Les syndicats redoutent une « année blanche ». Mais un déblocage est pas exclu à l'automne. Le gouvernement, soucieux de ne pas rompre le dialogue avec les syndicats, pourrait être tenté d'aller de négocier un accord pour 1991-1992, avec une clause de sauvegarde qui jouerait en 1993 juste avant les élections législatives.

Ne dit-on pas que même FO, pourtant très dur dans ce secteur, pourrait être tentée par un tel accord ? Là aussi, pourtant, la marge de M^{me} Cresson est plus que faible, et le super-ministre de l'économie et du grain. Avec l'effet report de raison de la diminution de la cotisation d'assurance-maladie et l'application des protocoles Durafour (sur la grille) et surtout Jospin (pour les enseignants), la masse salariale de la fonction publique ne va-t-elle pas augmenter, sans nouvelle mesure générale, de 5,15 %, soit au-delà des normes gouvernementales ?

Le nouvel élan risque donc d'avoir bien du mal à se manifester sur le plan salarial. Les salariés seront d'autant moins à la fête que la perspective d'un relèvement du point de la cotisation salariale d'assurance-maladie risque de réduire ou d'annihiler les gains espérés de pouvoir d'achat. Déjà la contribution sociale généralisée avait asséché le salaire des cadres gagnant plus de 20 000 F brut par mois. Seule consolation, c'est grâce à la CSG (contribution sociale généralisée), en raison de la diminution de la cotisation d'assurance-maladie et de la remise forfaitaire mensuelle de 42 F, que les smicards devraient tirer leur épingle du jeu et enregistrer, même en cas de relèvement minimal au 1^{er} juillet, un léger gain de pouvoir d'achat.

MICHEL NOBLECOURT

François Mi



Japonais Bridgestone, l'ennemi

Les Japonais Bridgestone, l'ennemi... (The text continues with details about the company and its market position, but is mostly illegible due to image quality.)

Le Monde
AFFAIRES

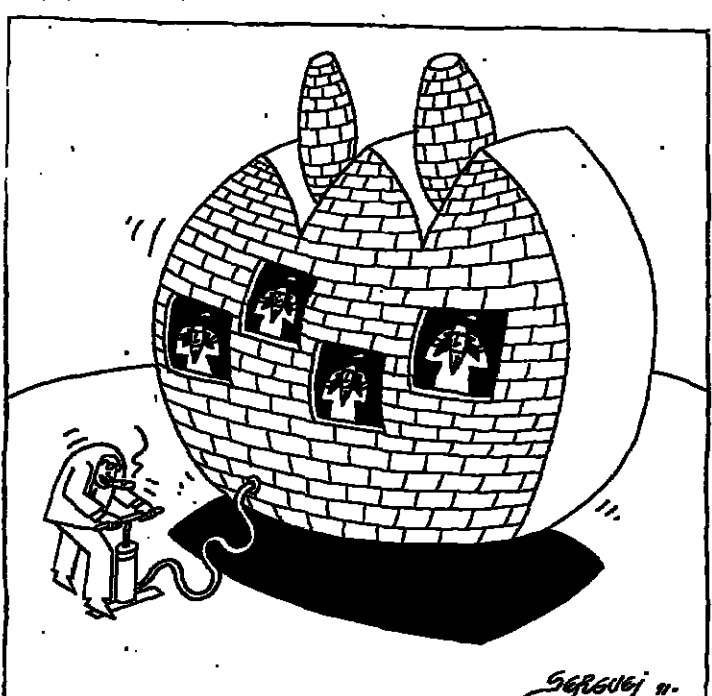
François Michelin est-il un bon patron ?

Il a fait de son entreprise le numéro un mondial du pneumatique.
Le Bibendum clermontois a-t-il eu les yeux plus gros que le ventre ?

FRANÇOIS MICHELIN est-il un bon patron ? Descendant des fondateurs du numéro un mondial du pneumatique et puissant gérant commandant, le seul de l'espèce dans toute l'industrie française, muni dans son secret et, disent les mauvaises langues, dans son orgueil de patron solitaire, François Michelin est aujourd'hui vivement mis en cause non seulement par les analystes financiers, mais aussi par certains de ses pairs, qui parlent d'« erreurs de gestion ».

Le tableau chiffré n'est, effectivement, guère reluisant. Le groupe a enregistré en 1990 une perte de 5 milliards de francs. Son endettement dépasse largement 40 % du chiffre d'affaires. Ses fonds propres ont été laminés. Un plan brutal de suppression de 16 000 emplois dans le monde, dont 4 900 en France, vient d'être annoncé (le Monde du 11 avril). Le tout sur un fond d'une impitoyable guerre des prix du pneumatique. La volée de mauvaises nouvelles distillées depuis fin 1989 par Michelin avec pour point d'orgue l'annonce des résultats et des mesures, en avril, a fait l'effet d'une douche froide. Les critiques, d'un seul coup, sont devenues acérées sur la politique de Bibendum, dont la prodigieuse expansion depuis 1983, beaucoup posent donc désormais la question longtemps sacrilège : M. Michelin est-il un bon patron ?

C'est oublier, d'abord, que sur le front du pneumatique se livre depuis dix ans et davantage une guerre de titans (le Monde du 1^{er} octobre 1982), avec des morts et des blessés sur le champ de bataille. Des dix manufacturiers présents il y a dix ans, cinq restent en piste : aux États-Unis, où le seul à résister, avec Goodyear, est l'ancien numéro



monde ? Evoquant le plan social, le quatrième pour Clermont-Ferrand depuis 1983, beaucoup posent donc désormais la question longtemps sacrilège : M. Michelin est-il un bon patron ?

C'est oublier, d'abord, que sur le front du pneumatique se livre depuis dix ans et davantage une guerre de titans (le Monde du 1^{er} octobre 1982), avec des morts et des blessés sur le champ de bataille. Des dix manufacturiers présents il y a dix ans, cinq restent en piste : aux États-Unis, où le seul à résister, avec Goodyear, est l'ancien numéro

s'efforcent, par de savantes manœuvres d'encerclement, de débordement par les ailes ou des percées foudroyantes, de conquérir le maximum de « territoires » en déplaçant des pions sur un damier.

Outre l'emploi de longs chemins et d'initiatives tactiques et stratégiques, un point commun existe entre le jeu chinois et le jeu de l'Air liquide, qui joue sa partie de go depuis près de quatre-vingt-dix ans sur le damier mondial et a mis trente ans pour revenir aux États-Unis après son effacement en 1940, à long terme et patiemment attendu la possibilité d'acheter Big Three, le numéro cinq américain, pour porter à 21 %, masse critique, sa part de marché américain. En Europe, son PDG, Edouard de Royère, annonçait, il y a peu, que son groupe entrait en vertu d'accords remontant à 1910, en passant par l'« RDA ».

Dans l'agroalimentaire, Antoine Riboud, PDG de BSN, autre joueur de go, fit, en juin 1989, un chèque de 2,5 milliards de dollars (17 milliards de francs à l'époque), après un marathon d'un mois, pour acheter la filiale européenne de Nabisco, et prit, la même année, le contrôle de l'italien Galbani, numéro un du fromage et numéro deux de l'agroalimentaire de la Péninsule, grâce à son associé, le groupe Agnelli. Dans tous ces cas, les « crocodiles » étaient nombreux, et il fallait aller vite, quitte à s'endetter lourdement.

F. R.



Ce qu'il en pense, ce qu'il en dit...

François Michelin, soixante-cinq ans, « M. François » pour ses collaborateurs, gérant depuis trente-deux ans de la Compagnie générale des Établissements Michelin, numéro un mondial du pneumatique avec 120 000 employés dans 80 pays et 62 milliards de francs de chiffre d'affaires, est le plus atypique des patrons de ce pays, le seul à l'abri d'une révocation et des humeurs d'un conseil d'administration, à la tête de l'unique groupe industriel français d'importance majeure dont le siège et le cœur aient été maintenus en province. Qui plus est, il vient de se donner le luxe de désigner comme successeur l'un de ses fils, Edouard.

Plongé dans une tourmente qui fait trembler sur ses bases centenaires une maison surendettée, aux comptes lourdement déficitaires, il devient plus vulnérable aux critiques de ses détracteurs. Ces derniers supportent mal son côté donneur de leçons et moralisateur, se trouvant agacés par son splendide isolement au centre de l'Auvergne, loin du gouvernement et du CNPF, se gaussant de son autocratie familiale, dénonçant son paternalisme démodé comme son goût psychotique du secret et ne manquant pas de brocarder son sens de l'économie, qu'ils baptisent peu aimablement « verrou ». Surtout, ils lui posent cette question lancinante : pourquoi avoir dangereusement survécu et tant tardé à décider cette autochirurgie, cette suppression de 16 000 emplois qui va faire si mal ?

M. Michelin fait face : « Cela fait trois ou quatre ans que nous savions qu'il y avait un problème de sur-effectif, admet-il, mais dans ce pays, il est difficile de faire du préventif. On parle toujours de la liberté des patrons : ce n'est pas vrai. En Allemagne, en Italie, on peut prendre des mesures, mais ici on est dans un carcan. Surtout, je regrette profondément que les entreprises n'aient pas suffisamment de fonds propres pour amortir les chocs sociaux sans traumatisme. Si nous avions pu étaler, en ne supprimant que 4 000 emplois par an, cela aurait été moins dur. Qui va souffrir ? C'est le personnel, les gens qui sont derrière les machines, et cela me rend malade. » Et « M. François » de soupiner : « La France n'a jamais compris le problème des fonds propres, elle n'est pas un pays libéral et n'aime pas ses entreprises. »

Le surinvestissement ? « En 1988-1989 (après le second choc pétrolier), nous avions pris un retard considérable pour certaines machines et certaines productions, il fallait donc le rattraper. Quand on perd un client, faut de pouvoir lui livrer, c'est fichu. Alors, pour ne pas céder le terrain, nous avons investi dans de nouvelles machines et nous allons les faire marcher. »

La commande qui lui donne tous pouvoirs ? M. Michelin assume : « Elle permet de

gagner un temps considérable, de prendre des décisions à l'abri des pressions extérieures » (lire, d'un conseil d'administration). Et de lancer une fière profession de foi : « On m'a confié quelque chose et c'est ce qui justifie mon pouvoir. Je suis parfaitement conscient que j'ai pris des risques fantastiques, pour ne pas être coiffé par un autre concurrent. Même si les banquiers me foutaient dehors, la maison resterait debout parce qu'elle est devenue suffisamment forte pour s'en sortir toute seule. Savez-vous que le Japon n'est qu'une immense commandite, par les banques ? Cela permet de penser à long terme. »

Le secret épais dans lequel se mure Bibendum ? « Toute fuite serait un suicide. Il nous faut des années pour sortir un nouveau pneu ou mettre au point de nouvelles machines. Mais en cinq minutes un concurrent pourrait avoir une idée de l'innovation technologique et la copier. »

L'isolement où semble se complaire le gérant, se rupture avec le CNPF en 1989 ? « Les autres patrons ne me connaissent pas. Mais ont-ils seulement envie de me connaître ? »

« La politique ne y'y connaît rien »

Quant à ses relations avec les pouvoirs publics, souvent conflictuelles dans le passé : « La politique, je n'y connais rien, j'ai toujours estimé que mon devoir était de dire à l'importer quel gouvernement ce que je pense être la vérité et rien d'autre, indépendamment de ce qu'ils peuvent penser. » Il a bien accepté sa nomination, en 1989, de conseiller d'Etat en service extraordinaire, à la surprise générale : « Je n'avais pas le droit de refuser alors que je pouvais faire passer un message. » En 1984, M. Michelin avait cru bon également de ne pas refuser un prêt de 3 milliards de francs du Fonds industriel de modernisation pour consolider un lourd endettement à court terme. Mais l'intérêt de la maison passait avant tout.

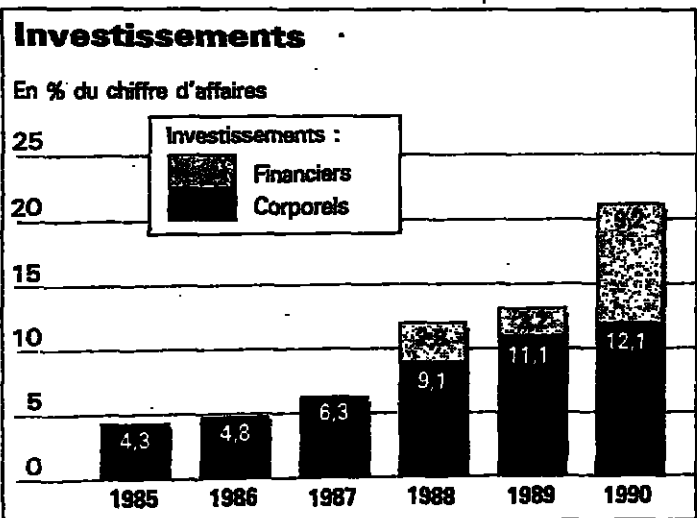
La maison ! « Ma seule justification est de servir les actionnaires et le personnel tout en servant, avant tout, les clients. » Exemple très rare en France, M. Michelin a passé quatre ou cinq ans comme ouvrier, pratiquant tous les métiers, y compris celui de vendeur de pneus sous un faux nom. Et de justifier ainsi le choix de son successeur : « Mon fils désigné (Edouard, centralien de trente ans) a fait tout cela et c'est parce qu'il l'a fait qu'il a été choisi. Il est exceptionnel : au nom de quoi désigner un incapable ? »

Ainsi va « M. François », avec ses certitudes inébranlables et aussi ses doutes, son humilité vis-à-vis du client-roi. « Je ne me plains jamais des constructeurs de voitures : on va faire les économies nécessaires pour baisser nos prix, comme ils le demandent. »

Des économies ? Chez Michelin, c'est entendu, on est radin. Le grand patron a bien voulu quitter sa 2 CV légendaire, mais seulement pour une BX sans chauffeur, qu'il utilise, le cas échéant, pour conduire à l'aéroport le signataire de ces lignes. Avec cette boutade : « Cela économisera un taxi. » Mais pour la recherche, les ingénieurs, les machines, rien n'est trop cher, rien n'est trop beau, même si les banquiers râlent parfois.

La technologie, la durée, la qualité : une véritable obsession cultivée chez Michelin, qui rejoint celle qu'entretenaient les concurrents au Japon, où Bibendum a pu prendre pied, détenant 10 % de la première monte automobile, sans installer d'usine bien entendu. Les Japonais (M. Cresson, qui les aime si fort, en tient un, Auvergnat de naissance, et elle pourrait bien lui demander comment on devient numéro un mondial depuis Clermont-Ferrand, Puy-de-Dôme, en France.

Propos recueillis par FRANÇOIS RENARD



Le japonais Bridgestone, l'ennemi

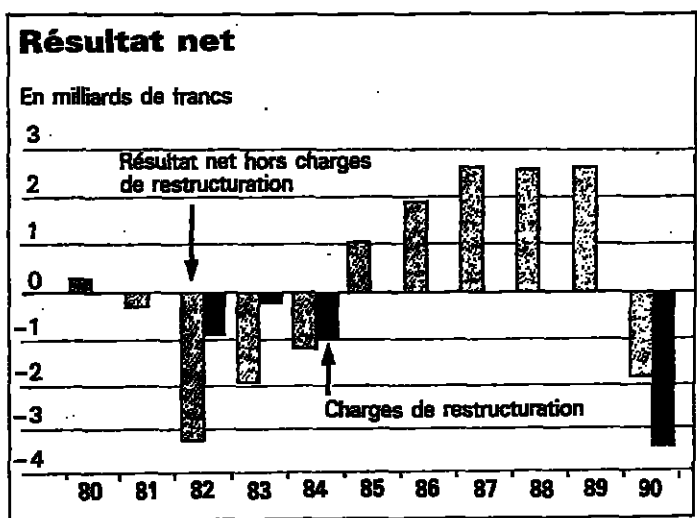
« Notre seul adversaire véritable, c'est Bridgestone », admet François Michelin. On pourrait ajouter « parce qu'il lui ressemble » : caractère familial, goût de la recherche et de l'innovation, forte productivité, bonne technologie et, surtout, une ambition sans bornes.

Fondée en 1931 par Shojiro Ishibashi (« pont de pierre » en japonais, « bridgestone » en anglais) à Kurume, dans la province méridionale de Kyushu, la firme s'est développée rapidement après la guerre, face à ses concurrents locaux, Sumitomo, Yokohama et Toyo, pour couvrir 50 % du marché domestique nippon, où les prix sont plus élevés qu'ailleurs, de sorte que le groupe en tire au moins les deux tiers – si ce n'est les trois quarts – de ses bénéfices, gros avantage sur Michelin. Installé dans cent vingt pays, essentiellement en Asie où il est allé jusqu'en Thaïlande, en Australie, à Taiwan, Bridgestone s'est implanté très tôt aux États-Unis, le principal marché mondial, achetant une usine à Firestone dès 1963, avant d'acquiescer au groupe américain tout entier au printemps 1988, pour 2,6 milliards de dollars (15 milliards de francs) au nez et à la barbe de l'italien Pirelli, assisté de Michelin.

Bien que la famille Ishibashi ne détienne plus que 10 % du capital et ne soit plus à la tête de la firme, la gestion garde un caractère familial, avec une particulière, celle d'accentuer la diversification qui représente plus de 25 % du chiffre d'affaires, ce que Michelin n'a jamais voulu faire. Le président actuel, Akira Yairi, affiche clairement les ambitions du groupe : devenir le numéro un mondial. Il est déjà, pratiquement, numéro deux avec 8,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires (50 milliards de francs), passant de 10 % à 20 % des marchés de la planète après l'achat de Firestone, et couvre 6 % du marché européen avec une part de 2 % en France, où il pousse les feux en rachetant des distributeurs.

La crise actuelle a frappé Bridgestone comme tout le monde : ses bénéfices ont lourdement chuté en 1990 ; il a éprouvé d'amères surprises avec l'acquisition de Firestone, dans lequel il doit injecter 1 milliard de dollars supplémentaires et de nombreux cadres. General Motors, par mesure de rétorsion, ne lui achète plus de pneumatiques ; son endettement a lui aussi bondi, atteignant « que » 25 % de son chiffre d'affaires. Mais le « pont de pierre » appuyé à la fois sur son solide marché intérieur, sur les exportations de voitures japonaises et sur l'approvisionnement des voitures nippones fabriquées aux États-Unis, a une vision de l'avenir longue, longue, très longue...

F. R.



Le second choc financier

Dans sa conquête du marché mondial, Michelin a connu deux « accidents » financiers, le premier en 1981-1985, le second en 1990-1991. Mais, dans les deux cas, la dégradation de la conjoncture dans l'industrie automobile.

Paradoxalement, le premier choc pétrolier de 1973-1975, malgré sa brutalité, n'affecta guère Bibendum, qui profita alors de son avance technologique avec l'invention du pneu à carcasse radiale, pour conquérir des marchés, notamment aux États-Unis. En outre, l'endettement du groupe est encore relativement récent.

Les choses se gâtent avec le deuxième choc pétrolier, provoqué par la révolution iranienne qui déclenche une crise mondiale.

L'avance technologique de Michelin s'est réduite, car tous ses concurrents se sont mis au « radiale » et, surtout, l'endettement du groupe dépasse 40 % du chiffre d'affaires dès 1980. Il va monter à 70 % en 1982, 1983 et 1984, plus de 30 milliards de francs de l'époque, soit plus de 40 milliards de francs 1991, autant et même plus qu'aujourd'hui, après quatre exercices déficitaires qui vont cumuler 9 milliards de francs de pertes, dont 4 milliards (5,8 milliards 1991) pour « l'année noire » de 1982.

A partir de 1985, le redressement de l'économie mondiale et le boom de l'industrie automobile ont permis à Michelin de renouer avec les bénéfices. Dès le milieu de 1989, néanmoins, l'horizon mondial s'assombrit, et c'est le deuxième choc. Le compte d'exploitation replonge dans le rouge, avec une perte de 1,5 milliard de francs auquel s'ajoutent 3,5 milliards pour la restructuration.

Pas d'équilibre avant 1993

Certes, la perte d'exploitation est trois fois inférieure à 1982, mais l'endettement s'est alourdi avec l'acquisition d'Uniroyal Goodrich aux États-Unis (8 milliards de francs au total). Il va remonter au-dessus de 50 % du chiffre d'affaires, à 52, ou 55 milliards de francs, sans compter 5 milliards de francs de dette subordonnée assimilable à des fonds propres jusqu'au remboursement dans quinze ans.

Résultat : les frais financiers dépassent 3 milliards de francs par an, les fonds propres reviennent de 17,7 milliards de francs à moins de dix milliards de francs, et le « grand équilibre » des comptes ne sera guère acquis qu'à partir de 1993. Le plan social doit économiser 3,5 milliards de francs par an, et les investissements corporels, qui étaient passés de 4,8 milliards de francs en 1985 à 18 milliards de francs en 1990, plus 14 milliards de francs d'investissements financiers (dont 9,2 milliards de francs en 1990) vont retomber à 3 milliards de francs en 1990.

F. R.

AFFAIRES

François Michelin
est-il un bon patron ?

Suite de la page 29

Alors, Michelin devait-il, lui aussi, alourdir sa barque de 9 milliards de francs pour l'acquisition d'Uniroyal-Goodrich, qui lui a permis de porter de 10 % à 25 % (tous les jours la fameuse taille critique) sa part du marché américain du pneu de tourisme, et notamment celui de deuxième monte sous les noms de distributeurs indépendants, secteur où il était absent ?

A l'horizon de deux ans, certainement non. Sur quinze ans, absolument oui. Son grand rival japonais Bridgestone a surpayé Firestone, qui lui cause beaucoup d'ennuis, actuellement, pour être présent sur le premier marché mondial (40 % de pneumatiques vendus).

Une équation
complexe

Reste à savoir comment Bibendum va se sortir de ce mauvais pas ? A ses banquiers, François Michelin a dit promettre de diminuer les investissements, et cela a été facile : le gros de l'effort a été fourni, et le groupe va revenir à un régime de croissance de 3 milliards de francs par an. De plus, les 16 000 suppressions d'emplois économiseront 3,5 milliards de francs en année pleine, et une gestion informatisée des stocks, énormes, à 25 % des ventes (il faut pouvoir satisfaire les clients sous vingt-quatre heures) permettra de les réduire. Enfin et surtout, la mise en service de nouvelles machines dans les deux à trois mois qui viennent devrait mettre Michelin en position de gagner sa vie sur la première monte, auprès des constructeurs d'automobiles. Ces derniers, pris à la gorge par la concurrence mondiale, serreront les prix de tous leurs sous-traitants, déclenchant même des guerres de tarifs.

Il y a deux ans, l'américano-allemand Opel obtint de Goodyear une diminution de 12 %, et d'encaisse 12 % l'année suivante. Bibendum refusa, perdit la vente de deux millions de pneus et dut s'aligner sur Goodyear et les autres en Allemagne, avec, naturellement, extension à la France. A Clermont-Ferrand, François Michelin se plaint, discrètement, des constructeurs

d'automobiles. Certes, Citroën reste chère, mais Peugeot est plus volage et dur sur les prix : le bruit court que la prochaine 105 sera équipée de pneus Sumitomo-Dunlop, bien que plusieurs « chauffeurs » soient choisis pour un même véhicule, notamment pour les diverses variantes.

De plus, ces mêmes constructeurs demandent des pneumatiques sur mesure pour chaque modèle de leur gamme, ce qui conduit à de « petites » séries de six cent mille pneumatiques, au lieu de 2 millions ou 3 millions auparavant. Pour les fournisseurs, notamment Michelin, dont l'avance technologique s'est réduite du fait de la généralisation de la carcasse radiale, il s'agit, maintenant, de fabriquer des modèles plus nombreux, en plus petite quantité, de la qualité la meilleure et au prix le moins élevé possible. Cette équation complexe conduit à des machines « flexibles » et très fortement automatisées.

A Clermont-Ferrand, les matériels de fabrication ont toujours été conçus et usés sur place, avec les machines-outils les plus modernes, et des secrets maison, comme celui de la bonne liaison entre fils métalliques et gomme, obtenu dès 1937 pour les pneumatiques poids lourds. L'intégration y est plus poussée qu'ailleurs, le groupe ayant toujours possédé ses propres tréfileries. Aujourd'hui, avec l'aide de laboratoires hyperqualifiés, notamment d'un superordinateur Cray de 20 millions de francs, on y achève la mise au point de ces super-machines, véritable boîte de Nevers pour écouler les prix et les concurrents. Ces derniers ne sous-estiment pas la menace. A Akron, chez Goodyear, le numéro un américain, on reconnaît sportivement : « Michelin, en technologie, c'est vraiment une force ».

C'est un formidable pari que la Bourse et les analystes financiers, si sévères pour Bibendum depuis un an, sont tentés de prendre, puisque le cours de l'action, retombé de 330 francs à 60 francs il y a un an, vient de repasser le seuil des 100 francs.

FRANÇOIS RENARD

Un pneu pour la vie

Une révolution majeure, mais silencieuse et lourde de conséquences pour les fabricants de pneumatiques, est en cours sous nos yeux : l'allongement inexorable de la durée de vie du produit. Autrefois, un pneu « faisait » 20 000 kilomètres, parcourus qui a été porté à 40 000 kilomètres, puis 50 000, 60 000 kilomètres et davantage. L'invention, par Michelin, en 1946, désormais universellement répandue, du pneu à carcasse radiale (et non plus croisée en diagonale) avec une bande de roulement armée d'une nappe de fils d'acier, a permis, outre une meilleure tenue de route, une réduction de la consommation de carburant et un confort amélioré, et de diminuer fortement l'usure. Résultat, le ratio de remplacement, auparavant de 1 à 3 (un pneu neuf de deuxième monte sur 100 000 kilomètres) est devenu 1 à 2, puis 1 à 1 (un pneu et un de remplacement).

Aujourd'hui, un véhicule garde ses pneus de première monte jusqu'à sa revente, entre 60 000 kilomètres et 70 000 kilomètres, en attendant de les conserver pour sa vie entière. Aux Etats-Unis, où l'on roule moins vite, avec moins d'usure, Michelin proposait des pneus « pour 86 000 miles » (100 000 kilo-

mètres). Aujourd'hui, c'est 100 000 miles (160 000 kilomètres).

Jusqu'à maintenant, les fabricants gagnaient leur vie sur la deuxième monte (60 % des ventes), leurs marges sur la première monte chez les constructeurs d'automobiles étant le plus souvent nulle, voire négative.

Des coréens
à moitié prix

La raison de ce sacrifice : pour Michelin, par exemple, plus de la moitié des conducteurs rachètent la même marque de pneumatiques (c'est l'effet prescription). La même politique est suivie par les fabricants de bougies pour les moteurs et d'amortisseurs.

On s'aperçoit donc que l'allongement de la durée de vie des pneumatiques privilégie la première monte, où les constructeurs d'automobiles font la loi, tandis que la concurrence se décline sur la deuxième monte, où, à l'heure, « l'effet prix » joue à plein. On voit des pneus coréens à 200 francs, la moitié des prix européens, qui peuvent, pour les qualités supérieures, atteindre 1 000 à 1 500 francs.

F. R.

L'honneur d'un capitaine

La prise de contrôle de l'armateur Delmas-Vieljeux par le groupe Bolloré se double d'une histoire d'hommes. Portrait de Tristan, le partant

A chute de Tristan Vieljeux, en définitive, dans la chronique sans pitié des affaires, à une simple histoire d'homme. Mais une histoire « effrayante », car si l'on croit l'armateur illustre, le forgeron a été commis par celui qui croit l'amitié indéfectible. Ah ! Brutus...

Que l'ambitieux et pugnace Vincent Bolloré ait pu, avec patience et détermination, forcer Tristan Vieljeux à se rendre, voilà qui au fond ne choque pas outre mesure celui qui depuis 1967 présidait aux destinées d'un groupe familial maritime de tout premier rang en Europe. Bien que la « culture » du jeune Breton et celle du protestant rochelais fussent totalement opposées, le premier était presque devenu fréquentable, voire sympathique, aux yeux du second. Et l'armateur avisé savait bien qu'un jour ou l'autre, il lui faudrait composer, tant Vincent « en voulait ». Et Tristan, mois après mois, s'isolait.

Le péril que l'armateur, du septième étage de l'immeuble de Puteaux, n'avait pas vu venir était un assureur tenant le haut du pavé à la tête d'un groupe du nom d'Axa. Son président, Claude Béhéar, avait depuis deux ans arrangé un pacte secret avec Vincent Bolloré, en mettant le temps nécessaire pour prendre le contrôle de l'entreprise maritime. L'empire Bolloré chaque année était devenu plus complexe avec une cascade de sociétés se contrôlant mutuellement. L'une d'elles, Fin Fran Line, permettait en fait à l'assureur de surveiller tout le dispositif.

« Aux manœuvres qui se tramèrent de longue date dans mon dos, se sont ajoutées ensuite des trahisons de riches, mais pas de regards ou d'oreilles indiscrets. Nous avons écrit notre accord au recto du menu. Au café, c'était fait. »

Dans les relations d'affaires entre armateurs, seule compte la Parole donnée, avec un grand P. Les

Des fûlures, des jalousies dans le groupe familial des actionnaires ? Elles existent certainement, cachées ou exprimées. A 4 000 francs l'action, surcotée exagérément, qui résisterait à la tentation de vendre ? Des hésitations de stratégie, des démarches trop tardives auprès des grandes institutions pour mieux verrouiller le capital ? Elles ont aussi joué un rôle déstabilisateur, alors que Vincent Bolloré, sage et discret, attendait son heure. « J'ai pourtant tout tenté », raconte Tristan Vieljeux, en allant voir successivement le patron de Suez, puis Jean Peyrelevade à l'UAP et même Marc Fournier, président de la Mize. Michel Delebarre et Tony Dreyfus, un confident de Michel Rocard, connaissent parfaitement le dossier et les enjeux. « Rien n'y fit. »

Il a échoué
mais n'a pas failli

Cet homme de soixante-huit ans, qui porte le blazer avec une rare élégance, parle d'une voix grave et un peu cotonneuse. Il sait qu'il a échoué mais n'a pas failli. Depuis la mort, en février 1990, de Francis Fabre, son vieux rival et éternel ami, il reste le dernier armateur français au sens authentique du terme. En 1970, lorsque Delmas-Vieljeux acquiert le florissant fonds de commerce des Chargeurs réunis en Afrique, l'affaire est réglée en quelques heures entre les deux hommes, face à face. « Francis avait voulu que nous nous retrouvions au Ritz où il n'y a guère que des Anglais et des Américains très riches, mais pas de regards ou d'oreilles indiscrets. Nous avons écrit notre accord au recto du menu. Au café, c'était fait. »

Dans les relations d'affaires entre armateurs, seule compte la Parole donnée, avec un grand P. Les

contrats, télex, lettres officielles sont un peu des fautes. Sir Yue Kong Pao à Hongkong, M. Bergesen, en Norvège, ou le plus vibrant des derniers armateurs vivants, le Danois Mærsk Mac Kinsey Møller, le savent. Le pouvoir en soi vaut moins que l'estime ou l'honneur, le calcul ou les bilans moins que le flair ou le fair play.

Aussi, quand, il y a huit jours, ses rivaux ont exigé qu'il rédige sur-le-champ une lettre de démission, Tristan Vieljeux y a-t-il vu, non seulement un manque de considération, mais une grossièreté et surtout un mauvais présage pour les futurs dirigeants. Il y a des traditions qu'on ne transgresse pas impunément, fût-on le plus habile expert en Monopoly financier ou le plus machiavélique des stratèges. Tristan Vieljeux ne démissionne pas sous la contrainte, il choisit son moment, et pour que tout soit respecté selon ses vœux, il aura réuni avant l'heure funeste ses cadres et le comité d'entreprise.

Des cadres traumatisés, pour la plupart, qui mettent maintenant leur confiance en Alain Wils, bras droit depuis quelques années de l'armateur. « C'est lui qui porte désormais les valeurs historiques de l'entreprise et Vincent Bolloré aura un impérieux besoin de lui. Avant d'accepter le poste de président de la Navale Delmas, filiale opérationnelle de la Compagnie financière, il a d'ailleurs dit ses conditions : pas de démantèlement du groupe. »

Tristan Vieljeux incarne la cinquième génération d'un groupe dont l'origine remonte à 1867. A l'époque, un pasteur de La Rochelle achète un navire, le Jean-Guillon qui fait la desserte de l'île de Ré. La maquette du bateau – plus exactement le « développé de bordée » en bois d'origine – ornaient encore il y a deux jours le bureau du président.

C'est le début d'une belle aventure, d'une expansion continue. Tristan Vieljeux, qui se dit armateur « depuis l'âge de six mois », succède à son père à la présidence de la Compagnie financière en 1967. « Depuis près de cent trente ans, nous avons, pour chaque exercice, versé un dividende à nos actionnaires », se rejouit le président dans une vaste rétrospective. Et les hommes, les marins, dont 80 % sont originaires du Morbihan ? « Ce sont des hommes à part, loyaux, fidèles, passionnés. Je n'ai eu à licencier personne chez mes cadres, depuis que je suis président, pour manipulation financière douteuse. »

Peu à peu le groupe maritime, dont les navires arboront sur la cheminée la roue de Mulhouse sur fond bleu ciel, avait tissé sa toile de lignes régulières un peu partout dans le monde, en Afrique bien sûr, mais par rachats successifs, dans le Pacifique sud, en Australie, en Extrême-Orient. En février dernier, le rapprochement avec la société multinationale de transport en vrac Louis Dreyfus était à deux doigts d'aboutir pour former une flotte de plus de cent navires. Axa n'a pas donné son accord ; un autre plan se concocitait.

Dimanche dernier, au moment où il démantelait son bureau et enfournait dans des caisses ses documents personnels, Tristan Vieljeux vit la porte s'ouvrir. Un délégué syndical venait lui proposer un coup de main pour porter les cartons. « Il voulait aussi m'offrir un témoignage d'amitié et m'a tendu une lettre manuscrite originale de Lamartine à laquelle il tenait beaucoup. C'est cette qualité incomparable des hommes de la mer qu'il faut à tout prix préserver. »

FRANÇOIS GROSCHARD

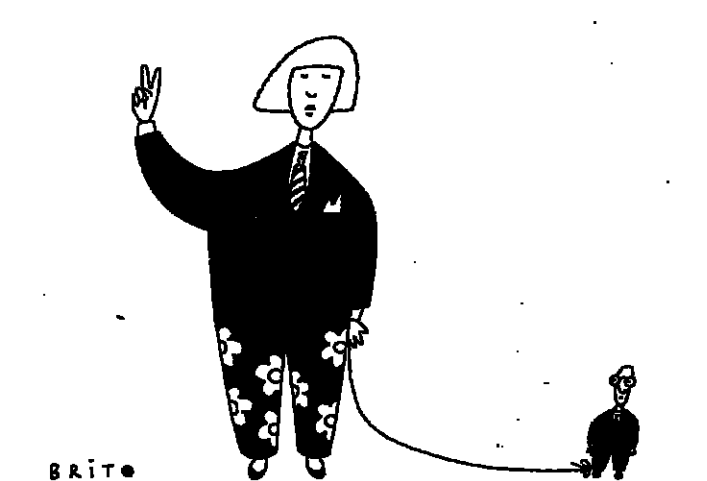
A TRAVERS LES REVUES

Femmes gestionnaires et managers androgynes

L'INSTAR de M^{me} Edith Cresson chez Schneider, les femmes dirigeantes ou cadres supérieures seraient-elles la fontaine de jeunesse des entreprises d'aujourd'hui et surtout de demain ?

A n'en point douter, les effectifs de jeunes femmes diplômées s'élèvent depuis une bonne décennie. De facto, « supernanas » ou non, les femmes occupent de plus en plus de postes de cadres supérieurs ou de dirigeants.

Certes... Mais, cette perspective « souriante » (river) risque, corrige Fortune, de masquer les réalités de la vie quotidienne (1). Aujourd'hui, les femmes représentent moins de 0,5 % des dirigeants des grandes entreprises américaines. Malgré les efforts de certaines firmes, les responsabilités familiales et les conflits de carrière avec les époux gênent leur promotion. De son côté, Business Week, n'oublie pas de revenir sur l'ampleur du « harcèlement sexuel » (2). Nonobstant sa volonté de laisser la bride sur le cou aux entreprises, l'administration Reagan, forte du soutien d'une décision de la Cour suprême, en 1987, promulgue les règlements pour la fois le dépôt de plaintes (25 % de plus entre 1986 et 1990) et le dynamisme d'avocats spécialisés ou de juges novateurs tandis que les firmes s'empressent de rédiger de nouveaux règlements inté-



B. R. T.

rieurs. Non sans difficulté. Comment, par exemple, interdire l'affichage dans les stellers ou dans les bureaux de pin-up, considéré par un juge fédéral de Floride comme « une violence visuelle atteignant les sensibilités des femmes » ?

Afin de surmonter tous ces obstacles et handicaps, des entreprises ou des établissements d'enseignement supérieur mettent en place des politiques de promotion et de formation réservées aux femmes. La London Business School promeut un « portfolio for the woman manager » – fût-ce au prix d'être accusée comme le remarque le Financial Times, de « discrimination sexuelle » ou de marginaliser plus encore le monde féminin (3).

Toutes ces mesures visent à concrétiser le principe de l'égalité professionnelle. Ces activités tentent aussi de déjouer le piège familial, sinon stéréotypé, suivant lequel les femmes devraient sacrifier leurs qualités distinctives sur l'autel de la réussite et devenir hyperconformes au modèle masculin de commandement.

Les nouveaux Japonais
de la gestion

Erreur ! s'exclament universitaires et consultants dans de nombreux récents de la Harvard Business Review et dans une revue de prospective, Futures (4). Les spécificités féminines constituent un véritable ferment de transformation des firmes – par suite notamment de leur expérience de mères de famille. Selon ces auteurs, les femmes gestionnaires possèderaient, en particulier, des qualités de leadership supérieures à celles de leurs collègues masculins. Citons, pêle-mêle : l'attention aux autres, la

recherche du consensus, le partage du pouvoir et de l'information, la valorisation du plaisir dans le travail, l'enthousiasme.

Or, à bien y regarder, ces attributs ne correspondent-ils pas aux exigences du management des « entreprises du troisième type » ? Cette concomitance permet à Sally Helgesen, auteur d'un best-seller récent au titre significatif The Female Advantage, d'annoncer que les femmes managers pourraient être « les nouveaux Japonais de la gestion ». De son côté, Tom Peters avertit ses lecteurs masculins de « la passion de l'excellence » : « une époque est révolue, celle de la réussite des femmes jouant les jeux des hommes. A présent, les ambitieuses doivent apprendre à jouer les jeux des femmes ».

Dans le sabbat des consultants du dernier-ori managérial, les femmes gestionnaires faciliteraient l'éclosion des « centrarchies » dans les entreprises. Tout simplement : les hommes affectionneraient être au sommet de hiérarchies, en revanche les femmes préféreraient animer des réseaux de collaborateurs, en se plaçant au centre.

La thèse des « avantages féminins » soulève des controverses dans les colonnes de Fortune et de la Harvard Business Review (5). Cynthia Fuchs Epstein, auteure renommée de Deceptive Distinctions (6) doute du bien-fondé des résultats présentés. De plus, C.F. Epstein s'interroge de la montée d'un nouveau féminisme proclamant bien haut que les femmes possèderaient une personnalité unique et homogène.

Cette discussion rejoint les premiers résultats du groupe de recherche « Femmes gestionnaires et entreprises » d'un grand établis-

sement novateur : HEC Montréal. L'une de ses animatrices, Francine Harel, Giasson, invite à regarder avec prudence les résultats anglosaxons : « La façon de gérer des femmes cadres se distingue-t-elle de celle des hommes ? » Jusqu'à maintenant, cette question a été étudiée essentiellement sous l'angle des styles de leadership et des styles de gestion de conflits. Les résultats sont peu concluants : dans certains cas, il ne ressort pas de différences significatives ; dans d'autres, les différences se révèlent souvent contradictoires d'une étude à l'autre (7).

Le professeur d'HEC Montréal se méfie aussi du « pouvoir magique » attribué aux femmes pour transformer les structures et les cultures des entreprises. De fait, la réussite professionnelle n'exige-t-elle pas l'adhésion des femmes aux valeurs et aux pratiques dominantes dans les organisations ?

Le mot de la fin ne reviendrait-il pas à Claudine Baudoux, de l'université Laval ? Dans l'excellente revue québécoise Gestion, Claude Baudoux rapporte des résultats d'une enquête conduite auprès de directeurs d'école sous un titre interrogatif : « Les cadres de l'avenir : des androgynes ? » (8).

Cadres androgynes ? C'est-à-dire « ceux qui transcendent les rôles sexuels traditionnels » et qui, « sans se soucier du genre assigné (...) choisissent dans une gamme de comportements la plus étendue possible celui qui convient le mieux à une situation précise ». Notre concept se garde bien néanmoins d'annoncer la fin de la guerre des sexes !

JEAN G. PADOLEAU

(avec la collaboration de l'ESG)

- (1) « Do Women Manage Differently? », Fortune, 17 décembre 1990.
- (2) « Ending Sexual Harassment », Business Week, 15 avril 1991.
- (3) « Glass Ceiling Stops Female Managers Reaching the Top », Financial Times, 9 avril 1991.
- (4) Judy R. Rosener, « Ways Women Lead », Harvard Business Review, novembre-décembre 1990, 119-123. Riane Eisler « Women, Men and Management: Redesigning our Future », Futures, janvier-février 1991, 3-18.
- (5) « Debate: Ways Men and Women Lead », Harvard Business Review, janvier-février 1991, 150-160.
- (6) Yale University Press, 1988.
- (7) Ces résultats sont présentés dans l'ouvrage de J.-F. Chantal, L'Individu dans l'organisation, Paris, Editions Eska, 1990, p. 142.
- (8) Gestion, Revue 1991, p. 33-41.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

DIEP à l'Opéra 47-42-31-38 et 94-47 28, rue Louis-le-Grand (2). T.L.J.

Ses « MENUS EXPRESS » au déjeuner en semaine : 72 F et 88 F. Sous sa coupole, salle à manger circulaire, confort et service de 350 places. Cadre somptueux, comme à Hong-Kong. Dîners à la carte. Vivier de langoustes. Service assuré jusqu'à minuit.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton (Mab.-Mut.). F. dim.

12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 24 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

YUGARAJ (air climatisé) 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6^e F. lundi

SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millon (Gault-Millau).

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e T.L.J.

Un coin du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du matin, dans un cadre à découvrir. Déj. Dîner. Souper. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquilages. Salade pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

AFFAIRES

pullmann pour A

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

Le groupe Pullmann a annoncé la création d'une nouvelle société, Pullmann Air, qui sera chargée de la gestion des avions de la compagnie Air France.

AFFAIRES

Un Pullmann pour Accor

Le champion de l'hôtellerie française contrôle désormais les hôtels des Wagons-Lits. Mais le mariage n'est pas facile

QUE va faire Accor, le numéro un français de l'hôtellerie, du numéro deux, Pullmann International Hôtels, la filiale de la Compagnie internationale des Wagons-Lits et du tourisme (CIWLT)? La prise de contrôle est acquise, pratiquement sans difficulté : avant même que soit signée, début mai, la convention mettant en commun la gestion et le développement de trois des quatre chaînes d'hôtels de la CIWLT (haut et milieu de gamme), les équipes correspondantes avaient été fusionnées. Aujourd'hui, les trois états-majors ont déserté le siège de la rue Portalis, derrière l'église Saint-Augustin à Paris, pour s'installer dans différents locaux du groupe Accor.

Selon Jean-Marc Simon, le président-administrateur délégué de la CIWLT, cette opération s'est réalisée « sans coût social » et « il ne reste plus qu'une dizaine de situations personnelles à régler ». Les établissements eux-mêmes pouvant passer sans douleur d'un contrat de management à l'autre. En fait, il y eut des grincements. Les syndicats ont protesté. Une quarantaine de cadres ont quitté le groupe. Les managers qui, en 1989, s'étaient portés candidats pour racheter leur entreprise ont évidemment quelque mal à accepter la transformation, même si celle-ci ouvre à certains une nouvelle carrière.

Une image un peu poussiéreuse

Pullmann... Ce nom évocateur de confort moelleux fut, dit-on, trouvé par Antoine Veil, l'ex-président d'UTA, devenu, en septembre 1985, administrateur délégué des Wagons-Lits. Il se situe bien dans la tradition du ferroviaire, sur lequel la CIWLT, cette entreprise de droit belge plus que centenaire, a bâti sa fortune. Il renvoie aussi au Pera-Palace d'Istanbul ou au Gezireh Palace du Caire, ouverts l'un et l'autre en 1894 par la Compagnie. Mais ce n'est que tardivement et non sans secousses que l'hôtellerie a rattrapé le ferroviaire et le tourisme dans les activités du groupe (1).

Distancée par les créateurs de Novotel, Paul Dubrule et Gérard Périsson, la Compagnie n'était pas restée totalement inerte. En 1975, elle avait créé, deux ans après eux, une chaîne deux étoiles : Arcade. En 1982, elle avait intégré les hôtels PLM. En 1985, la Compagnie avait hérité, contre Accor, de la chaîne Frantel, mise en vente par les banques propriétaires, grâce à l'appui de M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et pre-

mier actionnaire de la CIWLT. A la tête de 183 établissements, elle possédait déjà le deuxième groupe français.

Mais l'ensemble formé par ces apports successifs était passablement disparate et mal structuré. Antoine Veil, parti pour réveiller la « gestion tranquille » de la CIWLT, allait le transformer. « Le public ignorait que les Wagons-Lits étaient dans l'hôtellerie », déclarait-il au début 1987. Il nous fallait affirmer une identité. D'abord en déclinant trois chaînes (autre Arcade et ses deux-étoiles) : Pullmann pour le haut de gamme, centre-ville et tradition (par opposition au Sofitel d'Accor) ; Alta pour les trois-étoiles et PLM-Azur pour une quarantaine d'hôtels de loisirs. Plus de 400 millions de francs furent dépensés en 1987-1988 pour rénover les établissements, modifier les enseignes et les faire connaître.

C'est Jean Darnas, venu, lui aussi, d'UTA, qui a été l'homme de cette nouvelle phase. Placé à la tête de la société Pullmann International Hôtels, il a établi les nouvelles normes, recyclé les hommes mais aussi développé les nouvelles chaînes (cinquante ouvertures en 1990). En cinq ans, la capacité de Pullmann a augmenté de 35 %, celle d'Alta de 66 % et celle d'Arcade de 140 %, grâce au recours à la franchise, pour la première fois à partir de 1988. Ce développement a permis d'européaniser l'hôtellerie de la CIWLT dans son implantation comme dans sa clientèle. Une chaîne économique, une étoile, Primo 99, a même été esquissée. En même temps, grâce à l'action commerciale et à la réorganisation des établissements, le taux d'occupation a gagné des points. De 1985 à 1989, le chiffre d'affaires de la branche a progressé de près de 12 % par an et les profits ont été retrouvés.

La remise en ordre n'est cependant pas achevée. Aliant du grand confort au luxe, les Pullmann réussissent encore des quatre et cinq étoiles : Jean Darnas, qui a déjà en 1990 identifié quelques « Pullmann-loisirs », envisageait d'ailleurs de créer des « super-Pullmann ». A l'inverse, la chaîne économique Primo 99 est restée à l'état d'ébauche avec une poignée d'établissements... Or, depuis le second semestre 1990, le choc de la crise du Golfe a montré la fragilité d'une hôtellerie encore trop dominée par le haut de gamme et encore trop centrée sur le Bassin méditerranéen. Il a fallu mettre à la cape : fermer des étages dans les hôtels de Turquie et d'Egypte, réorganiser complètement certains établissements.

Le développement a un peu pâti

des diversifications plus risquées lancées par Antoine Veil, comme l'acquisition du loueur de voitures Européen ou la location de bateaux de plaisance aux Etats-Unis. Les actionnaires, toujours plus financiers qu'opérateurs, se sont inquiétés de l'endettement qu'il entraînait : celui-ci atteint aujourd'hui 2 milliards de francs pour la branche hôtellerie et 1,5 milliard pour la location de voitures. Dès 1988, ils ont commencé à s'interroger sur la possibilité de mener de front et de développer les cinq branches d'activité. Aujourd'hui, les dirigeants de la CIWLT ont tranché. Ils veulent vendre l'hôtellerie et réorienter l'activité de la compagnie, notamment vers la restauration.

Gestion catastrophique

Mais les débats entre actionnaires qu'affectionne la Compagnie ne sont pas terminés. Pourquoi les dirigeants d'Accor achèteraient-ils la propriété de chaînes qu'ils contrôlent déjà, et dont ils détiennent de toute façon une part comme actionnaires de la CIWLT? L'évaluation des actifs n'implique pas une acquisition. Paul Dubrule et Gérard Périsson soulignent la faible rentabilité de l'hôtellerie des Wagons-Lits : « Globalement, un excellent potentiel d'activité, un patrimoine intéressant, mais une gestion catastrophique ». Ils ont évidemment intérêt à déprécier l'objet qu'on leur offre : il y a dix-sept mois, ils étaient moins critiques, évoquant « des équipes qui en valent la peine » ; aujourd'hui même, ils se font fort de doubler cette rentabilité.

L'intégration des 288 hôtels des Wagons-Lits - dont les implantations sont complémentaires des siennes - accroîtra de 22 % le nombre d'hôtels du groupe Accor ; elle lui assurera sans discussion la première place mondiale. Mais elle implique une nouvelle organisation, par filiales spécialisées, pour un groupe pratiquant une gestion directe malgré des marques différentes. « Au-delà d'une certaine dimension, les économies d'échelle cessent de jouer », dit Jean-Marc Simon. Les deux présidents d'Accor sont sans doute capables de relever le défi.

GUY HERZLICH

(1) Sans rejoindre toutefois la restauration, devenue la branche la plus forte, avec environ 40 % d'un chiffre d'affaires de 98,9 milliards de francs belges (16 milliards de francs français), et autant d'un résultat courant de 1,7 milliard (276 millions).

La City saisie par la folie du football

L'entrée en Bourse du club anglais Manchester United ne fait pas l'unanimité

LONDRES

correspondance

L'ENTRÉE en Bourse, au courant du mois de juin, de Manchester United, l'un des plus prestigieux clubs de football anglais, souligne l'intérêt croissant de la City de Londres pour le ballon rond, ce sport dont la Grande-Bretagne est le berceau.

Par le truchement d'une augmentation de capital réservée aux institutions financières et une vente d'actions dans le public, Manchester United, récent vainqueur de la Coupe des vainqueurs de coupe, va ainsi devenir le quatrième club britannique à être coté au Stock Exchange. L'objectif de cette opération, qui doit rapporter quelque 16,5 millions de livres (160 millions de francs), est de financer la suppression des tribunes debout du célèbre stade d'Old Trafford et d'acheter de nouveaux joueurs.

Pour rénover ses installations, le nouveau champion d'Angleterre, Arsenal, pour sa part, lance une souscription auprès du public en proposant une place assise à vie à 12 000 futurs acquéreurs. Enfin, plusieurs consortiums financiers se disputent Tottenham Hotspur, vainqueur de la Coupe d'Angleterre, criblé de dettes à la suite d'une diversification ratée dans la

confection de vêtements sportifs et dans l'immobilier.

En Grande-Bretagne, la quasi-totalité des 92 clubs professionnels appartient à des businessmen avisés, la plupart du temps des entrepreneurs locaux qui ont fait fortune grâce à leur audace et à leur génie des affaires. Longtemps, les héritiers des grandes familles anglaises de la City ont rejeté avec dédain ces nouveaux venus. Depuis quelque temps, cette attitude est en train de changer, mauvaise conjoncture économique aidant.

Les financiers n'aiment pas la violence

Réhabilitation des stades, transferts internationaux de joueurs britanniques, médias sportifs, droits de transmission télévisée, activités commerciales annexes... le football est devenu un beau gâteau outre-Manche. Le Square Mile, qui sait s'accommoder des richesses d'autrui, entend en profiter à bon escient. « Les clubs de football de première division ont besoin de liquidités. Ils ont la surface suffisante pour monter des opérations financières sophistiquées qui intéressent les milieux de la finance », note Patrick Murphy, analyste auprès du Centre de recherches du football de l'université de Leicester (nord de l'Angleterre).

Pourtant, ce nouveau pactole ne fait pas l'unanimité dans la communauté financière. Trop d'incerti-

tudes pèsent sur un marché soumis aux aléas du sport. Ainsi, quand la vedette de Tottenham, Paul Gascoigne, est grièvement blessée lors de la dernière finale de la Cup, son club perd d'un coup 6 millions de livres, le prix de son transfert en Italie. La luxation d'un ligament fait s'écrouler tout le plan de sauvetage de Spurs. A l'image des trois clubs actuellement cotés en Bourse, on ne compte plus les échecs de la diversification commerciale.

Enfin, la violence qui règne dans les stades et la mauvaise image de marque du football tempèrent l'enthousiasme des établissements financiers. Et si leurs responsables ne se bousculent pas pour devenir présidents de club, c'est par crainte d'être constamment sous les projecteurs des médias, eux dont l'exigeant code personnel impose la discrétion.

Ces motifs ont amené, par exemple, la banque d'affaires Paribas Ltd à décliner l'offre de son client, le conglomérat Baltic Corporation, en organisant un montage financier destiné à prendre le contrôle de Tottenham Spurs. « Ce n'est pas notre monde », se borne à souligner Gérard Reingold, porte-parole de la maison de titres française.

MARC ROCHE

Cette annonce paraît à titre d'information seulement

La Société du Louvre

a pris une participation majoritaire dans

Elm Leblanc

Nous avons agi en qualité de conseiller financier de la Société du Louvre dans cette transaction

Compagnie Financière Barclays de Zoete Wedd
Banque du Louvre



BANQUE DU LOUVRE

Mai 1991



SUR
167 000 PROFESSIONNELS DE LA FINANCE,
64 000 d'entre eux
lisent le Monde.
Le Monde
est le premier titre d'information
des professionnels de la finance.
(IPSOS 89)

NOTRE AMBITION LA GRANDE EUROPE

Fort de sa rentabilité financière et de sa santé industrielle, Béghin-Say entend poursuivre sa stratégie ambitieuse et volontariste : conquérir de nouvelles parts de marchés, en innovant quotidiennement, en se battant avec force dans ses métiers de l'agro-industrie. C'est pourquoi l'avenir de la grande Europe se prépare aujourd'hui.

Béghin-Say accroît ses fonds propres.
Investissez dans Béghin-Say.

Emission d'un emprunt
convertible en actions de
F 1.995.000.000
(soit 2.850.000 obligations de F 700)

Priorité de souscription pour les actionnaires : du 27 mai au 10 juin 1991 à raison d'UNE obligation pour CINQ actions.

Souscription du public : à partir du 27 mai.

LES OBLIGATIONS

Prix d'émission : F 700.

Durée : 7 ans, 6 mois, 11 jours.

Intérêt annuel : 7,25 %, soit F 50,75 par obligation, payable le 1^{er} janvier de chaque année.

Taux de rendement actuariel brut : 8,27 % au 20 juin 1991.

Amortissement normal : en totalité le 1^{er} janvier 1999 au prix de F 720, soit 110 % de leur montant nominal.

Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse et par remboursement au gré de l'émetteur.

Cotation : à la Bourse de Paris.

Chaque obligation sera convertible à tout moment à raison d'UNE action pour UNE obligation.

Augmentation de capital par
émission de 2.191.651 actions
nouvelles et de 74.176 certificats
d'investissement nouveaux.

Souscription : du 3 au 24 juin 1991.

LES ACTIONS

Prix d'émission : F 470.

Droit préférentiel de souscription : UNE action nouvelle pour CINQ actions anciennes.

Jouissance : 1^{er} janvier 1991.

Cotation : aux Bourses de Paris, Genève, Bâle et Zurich.

LES CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT (C.I.)

Prix d'émission : F 100.

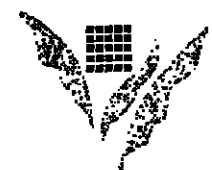
Droit préférentiel de souscription : UN certificat d'investissement nouveau pour CINQ certificats d'investissement anciens.

Il sera attribué pour les titulaires d'anciens certificats de droit de vote UN certificat de droit de vote nouveau pour CINQ certificats de droit de vote anciens.

Jouissance : 1^{er} janvier 1991.

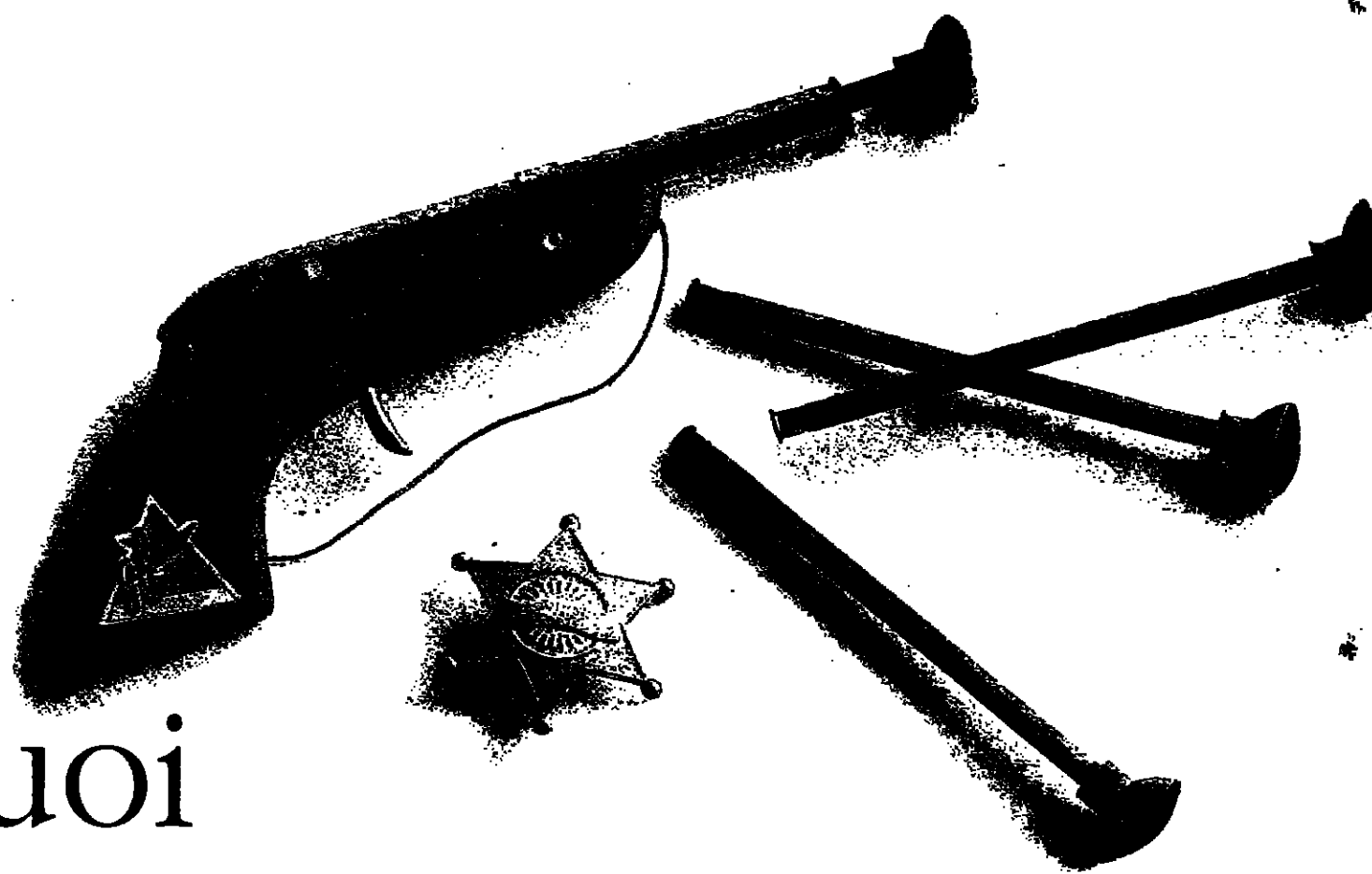
Cotation : à la Bourse de Paris.

La note d'information visée par la COB en date du 22 mai 1991 sous le n° 91-192 est disponible chez Béghin-Say, 54, avenue Hoche, 75008 Paris. Balo du 27 mai 1991.

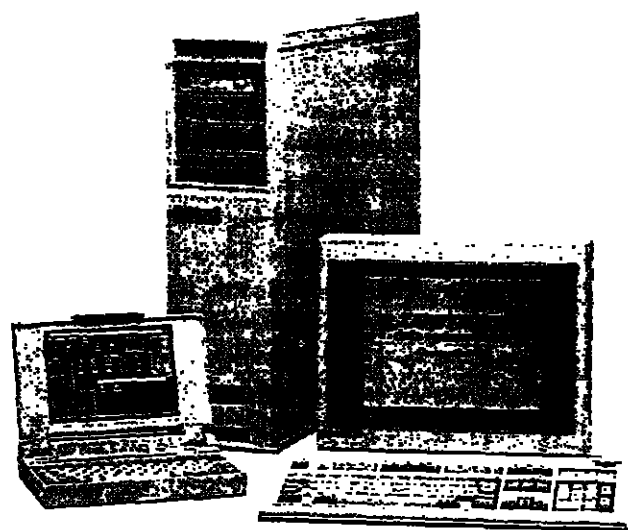


Béghin-Say

Quand vous étiez
enfant, vous étiez un petit
monstre, une vraie teigne,
un sale môme à qui
on ne pouvait rien refuser.

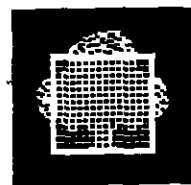


Pourquoi
auriez-vous changé ?

**BELIER**

CHEZ ZENITH DATA SYSTEMS NOUS SAVONS QUE VOUS N'AVEZ PAS CHANGÉ. C'EST POURQUOI NOUS NOUS SOMMES ASSOCIÉS AU GROUPE BULL POUR QUE VOUS ET VOTRE ENTREPRISE PUISSENT BÉNÉFICIER D'UNE OFFRE COMPLÈTE ALLANT DES NOTEBOOKS AUX SERVEURS DE RÉSEAUX HAUTE PERFORMANCE, SANS OUBLIER LES STATIONS DE TRAVAIL. EN NOUS CHOISSANT, VOUS SÉLECTIONNEZ LE PREMIER GROUPE EUROPÉEN D'INFORMATIQUE QUI, SEUL, VOUS PROPOSE À LA FOIS, LE SERVICE, LA FORMATION, LA LOGISTIQUE ET LA RÉACTIVITÉ. VOUS LE SAVEZ DEPUIS LONGTEMPS, L'UNION FAIT LA FORCE, EN INFORMATIQUE ENCORE PLUS QU'AILLEURS.

ZENITH
data systems



Groupe Bull

LE MEILLEUR MOYEN D'EXPRIMER VOTRE INTELLIGENCE.

MARCHÉS FINANCIERS

Filiale hôtelière d'Air France

Mérédien prépare son introduction sur le second marché

Mérédien va pouvoir reprendre son développement dans les cinq années qui viennent. Après les progrès de 1989, l'année 1990 a encore été brillante pour les hôtels Méridien : le bénéfice net consolidé par du groupe (81 millions de francs) a progressé de 53 % après avoir doublé l'année précédente, avec le même nombre d'hôtels. En 1991, M. Rodolphe Frantz, le président de la société, espère les accroître encore, même si « on ne peut dire à quel niveau » : la guerre du Golfe a fait baisser la fréquentation de 20 points à Paris ou à Londres, de 10 à 15 en Asie, mais la chaîne a pris très tôt des mesures d'économies (sur le personnel, les structures et tout ce qui ne touche pas aux services).

La crise du Golfe n'a pas empêché M. Frantz de réaliser fin 1990 l'ouverture du capital qu'il désirait depuis longtemps, avec « des actionnaires qui ne souhaitent pas seulement placer de l'argent, mais aussi nous accompagner dans notre développement », et dont une bonne partie appartient au secteur privé. Dernière étape, l'introduction de la société sur le second marché de la Bourse de Paris, prévue d'ici à la fin de 1992, pourrait ramener de 57,3 % à 51 % ou même un peu moins la part d'Air France dans le capital de sa filiale. Déjà,

avec les 500 millions de francs dont nous disposons, souligne M. André Martinez, directeur général, avec l'appui de nos actionnaires et des emprunts, nous pourrions en fait réaliser une opération allant jusqu'à un ou deux milliards de francs, voire plus en cas de nécessité.

La société envisage d'ajouter une quarantaine d'hôtels aux cinquante-six (contre cinquante-trois en 1990) qu'elle gère aujourd'hui. Une dizaine pourraient être réalisés avec des investissements directs, une dizaine en crédit-bail et le reste avec des contrats de gestion (dans les pays présentant des risques politiques, notamment) : l'appartenance au groupe national apporte sur ce point une aide considérable (en plus d'un supplément de clientèle).

Dans ce développement, les cibles prioritaires sont dans l'ordre : l'Europe occidentale (« Pour que nous n'y sommes pas »), et notamment l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, puis les États-Unis et, enfin, l'Asie. La société n'exclut pas le rachat d'une petite chaîne, à condition de rester dans son créneau de l'hôtellerie de luxe, où elle se flatte d'avoir atteint, l'an dernier, une rentabilité satisfaisante (6 % de son chiffre d'affaires).

G.H.

Nouveau rapprochement au sein des sociétés de développement régional

Les trois SDR de l'Est projettent une fusion

Les trois sociétés de développement régional (SDR) de l'Est, SADE (Société alsacienne de développement et d'expansion), Champex (Société de développement régional de Champagne-Ardenne) et Lorraine (Société de développement régional de Lorraine) projettent de fusionner prochainement pour constituer une entité nouvelle, à l'initiative de regroupement leurs activités afin de regrouper leurs moyens financiers et humains et de réaliser des économies. Les modalités précises de ce regroupement, qui pourrait prendre la forme d'un holding, ne sont toutefois pas encore définies. Cet accord pourrait intervenir dès l'automne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Technocic

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 28.03.1991 arrêtés par le Conseil d'Administration du 21 mai 1991 présidé par M. Michel RICHOU.

Actif net au 28.03.1991 : F 56.665.492.
Performance du 30.03.1990 au 28.03.1991 : - 0,79 % (coupon réinvesti)

Performance du 28.12.1990 au 17.05.1991 : + 14,48 %
Valeur liquidative au 17.05.1991 : F 1.052,01

Dividende proposé : F 36,90 + F 7,04 d'avoir fiscal pour mise en paiement le 25 juillet 1991

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Information SICAV

REVENU-VERT Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV REVENU-VERT sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le lundi 11 juillet 1991 à 11 heures, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990-1991 et de fixer le montant des dividendes à verser aux actionnaires.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

CA SEGESPAR
TITRES
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

NEW-YORK, 5 juin ↓

Baisse

Les ventes bénéficiaires ont fini mercredi 5 juin par avoir raison de la résistance de la grande Bourse new-yorkaise. Bien absorbées la veille, elles ont cette fois nettement pesé sur la tendance, sans toutefois trop éroder la résistance du marché. De fait, un bref instant durant l'édifice, l'indice Dow Jones était retombé à 3 000 points (2 989,49), il parvenait néanmoins à repasser au-dessus de la barre des 3 000 points (3 005,35) avec une perte finale de 22,53 points (- 0,75 %).

Le bilan général a été conforme à ce résultat. Sur 2 032 valeurs traitées, 995 ont baissé et 660 ont monté, tandis que 476 reproduisaient leurs cours précédents.

Nouvelle entrée en lice du facteur technique ? Visiblement, Wall Street ne manque pas de tortue. Les investisseurs n'ont, semble-t-il, retenu que le bon côté des choses en présence de connaissances des déclarations de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale. Le passage au Japon, le patron de la banque centrale américaine s'est délecté de l'amélioration des derniers indicateurs économiques, qui selon lui, conduisent le pays vers la reprise. Aspect négatif de ces propos : ils traduisent le soul de la Fed de faire l'économie d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Conséquence, le marché obligataire s'est alourdi. Ce qui n'a guère terni l'optimisme ambiant.

D'après un gérant de portefeuille interrogé par The Wall Street Journal, les valeurs américaines sont sous-évaluées de 5 % à 6 %, ce qui promet encore de belles journées de hausse, dont le plafond se situe aux environs de 3 200 points. L'activité a encore augmenté, portant sur l'échange de 185,5 millions de titres contre 180,46 millions la veille.

VALEURS	Cours du 4 juin	Cours du 5 juin
Alcoa	72	71 1/2
AT&T	36 5/8	36 1/2
Boeing	48 1/8	48
Capital Markets Bank	21 1/8	21 1/4
Du Pont de Nemours	48 3/4	48 7/8
Eastman Kodak	58 1/2	58 1/4
Exxon	58 1/2	57 7/8
Ford	26 3/8	26 3/4
General Motors	77	76 5/8
General Electric	42 1/2	41 5/8
Goodyear	30 1/8	31 5/8
IBM	102 1/2	102 1/8
ITT	63	62 7/8
McDermott	80 1/8	80 1/2
Petrol	34 1/2	34 1/4
Schlumberger	63 5/8	61 3/4
Tecumseh	64 1/8	64 1/4
Union Carbide	104 1/2	104
Union Pacific	20 1/4	20 1/2
USX	24 3/4	24 1/2
Verizon	58 1/2	58 1/4
West Corp.	57 3/8	56 1/2

LONDRES, 5 juin ↑

Légère progression

Les valeurs ont progressé mercredi 5 juin au Stock Exchange. L'indice Footsie s'est apprécié de 15,5 points (0,6 %) à 2 621,5 sur un marché de 1,4 milliard de francs d'échanges s'est élevé à 404,8 millions de titres, contre 389,0 millions mardi.

Glaxo Holdings était recherchée après l'annonce d'un prix de vente plus élevé que prévu de son médicament contre la migraine Imigran.

FAITS ET RÉSULTATS

■ LVMH : attribution d'une action gratuite pour dix. M. Bernard Arnault, président de LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton), a annoncé à l'assemblée générale des actionnaires réunie mercredi 5 juin la distribution d'une action gratuite pour dix actions anciennes. Il a rappelé la hausse de 10 % du dividende versé au titre du bénéfice 1990, qui s'élève à 68 francs par action.

Le président de LVMH a indiqué que la masse totale consacrée à la distribution des dividendes a été augmentée de 12 % et représente 25 % du bénéfice net consolidé. Le résultat net consolidé du groupe s'est élevé à 2 375 millions de francs en 1990 contre 2 332 millions de francs l'exercice précédent, soit une hausse de 15 %. Le chiffre d'affaires est resté stable à 19,8 milliards de francs contre 19,6 milliards. Pour l'exercice en cours, M. Arnault s'est refusé à tout pronostic pour le bénéfice et le niveau des ventes du groupe. Mais il a néanmoins assuré que le bénéfice serait en progression.

■ Framatome : résultat net de 984 millions de francs en 1990. Le groupe Framatome (nucléaire, mécanique, mécanique) a enregistré en 1990 un résultat net de 984 millions de francs contre 741 millions en 1989, soit une progression de 32 %, a annoncé mercredi 5 juin le PDG du groupe, M. Jean-Claude Cayé. En revanche, le chiffre d'affaires subit une baisse exactement équivalente de 32 %, à 13,57 milliards de francs en 1990 contre 20 milliards en 1989. Les dirigeants de Framatome attribuent cette contraction à deux phénomènes : le niveau « exceptionnel » de recettes enregistré en 1989 (facturation du Superphénix, à hauteur de plus de 8 milliards de francs) et des effets de change défavorables sur l'exercice 1990. La contribution du non-nucléaire aux résultats est restée faible l'an passé. Framatome entend porter le poids de ses activités à plus de 50 % de son chiffre d'affaires d'ici à 1993.

■ SAIC-Velorex (textile) : 71 suppressions d'emplois. La direction de la société textile SAIC-Velorex (groupe DMIC) a présenté, lundi 5 juin au comité central d'entreprise, un plan de 71 suppressions

PARIS, 6 juin ↑

Poursuite de la reprise

Pour la deuxième séance consécutive, la Bourse de Paris a été bien orientée, jeudi, non sans avoir marqué quelques hésitations à l'ouverture. En raison de 0,15 des premières transactions, les valeurs françaises ont assez rapidement reviré vers la hausse à l'issue d'une heure d'échanges. En fin de matinée, l'indice CAC 40 affichait des gains avoisinant 0,3 %. Dans l'après-midi, peu avant que ne débute les échanges à Wall Street, l'indicateur de la place parisienne s'inscrivait en progression de 0,81 %.

De l'avis des opérateurs, le marché continuait sur sa lancée. Cela tient, l'opinion des investisseurs était loin d'être déformée. La ligne démarrait sur le taux du loyer de l'argent au jour le jour, repassant sous la barre de 10 %, dont jugé peu significatif. Selon un spécialiste, le marché des taux reste très manœuvré par les opérations de l'État, qui a confirmé la tension qui règne sur les taux. La taxe de rendement de la ligne à six ans s'est élevée à 9,02 % contre 8,78 %, le 2 mai dernier, et sur la ligne à vingt ans, à 9,18 % contre 9,12 % le 4 avril.

Du côté des valeurs, les titres phares de la cote continuant de tirer les transactions tel Suez qui représentait le plus fort volume en progression de 1,40 millions pour 380 000 titres et affichait ainsi sa dixième hausse quotidienne consécutive. Les investisseurs se sont progressivement accablés de 420 000 échanges, tout compris SCOA avec plus de 400 000 actions.

TOKYO, 6 juin ↓

Au-dessous des 25 000 points

Pour la deuxième séance consécutive, la baisse a été au rendez-vous jeudi 6 juin au Kabuto-cho. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement s'est progressivement accéléré et, à la clôture, l'indice Nikkei s'est établi pour la première fois depuis le 15 février au-dessous des 25 000 points, soit plus précisément à 24 984,12 avec une perte de 205,45 points (- 1,21 %).

D'après les spécialistes, c'est surtout l'absence de tout élément directeur qui a désorienté les investisseurs, les incitant, avec l'arrivée à échéance des contrats à terme de juin, à continuer à rajuster leurs positions. Même la résistance symbolique de Wall Street n'a pas réussi à rendre de la vigueur au marché, qui a principalement pâti du manque d'affaires. L'activité a porté sur l'échange de 230 millions de titres seulement (contre 240 millions la veille).

VALEURS	Cours du 5 juin	Cours du 6 juin
Alcatel	1 110	1 110
Bridgestone	1 080	1 100
Daewoo	1 080	1 080
Fujitsu	1 080	1 080
Honda Motor	1 440	1 410
Mitsubishi Bank	1 080	1 080
Mitsubishi Heavy	720	720
Sony Corp.	1 180	1 180
Toshiba Motors	1 180	1 180

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3689	3650	Alcatel	346	346
Amatut Assurances	259	261	Amatut	132	132
B.A.C.	150	150	Banque Paribas	831	821
Banque Paribas	864	839	BP&M	98 80	98
Boiron (S)	373	370	Boiron	256	256
Boussat (S)	205 50	205 50	Boissac	88	88
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	1030	1030	Cal-de-Fr.	117	115
Cabotage	425	413	Cabotage	144 20	144 20
Cardif	651	650	Cardif	86	86
C.E.G.E.P.	150	148	C.E.G.E.P.	378	378
C.F.P.I.	289	280 50	C.F.P.I.	631	631
C.N.I.M.	953	959	C.N.I.M.	303	305
Comptoir	288	288	Comptoir	170	171
Continental	684	684	Continental	100	100
Dagblin	300	206 d	Dagblin	425	425
Delaunay	430	420	Delaunay	130	115
Delaunay	1080	1070	Delaunay	267	265
Delaunay Worms Co.	450	450	Delaunay	326	325 10
Delaunay	1080	1080	Delaunay	278	278 50
Delaunay	380	380	Delaunay	216	219 40
Delaunay	136	135	Delaunay	95 50	95 50
Delaunay	225	216	Delaunay	750	750
Delaunay	315	310	Delaunay	310	310
Delaunay	128	118 50	Delaunay	111	111
Delaunay	127	127	Delaunay	278	278 50
Delaunay	288	286 50	Delaunay	216	219 40
Delaunay	407	403 50	Delaunay	95 50	95 50
Delaunay	218	218	Delaunay	750	750
Delaunay	751	751	Delaunay	310	310
Delaunay	951	951	Delaunay	111	111
Delaunay	250	250	Delaunay	278	278 50

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 juin 1991
Nombre de contrats : 88 372

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	185,56	185,58	185,52
Précédent	185,78	185,76	185,74

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Sept 91	Déc 91
106	0,86	1,30

CAC 40 A TERME (MATIF)	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	1 861	1 852	1 862
Précédent	1 848	1 845,50	1 854

CHANGES

Dollar : 5,9275 F ↓

A Paris, jeudi 6 juin, le dollar s'est établi en baisse au fixing à 5,9275 F, contre 5,9345 francs à la clôture des échanges interbancaires de mercredi 5, et 5,9330 F au fixing du même jour. A Tokyo, le billet vert a clôturé en légère hausse à 139,25 yens jeudi, progressant de 0,08 yen par rapport à la clôture de mercredi de 139,17 yens.

FRANCFORT 5 juin 6 juin
Dollar (en DM) : 1,757 1,753
TOKYO 5 juin 6 juin
Dollar (en yen) : 139,17 139,25

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (6 juin) : 9 137,6-1576
New-York (5 juin) : 5 598 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

4 juin 5 juin
Valeurs françaises : 128 128,98
Valeurs étrangères : 119,98 119,18
(SBF, base 100 : 31-12-87)
Indice global CAC : 491,23 491,61
(SBF, base 100 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 181,29 182,92

NEW-YORK (indice Dow Jones)

4 juin 5 juin
Industrielles : 3 621,95 3 665,37
Londres (indice Financial Times) : 2 521,50 2 521,50
100 valeurs : 1 962,88 1 974,08
30 valeurs : 122 121,28
Fonds d'Etat : 83,77 83,71

FRANCFORT 4 juin 5 juin

Dax : 1 685,38 1 712,76
TOKYO 4 juin 5 juin
Nikkei Dow Jones : 25 240,57 24 964,12
Indice global : 1 934,28 1 922,94

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
à base	à base	à base	à base
\$ E.U.	5,9230 5,9250	+ 171 + 342	+ 885 + 945
\$ can.	5,6330 5,6370	+ 34 + 47	+ 126 + 195
Yen (100)	142,523 142,529	+ 62 + 72	+ 139 + 374
DM	3,3846 3,3877	+ 13 + 28	+ 49 + 33
Florin	3,8054 3,8072	+ 7 + 17	+ 13 + 22
FR (100)	16,4539 16,4639	+ 58 + 100	+ 120 + 458
RS	3,3568 3,3600	+ 49 + 57	+ 83 + 227
£ (1 000)	4,5693 4,5735	+ 72 + 118	+ 452 + 364
£	10,8090 10,8180	+ 160 + 130	+ 330 + 770

TAUX DES EUROMONNAIES

	15/16	6 1/16	6	6 1/8	6 1/16	6 3/16	6 1/4	6 3/8
\$ E.U.	7 7/8	8	7 3/4	8	7 3/4	7 13/16	7 1/2	7 3/4
Yen	1 13/16	1 15/16	1 13/16	1 15/16	1 13/16	1 15/16	1 13/16	1 15/16
DM	3 3/4	3 1/4	3	3 1/8	3	3 1/16	3 1/16	3 1/8
FR (100)	1 11/16	1 1/16	1 15/16	1 3/16	1 1/8	1 1/16	1 1/16	1 1/8
RS	1 1/8	1 3/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8
£ (1 000)	11 1/4	11 1/4	11 1/8	11 3/8	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
£	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/8	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
Franc	9 13/16	9 15/16	9 1/2	9 5/8	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Jeudi 6 juin
Michel Barnier,
directeur de l'Atelier lorrain
pour l'expérimentation
et l'innovation sociales.

Vendredi 7 juin
Albert Caron
PDG de Go Sport

مكتبة الأمل

BOURSE DU 6 JUIN

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

FD-35 (Rev. 5-22-64)

ché continu

CARNET DU Monde

Mariages

Elisabeth, Anne COTTIER
et
Lajos, Gyula FABLÁN

se marient de faire part de leur mariage à Neuilly-sur-Seine, le lundi 3 juin 1991.

« Nid, Duct »

Décès

Sylviane et Hani Gresh
et leurs enfants.
Agnès Bernard et Guy Monforte
et leurs enfants.
Louis Bernard,
Jacqueline Weil,
ont la profonde tristesse de faire part
du décès, dans sa soixante-sixième
année, de

Micheline BERNARD,

le 4 juin 1991.

L'incinération aura lieu le jeudi
7 juin, à 15 h 45, au cimetière du
Père-Lachaise.

Paris, Buenos-Aires.

M^{me} Georgina Colombo de
Mazzocco,
sa sœur,
M. Oscar Colombo,
son frère,
M. Juan C. Mazzocco,
son beau-frère,
Georgina, Daniela et Cecilia,
ses nièces,
M^{me} Marie-Ange Cammarota,
M^{me} Madeleine Giroi,
M^{me} Dolores Ligato,
M. Jorge Bredad,
Et tous ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Mario Ignacio COLOMBO,
professeur de langues vivantes,
à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 7 juin 1991, à 14 heures, en
l'église Saint-Eustache, à Paris, suivie
de l'inhumation au cimetière du Mont-
parnasse.

« Se que una cosa no hay. Es el
olvido : se que en la eternidad
perdura y ande lo mucho y lo preciso que
le perdido : esa fraque, esa luna y
esa tarde. »

J.-L. Borges,
« Ewigkeit ».

Mare DAHLSTRÖM

est mort tragiquement le 22 avril 1991
dans le Loiret, à l'âge de cinquante-
six ans.

Famille Dahlström,
4, rue Armand-Carrel,
75019 Paris.

M^{me} Pierre GERMES,
M. et M^{me} Alain Cellier,
M. et M^{me} Bernard GERMES,
M. et M^{me} Michaël GERMES-
Vukobratovic,
M. et M^{me} Marc GERMES de Lareinty
Tholozan,
M. et M^{me} Pierre Gayer,
L'abbé Jacques Gré-Gayer,
M. et M^{me} Michel Gayer,
M. et M^{me} Hervé Druet,
M. et M^{me} Dominique Reboul,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GERMES,
ancien élève de l'École polytechnique,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur dans l'ordre national
du Mérite.

Ses obsèques seront célébrées en
l'église Saint-Louis de Garches le ven-
dredi 7 juin 1991, à 16 heures, suivies
de l'inhumation dans le caveau de
famille au cimetière de Garches.

3, allée de la Bedoyère,
92380 Garches.

Lyon, Dijon, Bordeaux.

Sa famille
Et tous ceux qui l'ont aimé,
ont la peine d'annoncer la mort de

Evelyn MIRET,
née Büchenschütz.

L'inhumation a eu lieu le 5 juin
1991, au cimetière ancien de Loyasse
(Lyon-5).

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

M^{me} Alice Giacomini,
Michèle et Gérard Gouédard,
Lucile et Marie,
Charles et Marie-Madeleine,
Giacomini et Lise,
Marguerite et Jacques Richet,
leurs enfants et petits-enfants,
Marie-Rose et Michel Ramio,
leurs enfants et petite-fille,
Rosette et Pierre Lestrade,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Giacomini, Cabot, Nou,
Proust, Vigier, Ramio,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger GIACOMINI,
docteur honoraire
de l'inspection générale
de l'éducation nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier dans l'ordre national
du Mérite,
commandeur dans l'ordre
des Palmes académiques,
chevalier du Mérite agricole,
survenu le 5 juin 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 7 juin, à 15 h 30, en l'église
Saint-Germain-l'Auxerrois, à
Châteauneuf-Malabry (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu à Banyuls-
sur-Mer (Pyrénées-Orientales), samedi
8 juin, précédée d'une cérémonie en
l'église, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes, mais dons
pour la recherche médicale.

34 bis, rue du Docteur-Le Savoureux,
92290 Châteauneuf-Malabry,
4, rue Michelet,
66650 Banyuls-sur-Mer.

M^{me} Pierre Lucas,
son épouse,
Magali Lucas,
Michel et Marie-Catherine Lucas,
Philippe et Béatrice Reillier,
Frédéric et Benoît Reillier,
ses petits-fils,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre, Charles, Louis LUCAS,
commandeur général des armées (r.),
commandeur de la Légion d'honneur.

Toulon, le 3 juin 1991.

Le président du conseil d'adminis-
tration,
Les administrateurs,
Et le personnel du Groupement des
industries de la construction électrique
- GICEL,
ont le regret de faire part du décès, sur-
venu le 1^{er} juin 1991, de

M. Gabriel RATIER,
président d'honneur du GICEL,
ancien sous-gouverneur
de la Banque de France.

M. Augustin Terrin,
M. et M^{me} André Laon,
M^{me} Lucie Terrin,
M. et M^{me} Jean-Pierre Terrin,
M^{me} Lucie Terrin,
M. et M^{me} Jean-Jacques Terrin,
M. et M^{me} Patrick Mollet-Vieville,
M. Jean-Augustin Terrin,
M. et M^{me} Patrice Terrin,
Leurs enfants et petits-enfants,
D'Huier, Dubruel, Terrin, Zarifi,
Mollet-Vieville, Boffi, Michel.

Le comte et la comtesse
de Fuentenueva,
M. et M^{me} Llopas Maseo,
leurs enfants et petits-enfants.

Les familles Ancel, Cessieux, Col-
combet, Dubruel, d'Huier, Lallemand,
Mollet, Terrin, Zarifi,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Augustin TERRIN,
née Isabel de Arexansa,

le 1^{er} juin 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le
7 juin, à 10 h 15, en la cathédrale
Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Une messe d'intention sera célébrée
le 13 juin, à 11 h 30, en la basilique
Sainte-Clothilde, 29, rue Las-Cases,
Paris-7.

11, quai Anatole-France,
75007 Paris.

JACQUES GAUTIER

« L'Albatros »

Crochet bronze vieil argent et
cristal sur argent 3 200 F
Boucles d'oreilles
OMAI : Eau de parfum originale
36, rue Jacob, 75006 PARIS
Tél. : 42-60-84-53.

Remerciements

- Lyon.

M. Bernard Husson,
M^{me} Colette Fournie-Nadau,
ses enfants et ses petits-enfants,
M^{me} Jackie Fournie,
ses enfants et ses petits-enfants,
M^{me} Renée Crunel
et son fils,
M. et M^{me} Michel Niederhauser
et leurs enfants,
Le docteur et M^{me} Jacques Blum,
M^{me} Yvonne Rivaton,
remercient du fond du cœur toutes les
personnes qui, par leur présence ou par
leurs messages, ont exprimé leur sym-
patie à l'occasion de la disparition de

M^{me} Albert HUSSON,
née Constance Bernard.

Communications diverses

Cours pratiques 1991, Ecole du
Louvre. - L'Ecole du Louvre organise,
avec la Chambre nationale des com-
missaires-priseurs, du 24 juin au 5 juil-
let 1991, une nouvelle session de cours
pratiques. Deux cycles, deux semaines,
un grand thème :

Du 24 au 28 juin, 1900-1930, art et
décor aux sources du vingtième siècle.
Intervenants : G. Cogeval, P. Thibaut,
J. Eid, F. Marcellin, A. Hallé,
P. Gomez, E. Possémé, O. Nouvel,
G. Guillaume.

Du 1^{er} au 5 juillet, 1900-1930, art et
décor aux sources du vingtième siècle.
Intervenants : G. Cogeval, P. Thibaut,
J. Eid, F. Marcellin, A. Hallé,
P. Gomez, E. Possémé, O. Nouvel,
G. Guillaume.

Tarif : 400 F par série.
Renseignements : bureau d'informa-
tion, 34, quai du Louvre, Paris-1^{er}.
Ouvert tous les jours (sauf samedi et
dimanche), de 9 h 30 à 12 h 30 et de
13 h 30 à 17 heures. Tél. : (1) 40-20-56-14. Télématique : 3615 EDL.

Le ministre de l'équipement, du
logement, des transports et de l'es-
pace et le secrétaire d'Etat aux
transports routiers et fluviaux ont
présenté un projet de loi portant

dispositions diverses en matière de
transport.

1) La loi de finances pour 1991
a confié à un établissement public
dénomme Voies navigables de
France l'exploitation, l'entretien,
l'amélioration et l'extension du
réseau des voies navigables.

Le projet de loi ajoute aux attri-
butions de cet établissement public
la police de la conservation du
domaine public fluvial qui lui est
confiée. Il prévoit que les taxes qui
lui sont dues par les gestionnaires
d'ouvrages hydrauliques seront
recouvrées par les agences finan-
cières de bassin, qui agissent
comme guichet unique en ce
domaine.

2) Le projet de loi fixe le
régime juridique des servitudes
d'inondation destinées à faciliter
l'écoulement des eaux du Rhin.
Les propriétaires dont les terrains
seront soumis à ces servitudes
seront indemnisés comme en
matière d'expropriation pour cause
d'utilité publique.

• Livre IV
du code pénal
(lire page 13)

• La protection du littoral
(lire page 13)

• La politique
des brevets

Le ministre de la recherche et
de la technologie et le ministre
délégué de l'industrie et au com-
merce extérieur ont présenté une
communication sur la politique
des brevets.

Alors que les entreprises fran-
çaises sont habituées à déposer
leurs brevets commerciaux, elles
déposent un moins grand nombre
de brevets que leurs concurrents
étrangers. Notre déficit commercial
en matière de brevet a atteint
3,7 milliards de francs en 1990.

NOMINATIONS

AN Quai d'Orsay

M. Alain Dejammet

nommé directeur

des affaires politiques

M. Alain Dejammet a été
nommé, mercredi 5 juin, directeur
des affaires politiques au ministère
des affaires étrangères, en remplace-
ment de M^{me} Joëlle Timsit,
devenue conseiller diplomatique
du premier ministre.

[Né le 8 décembre 1936, M. Dejammet, ancien élève de l'ENA, est titulaire
d'un DES de droit public. Il a été en
poste notamment à New-Delhi
(1965-1967), aux Nations unies à New-
York (1967-1972), à Washington
(1972-1975), et au Caire (1978-1981). De
1981 à 1986, M. Dejammet a dirigé le
service d'information et de presse du
Quai d'Orsay. Il a ensuite été nommé
directeur d'Afrique du Nord et du
Moyen-Orient, poste qu'il a occupé jus-
qu'à sa nomination comme ambassadeur
au Caire en mars 1989.]

Affaires sociales et intégration

M. Thierry Coudert

directeur du cabinet

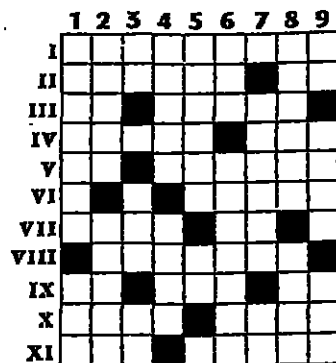
de M. Kofi Yamgnane

M. Thierry Coudert, chargé de
mission auprès du délégué aux
rapatriés, vient d'être nommé
directeur du cabinet de M. Kofi
Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé
des affaires sociales et de l'intégra-
tion.

[Né en octobre 1958, diplômé de l'ins-
titut d'études politiques et de l'Ecole
nationale d'administration, M. Thierry
Coudert a été directeur de cabinet du
préfet du Haut-Rhin et de la région
Champagne-Ardenne, avant d'être sous-
préfet de Wissembourg (1987-1988).
Depuis août 1989, il était chargé de mis-
sion auprès du délégué aux rapatriés.]

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5536



HORIZONTALEMENT

1. Peut faire une chose en un
éclair. - 8. Inspira des tragédiens.
Qui a donc tout quitté. - 11. Parti-
cipe. Quelqu'un qui avait son style.

IV. Source d'énergie. Aime bien
la chaleur. - V. Pas en retard. De

quoi faire des cérémonies. -
VI. Où certains font du lard. -
VII. Qui a donc une poche bien
remplie. Sont mis en pratiques. -
VIII. Bons morceaux. - IX. Note.
L'avis des hommes. Le matin. -
X. On lui jeta bien plus que la
pierre. Se donne du mouvement. -
XI. Est souvent dans la purée.
Offre du travail.

VERTICALEMENT

1. Devant lui, nombreux sont
ceux qui franchissent le pas. Reste
entre deux portes. - 2. Fut bien
possédé après avoir été mené en
bureau. Bien accompagné. - 3. Est
appliqué pendant le travail. Est
complètement bouché. Pronom. -
4. Brûla beaucoup. Va sur des
pointes. - 5. Ralentissent ou stop-
pent un mouvement. Deux parmi
trois. - 6. Fils de patriarhe. Ont
une selle sur le dos. - 7. Est

capable de faire du mal à une
mouche. Sont en train s'entraîner. -
8. Met du blé de côté. Facile à
supporter. - 9. A un faible niveau.
Est mis au panier. Milieu pour
aigrifins.

Solution du problème n° 5535

Horizontalement

1. Pistonner. - 2. Roueries. -
3. Entremise. - 4. Ur. Egal. -
5. Aire. Sein. - 6. Usées. Se. -
7. Ta. Sept. - 8. Ira. Poète. -
9. Odonates. - 10. Uélé. As. -
11. Sotte. Cn.

Verticalement

1. Précautions. - 2. Ion. Isard. -
3. Surs. Août. - 4. Tardes. Met. -
5. Ore. Sépale. - 6. Nimes. Pote. -
7. Neige. Tee. - 8. Essais. Tsur. - 9. Ene. Si.

GUY BROUTY

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est
réuni, mercredi 6 juin, sous la
présidence de M. François Mit-
terrand. Au terme de ses tra-
vaux un communiqué a été
publié dont voici les principaux
extraits :

• Dispositions diverses
en matière de transports

Le ministre de l'équipement, du
logement, des transports et de l'es-
pace et le secrétaire d'Etat aux
transports routiers et fluviaux ont
présenté un projet de loi portant

dispositions diverses en matière de
transport.

1) La loi de finances pour 1991
a confié à un établissement public
dénomme Voies navigables de
France l'exploitation, l'entretien,
l'amélioration et l'extension du
réseau des voies navigables.

Le projet de loi ajoute aux attri-
butions de cet établissement public
la police de la conservation du
domaine public fluvial qui lui est
confiée. Il prévoit que les taxes qui
lui sont dues par les gestionnaires
d'ouvrages hydrauliques seront
recouvrées par les agences finan-
cières de bassin, qui agissent
comme guichet unique en ce
domaine.

2) Le projet de loi fixe le
régime juridique des servitudes
d'inondation destinées à faciliter
l'écoulement des eaux du Rhin.
Les propriétaires dont les terrains
seront soumis à ces servitudes
seront indemnisés comme en
matière d'expropriation pour cause
d'utilité publique.

• Livre IV
du code pénal
(lire page 13)

• La protection du littoral
(lire page 13)

• La politique
des brevets

Le ministre de la recherche et
de la technologie et le ministre
délégué de l'industrie et au com-
merce extérieur ont présenté une
communication sur la politique
des brevets.

Alors que les entreprises fran-
çaises sont habituées à déposer
leurs brevets commerciaux, elles
déposent un moins grand nombre
de brevets que leurs concurrents
étrangers. Notre déficit commercial
en matière de brevet a atteint
3,7 milliards de francs en 1990.

NOMINATIONS

AN Quai d'Orsay

M. Alain Dejammet

nommé directeur

des affaires politiques

M. Alain Dejammet a été
nommé, mercredi 5 juin, directeur
des affaires politiques au ministère
des affaires étrangères, en remplace-
ment de M^{me} Joëlle Timsit,
devenue conseiller diplomatique
du premier ministre.

[Né le 8 décembre 1936, M. Dejammet, ancien élève de l'ENA, est titulaire
d'un DES de droit public. Il a été en
poste notamment à New-Delhi
(1965-1967), aux Nations unies à New-
York (1967-1972), à Washington
(1972-1975), et au Caire (1978-1981). De
1981 à 1986, M. Dejammet a dirigé le
service d'information et de presse du
Quai d'Orsay. Il a ensuite été nommé
directeur d'Afrique du Nord et du
Moyen-Orient, poste qu'il a occupé jus-
qu'à sa nomination comme ambassadeur
au Caire en mars 1989.]

Affaires sociales et intégration

M. Thierry Coudert

directeur du cabinet

de M. Kofi Yamgnane

M. Thierry Coudert, chargé de
mission auprès du délégué aux
rapatriés, vient d'être nommé
directeur du cabinet de M. Kofi
Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé
des affaires sociales et de l'intégra-
tion.

[Né en octobre 1958, diplômé de l'ins-
titut d'études politiques et de l'Ecole
nationale d'administration, M. Thierry
Coudert a été directeur de cabinet du
préfet du Haut-Rhin et de la région
Champagne-Ardenne, avant d'être sous-
préfet de Wissembourg (1987-1988).
Depuis août 1989, il était chargé de mis-
sion auprès du délégué aux rapatriés.]

La protection de la propriété
industrielle est pourtant un élé-
ment important de la compétiti-
vité des entreprises. Montrant la
priorité qu'il accorde au dévelop-
pement des petites et moyennes
entreprises, le gouvernement
entend améliorer les mesures incen-
tives les entreprises à protéger leurs
produits et procédés de fabrication
nouveaux.

1) Les aides accordées aux
petites et moyennes entreprises par
l'Agence nationale pour la valon-
sation de la recherche et le Crédit
d'impôt recherche s'appliquent aux
fraîs de dépôt et de maintenance
des brevets.

Pour aider les entreprises à
mieux utiliser ces facilités, des
« réseaux de diffusion technologi-
que » coordonnent les organismes
et services publics chargés d'aider
et de conseiller les entreprises en
ce domaine.

Une étude sera engagée avec les
compagnies d'assurances pour la
mise au point d'une assurance
contre les contrefaçons.

2) La protection de la propriété
industrielle doit être un élément
important des accords
internationaux conclus dans le
domaine économique et
commercial.

La France participera aux
travaux engagés à l'échelle
européenne pour la mise au point
de régimes unifiés pour les
marques, les dessins et les
modèles, à l'image du dispositif
déjà adopté pour les brevets.

La protection de la propriété
intellectuelle est prise en
considération dans les négociations
de l'Uruguay Round et dans celle
des accords bilatéraux. Le nouvel
accord de coopération scientifique
et technique qui sera signé cet
après-midi avec le Japon en
fournit une illustration.

Mesures
d'ordre individuel.

Le Conseil des ministres a
adopté les mesures indivi-
duelles suivantes :

Sur proposition du premier
ministre,

- L'amiral Jacques Lanxade,
chef d'état-major des armées,
est nommé membre du
Comité de l'énergie atomique.

Sur proposition du ministre
d'Etat, ministre des affaires
étrangères,

- M. Jean-Bernard Reimond
est élevé à la dignité d'ambas-
sadeur de France.

Sur proposition du ministre
de l'Intérieur,

- M. Gérard Cureau, préfet de
la région Bourgogne, préfet de
la Côte-d'Or, est nommé pré-
fet hors cadre.

Sur proposition du ministre
de l'équipement, du logement,
des transports et de l'espace,

- M. Jean Poullit, ingénieur
général des ponts et chaus-
sées, est nommé directeur
régional de l'équipement
d'Ile-de-France avec rang et
prérogatives de préfet.

Sur proposition du ministre
de l'Intérieur, le conseil des minis-
tres a prononcé la dissolution
du conseil municipal de la
commune de Daulx (Doubs) et
la dissolution du conseil munici-
pal de la commune de Sotte-
ville-sur-Mer (Seine-Maritime).

LOTTO

1985

20835

6 9 15 19 27 33 40

20835

6 9 15 19 27 33 40

20835

6 9 15 19 27 33 40

20835

6 9 15 19 27 33 40

20835

6 9 15 19 27 33 40

20835

6 9 1

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

La visiteuse de vies

Alain est un violeur, récidiviste. Condamné, huit ans, libéré, condamné à nouveau, treize ans. Un violeur est toujours doublement en prison, car à l'enfermement s'ajoute l'isolement, les autres détenus haïssant les « pointeurs ». Alain, lui, l'est triplement comme s'il avait reçu le crime en héritage.

Mireille Dumas est allée le voir dans sa cellule. Comme elle a rencontré, seule, longuement, d'autres détenus, hommes ou femmes, condamnés pour d'autres faits. Point de départ, point d'arrivée de « Crimes et Passions », une série étonnante, dérangeante même, de vies décortiquées, presque foudroyées.

Quand la justice est passée, avec l'idée que la vérité des faits est établie, on croit tout savoir de l'homme, de la femme condamnés. Le premier volet de l'enquête, mercredi sur TF1, montre qu'on ne sait rien. Mireille Dumas, face au même homme n'ayant plus l'envie d'être disculpé, mais celle de comprendre, de se faire comprendre et surtout de se faire comprendre, a remonté le cours d'une existence devenue criminelle.

Dans sa cellule, propre et soigneusement rangée, dans son intérieur si l'on ose dire, Alain a reçu sa visiteuse de vie. Gentiment, sans agressivité ni plaintes, pour lui servir d'abord sa vérité,

celle qu'il s'était construite, autour d'un amour homosexuel adolescent. Il a, à trente ans, montré les recules de poèmes, les portraits, partout, d'Eric le compagnon mythique. Il a dit la tentative de reconquête par la violence de cet amour perdu. « C'est comme si on m'avait arraché le cœur ». Et puis les agressions, « la haine, la dérive incontrôlable, le dégoût. Ma manière d'aimer, c'est de faire souffrir ».

Mireille Dumas, question après question, va, en le combattant presque, conduire Alain bien plus loin. Soit que peu à peu, il s'interroge sur lui-même, sur ses terribles enfantines, sur ses rapports

au père et à la mère. Soit que, pas à pas, par l'interrogation des proches, à visage découvert, la trame familiale apparaisse, crue et bouleversante. Une autre vérité se fait jour alors, inexorablement. Et elle est presque terrifiante, lorsque le père totalement pervers et le revendiquant dans une introspection complaisante et vaniteuse avoue en souriant : « Il me ressemblait trop, je l'ai détruit moi-même. J'ai toujours eu une certaine satisfaction à faire le mal. Lui l'a fait physiquement, moi moralement, lui c'est grossier, moi c'est plus fin ».

Signification des symboles : ▶ A voir : □ Film à éviter : ■ On peut voir : ■■ Ne pas manquer : ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 6 juin

- TF 1**
- 20.50 Feuilleton : La Vengeance aux deux visages.
 - 22.30 Soirée spéciale : Les Centrales nucléaires en questions. En direct de Gravelines. Avec Yvette Chasseigne, présidente de l'IPSN, Christian Bataille, député PS du Nord, Pierre Tanguy, inspecteur général de la sûreté nucléaire, Louis Le Prince Ringue, académicien, Brice Lalonde.
 - 23.45 Le Bébête show (rediff.).
- A 2**
- 20.45 Magazine : Envoyé spécial. Des brouettes pour le Koweït ; Ungero ; Les flics.
 - 22.05 Magazine : Morceaux choisis. Résumé des Intermédias de France de Roland-Garros 1991.
 - 22.50 Cinéma : Crimes du cœur. ■ Film américain de Bruce Beresford (1988). Avec Diane Keaton, Jessica Lange, Sissy Spacek.
 - 0.35 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 La Dernière Séance.
 - 20.55 1^{er} film : Un espion de trop. ■■ Film américain de Don Siegel (1977).
 - 22.35 Dessins animés. Tex Avery.
 - 23.00 Journal et Météo.
 - 23.25 2^e film : L'Étrange Incident. ■■

- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Le Marchand d'armes. ■ Film canadien de Nardo Costello (1984).
 - 21.45 Flash d'informations.
 - 21.55 Cinéma : Tequila Sunrise. ■ Film américain de Robert Towne (1988) (v.o.).
 - 23.45 Cinéma : L'Aventure extraordinaire d'un papa peu ordinaire. □ Film français de Philippe Clair (1989).
- LA 5**
- 20.50 Cinéma : Angélique marquise des Anges. □ Film français de Bernard Borderie (1984).
 - 22.40 Magazine : Kargo. ■ Invité : Alexandra David-Néel.
 - 23.35 Magazine : A la cantonade. Présenté par Françoise Guéjard.
 - 23.50 Journal de la nuit.
 - 0.00 Demain se décide aujourd'hui.
- M 6**
- 20.35 Cinéma : Pied plat sur le Nil. □ Film italien de Steno (1979).
 - 22.25 Météo des plages.
 - 22.30 Cinéma : Viol et châtiment. □ Film américain de Lamont Johnson (1977).
 - 0.00 Six minutes d'informations.
 - 0.05 Magazine : Dazibao.

- 2.00 Rediffusions.**
- LA SEPT**
- 21.00 Documentaire : Poussières de guerre. De Frédéric Lafont et Christophe de Ponilly. (2). Le Temps des larmes.
 - 21.50 Magazine : Megamix. De Martin Meissonnier.
 - 22.50 Documentaire : Katsav, la classe du maître. De Jean Louis Cornoli.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Hélène, d'après Yannis Ritsos (rediff.).
 - 21.30 Profils perdus. André Leroi-Gourhan (1^{re} partie).
 - 22.40 Les nuits magnétiques. Ballade zéroïse à Leningrad.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct de l'Eglise Saint-Louis des Invalides) : Trois motets pour voix de femmes à cappella op. 39, Symphonie n° 2 pour chœur et orchestre op. 52, de Mendelssohn, par l'Orchestre national de France, le Chœur et la Maîtrise de Radio-France, dir. Alexander Gibson.
 - 23.07 Poussières d'étoiles.

Vendredi 7 juin

- TF 1**
- 15.25 Feuilleton : Orages d'été, avis de tempête (rediff.).
 - 16.20 Club Dorothée.
 - 17.30 Série : Chips (rediff.).
 - 18.20 Jeu : Une famille en or.
 - 18.50 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.50 Divertissement : Le Bébête Show.
 - 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
 - 20.45 Variétés : Tous à la Une.
 - 22.45 Magazine : 52 sur la Une. Les Dammés de la table.
 - 23.45 Magazine : Spécial sport. Boxe dans l'Idole. Finale des Golden Gloves.
 - 0.45 Le Bébête show.
 - 0.50 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 14.15 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros 1991, en direct et en Eurovision.
 - 19.05 Série : Mac Gyver (rediff.).
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Téléfilm : Pour le pire et pour la mort.
 - 22.15 Flash bridge.
 - 22.25 Magazine : Caractères. Goli : les coulisses de la guerre. Invités : Eric Laurent (Tempête du désert), Serge July (la Diagonale du Golfe), Jean Baudilland (la guerre du Golfe n'a pas eu lieu), Joëlle Aïa et Christine Clerc (la Guerre de Méranie), Dominique Janet (la Parole du Golfe : la guerre des deux mondes).
 - 23.44 Magazine : Morceaux choisis. Résumé des Intermédias de France de Roland-Garros 1991.
 - 0.15 Journal et Météo.
- FR 3**
- 14.30 Magazine : Regards de femme.
 - 15.00 Flash d'informations (et à 18.28).
 - 15.05 Téléfilm : Victoire sur la nuit.
 - 17.20 Amuse 3.
 - 18.10 Magazine : C'est pas juste. Invités : André Dussolier, Laurence Nart, chef de bureau de la toxicomanie, alcool et tabac de la direction de la santé.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
 - 20.05 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 Magazine : Thalassa. Départ de la 4^e édition de l'Open UAP des Communautés européennes, en direct de Lorient : Ananas Island, d'Agnès et Jean-Claude Barot.

- CANAL PLUS**
- 15.35 Documentaire : Les Animaux du Grand Nord.
 - 16.00 Cinéma : Les Trois Fugitifs. ■ Film américain de Francis Veber (1989).
 - 17.35 Magazine : Rapido spécial.
 - 18.05 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.30**
- 18.30 Ça cartoon.
 - 18.50 Top albums.
 - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
 - 20.30 Téléfilm : On a tué mes enfants.
 - 22.00 Documentaire : Meg max.
 - 22.50 Flash d'informations.
 - 23.00 Cinéma : Dangereusement vôtre. ■ Film américain de John Glen (1985).
 - 1.05 Fever. ■ Film australien de Craig Lahiff (1987).
- LA 5**
- 15.30 Série : Soko, brigade des stupés.
 - 16.25 Youpi ! L'école est finie.
 - 17.35 Jeu : La Ligne de chance.
 - 18.00 Série : Mission casse-cou.
 - 18.50 Série : Les Trouble-fête.
 - 19.05 Série : Kojak.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.50 Téléfilm : Pour le meilleur et pour la mort.
 - 22.25 Mystères à Twin Peaks (8^e épisode, rediff.).
 - 0.00 Journal de la nuit.
- M 6**
- 14.55 Boulevard des clips (et à 1.00).
 - 15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
 - 16.40 Jeu : Hit hit hit heures !
 - 16.45 Jeu : Zygomusic.
 - 17.15 Série : Drôles de dames.
 - 18.05 Série : Mission impossible.

- 19.00 Série :**
- La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.**
- 20.00 Série : Cosby Show.**
- 20.30 Météo 6.**
- 20.40 Téléfilm : SOS otages.**
- 22.20 Météo des plages.**
- 22.25 Série : Equalizer.**
- 23.15 Magazine : Vénus.**
- 23.45 Capital.**
- 23.55 Six minutes d'informations.**
- 0.00 Documentaire : Angoulême 1990.**
- 2.00 Rediffusions.**
- LA SEPT**
- 15.50 Opéra : Xérxès. De Haendel, par l'English National Opera, dir. : Charles Mackerras.
 - 19.00 Documentaire : Les Heures chaudes de Montparnasse. De Jean-Marie Drot.
 - 19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 22.30).
 - 20.00 Documentaire : Dix jours... quarante-huit heures. De Georges Dufaux.
 - 21.00 Téléfilm : Un destin cannibale.
 - 22.35 Téléfilm : Liberté, liberté. De J.-D. de La Rochefoucauld (1^{re} partie).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Jacques Villon par Marcel Duchamp.
 - 21.30 Musique : Black and blue.
 - 22.40 Les nuits magnétiques.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 10 mars à Francfort : Requiem, de Verdi, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarnbruck et la Singakademie de Francfort, dir. Kazimierz Kord.
 - 23.07 Poussières d'étoiles.
- Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER**
- « ZAPPING »**
- Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 63 12 66.

LUNDI 10 JUIN

- S. 4 - 14 h 30. Succession de M^{me} Ullmann et appartenant à divers amateurs. IMPORTANTS BIJOUX ET OBJETS DE VITRINE. - M^{me} LIBERT et CASTOR, M^{me} ADER, PICARD, TAJAN et M^{me} FERRI. MM. Serret, Monnaie et Portier, experts.
- S. 5 - Monnaies et bel ameublement. ARCOLE.
- S. 8 - Boules presse-papiers. - M^{me} BOISGIRARD.
- S. 10 - Estampes modernes. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 11 - 14 h. Porcelaines et faïences européennes des 16^e, 17^e, 18^e et 19^e. Majoliques italiennes. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Lefebvre, expert. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 16 - Bibles, meubles, Ethnologie. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

MERCREDI 12 JUIN

- S. 1 et 7 - 14 h 30. Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e s. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Dillée, expert. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 3 - Argenterie. Bijoux anciens et modernes. - M^{me} ROGEON.
- S. 4 - 14 h 15. COLLECTION HENRI M. PETIT. Très belles estampes modernes. Notamment : PICASSO, e Suite Vollard et complète des cent planches, DAUMIER, LABOUREUR, Marie LAURENTIN, RENOIR, ROUAULT... - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M^{me} Rousseau, M. Romand, experts. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 5 et 6 - Tableaux modernes et sculptures. Art nouveau. Art déco. Tapisseries modernes. - M^{me} MILLON, ROBERT.
- S. 9 - Tableaux, meubles d'époque et de style. ARCOLE (M^{me} RENAUD).
- S. 13 - Tableaux, meubles. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 16 - Meubles. Objets d'art. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.

VENDREDI 14 JUIN

- S. 5 et 6 - Quatre dessins d'INGRES. Tableaux modernes. Tableaux anciens. Objets d'art, pendules. Sièges et meubles du 18^e siècle. Estampes. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 8 - Livres anciens. - M^{me} COUTURIER, de NICOLAY. M. Guy Martin, expert.
- S. 9 - Lithographies. - M^{me} BOISGIRARD.
- S. 10 - 11 h et 14 h 30. Joaillerie. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Fromanger, Véronique Fromanger. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 11 - 14 h 15. Autographes. Souvenirs historiques. Armes. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Nicolas, M. Duchiron, experts. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 13 - Tableaux, bibelots, objets d'art. Armes. - M^{me} BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-41-80-87.
ARCOLE (groupe de CP), 52, rue Talbot (75009), 48-78-18-84.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
FERRI, 53, rue Vivienne (75002), 42-33-11-24.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REHIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 49-24-51-20.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-85-38.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 49-78-81-06.

Le Monde EDITIONS

Vient de paraître

UNE HISTOIRE DE LA DÉMOCRATIE EN EUROPE

Sous la direction de Antoine de Baecque

Pour la première fois, l'ensemble de l'Europe relève d'un système politique, issu des principes avancés en 1789. Pourtant la démocratie ne se pratique pas de la même façon au Royaume-Uni ou en Allemagne, en Roumanie ou en Tchécoslovaquie... Comprendre la démocratie c'est en raconter l'histoire.

LES ÉCHOS DE LA MÉMOIRE

Tabous et enseignement de la Seconde Guerre Mondiale

Textes réunis et présentés par Georges Kantin et Gilles Manceron

Préface de Claude Julien

Que sait-on de la guerre et du nazisme ? Comment se transmet la mémoire ? Quel est le rôle des témoins, des enseignants, de l'État et des médias ? Vivre la démocratie, c'est en diffuser les valeurs.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Tout en reconnaissant le « réel effort de l'Etat »

Un rapport du Sénat préconise un nouveau plan de modernisation de la police

La commission de contrôle sénatoriale chargée d'examiner l'activité des services de police a rendu son rapport, mercredi 5 juin. Selon son rapporteur, M. Lucien Lanier, sénateur (apparenté RPR) du Val-de-Marne, un nouveau plan de modernisation de la police nationale est nécessaire.

Dans le tumulte de l'affaire Doucet, et après les violences des « casseurs » lors des manifestations lycéennes à Paris, la majorité sénatoriale avait décidé, le 13 décembre, de créer une commission de contrôle. Le champ d'investigation ouvert était vaste : il s'agissait d'examiner « la gestion administrative, financière et technique des services relevant de l'autorité du ministère de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens ».

Le rapport reconnaît que les auditions des responsables de la police n'ont « pas toujours été à la hauteur des espérances », notamment en matière d'écoutes téléphoniques.

Sans pouvoir éviter les généralités et les lieux communs, le rapport de M. Lucien Lanier développe trois thèmes :

• Le terrorisme international. — Le rapport admet que « le danger semble — momentanément — conjuré ». Plus préoccupante, aux yeux des sénateurs, l'augmentation des flux migratoires est, elle, évaluée à un flux net d'entrées annuelles de cent mille étrangers en France. Pour renforcer le contrôle de l'immigration, les sénateurs recommandent de « faire halte au détournement du droit d'asile » par des « réfugiés économiques ». Ils invitent les autorités à « multiplier les contrôles d'identité inopinés sur le territoire national, spécialement après la ratification des accords de Schengen ».

• La situation dans les banlieues et en Corse. — La commission s'en prend aux « funestes effets du déclin de l'autorité dans notre société » et à la « responsabilité adéquate par les parents ». Elle propose de réfléchir à une refonte totale de la législation sur les manifestations afin « d'éviter la paralysie de la vie urbaine » due au « recours abusif et récurrent à des manifestations excessives ». Elle réclame « une puissante sécurité de proximité » dans les banlieues « avec une présence constante de fonctionnaires de police pouvant rapidement faire appel à des renforts sérieux ». Le rapport souligne aussi les « effets destructeurs de la drogue de la Corse vers l'anarchie ».

La responsabilité en est attribuée au « laxisme des pouvoirs publics », qui ont conduit avec le FLNC « des trêves complètement illusoires ». « En Corse comme dans les banlieues, il faut commencer par rétablir l'ordre », estime M. Lanier qui préconise de « préserver les acquis de Vigipirate », sur le double plan de la lutte anti-terroriste et de la lutte contre la délinquance quotidienne.

• L'adaptation des services de police à leurs missions. — Le rapport s'alarme de l'extension « considérable » des missions confiées aux RG. Afin d'éviter les doubles emplois, il préconise de « recentrer » les activités des RG sur leur « vocation initiale » : selon M. Lanier, « les renseignements généraux doivent renseigner. La direction de la surveillance du territoire doit surveiller ». Pour éviter les « bavures » et les dérapages de certains fonctionnaires des RG, le rapport propose « d'exiger un strict respect de la hiérarchie, responsable du maintien de la discipline et des actes de ses collaborateurs » et de « surveiller avec attention, mais sans a priori défavorable, la détermination du projet de conseil supérieur de l'activité policière » annoncé par M. Pierre Joxe quand il était ministre de l'intérieur.

Reconnaissant que la police a bénéficié d'un « réel effort [financier] accompli par l'Etat, au moins depuis 1985 » avec le plan de modernisation lancé par M. Joxe, le rapport réclame « un nouveau plan de modernisation de la police nationale » et une meilleure définition des missions de ses différents services. Enfin, il est demandé de confier au maire de Paris des « pouvoirs de police municipale à l'égal de ceux confiés aux maires des grandes villes de France ».

Au Palais de Tokyo à Paris

M. Jack Lang présente le futur « Palais du cinéma et de l'image »

Depuis son installation rue de Valois, Jack Lang nourrit le projet d'un « lieu au cœur de Paris qui puisse devenir le palais du cinéma et de l'image ». Après le départ de ses collections de peinture vers Beaubourg et Orsay, c'est le Palais de Tokyo, entre l'avenue du Président-Wilson et la Seine, qui fut choisi. Le Centre national de la photographie s'y installait dès 1984, rejoint par la Mission du patrimoine photographique, puis par la FEMIS (l'institut de formation et d'enseignement pour les métiers de l'image et du son).

Le ministre devait annoncer, lors d'une conférence de presse le jeudi 6 mai, la dernière phase d'aménagement du bâtiment construit pour l'Exposition internationale des arts et techniques de 1937, qui permettra l'installation, aux côtés des actuels occupants de la Cinéma-thèque française, d'une bibliothèque médiatique de très grande ampleur, d'un musée du cinéma d'un type nouveau et d'espaces d'accueil et de travail pour les professionnels.

D'après les plans de l'architecte Franck Hammoutene, les travaux débuteront à l'automne prochain par la réhabilitation de la façade, suivie des transformations intérieures en vue de l'inauguration en 1993, année du centenaire du cinéma. 180 millions de francs ont pour l'instant été affectés par l'Etat au chantier. Si les lieux disponibles sont un peu moins vastes qu'il n'était prévu à l'origine (Jack Lang a fait réviser les plans « pour mieux respecter l'architecture et donner plus de souplesse en vue de futurs développements »), leur répartition entre les différents usagers semble désormais acquise, pour obtenir « l'entremêlement amical et créatif des diverses institutions » que le ministre appelle de ses vœux.

Le premier Festival Cinéma-Musique

Tous les problèmes ne sont pas réglés pour autant : le mode de réunion des archives de la Cinéma-thèque et de la FEMIS pour créer une des plus grandes bibliothèques au monde dans ce domaine n'est pas trouvé. Les choix de conservation et de consultation des films (en projection ou en vidéo) qui seront mis à la disposition des professionnels et des chercheurs restent à faire. La « base de repère » de la FEMIS oblige de démembrer durant quelques mois en 1993 doit encore être décidée — il est question de la région Languedoc-Roussillon. Et il faut aussi trouver un nom au futur Palais.

La mise au point du nouveau Musée du cinéma (le Musée Henri-Langlois demeurant au Palais de Chaillot) semble en revanche avancée, grâce à la mission d'étude confiée à Dominique Païff et Alain

Guéhen, qui préconisent en particulier d'exposer des extraits de film, et de produire leurs propres images. Quant à la Cinéma-thèque, elle profitera, en plus de la grande salle de projection, du « trésor caché de Tokyo » : la salle dite « 1937 », inaugurée par Léon Blum lors de l'ouverture, qui fut muée le lendemain même pour raisons de sécurité et a été retrouvée intacte.

Du 4 au 11 octobre prochain, en guise de préfiguration de son futur rôle, le Palais de Tokyo sera le pôle central du premier Festival Cinéma-Musique présidé par Costa-Gavras, qui organise la projection dans la France entière de grands films classiques ou d'œuvres méconnues (il restera par les cinémathèques de nombreux pays. Conçue en liaison avec la Film Foundation américaine qu'anime Martin Scorsese, cette manifestation destinée à devenir biennale doit être reprise aux Etats-Unis l'année suivante. Parallèlement à cette mise en valeur du patrimoine, l'enseignement connaîtra un nouveau développement : avec le démarrage, en octobre prochain, de Périphérie, « laboratoire » conçu par Jean-Luc Godard dans le cadre de la FEMIS.

Enfin, le ministre devait annoncer officiellement la mise en place de la Mission de réflexion et de préfiguration des considérables festivités qui marqueront le centenaire du cinéma dans quatre ans, en France et dans le monde. La présidence de cette commission, qui remettra un rapport à Jack Lang au mois de décembre, a été confiée à Michel Piccoli.

J.-M. F.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Fast-bistouri

VOUS avez vu hier au journal télévisé ces candidats complètement groggy interrogés après l'épreuve de philo ? Et toi, sur quoi t'as planché ? L'intérêt peut-il avoir une valeur morale ? L'expérience instruit-elle ? Apprendra, est-ce sûrement s'informer ? Il savait pas, il se souvenait plus, le mec, ça lui était déjà sorti de la tête ! Il a bien raison. Pour ce que ça lui rapportera, sa peau d'âne !

Bac + 0 = 0. Et bac + 5 = 7 600 balles par mois. Je pense aux infirmières anesthésistes. Cinq années d'études difficiles entraînant des stages contraignants pour galérer nuit et jour dans des conditions tellement précieuses, tellement pénibles, qu'elles mettent en danger la vie des malades. On en est là, oui. La peur de tuer a remplacé l'espoir de guérir à l'hôpital, aujourd'hui. Seulement ça, on ose pas vous le dire.

On en est réduit à recruter des médecins faisant office de chirurgien. Les toubibs et les réanimateurs n'ont plus les yeux en face des trous. Entre les astreintes à rester chez soi ligoté au fil du téléphone, les gardes, les urgences et les opérations à la

chaîne — Et une rate, une ! Et deux greffes et trois véscicules pour la 4 — maintenant l'hôpital donne la rime à MacDonald. Allons-y pour le fast-bistouri !

Vous me répondez : Normal, on endort et on opère de plus en plus. Il n'y a pas chez le pharmacien qu'elles s'envolent, les dépenses de santé. En salle d'op. parait. Regardez depuis trois semaines qu'elles sont en grève, les infirmières, on n'intervient que si c'est absolument nécessaire, une appendicectomie, une rupture d'anévrysme, une hémorragie interne, et, bon, c'est limité, mais personne n'en est encore mort, paraît-il.

Au fond, vous avez peut-être raison. Qu'est-ce qu'elle entend, la Cresson, pour introduire l'idée d'opérations de confort comme pour les médicaments ? Vous tenez absolument à la mini-paule ? Elle vous gêne, votre catastrophe, votre varice, votre prostate ? Ben, demandez-vous, trouvez un billard dans une clinique quatre étoiles, et comptez pas sur nous pour vous rembourser. Où il va, tout ce fric retenu sur votre paye ? Au trou. Le trou de la Sécu. Et c'est pas en vous débouchant les artères qu'on le bouchera.

Nombreuses levées des mots d'ordre de grève

Les perturbations du trafic du groupe Air France sont moins importantes que prévu

C'est en ordre très dispersé que les organisations syndicales du groupe Air France ont abordé la journée du jeudi 6 juin, date à laquelle elles avaient appelé à faire grève pour obtenir des directions des compagnies Air France, Air Inter et UTA la levée du blocage des salaires.

L'annonce d'augmentations salariales de 2,5 % à Air Inter et UTA ont amené la majorité des syndicats de ces deux entreprises à lever leurs préavis (le Monde du 6 juin).

En raison de la date tardive de cette détente sociale, tous les vols n'ont pu être rétablis, chez UTA par exemple, où la liaison Paris-

San Francisco-Papeete demeure repoussée au vendredi 7 juin. Air Inter semblait, le 6 juin en milieu de journée, exécuter un programme réduit à 65 % par rapport à un jour ordinaire, et on ne comptait que 12 % de grévistes parmi le personnel au sol.

A Air France, où le marasme persistant explique une plus grande rigueur salariale, la majorité des organisations syndicales avaient maintenu leur préavis. La compagnie nationale a donc été le transporteur le plus touché du groupe avec un peu plus de la moitié de ses vols moyen-courriers annulés, même si la situation a été normale en province et pour les vols long-courriers.

Les États-Unis vont vendre des hélicoptères aux Émirats et à Bahreïn

Le secrétaire américain à la défense a annoncé mardi 4 juin, que les États-Unis allaient vendre des hélicoptères de combat aux Émirats arabes unis. Selon une personnalité américaine qui accompagnait M. Dick Cheney, il s'agit de vingt appareils de type Apache. Six ou huit autres hélicoptères militaires seront d'autre part vendus à Bahreïn.

La semaine dernière, le Pentagone avait annoncé la livraison à Israël de dix chasseurs F-15. Commentant ces décisions, M. Cheney a déclaré que Washington satisfait « les besoins légitimes de ses amis en matière de sécurité » et que de telles livraisons n'étaient pas en contradiction avec les déclarations du président Bush sur le contrôle des ventes d'armes dans la région. La vente des hélicoptères devra être approuvée par le Congrès. — (Reuter, AFP.)

Arrêt de travail à Météo-France

La diffusion des prévisions météorologiques est fortement perturbée, jeudi 6 juin, par un mouvement de grève qui s'est déclenché, la veille au soir, au service central d'exploitation de Météo-France à Paris. Un service minimal de diffusion d'informations devrait toutefois être assuré, a annoncé la direction du service concerné, en prévision du « fort coup de vent qui devrait toucher demain après-midi le Golfe de Gascogne ».

Les délégués syndicaux (CGT, CFDT, FO) ont appelé les quelque 450 salariés du service d'exploitation à une grève de 36 heures afin de protester contre l'insuffisance, selon eux, des mesures sociales accompagnant la délocalisation, prévue l'été prochain, de l'ensemble de ce service à Toulouse. Ce projet de décentralisation avait déjà suscité une grève de vingt-quatre heures le 9 octobre dernier. La direction du service relevait, jeudi en fin de matinée, 75 % de grévistes.

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

IRELLI
inclinaison tête et pied, soutien bien la colonne vertébrale

CAPELOU

10, rue de la République, 75011 Paris, tél. 01 42 50 40 00

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Europe : « De la Communauté à la Confédération », par Maurice Duverger ; « Une nouvelle doctrine Monroe », par Joseph Rovani..... 2

ÉTRANGER

La réconciliation entre Téhéran et Ryad : Le ministre saoudien des affaires étrangères en visite en Iran 8
Les raids israéliens au Liban sud : Washington « presse » Jérusalem de faire preuve de « retenue » 8

POLITIQUE

Rencontre Mauroy-Marchais : Les responsables socialistes et communistes examinent la majorité de gauche « potentielle » 9

SOCIÉTÉ

Dépistage du sida : Un entretien avec M. Bruno Durieux 12

SPORTS

Tennis : Les Internationaux de France à Roland-Garros 15

CULTURE

Hommage à Bette Davis : Huit films de l'actrice vont être projetés à Paris 16

LIVRES • IDÉES

Les fins dernières de la littérature, par Danièle Sallenave • La vie du langage, par Denis Sika • Enquête : le lamento des traducteurs • Le failliteur de Michel Braudeau : « Dormir avec Marcel » 19 à 26

ÉCONOMIE

Coopération franco-japonaise : Un accord scientifique et technique signé à Paris 27

AFFAIRES

François Michelin est-il un bon patron ? • Un pulman pour Accor • La chute de Tristan Vieilleux 29 à 31

Services

Abonnements 14
Annonces classées 28
Carnet 36
Loto 36
Marchés financiers 34-35
Mots croisés 36
Radio-Télévision 37
Spectacles 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 6 juin 1991 a été tiré à 512 727 exemplaires.

(Publicité)

Métros Saint-Sébastien et Duroc, aux Entrepôts du Marais :

pantalon flanelle 189F doublé

et 257 F en serge ; les hommes ont intérêt à fréquenter ces champions du prêt-à-porter de luxe qui proposent aussi une veste pure laine Woolmark à 585 F, en laine et cachemire à 688 F. Costume tissu Noblet et garni de 990 F (ils en ont aussi en Dornuël), smoking laine mohair 1.385 F. Rayon spécial grands et forts jusqu'à 62. Deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choux (3) et 112, rue du Cherche-Midi (6). De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

Pour réaliser 20 millions de francs d'économie

« L'Express » supprime son supplément « Paris »

Le supplément « Paris » de l'« Express » ne sera pas au rendez-vous de la rentrée. La direction de l'édition parisienne a décidé, en effet, de le supprimer pour réaliser 20,5 millions de francs d'économie. Selon le groupe Express, ce supplément consacré à la vie culturelle de la capitale n'a jamais réussi à trouver son équilibre depuis son lancement en 1984 et totalise un déficit de 82,5 millions de francs. De plus, il n'a pas eu les effets escomptés sur les ventes parisiennes : celles-ci, après avoir augmenté de 2,1 % l'an dernier, sont en recul de 4,2 % depuis le début de l'année, alors que les ventes ont augmenté de 10,7 % en province. Enfin, il semble que le

groupe, qui vient de lancer les magazines Mensuel et Belvédère, ait besoin de resserrer ses coûts pour pouvoir affronter une année difficile aux ventes publicitaires. Les pages consacrées aux spectacles, expositions et restaurants parisiens devraient être réintégrées en septembre dans l'édition nationale, et les financements de salariés devraient, selon la direction, être limités à moins de vingt personnes. La société des rédacteurs de l'« Express » a jugé « particulièrement coûteuse » cette disparition, en regrettant qu'« une solution médiane n'ait pas pu être envisagée ».

1990. Pour des raisons statutaires, il a été décidé de tenir à une date ultérieure l'assemblée générale extraordinaire convoquée pour se prononcer sur l'agrandissement de deux nouveaux membres de l'Association Hubert Beuve-Méry.

MAURITANIE : arrestations après les émeutes de Nouadhibou. — Des chefs de file de l'opposition clandestine et deux anciens ministres du président Ould Taya, accusés d'être responsables des émeutes de dimanche dernier à Nouadhibou, ont été arrêtés mercredi 5 juin à Nouakchott, apprend-on de source autorisée. MM. Ladjji Traoré et Ould Bedr Dine, du Mouvement national démocratique, et M. Djibril Ould Abdallahi, ancien numéro deux du régime, et Messoud Ould Boukheir, ancien ministre, figurent au nombre des personnes arrêtées. — (AFP.)